

«Nouvelle cuisine» chinoise à Hongkong

UN langage a refait son apparition à Pékin, que l'on croyait disparu depuis la révolution culturelle. Condamnant le projet de réformes démocratiques présenté par le gouvernement britannique de Hongkong, le régime communiste chinois vient successivement de qualifier M. Chris Patten de «déserteur de tango», puis de «grand criminel devant l'éternité». D'un régime dont le pragmatisme, en matière d'économie s'entend, est sans borne au point de vouloir inscrire l'économie de marché dans sa Constitution, on ne s'attendait guère à un tel déchaînement verbal, qui plus est officiellement approuvé par M. Deng Xiaoping.

Et pourtant, les propos du premier ministre, M. Li Peng, puis ceux, mercredi 17 mars, de M. Lu Ping, directeur du Bureau pour les affaires de Hongkong et de Macao, sont sans la moindre ambiguïté : puisque l'administration coloniale se refuse à instaurer la coopération prévue après le retour de Hongkong à la Chine en 1997 comme une soumission aux outas de Pékin, le régime communiste a décidé d'installer sa propre administration parallèle. En même temps, M. Lu admet que ces préparatifs «ont déjà commencé à y a long-temps» dans le «secret», alors même que les deux gouvernements étaient censés ouvrir de concert.

NE pouvant obtenir un soutien par M. Patten - «c'est à ses ordres que j'ai fait face», dit-il - M. Thatcher, Pékin jette le masque. Derrière le slogan selon lequel il faut que ce soient «les Hongkongais qui dirigent Hongkong», la Chine veut en fait mettre la main sur tous les rouages d'un territoire fabuleusement riche.

Au risque de montrer le peu de cas qu'il fait d'une coopération économique internationale pourtant si profitable à son pays, M. Lu a été jusqu'à mettre en garde les États-Unis à propos de leurs investissements à Hongkong, si jamais ils prenaient des mesures de rétorsion contre la Chine. A un moment où Pékin négocie son retour au sein du GATT, un tel comportement laisse mal augurer de la présence, dans cette instance internationale, d'un pays prêt à utiliser le levier économique pour assouvir ses ambitions politiques.

Cependant, personne n'a encore mis en doute la légitimité du retour de Hongkong à la Chine. Ce que M. Patten a voulu, c'est donner aux Hongkongais un minimum de garanties démocratiques et de représentation parlementaire avant la rétrocession. Pékin réplique que, «puisque, pendant plus de cent ans, il n'a été nullement question de démocratie à Hongkong, la processus de démocratisation doit avoir lieu de manière graduelle». Sans doute, mais, pour M. Lu, cette «manière graduelle» signifie en fait le rejet «à sine die» de toute réforme.

JUSQU'À présent, M. Patten est resté ferme et digne. Londres aussi. Mais les pressions chinoises, et les tentatives de division de l'opinion et des décideurs de Hongkong se font de plus en plus brutales. Jusqu'à quand M. Patten pourra-t-il résister à cette «nouvelle cuisine» concurrente menée par M. Lu Ping ? Dans un monde où la gastronomie jouit d'une réputation égale, seulement par la France, elle risque d'avoir un goût amer. Et les «cuisiniers» chinois sont pressés, maltraités dans l'art du tranchoir.

M0147 - 0319 0 - 7.00 F



Tandis que les négociations ont repris à New-York

Les Serbes continuent à défier l'ONU

Pour la huitième journée consécutive, les Serbes continuent de bloquer, jeudi matin 18 mars, l'aide humanitaire internationale destinée à l'enclave musulmane de Srebrenica, où le général Philippe Morillon, chef des «casques bleus» en Bosnie-Herzégovine, se trouve toujours. A New-York, les négociations sur l'avenir de cette République ont repris dans une atmosphère de pessimisme due à la poursuite des attaques serbes contre les populations civiles de Bosnie orientale.

La mission impossible du général Morillon

par Yves Heller

Les Serbes ont empiété prouvé, en près de deux ans, qu'ils avaient de la suite dans les idées, que rien ne les arrêterait dès lors qu'ils s'étaient fixés un objectif précis. Mais cette preuve n'avait jamais pris un tour aussi spectaculaire que depuis une semaine. Et si le général Philippe Morillon devait échouer dans sa tentative de faire plier les Serbes en les obligeant à ravitailler une enclave musulmane qu'ils s'apprêtaient à liquider, son geste aurait eu, au moins, le mérite de clarifier les choses. Chef des «casques bleus» en Bosnie-Her-

zégovine, le général Morillon s'est «enfermé» dans Srebrenica, au cœur de cette Bosnie orientale limitrophe de la Serbie, et que les Serbes veulent faire leur.

Depuis une semaine maintenant, il cherche à assurer le libre passage de l'aide humanitaire dans cette enclave; un passage refusé, jusqu'à présent, par les forces serbes. Menaces pour les assiégés d'accords de principe, suppliques : rien n'y a fait, rien n'a encore pu faire plier la détermination serbe.

Lire la suite et l'article d'AFSANE RASSIR POUR page 4 et page 23 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN

Sans demander au second tour la réciprocité aux amis de MM. Lalonde et Waechter

Le PS appellera ses candidats à se désister en faveur des écologistes

Les dirigeants du PS ont décidé, mercredi 17 mars, d'appeler les candidats socialistes à se désister, au deuxième tour des élections législatives, en faveur des candidats écologistes mieux placés qu'eux. Ce désistement, qui n'est soumis à aucune condition de réciprocité de la part des Verts et de Génération Ecologie, s'inscrit dans la perspective de la

par Patrick Jarreau

Le bureau exécutif du PS, convoqué dimanche 21 mars, appellera les candidats socialistes à se désister pour le second tour des élections législatives, d'abord en faveur des communistes là où ceux-ci les auront devancés, ensuite en faveur des écologistes partout où ces derniers auront été mieux placés au premier tour. Le texte de cet appel a fait l'objet d'un accord mercredi 17 mars entre les principaux dirigeants du parti. MM. Laurent Fabius, Michel Rocard, Lionel Jospin se sont consultés à ce sujet par téléphone. La thèse du «désistement unilatéral» pour les écologistes, là où il y aura lieu, face à la droite, l'a emporté sur celle qui

renouvellerait la gauche, dont M. Rocard a esquissé les contours dans son discours de Montlouis-sur-Loire le 17 février. L'ancien premier ministre considère d'autre part que la relance du PS passe par le départ de son premier secrétaire, M. Fabius, qui pourrait se voir proposer la présidence du futur groupe parlementaire.

Le désistement à une condition de réciprocité. Elle s'est imposée d'autant plus aisément que les derniers sondages publiés à la fin de la semaine dernière indiquaient une baisse des intentions de vote pour l'Entente des écologistes, qui réunit les Verts et Génération Ecologie. Cette position a naturellement, au-delà de la finalité tactique de limiter autant que possible l'ampleur de la victoire de la droite, une portée stratégique. En l'adoptant, le PS entend montrer qu'il accepte sans barguigner de reconnaître les écologistes comme une composante majeure de la gauche à reconstruire face à la nouvelle majorité et dans la perspective de l'élection présidentielle future.

La Bundesbank baisse son taux d'escompte à 7,5 %

La Bundesbank a annoncé, jeudi 18 mars au début d'après-midi, une baisse de 0,5 % de son taux d'escompte, à 7,5 %. Le taux lombard reste, lui, inchangé à 9 %.

Quelques minutes plus tard, la banque centrale du Danemark réduisait également de 0,5 % son taux d'escompte, à 10 %.

(Lire nos informations page 24.)

Lire la suite page 9 et nos informations page 7, 8, 9 et 24

La Pologne moins catholique

Depuis la chute du communisme, l'Eglise perd du terrain en dépit - ou à cause - de l'activisme du clergé

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

«Peu importe que la Pologne soit capitaliste, peu importe qu'y règne la liberté d'expression ou le bien-être, ce qui importe c'est que la Pologne soit catholique.» S'il se trouve encore en 1993 de hauts responsables politiques, comme le vice-premier ministre Henryk Gosciniak, membre de l'Union chrétienne-nationale (ZChN), membre de la coalition gouvernementale, pour clamer haut et fort cette conviction, les Polonais, eux, paraissent de moins en moins enthousiastes à la partager. Moins de quatre ans après la chute du communisme, dans laquelle l'Eglise, aux côtés de Solidarnosc, joua un rôle de premier plan, la bannière du catholicisme polonais

triomphant s'effiloche sérieusement. Le taux de fréquentation des églises de Varsovie un mercredi des Cendres, certes, encore de quoi faire rêver plus d'un curé français. C'est pourtant une crise profonde qu'affronte aujourd'hui l'épiscopat polonais, une crise à laquelle il réagit, maladroitement, en se radicalisant, tandis que le fossé se creuse entre l'intelligentsia catholique libérale et les évêques les plus conservateurs.

Quelques indices donnent une idée du malaise : diminution du nombre d'inscriptions dans les séminaires, baisse de l'assiduité aux cours d'instruction religieuse à l'école, enquêtes d'opinion publique révélant qu'en moins de dix ans le prestige de la fonction de prêtre a considérablement diminué; pour la première fois

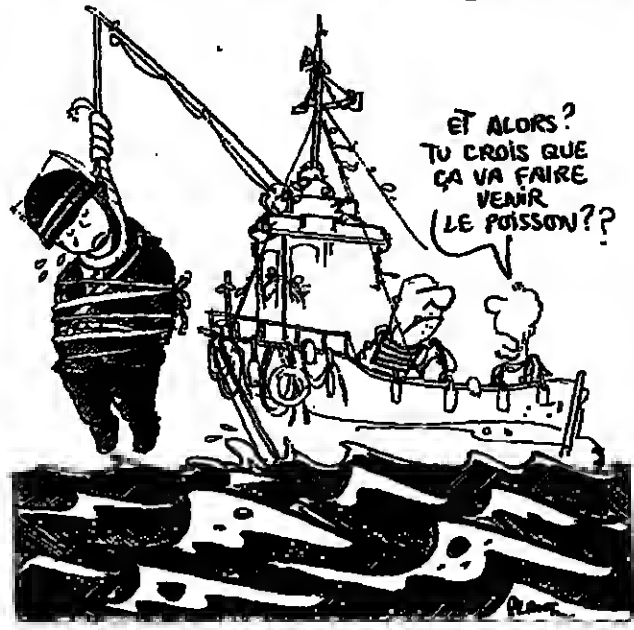
depuis que les instituts de sondages s'y intéressent, en janvier dernier la cote de popularité de l'Eglise comme institution a recueilli davantage d'opinions négatives que positives, et 59 % des personnes interrogées estimaient excessive son influence sur la vie publique. Si aléatoires soient-ils, ces chiffres traduisent tous la même tendance, celle d'un doute croissant à l'égard du rôle de l'Eglise catholique en Pologne.

«Propagande des médias!», répondait récemment le cardinal Józef Glemp au quotidien italien *Avvenire*. Nul ne cherche pourtant plus à cacher que deux courants s'affrontent ouvertement au sein du catholicisme polonais.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 4

La colère des marins-pêcheurs



Une manifestation était prévue jeudi 18 mars à Bruxelles, où se réunissait un conseil des ministres européens consacré à la pêche.

Lire nos informations page 18

Cambodge : un entretien avec M. Hun Sen

Le chef du régime de Phnom-Penh face aux prochaines élections.

Lire page 5

Nouvel attentat en Algérie

Un membre du Conseil consultatif national assassiné.

Lire nos informations page 3

Le Japon et l'accueil des réfugiés

Amnesty international reproche à Tokyo «de ne pas honorer ses obligations».

Lire page 6

l'article de PHILIPPE PONS

FRUTTERO & LUCENTINI

L'énigme la plus énigmatique que Fruttero et Lucentini aient jamais proposée au lecteur.

CE QU'A VU LE VENT D'OUEST

romans

Editions du Seuil

LIVRES

■ Au cabaret du réant, avec le romancier iranien Sadegh Hedayat ■ Histoires littéraires, par François Bott ■ D'autres mandas, par Nicole Zand ■ Le bien d'un quinquennat pour Gallimard et le Groupe de la Cité ■ Le feuillet de Pierre Lepape : Michel Butor.

Pages 25 à 32

DÉBATS

L'ancien premier ministre Raymond Barre et la président de l'UAP, Jean Peyrelevade, dialoguent sur le thème de l'économie mixte.

Page 2

Interminable chômage

VII. - Tous étaient touchés

Page 17

in Peyrelevade



LIBÉRIA : devant l'offensive de la force ouest-africaine d'interposition

Les rebelles de M. Charles Taylor seraient en déroute

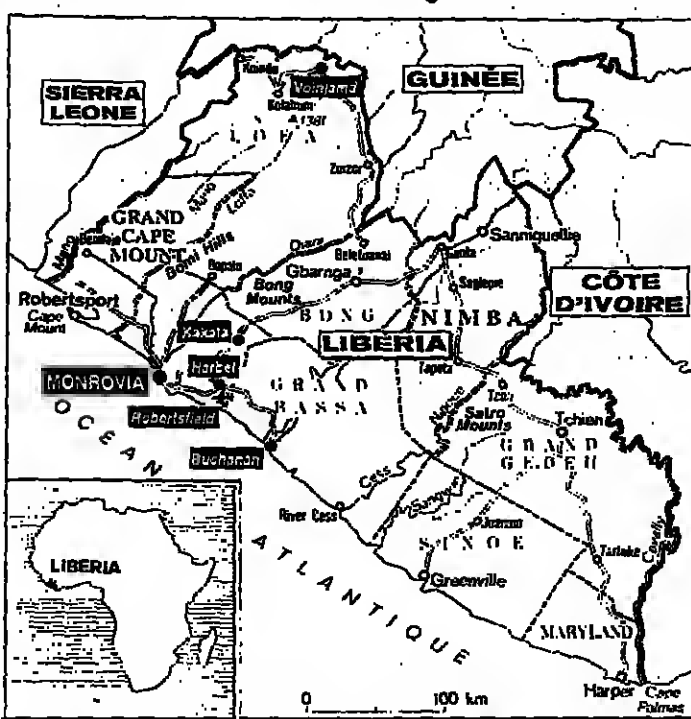
Rien ne va plus pour M. Charles Taylor, le chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL). L'état de la force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG) se resserrera inexorablement autour de lui. Les rebelles subissent des défaites et reculent face à l'offensive des « casques blancs », épaulés par leurs nouveaux suppléants, les guérilleros du Mouvement uni de libération du Libéria (ULIMO), farouchement hostiles à M. Taylor, et les AFL (Armed Forces of Liberia), formées de soldats de l'ancien président assassiné, Samuel Doe.

ABIDJAN

correspondance

Il s'agit bien du début d'une déroute militaire, et non pas d'un « repli tactique », comme a tenté de le faire croire M. Norwood Langley, « ministre du commerce » du « gouvernement » de M. Taylor, lors d'un passage à Abidjan. Sur le front est, la force ouest-africaine d'interposition et les AFL sont, à 90 kilomètres au sud-est de Monrovia, aux portes du port minéralier de Buchanan, le « poumon économique » du « Taylorland », par où transitaient les exportations du FNPL (fer, caoutchouc, bois).

Les « casques blancs » ont également reconquis l'aéroport international de Robertsfield et la localité de Harbel, au milieu de l'immense plantation d'hévéas de la compagnie américaine Fire-



tone. Au nord, les *freedom fighters* (combattants de la liberté) du FNPL sont soumis à la pression des combattants de l'ULIMO.

La ville de Kakata, à 55 kilomètres au nord-est de Monrovia, est tombée. Du coup, le quartier général de M. Taylor, Gbarnga, est sérieusement menacé. Les stratégies du Mouvement uni de libération du Libéria s'appuient apparemment à attaquer cette

grosse bourgade poussiéreuse sur deux fronts, à partir de Kakata et de Voinjama, à la frontière guinéenne.

Une nouvelle faction rivale

En un an, M. Taylor - qui contrôlait 90 % du territoire libérien - a perdu les comtés de Grand Cape-Mount et du Lofa,

dans l'ouest du pays, à la frontière sierra-léonaise. Son opération « Octopus » (l'assaut contre la capitale, Monrovia, lancé le 15 octobre dernier) s'est soldée par un cuisant échec. Il a dû se replier sur « ses terres », le comté de Nimba, où il recrute l'essentiel de ses combattants. Mais même dans cette région à proximité de la Côte-d'Ivoire, l'avenir ne s'annonce pas de tout repos pour lui, depuis l'apparition d'une nouvelle faction rivale du FNPL, le Nimba Redemption Council (NRC).

Le blocus du « Taylorland », décrété par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), commence, en outre, à handicaper sérieusement le FNPL. Les navires nigériens de l'ECOMOG surveillent étroitement la côte, et l'aviation bombarde les principaux axes routiers - ce qui ne facilite d'ailleurs pas la tâche des organisations humanitaires qui tentent d'acheminer vivres et médicaments.

La machine de guerre du FNPL est grippée, faute de carburant. « On en trouve, mais c'est cher et difficile », admet le « ministre du commerce » de M. Taylor, qui explique sa présence en Côte-d'Ivoire par des « raisons de santé ».

Aussi, le chef d'état-major de l'ECOMOG, le général nigérian Adetunji Olurin, s'avance d'avance une victoire annoncée, en déclarant : « Taylor se cache. Il est en déroute, nous allons bientôt le trouver... »

JEAN-KARIM FALL

SOMALIE : le général Aidid ayant ajourné sa participation

Les travaux de la Conférence de réconciliation ont été suspendus à Addis-Abeba

La Conférence de réconciliation nationale a été suspendue mercredi 17 mars, soit quarante-huit heures après son ouverture, le général Mohamed Farah Aidid, l'un des principaux chefs de factions, ayant refusé d'y participer pour protester contre les incidents survenus la veille à Kisimayo (le Monde du 18 mars). La poursuite de la conférence dépend désormais des conclusions d'une enquête des Nations unies sur ces combats.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Le général Aidid a suspendu sa participation aux pourparlers jusqu'à ce que le général Mohamed Farah Aidid, dit « Morgan », gendre de l'ancien président Siyad Barre - dont les troupes avaient attaqué mardi celles du colonel Omar Jess, allié du général Aidid, à Kisimayo - soit déclaré « à l'unanimité hors

la loi ». Dans la conférence, le même temps, la force d'intervention unifiée (UNITAF) a annoncé l'envoi d'une mission d'enquête, pour déterminer les responsabilités de chacun dans les combats de mardi, qui se sont soldés par l'expulsion de Kisimayo des partisans du colonel Jess. Les Américains ont d'autre part annoncé l'envoi de 500 hommes dans la ville portuaire du sud.

Selon des sources militaires, le rapport de l'UNITAF devait parvenir à Addis-Abeba jeudi, avec le nom de celui ou de ceux qui ont violé le cessez-le-feu, signé début janvier. « Les chefs de faction ont accepté de condamner celui qui sera condamné par les faits », a indiqué le responsable politique de l'Organisation des Nations unies en Somalie (ONUSOM), M. Leonard Kapungu. Mais, dans les coulisses, les représentants des factions Darod (la famille élanique à laquelle appartient le général Morgan) n'ont pas tenu promesse.

Pour l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aidid, il y a « conspiration ». « Depuis le

déploiement des soldats belges et américains à Kisimayo, c'est la cinquième offensive de Morgan, s'exclame le secrétaire général du mouvement, M. Abdulkarim Ahmed. L'UNITAF ne réagit pas, sinon en désarmant nos alliés ! ». Les observateurs expliquent plutôt le succès militaire de M. Morgan par la difficulté, pour les huit cents parachutistes belges et les cent « marines » sur place, de contrôler toute la région.

Rien n'indique que la conférence reprendra ses travaux à brève échéance, ni que la réconciliation soit en bonne voie. Les responsables de l'ONU laissent, de temps à autre, deviner leur désenchantement. M. Kapungu a notamment paru anticiper un échec éventuel de cette réunion en mettant d'embellie les Nations unies hors de cause. « Que voulez-vous, a-t-il répété au cours d'un point de presse, la Somalie c'est en Somalie... »

JEAN HÉLÈNE

ALGÉRIE : nouvel attentat contre un dirigeant politique

Un membre du Conseil consultatif national a été assassiné

Troisième personnalité politique à être la cible d'un attentat en l'espace de quatre jours, le docteur Laadi Flici, membre du Conseil consultatif national (CCN), a été assassiné par balles, mercredi 17 mars, dans son cabinet de la casbah d'Alger où il dirigeait une association de défense de la vieille ville.

Après le meurtre de l'ancien ministre de l'enseignement supérieur, Djilali Lyabès, et la tentative d'assassinat, dimanche, d'un autre membre du CCN, M. Hafidh Senhadri, ce crime, imputé par les autorités aux islamistes extrémistes, semble confirmer que ceux-ci sont résolus à s'en prendre non seulement aux membres des forces de l'ordre mais encore aux représentants du pouvoir (le Monde du 18 mars). Dans une cassette distribuée sous le manteau autour de plusieurs mosquées, un des principaux dirigeants islamistes, M. Omar Eulmi, président fondateur du Syndicat islamique du travail,

affilié au Front islamique du salut (FIS), dissous, demande à ses partisans de « tuer tous les agents du pouvoir » actuel, « même les pères de famille, les femmes et les personnes âgées ». Plusieurs groupes islamistes auraient par ailleurs demandé à leurs militants de faire « le maximum d'agitation et d'actes hostiles au pouvoir » dans les dix derniers jours du mois du ramadan. En janvier dernier déjà, le numéro deux du FIS, l'imam Ali Belhadj, qui purge une peine de douze ans de prison, avait fait parvenir à ses sympathisants une lettre affirmant que, s'il était en liberté, il « serait sous les ordres d'Abdelkader Cheboui », chef des principaux maquis islamistes de l'Algérie.

Créé en avril 1992 pour se substituer à l'Assemblée nationale dissoute, après l'annulation des élections législatives que paraissent devoir remporter largement les islamistes, le Conseil consultatif national est particulièrement dénné par ces derniers. - (AFP.)

DIPLOMATIE

La proposition française d'un sommet extraordinaire du G7

Le gouvernement japonais ne cache plus son irritation contre M. Mitterrand

Après que la Maison Blanche eut jugé « peu probable », mardi 16 mars, la tenue d'un sommet extraordinaire des Sept suggérée par M. Mitterrand, le gouvernement allemand a également rejeté cette proposition, ainsi que l'idée française d'organiser ce sommet dans la foulée de la rencontre entre M. Clinton et M. Eltsine prévue à Vancouver début avril. L'Allemagne « ne s'invitera pas » à Vancouver, a déclaré M. Dieter Vogel, porte-parole de la chancellerie. A Tokyo, les dirigeants japonais ne cachent plus leur irritation contre M. Mitterrand.

TOKYO

de notre correspondant

Le gouvernement japonais a non seulement rejeté la proposition de M. Mitterrand de tenir un éventuel sommet extraordinaire des Sept pays les plus industrialisés à propos de la Russie, mais il a réagi avec une vivacité inhabituelle aux déclarations du président français.

Les dirigeants japonais ont été doublement vexés par celles-ci : ils affirment ne pas avoir été consultés et estiment pour le moins déplacé de la part de M. Mitterrand de suggérer qu'une telle rencontre pourrait avoir lieu sans eux, alors qu'ils seront les hôtes du prochain sommet régulier

du mois de juillet. Au cours d'une conférence de presse mercredi, le porte-parole du gouvernement a qualifié d'« incompréhensibles » les déclarations faites à Moscou par M. Mitterrand. Il a déclaré qu'il appartenait au Japon de décider de l'opportunité d'une réunion antérieure.

Les Japonais étaient déjà irrités par les propos tenus par le président français au cours d'une conférence de presse conjointe avec son homologue américain, le 9 mars à Washington. En réponse à une question sur le thème d'un G7 extraordinaire, M. Mitterrand avait déclaré : « Je connais l'opposition japonaise. Peut-être le Japon méconnaît-il dans les circonstances actuelles l'importance d'un événement qui se déroule essentiellement en Europe. » Le président français a récidivé mardi à Moscou : « Si cette opposition persiste, pourquoi ne pas se réunir sans le Japon ? »

Cité par la presse, un haut-fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères aurait déclaré : « Si le président français prend une position en flèche, c'est guidé par des considérations de politique intérieure et dans la perspective de la défaite du parti socialiste aux élections. Afin de réaffirmer que la diplomatie reste un domaine réservé ».

Ph. P.

SÉNÉGAL : en trois jours

Quatre-vingts indépendantistes ont été tués en Casamance

Quatre-vingts hommes appartenant au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, séparatiste) ont été tués, entre le vendredi 12 et le dimanche 14 mars, au cours de six accrochages avec l'armée sénégalaise, a-t-on indiqué de sources sûres, mercredi 17 mars, à Dakar. Trois militaires ont été tués et seize blessés.

Le plus important de ces accrochages a eu lieu dimanche, à Badem, à une vingtaine de kilomètres de Ziguinchor, la capitale régionale de la Casamance, lorsqu'une patrouille s'est trouvée face à un groupe d'hommes armés qui avaient installé un campement. Les militaires ont procédé peu après à un pilonnage, par avions, de la zone de Badem. L'armée se refusant à fournir toute indication sur ses actions en Casamance, aucun bilan officiel n'a été divulgué.

Recrudescence des accrochages

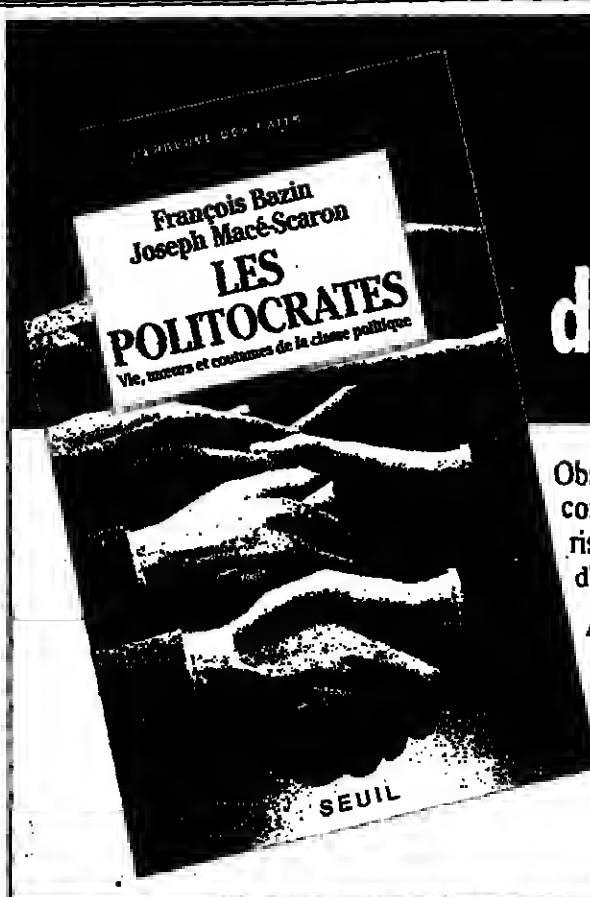
La semaine dernière, dix-neuf personnes, dont un soldat, avaient été tuées lors d'un affrontement entre militaires et rebelles. Le quotidien gouvernemental *le Soleil* avait d'autre part annoncé lundi qu'un soldat et quinze membres du MFDC avaient trouvé la mort lors d'une fusillade, dimanche, dans la région de Bissine, à 50 kilomètres de Ziguinchor.

Ces six derniers accrochages portent à au moins cinq cents le nombre de victimes du conflit casamançais, depuis septembre dernier. L'affrontement le plus meurtrier entre l'armée sénégalaise et des hommes du MFDC, depuis l'apparition de la revendication indépendantiste en 1982, remonte au 2 septembre. Il avait fait 52 morts (30 indépendantistes et 2 militaires) et 69 blessés à Kaguit, non loin de la frontière avec la Guinée-Bissau.

Le président Abdou Diouf a annoncé mercredi « l'envoi de renforts militaires pour assurer la sécurité des populations », tout en indiquant qu'il existait des « éléments d'un dialogue possible et constructif » avec le MFDC. « Il n'y a qu'une minorité de rebelles qui continue à agir avec violence contre les populations », a-t-il estimé, lors de sa première conférence de presse depuis sa réélection, annoncée samedi. La recrudescence des accrochages entre l'armée et les indépendantistes confirme que la question séparatiste sera l'un de ses dossiers prioritaires. - (AFP, Reuters.)

o CAMEROUN : plusieurs responsables de l'opposition interpellés. - Une vingtaine de personnes appartenant à l'Union pour le changement (coalition d'opposition) ont été arrêtées puis relâchées, mercredi 17 mars à Yaoundé, selon des sources informées. Parmi elles, figuraient M. Victorin Biéleu, président de l'Union des forces démocratiques pour le changement (UFDC), un ancien ministre, M. Garga Hadji, et l'un des anciens cadres du régime, M. Senghat Kuo. Leur arrestation a eu lieu à proximité de l'université, où ils s'étaient rendus pour discuter d'une manifestation prévue pour le lendemain. - (AFP, Reuters.)

o MAROC : l'opposition s'organise pour faire libérer un dirigeant syndical. - Les partis politiques d'opposition viennent de constituer, avec les syndicats qui leur sont affiliés, une commission chargée de coordonner les campagnes en faveur de la libération de M. Noubir Amaoui, secrétaire général de la Confédération démocratique du travail (CDT) et membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). M. Amaoui a été condamné, au mois d'avril 1992, à deux ans de prison ferme pour propos « diffamatoires » à l'encontre du gouvernement. Cette sentence avait été confirmée, au mois de janvier, par la cour d'appel de Rabat. - (AFP.)



Vie, mœurs et coutumes de la classe politique

Observant le système dans son ensemble, coteries, clubs, cercles et connivences compris, les auteurs ne craignent pas de prendre des risques, à commencer par celui de déplaire. Leur intrépidité mérite d'être encouragée. Leur humour est bienvenu. P. Jorreau / Le Monde

Anecdotes, indiscretions, portraits, descriptions nous font pénétrer dans les coulisses où se joue la vraie comédie du pouvoir. En cette période électorale, leur livre tombe à pic alors que nos politocrates vont défiler sur nos écrans. J.-M. Gaillard / Le Nouvel Observateur

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman

Editions du Seuil

EUROPE

Les discussions sur le plan de paix de MM. Vance et Owen

L'offensive serbe en Bosnie orientale pèse sur la reprise des négociations de New-York

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Les négociations sur la Bosnie-Herzégovine ont repris mercredi 17 mars à New-York, dans un climat de grand pessimisme en raison de l'offensive que mènent actuellement les Serbes contre les populations civiles de Bosnie orientale.

Dans les milieux diplomatiques proches des négociations, on espère que, sous la pression américaine, le président Alija Izetbegovic acceptera de signer le dernier volet du plan de paix de MM. Vance et Owen, qui prévoit le découpage de la Bosnie en dix provinces autonomes. MM. Vance et Owen, qui se sont entretenus longuement avec les cinq membres permanents de ce Conseil, seraient en revanche «nettement moins optimistes» sur l'acceptation de la carte par les Serbes de Bosnie. La réunion, mercredi, de MM. Vance et Owen avec leur dirigeant, Radovan Karadzic, n'a, selon les diplomates, «abouti à

rien». Le ministre des affaires étrangères de la République fédérale yougoslave (RFY, Serbie et Monténégro), M. Vukobratovic, participera aux négociations. Il a déclaré à son arrivée : «Je ne suis ici que pour me rendre utile», en ajoutant que la RFY n'était pas partie au conflit. M. Jovanovic a nié toute participation des évènements yougoslaves aux derniers raids aériens contre les villes de Bosnie orientale. «Ce sont des affirmations pour obliger le Conseil de sécurité à adopter une autre résolution interdisant les vols au-dessus de la Bosnie», a-t-il déclaré.

Certains membres du Conseil ne cachent pas leurs inquiétudes à propos de l'offensive serbe. «Pendant que les Serbes finissent leur travail de purification ethnique, nous sommes là à montrer le poing», dit un ambassadeur. Selon lui, les Serbes acceptent le plan de paix quand ils auront rattrapé la Bosnie orientale à la Serbie. Il se dit «dégouté» par l'inaction du

Conseil. «Dès que les Serbes ont compris que l'Occident n'avait aucune intention d'intervenir militairement contre eux, ils ont gagné la guerre», estime-t-il.

Une résolution violée 465 fois

Dans une déclaration non contraignante, adoptée par consensus mercredi, le Conseil condamne les bombardements aériens en Bosnie orientale. La résolution 781 interdisant le survol de l'espace aérien bosniaque a été violée 465 fois par les Serbes, affirme ce texte. Le Conseil demande une «explication immédiate» aux Serbes bosniaques. À la demande des membres non alignés, il invite le secrétaire général à enquêter sur l'utilisation du territoire de la RFY pour le lancement de ces attaques aériennes.

MM. Vance et Owen avaient espéré la collaboration de la Russie, pour obliger le président serbe

Slobodan Milosevic à user de son influence sur les Serbes de Bosnie pour leur faire accepter le plan de paix. Washington a même proposé une série de sanctions supplémentaires à l'encontre de Belgrade. Mais le représentant russe au Conseil de sécurité, M. Yuli Vorontsov, a expliqué que, étant donné les problèmes de M. Boris Eltsine avec le Parlement russe, Moscou ne pourrait pas soutenir de nouvelles sanctions à l'encontre de Belgrade. Il a été décidé d'évaluer la position du ministre des affaires étrangères de la RFY pendant son séjour à New-York, avant de prendre de nouvelles mesures.

Si M. Radovan Karadzic refuse de signer le plan de paix, des «scénarios catastrophes» deviendraient à nouveau envisageables, selon un diplomate occidental : «Il serait alors très difficile de refuser la demande des Musulmans de lever l'embargo sur les armes».

AFSANE BASSIR POUR

Mission impossible

Suite de la première page

«Ici, autour de moi, il y a des milliers d'enfants qui courent un grand risque de mourir de faim si les convois d'aide et de nourriture ne peuvent pas arriver. Personne au monde n'accepterait une telle tragédie», a appelé, mercredi 17 mars, le général Morillon dans un appel aux Serbes. «La paix est en jeu. La paix frappe à la porte au moment même où je parle. La paix vous apportera ce que vous désirez dans le respect du droit de chacun à la liberté et à la dignité. Faites confiance aux Nations unies. Vous savez très bien que nous ne sommes pas vos ennemis. Comprenez que

c'est aussi pour vous, les Serbes, que je suis venu à Srebrenica et que je resterai ici.»

Les choses sont, aujourd'hui, claires. Au-delà de l'aspect purement humanitaire de sa mission, le général Morillon représente l'ONU, et son échec sera celui de l'ensemble de la communauté internationale : ce sera une nouvelle preuve que – par aveuglement ou par cynisme – cette communauté est «ave» devant la force, désarmée devant la barbarie. Déjà, l'officier français a démontré que le bétail bleu qu'il porte, symbole d'un nouvel «ordre mondial» titanesque, n'avait rien de particulièrement

impressionnant pour des chefs de guerre, locaux ou non, bien décidés à mener leur tâche jusqu'au bout. Car, même s'ils viennent à céder aujourd'hui ou demain, les Serbes auront «tenu» une semaine entière face au monde, comme ils «tiennent» depuis près de deux ans face à tous les antagonistes.

Maintenant, on voit mal comment certains diplomates ou hommes politiques, en Europe notamment, pourront justifier que l'on condamne tout en ne sanctionnant qu'avec timidité – comme vient de le faire une fois de plus le Conseil de sécurité de l'ONU; que l'on désigne les coupables mais que l'on continue à négocier avec eux. Au moment même où, comme le dit le général Morillon, des enfants vont mourir de faim sous le regard

des Nations unies, à New-York, on va prier les Serbes de bien vouloir accepter une carte de partage de la Bosnie-Herzégovine qu'ils ont déjà modifiée sur le terrain.

Co-président de la Conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, on le représente les Nations unies, M. Cyrus Vance a pu clamer haut et fort qu'il ne tolérerait aucune modification significative de son projet de carte. Mais pourquoi s'attarder à un trait de crayon lorsque l'on peut changer impunément la réalité à coups de canon? Il y a beau temps que les Serbes ont compris que entre un stylo et un char d'assaut, il valait mieux savoir utiliser le second que le premier.

YVES HELLER

La Pologne moins catholique

Suite de la première page

Pour l'un de ces courants, militant, intégriste, l'Eglise doit jouer le rôle d'ordonnateur de la vie publique; l'autre courant ouvert, libéral, refuse l'engagement dans un ghetto. La ligne de division passe par l'attitude sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, l'avortement, l'instruction religieuse, le respect des «valeurs chrétiennes». Ces différences existent auparavant, mais la liberté les a fait apparaître au grand jour», relève Grzegorz Polak, journaliste catholique qui suit les affaires religieuses à Gazeta Wyborcza, l'organe le plus critique de la tendance dure de l'Eglise. «Partout en Europe coexistent ces deux tendances du catholicisme, rétorque Marek Letowski, président de l'association catholique des journalistes, il est naturel qu'en Pologne on observe les mêmes divisions.»

Avec cette différence qu'en Pologne, c'est le courant «militant» – «fondamentaliste», disent même ses détracteurs – qui détient le pouvoir dans la hiérarchie religieuse. Le malheur, dit Anna Grabka, présidente du Club de l'intelligence catholique (KIK), «c'est que les intellectuels ouverts au dialogue sont en minorité».

Une initiative du cardinal Glemp

L'affrontement a gagné les colonnes de la presse catholique : le prestigieux hebdomadaire de Cracovie, Tygodnik Powszechny, que l'Eglise polonaise avait réussi à imposer au pouvoir communiste en dépit d'une lourde censure, est désormais considéré par l'épiscopat comme un brûlot gauchiste auquel les paroisses suppriment leur abonnement. Les autres médias catholiques sont soit ennuyés à mourir soit d'une agressivité à décourager les plus grands adeptes du dialogue. Le verdict des lecteurs est clair : tous ces journaux sont en pleine déconfiture commerciale.

L'aventure de Slowo Dziennik Katolicki ou dit long sur la soif de lecture religieuse des Polonais. Sonhaltant depuis longtemps la création d'un grand quotidien catholique, le prince, le cardinal Glemp, décide de reprendre Slowo Powszechny, un journal qui péchait par sa cause : ce quotidien avait été quarante-six ans durant l'organe de Pax, association catholique qui s'était largement discréditée en collaborant avec le régime communiste. On se contenta de

changer le titre – Slowo Powszechny, «La Parole universelle», devient le 22 janvier dernier Slowo Dziennik Katolicki, «La Parole, quotidien catholique» – de nommer auprès de la rédaction conservée en l'état un «assistant ecclésiastique» de l'académie de théologie, et de porter le tirage de dix mille à cent mille exemplaires avec, dans le premier numéro, un hommage à ce jour inexpliqué du cardinal Glemp à l'ancien quotidien de Pax. Fiasco total : un mois après son lancement, le «nouveau» journal n'osait même pas publier ses chiffres de vente. «C'était l'enterrement assuré, au moins maintenant ce sera un enterrement religieux», sourit Grzegorz Polak.

Qu'un peuple réputé bigot dédaigne à ce point la presse catholique alors que les autres journaux se vendent bien commence, semble-t-il, à éveiller la curiosité de

certaines églises. Mais loin de penser qu'il faut peut-être «faire différents» pour rattraper leurs queues, les maîtres à penser de l'Eglise ne songent pour l'instant qu'à «faire plus». La société polonaise souffre, assurent-ils, d'une «laïcisation beaucoup trop forte». C'est la mentalité de l'occident, disent-ils, qui doit être combattue. Toute critique est perçue comme une attaque des «forces obscures» par un clergé d'autant plus sensible qu'il en avait perdu l'habitude : dans les années 80, le pouvoir communiste, en petite de village, n'avait plus critiqué l'Eglise, et les laïcs s'en abstenaient en raison du contexte politique.

La bataille de l'avortement

Aujourd'hui, «le clergé semble percevoir les laïcs comme une menace», observe Jan Tarnas, un ancien de Tygodnik Powszechny. Résultat : le ton se durcit, jusque dans les lettres pastorales où, selon le sociologue laïc Kozminski, l'épiscopat adopte un langage qui était jusqu'ici l'apanage des leaders

Les fous de Dieu

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

«On trouvait que le catholicisme dormait, alors on a décidé de le réveiller et de l'éduquer». Ainsi naquit, en 1991 à Varsovie, le «Initiative du père Pawlo, l'Ecole des laïcs catholiques».

Pour l'instant, le succès n'est pas fulgurant : cinquante élèves, de dix-huit à cinquante ans, répartis sur un cursus de deux ans, viennent suivre à leurs frais quelques heures de cours dans les salles d'un bâtiment paroissial, entre deux tables rudimentaires et des piles de livres idéologiques. Mais ils appliquent à la lettre les enseignements du vice-recteur, Stanislaw Krajci, alors les chrétiens libéraux de Pologne ont encore quelques années de combat devant eux. «Notre formation, explique le professeur Krajci, de l'Académie théologique catholique, permet de reconnaître dans chaque situation ce qui est en accord avec le Christ et ce qui ne l'est pas».

L'avortement, par exemple? Ça ne l'est pas, bien sûr. «Une femme qui est pour la liberté d'avorter ne peut pas être

catholique, c'est même un cas d'excommunication ipso facto», assure le professeur Krajci, qui n'a pas quarante ans. La peine de mort? Ça n'est en accord avec le Christ, qui, contrairement à une idée répandue, n'a jamais dit «Tu ne tueras point», mais «Tu ne tueras point un innocent».

Si le catholicisme «est en train de mourir en Pologne, mais c'est une bonne tendance car comme disait saint Paul, mieux vaut être froid que tiède». Ceux qui l'ont tué, ce sont les intellectuels catholiques libéraux, d'accord avec le communisme. «D'ailleurs, les élites en Pologne sont athées ou athésantes; les prêtres, dans leur majorité, sont de souche paysanne».

Si l'épiscopat a préféré garder ses distances avec l'Ecole des laïcs catholiques, il n'est quand même trouvé un vice-premier ministre, M. Laczynski, pour venir à faire une conférence. «Vous me trouvez radical? Je salue le vice-recteur en nous accompagnant. Pourant avec vous, j'ai fait un effort».

S. K.

RUSSIE

«Appels» pour renforcer les pouvoirs présidentiels

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Alors que M. Eltsine n'a toujours pas annoncé quelles solutions il comptait adopter pour résoudre la crise institutionnelle russe, de nombreuses organisations et des conseillers directs du président ont demandé à celui-ci d'établir une «administration présidentielle directe» sur le pays, c'est-à-dire, en substance, de gouverner par ordres, sans l'aval du Parlement. Dans un style et avec un unanimisme troublants, l'Union des écrivains, une organisation de Cosaques, l'Association des pilotes ou le Syndicat des cheminots, après avoir qualifié de «coup d'Etat communiste» la dernière session du Congrès des députés, ont appelé le président à suspendre les activités parlementaires, à prépa-

rer un référendum et à convoquer une Assemblée constituante.

Selon le porte-parole de M. Eltsine, le Conseil présidentiel, réunion présidentielle directe. En revanche, rien n'a filtré de la réunion du même jour des six membres du Conseil de sécurité. L'un d'eux, le vice-premier ministre Sergueï Chakhtai, avait fait entendre une note discordante dans ce concert de déclarations musclées : «Une chose doit être évidente pour tous : on ne retourne pas à l'époque des mesures d'exception, personne ne peut prendre de telles décisions, ni le Congrès, ni le président, ni personne.» M. Chakhtai a aussi assuré que M. Eltsine cherchait des partenaires pour former une coalition, notamment au sein d'un gouvernement remodé.

J.-A. F.

M. Iakovlev est plutôt satisfait des résultats du Congrès

«Vu de France, les résultats du Congrès des députés paraissent plus catastrophiques» qu'ils ne le sont en réalité, a lancé l'idéologue de la perestroïka, M. Alexandre Iakovlev, mercredi 17 mars à Paris, où il était de passage pour la sortie de son livre le Vertige des illusions. Ce fidèle de M. Mikhaïl Gorbatchev estime en effet que, si l'autorité du président Eltsine a souffert de la dernière crise politique en date, celle de ses adversaires du Congrès des députés en a pâti beaucoup plus encore, contrairement au gouvernement de M. Tchernomyrdine, qui a vu ses pouvoirs accrues. «C'est positif!», a-t-il dit, car «tous les échecs aujourd'hui viennent d'une baisse de la production, et ce gouvernement veut la relancer». M. Iakovlev pense, comme le courant «conservateur» russe, que c'est aujourd'hui possible, car, dit-il, les dirigeants des entreprises, y compris beaucoup de ceux du complexe militaro-industriel, ont cessé de saboter les réformes. Et il semble estimer qu'entre les trois solutions qui s'offrent à M. Eltsine – laisser tout en l'état, préparer un référendum ou faire entrer des centralistes au gou-

vernement – la dernière est la plus probable. Commentant la rencontre, mardi, des présidents russe et français, M. Iakovlev a estimé que M. Eltsine «dramatise un peu», tout en trouvant cela normal. Concernant l'aide occidentale enfin, il s'est déclaré contre des crédits à l'Etat russe, mais pour des investissements et une aide au secteur privé, prioritairement dans l'agro-industrie pour limiter les pertes de récoltes. «Mais, n'importe, les banques occidentales ne donnent pas de crédits pour ça, elles veulent garder le marché russe».

S. Sh.

TURQUIE : à l'occasion du Nouvel An karde

Le PKK annonce un cessez-le-feu unilatéral

ISTANBUL

de notre correspondant

«Mettions fin à cette guerre et passons aux négociations», a proposé, mercredi 17 mars, le dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan, à un communiqué unilatéral du cessez-le-feu unilatéral du PKK, daté du 15 avril, la période du Nouvel An, ou Nevroz – lors d'une conférence de presse tenue dans la Bekaa libanaise. «J'espère que ce sera le début d'un processus de paix, d'amitié, et de fraternité historique entre les Turcs et les Kurdes», a-t-il dit, confirmant ainsi les intentions qui lui étaient prêtées depuis quelques jours (Le Monde du 17 mars).

Pour cette apparition publique exceptionnelle, Abdullah Ocalan, dit «Apo», avait abandonné l'habituel d'habit de combattant qu'il est depuis 1984, pour le costume et la cravate du politicien qu'il espère devenir. Dans un entretien publié

par le quotidien arabe Al-Hayat, «Apo» a lancé un appel aux autorités turques : «Kurdes et Turcs sont fatigués du bain de sang. Laissez-les rentrer au Kurdistan [turc] en paix pour mener une action politique et entamer le dialogue entre nous».

Les premières réactions des autorités turques ont été négatives. «Nous leur avons déjà dit qu'ils doivent sous conditions déposer leurs armes et se rendre à la justice indépendante et impartiale de l'Etat turc», a déclaré le ministre de l'Intérieur, M. Ismet Sezgin. Mais la voix officielle du gouvernement n'a pas encore été entendue : le premier ministre, M. Suleyman Demirel, qui avait déclaré qu'il n'écarterait pas d'embûches des propositions, a refusé de commenter l'offre d'«Apo» avant la réunion spéciale du conseil des ministres qui devait avoir lieu jeudi soir.

NICOLE POPE

EN BREF

ALLEMAGNE : peines de prison ferme pour les auteurs d'attentats antisémites. – Un tribunal de Berlin a condamné respectivement à cinq ans et neuf mois de prison ferme et deux ans et neuf mois de la même peine, mercredi 17 mars, deux extrémistes de droite qui avaient commis l'été dernier un attentat à la bombe contre un foyer de demandeurs d'asile, et-on indiquait de source judiciaire. Le tribunal a estimé que les attentats avaient «porté (...) atteinte aux intérêts de la RFA» et qu'ils étaient d'autant plus graves qu'ils visaient des gens particulièrement «vulnérables» en Allemagne, les juifs et les étrangers. – (AFP)

IRLANDE DU NORD : un soldat tué par un tireur isolé. – Un soldat britannique a été tué mercredi 17 mars lors d'une patrouille

par un tireur isolé, dans le village de Forkhill, du comté d'Armagh, en Irlande du Nord, a-t-on appris auprès de la police. La patrouille n'a riposté, sans attendre le tireur. – (AFP, Reuters)

SUÈDE : le premier ministre obéit la confiance du Parlement. – M. Carl Bildt, le premier ministre suédois, chef du Parti conservateur, qui dirige un gouvernement minoritaire de centre droit, a obtenu mercredi 17 mars, par 172 voix contre 154 et 23 abstentions, la confiance du Parlement, qu'il avait sollicitée après le rejet de son projet de budget, une semaine auparavant (Le Monde du 12 mars). Les députés populistes de la Nouvelle Démocratie n'ont pas joint leurs voix à celles des sociaux-démocrates et des anciens communistes, contrairement à ce qu'ils avaient fait pour le vote du budget. – (Correia)

ASIE

19

Cambodge : un entretien avec M. Hun Sen

« Notre parti a le plus de chances de gagner les élections »
nous déclare le chef du régime de Phnom-Penh

M. Hun Sen, premier ministre du régime de Phnom-Penh, estime que son Parti du peuple (PPC) a « le plus de chances » de remporter les élections organisées par l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) du 23 au 27 mai. En cas de victoire, ajoute-t-il, le PPC proposera la formation d'un gouvernement d'union pour la reconstruction nationale dont sera exclu le FUNCINPEC du prince Sihanouk. En l'absence des Khmers rouges, qui refusent de participer au scrutin, le FUNCINPEC est le principal adversaire du PPC. M. Hun Sen estime, en revanche, que le prince Sihanouk « doit jouer un rôle » au sein du futur régime.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

« Quelles sont les chances de votre parti de remporter les élections ? »

« Il ne faut pas vendre la peau de l'ours, mais différents sondages récents montrent que notre parti a le plus de chances de gagner. Notre victoire peut constituer une réalité car la tendance est en faveur du PPC et elle va s'accroître au fil des semaines. »

« En cas de victoire, envisagez-vous la formation d'un gouvernement d'union pour la reconstruction nationale ? »

« Le principe démocratique veut que la majorité forme, seule, le gouvernement. Mais, dans le cas du Cambodge, il faut tenir compte de la volonté de réconciliation nationale. Pour réussir, nous devons donc peut-être appelés à inviter certains partis à travailler avec nous dans le cadre d'un gouvernement d'union pour la reconstruction nationale. Mais ces partis ne doivent pas être alliés aux Khmers rouges parce que nous ne voulons pas d'un retour à un régime de génocide. Or le FUNCINPEC est contrôlé, de la tête aux pieds, par les Khmers rouges. »

« En janvier, vous avez dit que les Khmers rouges devraient être déclarés hors la loi. Le pensez-vous toujours ? »

« En raison des accords de Paris, les Khmers rouges demeurent une faction légale. Leur statut dépend donc du Conseil national suprême (CNS) et de l'ONU. En ce qui nous concerne, l'acte de pouvoir obtenir leur expulsion du processus de paix, nous ferons tout pour qu'ils soient déclarés hors la loi. Mais cela ne pourra se réaliser qu'après les élections. »

« Existe-t-il encore une solution politique au conflit cambodgien ? »

« Un échec politique mettrait en évidence le grand échec de l'ONU au Cambodge. Ce n'est pas possible. Il appartiendra au futur gouvernement élu de régler le problème posé par les Khmers rouges. Mais, dans la région, il y a des précédents. En Thaïlande, en Malaisie et, encore maintenant, aux Philippines, il a fallu des années, parfois trente ans, pour mettre fin à des rébellions. Après les élections, nous ne pourrions plus admettre qu'un parti légal fasse dissidence et contrôle une partie du territoire national. »

« Vous n'envisagez donc qu'une solution militaire ? »

« De nombreuses mesures seront prises. La plus importante sera le développement social et économique des campagnes pour diminuer



Influence des Khmers rouges. Il faudra également prendre des décisions politiques afin de les isoler. La solution militaire ne doit être que le dernier recours.

« L'anarchie se développe »

« Les Khmers rouges ayant refusé d'appliquer les clauses militaires de l'accord de Paris, le Cambodge connaît une « paix » armée. Ne risque-t-on pas de voir l'anarchie se développer ? »

« Depuis plus d'un an, l'anarchie se développe. Les actes de banditisme se multiplient. En ce moment, avec la coopération de l'APRONUC, nous menons une campagne pour confisquer les armes illégales. Ce n'est pas facile, mais on parviendra à contrôler la situation. Tout pays qui a connu une longue période de guerre en subit pendant longtemps les séquelles. C'est d'autant plus difficile au Cambodge que les Khmers rouges refusent de déposer leurs armes. »

« L'APRONUC vous accuse d'intimider vos adversaires électoraux. »

« La critique n'est pas fondée. L'APRONUC écoute qu'une partie, ce qui fausse son jugement. Nous n'avons aucun intérêt à saboter les élections. De la même façon, nous n'avons pas l'intention

d'une offensive générale » en février, comme l'APRONUC l'a annoncé tout en sachant très bien que nous nous sommes limités à des actions d'autodéfense.

« L'APRONUC n'est pas content quand je dis que ses hommes fuient devant les attaques des Khmers rouges en abandonnant les populations. Elle devrait plutôt nous remercier de défendre les territoires où se tiendront les élections. Encore récemment, des Vietnamiens ont été tués par des Khmers rouges dans la province de Siem-Réap. Des Khmers rouges ont même pillé des locaux de l'APRONUC. Nous défendons même les gens de l'ONU, et nous sommes accusés de violer l'accord de paix. Devrions-nous nous retirer chaque fois que les Khmers rouges attaquent ? »

« Le prince Sihanouk avait préconisé une alliance entre le PPC et le FUNCINPEC. Puisqu'il n'a pas été fait, quel rôle peut-il jouer ? »

« Le prince Sihanouk continue de jouer un rôle important dans le processus de paix. Malgré ses problèmes de santé, il ne ménage pas ses efforts. Une alliance entre le PPC et le FUNCINPEC a été son ardent désir et, si elle ne s'est pas faite, ce n'est pas de sa faute. A nos yeux, les gens du FUNCINPEC sont des Khmers rouges et ont pour objectif commun avec les Khmers rouges de s'opposer à nous. En tant que père de la patrie, le prince désire unir tous les partis

politiques. Que ce soit réalisable est une autre affaire.

« Comment jugez-vous l'action de l'APRONUC ? »

« Les pouvoirs accordés à l'APRONUC étaient suffisamment étendus. Ce qui lui a manqué, ce sont l'audace et le courage d'être ferme à l'égard des Khmers rouges. L'APRONUC a le pouvoir de déployer ses forces sur tout le territoire cambodgien. Dans les zones contrôlées par les Khmers rouges, elle n'y est pas parvenue. En revanche, elle ne manque pas d'audace chez nous. Elle a encore perquisitionné, le 3 mars, au domicile de nos généraux à Battambang. Elle fait preuve d'audace avec les huns, pas avec les autres. Quand nous critiquons l'APRONUC, elle nous accuse de propagande. Pourtant, c'est notre libre droit d'expression. Quand l'APRONUC est contre nous, elle a toujours raison même quand elle a tort. »

« Serez-vous à Phnom-Penh lors de la visite du secrétaire général de l'ONU, en principe le 7 avril, jour de l'ouverture de la campagne électorale ? »

« Peut-être pas. J'ai dit à mes collaborateurs que je serai en province du 5 avril au 19 mai. Les gens veulent m'entendre parler. La perte d'une journée de campagne est une grande perte. Mais il y a d'autres membres du CNS pour accueillir M. Boutros-Ghali... »

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE POMONTI

JAPON : les lacunes de la politique humanitaire

Amnesty International reproche à Tokyo « de ne pas honorer ses obligations » en matière d'accueil des réfugiés

Dans un rapport publié mercredi 17 mars, Amnesty International a accusé le Japon de « ne pas honorer ses obligations internationales » en matière d'accueil des réfugiés alors que « des pays qui n'ont pas ses ressources se montrent plus généreux ». Amnesty accuse Tokyo de « ne pas garantir aux demandeurs d'asile une procé-

TOKYO

de notre correspondant

La modification dans la hiérarchie de la puissance entraînée par la fin de la guerre froide donne aux facteurs économiques une importance qu'éclipsait auparavant la primauté des considérations militaires. Cette nouvelle donne confère à l'ascension du Japon un relief particulier : d'un pacifisme réactif dans un contexte de confrontation, il est convié à passer à un pacifisme actif en contribuant davantage à l'équilibre mondial.

Contrairement à la participation de troupes japonaises aux missions de paix des Nations unies, l'assistance humanitaire est un domaine qui ne suscite pas de controverse mais dans lequel Tokyo paraît pourtant en retrait. Le Japon est certes présent sur la « scène huma-

nitaire ». Mais, à l'heure du succès médiatique du mouvement humanitaire en Occident, il semble replié sur son égoïsme national. La seule « visibilité » japonaise dans ce domaine est M. Sadako Ogata, haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR). La campagne pour son élection, il y a deux ans, avait été assortie d'engagements financiers accrus au HCR qui n'ont été que partiellement satisfaits.

Le Japon est moins actif sur le plan humanitaire qu'il ne l'est en matière d'aide au développement (11 milliards de dollars en 1991). Sa contribution au HCR plafonne avec à peine 10 %, loin derrière les Etats-Unis et la CEE. L'arrivée de M. Ogata a néanmoins été suivie d'une donation de 14 millions de dollars du patronat (Keidanren), et un fonds a été mis à sa disposition en cas d'urgence.

« dure, satisfaisante pour faire valoir leurs demandes » et cite les cas de non-renouvellement du permis de séjour de contestataires chinois de facto expulsés. Des Birmans risquent de subir le même sort, poursuit Amnesty qui rappelle que « respecter les droits fondamentaux des réfugiés [...] relève d'une obligation du droit international ».

Selon le ministère des affaires étrangères, le Japon est en outre le pays contribuant le plus au programme de l'ONU en faveur des réfugiés indochinois (89 millions de dollars en 1991). Il a d'autre part fourni 27 millions en 1992 (19,6 millions en 1993) aux réfugiés somaliens, s'ajoutant aux 100 millions destinés aux forces de maintien de la paix.

La grande lacune de sa politique humanitaire tient à sa contribution en personnel. Les Japan Overseas Cooperation Volunteers, créés en 1963 sur le modèle du Peace Corps américain, participent à des programmes d'assistance médicale, agricole et technique. Depuis 1965, 12 000 Japonais ont été envoyés à l'étranger, mais le Japon reste peu présent sur le terrain.

La faiblesse des trois cents ONG

Le système de l'emploi à vie, qui rend difficile la réinsertion, décourage les salariés et risque de compromettre leur carrière, dissuade les médecins. L'opinion japonaise n'est pas insensible aux problèmes humanitaires. Tant le HCR que la nouvelle représentation au Japon de Médecins sans frontières (MSF) ont fait l'expérience d'une générosité parfois étonnante. « Il y a des médecins prêts à partir mais qui ne trouvent pas le cadre adéquat », ajoute M. Dominique Leguillier, représentant de MSF à Tokyo.

Les contributions volontaires à une aide d'urgence par un prélèvement sur les intérêts des comptes postaux (la plus importante épargne : 14 000 milliards de dollars) témoignent d'un sens de la solidarité populaire : dix millions de personnes y participent et, un an après sa création en 1991, 2,3 milliards de yens avaient été recueillis.

La timidité relative de l'action humanitaire japonaise s'explique aussi par la faiblesse des organisations non gouvernementales (ONG). Bien qu'il n'ait plus la vigueur des années 1970, le mouvement associatif reste puissant, mais il est tourné davantage vers les problèmes internes. Mal organisées, souvent contestataires, les trois cents ONG manquent de fonds. M. Kazuo Nakazawa, chargé de l'assistance internationale au Keidanren, estime qu'« elles ne font pas preuve d'imagination : submergées de demandes, elles donnent aux « professionnels » des fonds ».

Une reconnaissance réciproque des ONG et du pouvoir se fait jour néanmoins et le gouvernement commence à les subventionner (un milliard de yens en 1992).

Le Japon a un autre handicap dans sa politique humanitaire : il est en retard exemplaire en matière d'accueil des demandeurs d'asile. Il n'a signé la convention de l'ONU sur les réfugiés qu'en 1981. Par la suite, il n'a fait passer de 500 à 10 000 son quota de réfugiés. Mais la procédure est si décourageante qu'il se sont que 8 500 (avec seulement un permis de séjour), pour la majorité indochinoise, et 200 seulement bénéficient du statut de réfugié.

Les difficultés d'assimilation dans une société qui passe pour homogène sont une raison invoquée pour expliquer les réticences nippones. Un argument qui, sur un fond de vérité, est aussi spécieux : lorsqu'il s'agit de faire venir des Coreens de force travailler pour le Japon impérial, la question ne se posait pas. Aujourd'hui, il y a près de cinq cent mille immigrants clandestins, et Tokyo devra un jour préciser son attitude envers ces nouveaux arrivés.

Dans le passé, le Japon n'a pas ignoré le droit d'asile : des réfugiés célèbres, tels Sun Yat-sen, fondateur de la République chinoise, ou des nationalistes indiens s'exilèrent dans l'archipel. Bien que membre de l'Axe, il permit en outre à trente mille juifs fuyant l'Europe de se réfugier à Shanghai. Aujourd'hui, Tokyo fait implicitement à près de cinq cent mille immigrants clandestins, et Tokyo devra un jour préciser son attitude envers ces nouveaux arrivés.

Le cas tragique de demandeurs d'asile chinois remis aux autorités de leurs pays témoigne de l'extrême sensibilité opposée aux réactions de Pékin. Mais c'est l'importante minorité coreenne qui constitue le plus grand risque en cas d'assouplissement de la procédure d'accueil des réfugiés. L'exemple allemand a eu un effet négatif sur un éventuel relâchement des dispositions sur le droit d'asile.

Si le ministère de la justice, qui décide du sort des demandeurs d'asile, reste intransigeant, aux affaires étrangères on paraît concéder de l'image déplorable donnée à l'émigration : « Une attitude plus libérale s'impose », reconnaît un haut-fonctionnaire.

PHILIPPE PONS

du JEUDI 18 mars
au 31 MARS

VENTE à PRIX COUTANT

sur les articles suivants...
(Prix coutant déposés chez Maîtres PINOT et FARRUCH
Huissiers de justice à PARIS)

| | | |
|--|---------------------------------|--------------------|
| Châles laine et cachemire garnis pompons Renard | 1150 ^F PRIX COUTANT | 534 ^F |
| (Afin de satisfaire l'ensemble de la clientèle ces châles seront vendus à l'unité) | | |
| Parkas microfibre inter. Renard | 3850 ^F PRIX COUTANT | 1186 ^F |
| col garni Renard | 2390 ^F PRIX COUTANT | 1410 ^F |
| Pelisses inter. Lapin, col Vison | | |
| Trench coat inter. Lapin bardé Renard | 7250 ^F PRIX COUTANT | 3350 ^F |
| Vestes Marmotte | 10290 ^F PRIX COUTANT | 4718 ^F |
| Manteaux Vison ranch | 13750 ^F PRIX COUTANT | 6048 ^F |
| 3/4 Renard argenté | 18750 ^F PRIX COUTANT | 8468 ^F |
| Blousons Renard black | 7850 ^F PRIX COUTANT | 2667 ^F |
| Manteaux Vison dark | 14200 ^F PRIX COUTANT | 7187 ^F |
| Manteaux Rat d'Amérique | 5250 ^F PRIX COUTANT | 2050 ^F |
| Manteaux Vison ranch | 14290 ^F PRIX COUTANT | 6750 ^F |
| Vestes Mouton doré | 4850 ^F PRIX COUTANT | 1423 ^F |
| 3/4 Mouton double face hommes | 8450 ^F PRIX COUTANT | 2430 ^F |
| 7/8 Cuir plongé garnis Renard | 5990 ^F PRIX COUTANT | 2728 ^F |
| 3/4 Vison ranch femelle | 24850 ^F PRIX COUTANT | 11610 ^F |
| Manteaux Vison dark | 16200 ^F PRIX COUTANT | 7160 ^F |
| 3/4 Mouton double face | 6400 ^F PRIX COUTANT | 2230 ^F |
| 3/4 Vison black | 12850 ^F PRIX COUTANT | 6320 ^F |
| Manteaux Vison Mahogany | 13850 ^F PRIX COUTANT | 6000 ^F |
| 3/4 Vison lunajaine | 18750 ^F PRIX COUTANT | 7090 ^F |

FOURRURES GEORGE V

22,24 Avenue Hoche. Paris 8
Parking Hoche - Métro : Etoile, Ternes.

ICELANDAIR
compagnie de l'air

Islande

le secret le mieux
gardé de l'Europe

ALANTOURS vous
propose de découvrir
votre ISLANDE...
Voyages individuels,
location de 4x4,
randonnées à pied,
à cheval, circuits
accompagnés avec
hébergement à l'hôtel
etc.

Demander la brochure
ALANTOURS ISLANDE
à votre agent de voyage ou
3, rue Danielle Casanova 75001 Paris
Tél. : (1) 42 96 59 78
Info minitel : 3615 code ALANTOURS
un vrai spécialiste de l'Islande

01 42 96 59 78

AMÉRIQUES

Les deux principaux suspects dans l'attentat de New-York sont inculpés d'homicide

Les deux principaux suspects arrêtés après l'attentat à la bombe du 26 février contre le World Trade Center de New-York, qui a fait six morts, ont été officiellement inculpés d'homicide mercredi 17 mars par une cour fédérale de Manhattan. Ces inculpations ont été notifiées par un « grand jury » (chambre de mise en accusation) à MM. Mohammed Salameh, un Jordanien de vingt-cinq ans qui avait loué la camionnette utilisée pour transporter la bombe, et Nidal Ayyed, vingt-cinq ans, un ingénieur chimiste américain, né au Koweït, qui avait accompagné le présumé auteur de la locution du véhicule et qui avait un compte bancaire commun avec lui. L'accusation précise que les deux hommes ont agi « illégalement, volontairement et en connaissance de cause, avec une intention criminelle ». Ils sont passibles de peines de prison à perpétuité.

Un troisième homme, ami de M. Salameh, M. Ibrahim El Gabrowny, quarante-deux ans, a été quant à lui officiellement inculpé d'obstruction à la justice (il avait bousculé des policiers lors de la perquisition de son appartement) et de « fraude », car les enquêteurs ont retrouvé chez lui cinq faux passeports, dont un au nom de son cousin Seyid Nossir. Ce dernier purge actuellement une peine de dix-sept ans de détention pour des faits liés à l'assassinat de New-York en 1990 du rabbin d'extrême droite Meir Kahane.

Un peu plus tôt dans la journée, un juge de Newark (New-Jersey) avait déclaré juridiquement « expulsible » des États-Unis M. Omar Abdel Rahman, un religieux musulman de Jersey-City qui prêche régulièrement dans des mosquées fréquentées par les trois suspects. Le religieux égyptien dispose d'un délai de dix jours pour faire appel.

Trois Arabes soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat ont quitté précipitamment les États-Unis peu après l'arrestation de M. Salameh, écrit mercredi 17 mars le Wall Street Journal. M. Salameh, de faux papiers, ils se sont rendus à l'aéroport Kennedy de New-York pour prendre le premier avion en partance pour l'Europe. Comme tous les vols étaient complets, ils ont choisi finalement de partir en avion du Sud. L'no d'eux serait

M. Mahmoud Abonhalima, un chauffeur de taxi proche de M. Salameh. Arrivé en Afrique du Sud, il aurait aussitôt pris un avion pour l'Allemagne, d'où il se serait rendu au Pakistan.

L'autorité portuaire de New-York et du New-Jersey, propriétaire du World Trade Center, a enfin indiqué mercredi que les premiers locaux de la tour numéro deux, la moins touchée par l'explosion, pourront réintégrer leurs bureaux dès jeudi. Les deux tours avaient été fermées au public le 26 février. — (AFP, AP)

M. Bill Clinton renonce pour l'instant à nommer un envoyé spécial en Ulster. — Le président Bill Clinton, célébrant pour la première fois mercredi 17 mars la Saint-Patrick à la Maison Blanche, en compagnie du premier ministre irlandais Albert Reynolds, s'est dit « prêt à faire ce qu'il pourra pour ramener la paix en Irlande du Nord », mais a aussi annoncé qu'il renoncera jusqu'à nouvel ordre à nommer un envoyé spécial ou un représentant en Ulster. — (AFP, AP)

■ CUBA : quatre prix Nobel de la paix demandent à M. Fidel Castro de mettre fin à la répression. — Quatre prix Nobel de la paix ont écrit, mercredi 17 mars, une lettre au dirigeant cubain, l'exhortant à mettre fin à la répression politique dans son pays et à autoriser les inspections dans les prisons cubaines. Selon M. Ricardo Bofill, président du Comité cubain des droits de l'homme, dont le siège est à Miami, aux États-Unis, la lettre a été signée par l'ancien président du Costa Rica Oscar Arias, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu et les pacifistes nord-irlandais Betty Williams et Mairead Maguire. Les uns et les autres font part de leur « profonde inquiétude »

devant la situation des droits de l'homme à Cuba. — (AFP)

■ CANADA : avec M. Kim Campbell à leur tête, les conservateurs pourraient être reconduits au pouvoir, selon un sondage. — Le parti conservateur au pouvoir à Ottawa pourrait être réélu si M. Kim Campbell, ministre de la défense, en prenait la direction en remplacement du premier ministre Brian Mulroney, démissionnaire, indique un sondage publié mercredi 17 mars à Toronto. — (AFP)

■ COLOMBIE : les autorités acceptent les dernières conditions posées par Pablo Escobar pour sa reddition. — Les autorités colombiennes ont accepté, mercredi

17 mars, les dernières exigences du chef du Cartel de la drogue de Medellín, Pablo Escobar, pour se livrer à la justice, ce qui, aussitôt, a relancé les spéculations sur l'imminence d'une seconde reddition du « baron » colombien de la cocaïne. Dans un message parvenu aux services du procureur Gustavo de Greiff, Pablo Escobar a notamment demandé de pouvoir disposer dans sa prochaine prison d'une ligne de téléphone privée pour communiquer avec sa famille au moins trois fois par semaine, d'une cuisine privée, pour lui et ses lieutenants, par crainte d'un empoisonnement, et a réclamé aussi une protection spéciale pour ses parents les plus proches. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

CHINE

Augmentation du budget militaire de 12,5 %

Dans le projet de budget présenté lors de la session en cours de l'Assemblée nationale populaire, la part réservée aux forces armées augmente de 12,5 % pour atteindre 42,5 milliards de yuans (environ l'équivalent en francs). Il s'agit en réalité, selon notre correspondant à Pékin, Francis Daron, du budget officiel, qui ne représente qu'environ la moitié des dépenses réelles des forces armées. Le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a néanmoins affirmé que cette augmentation ne constituait pas « une menace » pour la région.

Dans son discours devant l'Assemblée, lundi 15 mars, le premier ministre, Li Peng, avait déclaré que la Chine devait avoir « les meilleures forces armées qu'autorise la situation actuelle » et que l'armée devait « constamment accroître son efficacité au combat et ses capacités défensives dans la guerre moderne ».

ÉGYPTÉ

Dix islamistes et deux policiers tués à Assiout

Dix intégristes musulmans, dont un chef de la Jamaa islamia, et deux policiers, ont été tués lors d'affrontements, mercredi 17 mars, à Assiout, en Haute-Egypte, au lendemain d'un attentat à la bombe, au Caire, revendiqué par cette organisation clandestine (le Monde du 16 mars).

Neuf policiers ont également été blessés lors de ces incidents, déclenchés par des opérations de nettoyage des forces de l'ordre et qui ont permis l'arrestation de trente-cinq militants islamistes. La Jamaa islamia, dirigée par Cheikh Omar Abdel Rahman, dont le nom a été évoqué dans l'enquête sur l'attentat contre le World Trade Center, à New-York, a mis en garde, dans un communiqué, contre la possibilité d'autres attentats au Caire. — (AFP)

INDONÉSIE

Département de civils et de musulmans dans le nouveau gouvernement

Le président indonésien Suharto, réélu mercredi 17 mars, a formé, mercredi 17 mars, un gouvernement dont plus de la moitié des quarante-et-un portefeuilles sont renouvelés. Le nombre de ministres musulmans passe de vingt-deux à vingt-neuf tandis que celui des chrétiens recule de huit à trois. Par ailleurs la part des ministres passe de douze à huit. Si M. Ali Alatas conserve les affaires étrangères, les deux postes-clés de la défense et de la coordination des affaires économiques, financières et industrielles, changent de titulaire : au grand ministère économique, M. Saleh Affif, précédemment ministre du plan, remplace M. Radjue Prawiro. A la défense, le général Edli Sudrajat succède au général Benny Murdani tout en conservant le commandement des forces armées où il remplace le général Try Sutrisno, devenu vice-président. Dans les deux cas, les ministres étaient d'origine sortante depuis longtemps, mais M. Prawiro et M. Sudrajat, deux chrétiens considérés à la fois comme des militaires et des hommes politiques, sont remplacés par des musulmans. Enfin, le général Sufit Sudirman, précédemment ministre des postes et télécommunications, succède au général Sudomo à la Coordination des affaires publiques et de sécurité. — (AFP)

■ IRAN : Explosion au domicile du « guide » de la République islamique ? Une explosion s'est produite mercredi 17 mars au domicile du « guide » de la République islamique d'Iran, M. Ali Khamenei, dont on ignore le sort, ont affirmé à Paris l'ex-président Abolhassan Bani-Sadr et un dignitaire religieux chiite iranien, l'ayatollah Mehdi Rouhani. Selon M. Bani-Sadr, il y aurait de nombreux tués.

Ces informations, qui coïncident avec celles faisant état d'un nouveau conflit de pouvoir au sein de la hiérarchie religieuse (le Monde du 19 février), « ne sont qu'une invention de l'opposition », a déclaré un responsable de l'agence officielle IRNA. De leur côté, les Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition au régime, ont formellement démenti ces informations après avoir contacté leurs sympathisants à Téhéran. — (AP, Reuters)

INDE

L'attentat de Calcutta a fait plus de soixante morts

Selon le plus récent bilan de l'attentat qui a eu lieu à Calcutta, dans la nuit de mardi 16 à mercredi 17 mars, au moins soixante personnes ont trouvé la mort et cent vingt-cinq ont été blessées (le Monde du 18 mars). Pour la police, cet attentat, qui serait sans relations avec ceux qui avaient fait plus de deux cents morts la semaine dernière à Bombay, pourrait être imputable à des maîtres musulmans. La police a arrêté deux suspects, des gangsters musulmans au casier judiciaire chargé. Pendant ce temps, les forces de l'ordre poursuivent leur enquête à Bombay, où le nombre de suspects interrogés est passé à sept. New Delhi compte également l'arrestation des deux principaux suspects, qui se sont enfuis à Dubai. — (AFP, Reuters, AP, UPI)

ZAÏRE

M. Faustin Birindwa désigné comme premier ministre

Le concile politique, réuni depuis le 9 mars à l'invitation du maréchal Mobutu, a désigné comme premier ministre, mercredi 17 mars, M. Faustin Birindwa, en remplacement de M. Etienne Tshisekedi, démissionnaire par le président le 6 février.

Comme M. Tshisekedi, M. Birindwa est l'un des fondateurs de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, opposition), dont il a été exclu le 1^{er} mars, après avoir été soupçonné de sympathies envers la présidence. Agé de cinquante ans, originaire du sud du Kivu, dans l'est du pays, il avait été ministre des finances dans le premier gouvernement Tshisekedi, en 1991. Il jouit du respect de nombreux membres de l'opposition, qui lui avaient témoigné en privé leur soutien après son exclusion de l'UDPS.

Dans les milieux informés, on souligne toutefois que le Haut Conseil de la République (HCR), instance législative de la transition, qui n'a pas participé aux travaux du concile, devra entériner cette décision pour lui donner une véritable portée. — (AFP, Reuters)

■ CORÉE DU NORD : rencontre américano-nord-coréenne à Pékin. — Des diplomates américains et nord-coréens se sont rencontrés à Pékin, mercredi 17 mars, à l'initiative des États-Unis, pour tenter de résoudre la crise ouverte par la décision de Pyongyang de se retirer du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). D'autre part, les Douze se sont déclarés mercredi « profondément préoccupés » par la décision prise par le régime du maréchal Kim Il-sung. Pour eux, les inspections effectuées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et rejetées par Pyongyang, sont « d'une importance cruciale » pour le bon fonctionnement du TNP. — (AFP)

■ GUINÉE : au moins un mort dans des affrontements ethniques. — Des affrontements entre Peuls et Soussous ont fait un mort, de source officielle, ou deux selon des sources concordantes, et plusieurs blessés, mardi 16 mars, à 24 kilomètres au nord de Conakry. Selon la police, plusieurs personnes qui portaient des armes blanches ont été arrêtées. Une dispute autour d'une borne-fontaine, entre deux jeunes filles peul et soussou, serait à l'origine des affrontements entre les deux ethnies. — (AFP)

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT : Le Monde SANS VISA

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Domicile de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
520 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Croc
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tsafli.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-95-71. Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Hubert-Beuve-Méry.

Le Monde
TELEMATIQUE
Composant 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90. (de 8 heures à 17 h 30)

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE selon |
|--------|---------|--|--|
| 3 mois | 536 F | 572 F | 750 F |
| 6 mois | 1 038 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 890 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) : mailing by published daily for \$ 8.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., US, and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to 665 of NY Box 1316, Champlain, N.Y. 12919 - 1316.
Pour les abonnements étrangers voir USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 783 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MON 81 Durée choisie : PP. Paris FP
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
PUBLICITE
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-75

COURRIER INTERNATIONAL
A LIRE CETTE SEMAINE

La fin du franc fort ?
The Economist
Financial Times
Frankfurter Allgemeine Zeitung
Wochenpost

COUR INTERNATIONAL
CHACQUE JOUR L'ESSENTIEL DE LA PRESSE MONDIALE EN FRANÇAIS - 15 FF

La fin du franc
Le Grand Marché Inuit
Nihon Keizai Shimbun
Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français - 15 FF

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Edouard Balladur

France inter ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

VENDREDI 19 MARS
8h / 9h

هناك العمل

POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars

Les écologistes sont nerveux. A quelques jours du premier tour de scrutin, ils ont pris la mesure des effets que pourraient avoir les multiples candidatures suscitées, ça et là, par les formations représentées à l'Assemblée nationale. Un point, deux points de moins par rapport au score qui pouvait raisonnablement être escompté il y a un mois, cela signifie que, dans de nombreuses circonscriptions, les candidats de l'Entente des écologistes ne pourront pas se maintenir au second tour. Les cas d'élection triangulaires, en principe plus favorables aux écologistes, seraient réduits d'autant. Et il n'y aurait, in fine, que trois ou quatre «écolos» dans la future Assemblée.

Le tassement des intentions de vote en faveur des écologistes, révélé par les derniers sondages, a accru les craintes des dirigeants des Verts et de Génération écologie. A 15 % des suffrages exprimés, dans un scrutin dont l'enjeu et les modalités sont très différents des élections régionales de 1992 (où les écologistes avaient obtenu 14,7 % des voix), ceux-ci pourraient s'estimer satisfaits. Mais en dépit de ce soul, le résultat de la nouvelle Entente des écologistes passerait inévitablement pour un échec.

Il y a beaucoup de raisons pour expliquer ce tassement attendu. A l'approche du scrutin, nombre d'électeurs ont dû cesser de rêver, pour se détermi-

ner, malgré tout, en fonction du vieux cliché gauchiste. Les responsables des Verts et de Génération écologie ont omis, d'autre part, d'afficher, au cours de la campagne, un programme commun, clair et cohérent. Les uns et les autres avaient annoncé leur intention de faire de «la politique autrement». Mais de lâcher des ballons sur les bords de la Seine en défilé carnavalesque dans les rues de Paris, et de descendre du Rhône en bateau aux amicales retrouvailles, ce qui ne pouvait tromper personne — de «Brice» et d'«Antoine» autour d'un gros gâteau d'anniversaire, on a eu le sentiment que «la relève», comme dit M. Lalonde, a eu surtout le goût de copier chez les autres le sens de la «politique-spectacle».

La cote rectiligne de M. Weechter, pour lequel «l'écologie est une histoire d'amour», et le parcours quelque peu sinuoidal de M. Lalonde ont aussi contribué, sans aucun doute, à ce que les écologistes ne puissent tenir le rang qui leur fut promis,

un temps, dans les sondages d'opinion. Obsédé par la reconquête politique qu'il appelle de ses vœux, le président de Génération écologie a fait l'impasse sur le clivage fondamental qui sépare sa propre conception d'une société libérée des contraintes du temps de celle des libéraux, pour lesquels la croissance économique demeure le seul moteur possible d'une réduction de l'actuelle crise de l'emploi.

La seule vraie victime des écologistes, dans cette campagne, demeure l'introduction du thème du partage du travail.

«La rendez-vous manqué du PS remonte à 1983, quand ils ont choisi le franc fort contre le partage», a rappelé, mercredi, lors d'une ultime réunion organisée à Paris, M. Mamère, avant d'ajouter que les écologistes ne sauraient accepter «la main tendue par M. Rocard tant que celle-ci serait maintenue par les menottes du Parti socialiste». «La véritable big bang, c'est nue que l'envie a pris», juge M^{me} Andrée Buchman, l'une des porte-parole des

Verts. Presque tous, chez les écologistes, sont prêts à jouer ce jeu-là, qu'il leur faudra bien — s'ils veulent survivre — favoriser d'une manière ou d'une autre. Une défaite, en nombre de sièges à l'Assemblée nationale, ne serait pour eux qu'accessoire. Plus important est, pour les «écolos», le volume de voix obtenues, qui, fidèles, passeraient sensiblement dans le balance du second tour de la prochaine élection présidentielle.

«Nous ne sommes pas pressés, il ne peut y avoir de délégitimation particulière», a prévenu M. Mamère. «Pour l'essentiel», comme dit M. Weechter, il n'y aura pas d'accord entre les deux tours. Mais, dans le détail, on connaît déjà quelques-uns des candidats devant lesquels les représentants locaux de l'Entente des écologistes pourraient être priés de s'effacer : M. Michel Rocard dans les Yvelines (dont M^{me} Dominique Voynet a souhaité publiquement, mercredi soir à Dols, la réélection), M. Michel Delebarre dans le Nord, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann dans l'Essonne, M. Bernard Stasi dans la Marne. A charge, bien sûr, de la revanche.

JEAN-LOUIS SAUX

La survie des «écolos»

La concurrence entre candidats se réclamant de l'écologie

La querelle des étiquettes sera tranchée par le Conseil constitutionnel

Les écologistes n'aiment pas la concurrence quand elle empêche leur fond de commerce. Il est vrai que, parmi tous ceux qui tentent de profiter d'une vague portueuse, certains n'ont pas cherché à marquer leur différence. Bien au contraire. Ainsi est apparue une Génération verte, en sigle étrangement ressemblant à celui du mouvement de M. Brice Lalonde. Ainsi les dissidents de Génération écologie, qui ont formé avec M. François Donzel l'Union pour l'écologie et la démocratie, rappellent dans leur tract que celui-ci est «cofondateur avec Brice Lalonde de GE».

Les dirigeants des mouvements qui se verraient les seuls détenteurs du label, ont pensé qu'un bon procès pouvait être, que avec un combat politique. Les représentants des Verts et de GE, lorsqu'ils ont découvert la propagande de leurs rivaux, ont donc décidé de s'adresser à la justice, en demandant la mise sous séquestre des bulletins de vote et des professions de foi des candidats Génération verte, et, dans certains cas, de ceux de l'Union pour l'écologie et la démocratie. Ils ont saisi, par la voie du référé, c'est-à-dire par une procédure d'urgence, les présidents des tribunaux de grande instance compétents.

Or, en vertu de la Constitution, seul le Conseil constitutionnel est juge de «la régularité de l'élection des députés». Le tribunal des conflits a, en l'occurrence, rappelé, en 1989, dans une affaire où les représentants officiels de l'UDF reprochaient à un candidat d'utiliser ce sigle sans leur accord, qu'il est «de principe qu'il n'appartient pas aux tribunaux judiciaires d'intervenir dans les opérations électorales de nature politique qui ont leur préliminaire, dont le contentieux appartient au seul juge de l'élection». La même année, il a d'ailleurs précisé qu'il n'appartient pas aux juridictions de l'ordre judiciaire d'enjoindre la suppression dans les divers documents électoraux de mentions figurant dans une liste dont la candidature a été enregistrée.

Un vide juridique

Dans un premier temps, celui de Pontaise, le 12 mars, et celui d'Amiens, le 13 mars au matin, leur ont donné raison. Mais le préfet de l'Orne, lorsque fut saisi, le 14 mars, le tribunal d'Argentan, a déposé un «mémoire de déclinatoire de compétence». C'est là une procédure peu courante, mais qui permet au représentant de l'administration de faire valoir à la justice civile qu'elle n'est pas compétente dans un domaine qui, d'après lui, relève que de la justice administrative. Si les juges civils contestent cette décision (ce qu'aucun d'entre eux n'a encore fait en la matière), c'est le tribunal des conflits, instance réunissant des membres du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, qui tranchera. Les autres préfets, confrontés au même problème, ont réagi de la même manière, ce qui a amené MM. Lalonde et Cochet à affirmer que ceux-ci avaient agi sur ordre du ministre de l'Intérieur, ce que M. Quilès a démenti dans un communiqué.

L'argumentation des préfets repose sur un principe fondamental du droit qui veut qu'un juge ne puisse intervenir en référé dans un domaine où il est compétent au fond.

Or, en vertu de la Constitution, seul le Conseil constitutionnel est juge de «la régularité de l'élection des députés». Le tribunal des conflits a, en l'occurrence, rappelé, en 1989, dans une affaire où les représentants officiels de l'UDF reprochaient à un candidat d'utiliser ce sigle sans leur accord, qu'il est «de principe qu'il n'appartient pas aux tribunaux judiciaires d'intervenir dans les opérations électorales de nature politique qui ont leur préliminaire, dont le contentieux appartient au seul juge de l'élection». La même année, il a d'ailleurs précisé qu'il n'appartient pas aux juridictions de l'ordre judiciaire d'enjoindre la suppression dans les divers documents électoraux de mentions figurant dans une liste dont la candidature a été enregistrée.

Mais, comme il n'y a pas de procédure de référé devant le Conseil constitutionnel, le différend ne peut être tranché avant l'élection. C'est bien ce qui inquiète les Verts et GE, qui redoutent que les «contre-pouvoirs» dont ils s'estiment victimes ne trahissent les électeurs et que cela ne les empêche, dans de nombreux cas, de franchir la barre leur permettant de maintenir leurs candidatures au second tour. Ils menacent donc de demander l'annulation de toutes les élections.

En attendant, ils ont écrit, mercredi 17 mars, au président du Conseil constitutionnel pour lui demander d'intervenir auprès du ministre de l'Intérieur afin qu'il interdise au préfet d'utiliser la procédure du «déclinatoire de compétence». En effet, celle-ci, formellement, ne peut intervenir ni si la compétence appartient à la juridiction administrative, et il n'est pas certain que le Conseil constitutionnel y soit assimilé. Mais suivre ce raisonnement reviendrait à laisser les tribunaux civils prendre, éventuellement, des décisions de séquestre de bulletins, que le juge de l'élection annulerait par la suite, mais trop tard. A l'évidence, il y a bien un problème juridique.

Cette difficulté ne peut pas être réglée avant les élections. M. Robert Badinter a répondu à M. Lalonde pour lui rappeler que le Conseil n'avait «aucune compétence pour intervenir avant les élections». Les Verts et GE ont eu du dépit que les préfets n'aient pas le droit d'empêcher la justice civile de se prononcer, et estime donc que M. Paul Quilès a commis «une faute lourde dans l'exercice de ses fonctions», ce qui pour eux le rend passible de la Haute Cour.

THIERRY BRÉHIER

Une lettre de M. Alain Rist (Verts)

M. Alain Rist, candidat des Verts dans la huitième circonscription de Seine-et-Marne, nous écrit, à la suite de notre article intitulé «Le Vert et le député «de terrain» (le Monde du 16 mars) :

Je suis qualifié d'«ancien maoïste», ce que je ne puis accepter. La confusion vient sans doute de ma participation, de 1971 à 1977 environ, à un regroupement intitulé Gauche ouvrière et paysanne (GOP), qui s'est essentiellement attaché au soutien au Larzac et à Lip, ainsi qu'à d'autres luttes plus locales à cette époque.

Le terme «maoïste» rappelle, essentiellement, la Gauche prolé-

rienne (GP), beaucoup plus connue, qui mettait en œuvre des pratiques proches du terrorisme, même s'il s'agissait souvent d'un terrorisme plus symbolique que réel. J'ai toujours combattu ces pratiques et l'idéologie qui les sous-tendait, au sein et à l'extérieur de la GOP.

Je souhaite que les lecteurs du Monde ne risquent pas d'être victimes de la même confusion et que cette précision leur soit apportée avant le premier tour des élections.

Les lecteurs du Monde apprécieront la note au point de Rist à la lumière du communiqué que l'Organisation communiste Gauche ouvrière et paysanne, à laquelle il adhère, a publié après

la mort du président de la République populaire de Chine, Mao Zedong (le Monde du 12-13 septembre 1976) : «Nous saluons le ministre du président Mao Zedong l'orthographe en vigueur à l'époque, grand dirigeant du prolétariat international, des masses et du peuple chinois. Pour élever notre niveau de transformation nous nous en sommes donné encore plus grande et en hommage au camarade Mao Zedong, nous appelons les révolutionnaires, les travailleurs et les combattants de la République, samedi 11 septembre à Paris.» On observera, d'autre part, pour l'anecdote, qu'il n'est pas au point du candidat écologiste, il semble bien que les querelles qui opposaient les différents groupes du mouvement en France, telles que la GOP et la Gauche prolétarienne, ne soient pas tout à fait éteintes près de vingt ans plus tard. — P. J.

Génération vert-de-gris

Ils ont le couleur de l'écologie et l'apparence d'écologistes mais ce sont, en réalité, des sous-marins d'extrême droite. Après s'être fait enregistrer dans les préfectures sous l'étiquette du Rassemblement des démocrates et des républicains de progrès (le Monde du 7 et 8 mars), soixante-neuf candidats aux législatives vont se présenter aux suffrages des électeurs avec des bulletins de vote estampillés Génération verte. A y bien regarder, il s'agit plutôt d'une génération vert-de-gris dont l'inventeur ne veut aucun bien aux candidats de MM. Brice Lalonde et Antoine Weechter.

Une coïncidence veut que M. Daniel Bazard, «écologiste» de Seine-et-Marne, ait été candidat, au congrès de 1990, à l'accès au comité central de ce parti dont il a défendu les couleurs dans plusieurs élections. Une coïncidence identique concerne M^{me} Marie Raye qui se présente aussi en Seine-et-Marne.

Selon Génération Écologie, le mandataire des neufs candidats vert-de-gris de l'Essonne est un conseiller municipal du Front national, et un candidat parisien du même tonneau a donné comme adresse, à la préfecture, celle du siège de la secte Moon. Certains candidats interrogés sur le sens de leur présence répondent qu'ils ont «ordre de ne pas parler».

Parmi ces «écologistes» de la vingt-cinquième heure, on trouve, à Paris, M. Roger Johnstone, un mooniste qui est secrétaire général adjoint du groupe léniniste du Parlement européen et qui figure en douzième position sur la liste du Front national en 1988. Injoignable, cet homme cultive la discrétion en politique. C'est par hasard si M. Franck Landouch, candidat dans le Val-d'Oise, est présenté dans l'annuaire officiel du parti d'extrême droite (page 49) comme «photographe du Front national».

Les électeurs n'auront pas eu la chance de prendre connaissance du programme des écologistes vert-de-gris qui n'avaient pas accès à la campagne officielle radio-télévisée, mais les contributeurs, en revanche, auront le bonheur de participer à leur financement public.

O. B.

ERRATUM : Dans les éditions du Monde du mercredi 17 daté jeudi 18 mars 1993, l'annonce Nouvelles Frontières était erronée. Le Monde Publiété vous prie de bien vouloir l'en excuser. Les prix actuellement pratiqués sont ceux figurant dans l'annonce ci-dessous.

LES ANTILLES 2430 F

VOI ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et après
la moiteur des sentiers tropicaux,
siroter un lait de coco,
face à la mer,
sur la terrasse de votre Paladien,
vous coûtera à peine plus cher que
votre séminaire d'ikebana.*

* Les Antilles avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours au des circuits,
avion compris, à partir de 4 005 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 160 AGENCES EN FRANCE
TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

RAVEN LE MONDE

La fin du franc fort

FRANCE INTER

dur

VENDEZ 8h

EN A VOIR.

POLITIQUE

Les élections législatives

Les « beurs » sous la bannière de l'écologie

Les jeunes issus de l'immigration sont quelques dizaines à se lancer dans la bataille, souvent sous l'étiquette des Verts ou de GE

Qui oserait encore les qualifier de « beurs » ? S'il n'y avait la connaissance de leur patronyme, les candidats issus de l'immigration passeraient presque inaperçus dans le paysage sans relief de ces législatives. Libérés du pesant débat sur l'immigration, qui, en les renvoyant à leurs origines, faisait d'eux les boucs émissaires des joutes électorales, les voilà vraiment entrés en politique, la vraie. « On s'efforce de se faire oublier », dit Zair Kedadouché, 32 ans, soufre Razak Fetnan, vice-président de l'association France Plus, c'est la première fois que la gauche et la droite ne jouent pas au ping-pong avec nous, et que nous sommes tranquilles pour débattre des problèmes de fond du pays. »

A l'heure où le débat sur les banlieues tourne, à juste titre, sur la manière de relancer l'exercice de la citoyenneté dans les quartiers populaires, ils sont quelques dizaines à donner l'exemple en se jetant dans la bataille des législatives. Leur présence reste limitée mais elle est nouvelle dans un scrutin d'ampleur nationale. Aux élections municipales de 1989, plus d'une centaine de candidats d'origine maghrébine (enfants d'immigrés ou de banlieus) ont été élus et quelques-uns ont franchi la barre des régionales, voici un an.

Aux dernières législatives, en 1988, les Maghrébins brillaient par leur absence. A l'époque, les rescapés du mouvement beur s'échinaient encore à obtenir quelques strapontins sous la bannière des « grands » partis, le PS pour l'essentiel. Leur stratégie était simple mais ambiguë : des candidats

maghrébins pour attirer le « vote maghrébin ». Peine perdue. La réalité de ce vote « ethnique » est plus que douteuse en France et la plupart des dirigeants politiques restent persuadés qu'un nom arabe sur une liste coûte plus de voix qu'il n'en rapporte.

Cinq ans plus tard, le divorce entre les « beurs » et les socialistes est consommé. Ils n'ont plus en tête l'idée d'un « quota » de Maghrébins, mais cherchent à faire de la politique « de droit commun ». Comme si le dépit à l'égard du pouvoir socialiste leur avait fait franchir un pas décisif vers l'intégration politique.

Le parcours exemplaire de Zair Kedadouché

Si la gauche demeure largement leur terre d'élection, les « beurs » ont tiré les conséquences de l'incapacité des partis traditionnels à leur ménager un espace d'expression. Comme beaucoup de déçus du gouvernement socialiste, ils ont trouvé asile chez les écologistes, par conviction ou par raison. Cela n'a pas été sans quelques contorsions à propos du droit de vote des étrangers aux élections locales. Cette revendication est soutenue par les Verts mais non par Génération Ecologie (GE) où se retrouvent cependant d'anciens dirigeants de SOS-Racisme. Harlem Désir en tête, favorable au droit de

vote. Reste que les deux formations écologistes ont su donner, pour la première fois, une place non négligeable aux plus brillants des jeunes issus de l'immigration, dans des circonscriptions connues pour leurs quartiers « sensibles ». C'est le cas de Zair Kedadouché et de Hayette Boujemia en Seine-Saint-Denis, de Saadia Sahali et de Farid Bouali dans les Yvelines.

Ce ne sont plus des « beurs », mais des jeunes militants politiques issus de milieux populaires. Fils d'Algérien ? « Je suis né à Nanterre et ma famille a fait le choix de la France depuis 1964. Pourquoi ne présente-t-on pas Poniakowski comme un Polonais ? », dit Farid Bouali, suppléant (GE) du candidat Vert à Mantes-La-Jolie (Yvelines). « Pour les gens que je rencontre, je ne suis pas un beur mais un écolo. Ils me parlent de leur cadre de vie. C'est ma grande victoire », confirme Zair Kedadouché, trentenaire, candidat de l'Entente des écologistes dans la circonscription d'Aubervilliers-La Courneuve-Le Bourget (Seine-Saint-Denis) dont le député sortant est une éme communiste.

Le parcours de M. Kedadouché est exemplaire. Fils d'ouvrier grandit dans les bidonvilles puis les HLM d'Aubervilliers, militant associatif, éphémère sympathisant de France Plus, il a été footballeur professionnel, et professeur de technologie avant d'être admis au cycle préparatoire à l'ENEA, orientation qu'il a abandonnée pour entrer directement

en politique. Elu municipal de sa ville en 1989 et membre fondateur de Génération Ecologie dont il est aujourd'hui l'un des porte-parole nationaux, Zair Kedadouché est conseiller régional d'Ile-de-Seine depuis l'an passé. Dans la Seine-Saint-Denis où il arpente cités et marchés, il pourrait être l'arbitre d'un duel PC-FN, si le faible taux de participation dans les cités ne rendait hypothétique sa présence au second tour. En attendant, il apprend à mesurer la vivacité, et parfois la bassesse des coups portés contre lui, accusant un élu communiste d'Aubervilliers d'avoir lancé publiquement cette devinette nauséabonde mais ciblée : « Quel est le combat pour le fils d'un éboueur ? C'est d'être une ordure. »

« Héritiers de la classe ouvrière »

Hayette Boujemia, ancienne vice-présidente de SOS-Racisme, reçoit son baptême de fin d'écologie dans un autre berceau de la « ceinture rouge », Saint-Denis, où elle est candidate pour Génération Ecologie, face notamment au maire communiste sortant, Patrick Brazezac, et au fabinsiste Henri Weber. Militante associative passée au politique, en même temps qu'Harlem Désir, elle était écologiste à Trappes (Yvelines). M^{me} Boujemia met en avant sa

connaissance des problèmes des cités où elle a toujours vécu : « Nous jeunes des cités, nous sommes les héritiers de la classe ouvrière. Les politiciens doivent se rendre compte que nous ne nous taisons pas », lance-t-elle, exotisée par les attaques dont elle fait l'objet.

Quant à l'association France Plus, elle aligne vingt-deux candidats à travers la France, « basés ou gauchistes », comme Nourredine Henmi à Dunkerque, Hugues Lemoine en Gironde ou Abderrahmane Tabet à Marseille. L'association présente aussi des candidats dans des circonscriptions symboliques, comme celles où sont présents Michel Rocard, Louis Mermaz, Jean-Marie Le Pen, et les anciens responsables de SOS-Racisme, sa rivale. Après huit ans de lobbying pour la participation civique des beurs et des fils de banlieus, France Plus semble avoir tiré les conclusions de l'échec de sa stratégie de « placement » de ses militants auprès des partis politiques.

Ses candidats se présentent sous une étiquette autonome, « Ensemble aujourd'hui », et développent les thèmes généraux de la campagne de la gauche, avec, parfois, de surprenantes nuances. Candidat dans la première circonscription de Paris, Hassan Milal plaide pour le maintien de la sectionnisation scolaire, et pour « une politique d'intégration républicaine dans le respect des droits et des devoirs de chacun ». A Marseille, Abderrahmane Tabet veut « interdire de construire des bâtiments de quatre

étages », créer un « revenu parental » permettant « aux femmes de se consacrer à nos enfants et à la cellule familiale ». A Dunkerque, dans la circonscription où se présente Michel Delebarre, Nourredine Henmi invite à « briser ensemble le silence social (...) pour changer la vie ».

Si les candidats issus de l'immigration ont un point en commun, c'est de vouloir donner la parole aux populations des cités touchées par l'exclusion sociale et urbaine. Avant même la revendication du droit de vote aux élections municipales pour les étrangers, se pose la question de la participation civique des locataires des cités HLM. A Mantes-la-Jolie, Farid Bouali, vingt-neuf ans, fait campagne dans l'immense ZUP du Val Fourré « où les partis politiques ne vont plus depuis longtemps et laissent le terrain au Front national ». Militant associatif connu dans cette cité qui bat des records d'abstention, il souhaite que sa présence aux élections législatives incite le Val Fourré à sortir de sa réserve.

Cet autodidacte devenu cadre commercial a mis sur pied un « conseil de quartier » dans la cité, et se targue d'avoir fait inscrire mille quatre cents habitants, en 1992, sur les listes électorales. Entre deux cages d'escalier, deux « tractages », il peaufine son discours, apprend à jongler ses adversaires, et rêve aux élections municipales de 1995, comme tout candidat qui se respecte.

PHILIPPE BERNARD

Les convictions de Saadia Sahali

A l'embarcadere, Saadia Sahali est tombée très jeune dans la manie de l'écologie. A l'âge de dix ans, elle assiste impuissante à la démolition du « vieux pays » de Sartrouville (Yvelines), un quartier populaire « composé de vastes maisons anciennes où elle vit avec sa famille, d'origine algérienne, parmi les Français et les immigrés. La nostalgie l'étrange presque à l'évocation des grappes d'enfants jouant dans les cours et les jardins individuels, l'ambiance de village, le racisme ignoré, le rôle des « grandes-mères françaises » dans son éducation de fille d'immigrés.

La plupart des maisons du « vieux pays » ont été rasées, en 1975, par la municipalité communiste d'alors, pour laisser la place à des immeubles. « On a fait exploser toutes les solidarités, les gens ont été expropriés, déracinés, se rappelle-t-elle. Ils se sont retrouvés en HLM. » Des HLM comme celles de la cité des Indes, qui ont été le théâtre d'affrontements, en 1991, après le meurtre d'un jeune par un vigile de l'hyper-marché voisin.

« Défendre l'école républicaine »

Près de deux décennies après la destruction du quartier de son enfance, Saadia Sahali, vingt-six ans, militante des Verts, est candidate de l'Entente des écologistes dans la circonscription des Yvelines où elle vit depuis son enfance, au nord-ouest de Paris. Elle se bat pour « donner la parole aux gens des quartiers », pour que l'autoroute A 14 et la nouvelle départementale 121 ne viennent pas détruire le cadre de vie. « L'essentiel du problème des banlieues à la dérive vient du fait qu'on n'écoute pas leurs habitants », estime cette fille d'ouvrier municipal, titulaire d'une maîtrise de sociologie urbaine et d'un troisième cycle d'aménagement et de développement local, aujourd'hui chargée de mission dans un

bureau d'études spécialisé dans la question des banlieues.

Si la gauche avait accordé le droit de vote aux immigrés, « on aurait gagné du temps, car les jeunes seraient allés voter, mais aujourd'hui, c'est un faux problème », estime-t-elle. A l'inverse, elle salue le courage politique de Simone Veil, son personnage politique de référence, avec sa loi sur l'avortement : « Je lui dis merci pour la liberté des femmes. »

Son propre itinéraire d'élève modeste mais modèle, son expérience de surveillante dans des établissements scolaires lui ont donné de solides convictions sur « l'école républicaine qu'il faut défendre », mais aussi sur la nécessité de modifier le système de nomination des enseignants et chefs d'établissement. « J'ai vu des professeurs qui avaient peur des élèves. Il faut nommer des professeurs volontaires dans les établissements difficiles, parfois trouver des gens qui sont prêts à jouer les Rambo. »

Longtemps animatrice de quartier, Saadia Sahali a aussi participé à la création d'un groupe de travail sur le civisme, qui s'affiche comme un contre-pouvoir face au maire (CDS) de Sartrouville, Laurent Wetzell, dont l'insipidité au dialogue avec les jeunes pendant les événements de 1991 avait été fort critiquée. Candidate des Verts soutenue par Génération Ecologie aux élections cantonales de 1992, la jeune militante avait surpris en obtenant 9,30 % des voix sur le canton de Sartrouville et près de 18 % dans la cité des Indes. Elle arpente aujourd'hui la circonscription, du Vésinet à Malesherbes-Lafitte, défendant « le droit au logement pour tous », « l'égalité des chances par l'enseignement et la solidarité entre les générations ». Des convictions trempées dans son enfance, au « vieux pays » de Sartrouville.

Ph. Bo.

■ M. Charzat est condamné pour affichage sauvage. — Saïdi en référé, par M. Didier Bariani, maire (UDF-rad.) du vingtième arrondissement de Paris et candidat (UPF) dans la vingt et unième circonscription, le tribunal de grande instance de Paris a condamné, mardi 16 mars, M. Michel Charzat, député (PS) de la capitale, pour non-respect de la législation en matière électorale. Dans son ordonnance, le tribunal enjoint à M. Charzat de procéder à l'enlèvement des affiches collées de façon sauvage « sous astreinte de 500 F par infraction constatée », passé le délai de vingt-quatre heures suivant la notification du jugement. M. Bariani a récemment subi une condamnation identique (le Monde daté 14 et 15 mars).

○ Polytechnicien : M. Vermande appelle à voter en faveur de M. Temaru. — M. Emile Vermande, député sortant (maj. prés.) de Polynésie française, battu au premier tour dans la deuxième circonscription, a appelé, mardi 16 mars, à voter en faveur du candidat indépendantiste, M. Oscar Temaru, qui affrontera, le 28 mars, dans la première circonscription, M. Jean Juvenin (RPR), président de l'Assemblée territoriale. Ce dernier a reçu le soutien de M. Alexandre Léontieff, député sortant, éliminé dès le premier tour dans la première circonscription, qui souhaite arrêter la montée des indépendantistes.

BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG

Construction d'un centre bancaire à Luxembourg-Kirchberg

de 130.000 m² hors-sol et 160.000 m² sous-sol avec parking souterrain de 132.000 m² en 32 mois de calendrier débutant automne 1992.

Appel de candidatures

pour la réalisation en entreprise générale partielle des lots groupés suivants :

II. B. Courant faible (technique B)

- 1) Alarme-incendie
- 2) Système de gestion des chemins de secours
- 3) Installation de sonorisation (messages d'urgence)
- 4) Alarme-gaz
- 5) Détection eau
- 6) Détection CO
- 7) Contrôle des émissions CO₂, etc.
- 8) Câblage des réseaux de communication
- 9) Répartiteurs des réseaux de communication
- 10) Désenfumage
- 11) Interphones
- 12) Horloges

III. Agencements intérieurs

- 1) Travaux de chapes (54.000 m²)
- 2) Travaux de plâtrage, enduits (11.500 m²)
- 3) Travaux de peinture (70.000 m²)
- 4) Serrurerie, fermetures, barrières d'accès
- 5) Travaux de carrelage, dallage (21.000 m²)
- 6) Double-planchers (31.000 m²)
- 7) Faux-plafonds (39.500 m²)
- 8) Cloisons + finitions + habillage colonnes (28.500 m²)
- 9) Menuiserie bois (portes, armoires)
- 10) Cabines sanitaires et vestiaires
- 11) Revêtements de sol souples (28.500 m²)

Les entreprises intéressées aux lots groupés II.B ou III. devront signifier leur intérêt par fax avant le 29 mars 1993

à l'adresse suivante :

Banque Générale du Luxembourg S.A., Attn. Coordination Projet Kirchberg, 27, avenue Monterey à L-2951 Luxembourg, Fax (352) 4799-2521, qui les invitera à retirer le dossier de candidature. Ce dernier sera à retourner à la même adresse pour le 19 avril 1993 au plus tard.



**36, RUE DE BEZONS
92400 COURBEVOIE**

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Selon un document officiel rédigé
par les services de M. Joxe

La France a pris de nombreuses mesures de désarmement nucléaire en 1991 et en 1992

Pour la première fois, un document officiel rédigé par le ministère de la Défense recense les initiatives prises unilatéralement par la France, en 1991 et 1992, en faveur de son désarmement nucléaire, sans pour autant, qu'elle ait eu à participer aux accords START, entre les États-Unis et la Russie, de réduction de leurs propres arsenaux de dissuasion.

Ces mesures, dont certaines n'ont pas fait l'objet à l'époque de communiqués publics, figurent dans un bilan que M. Pierre Joxe a appelé à la première présidence de la Cour des comptes - trace de son action de deux ans à la tête des armées.

Globalement, les crédits d'équipement affectés à l'armement nucléaire de la France sont passés de 32 089 millions de francs en 1990 à 26 447 millions de francs en 1993, soit un déclin supérieur à 17 % sur quatre années et francs courants.

Dans l'ordre stratégique, d'abord, le gouvernement a mis en application ce qu'il a appelé « le principe de la stricte suffisance », c'est-à-dire qu'il a limité les programmes, selon le document de M. Joxe, « à quelques centaines d'ogives » au total. Aucune autre précision n'est donnée, si ce n'est que le nombre des sous-marins nucléaires lance-missiles, du modèle le *Triomphant*, sera définitivement limité à quatre unités et que le calendrier de leur fabrication a été étalé dans le temps.

La série des missiles Hades limitée à trente exemplaires

Selon d'autres sources d'information, il semble que le nombre de ces ogives nucléaires stratégiques coïncide - tous systèmes porteurs confondus - soit aujourd'hui de quelque 450 têtes. De même, le *Triomphant*, qui est le premier de la série des quatre sous-marins, ne sera pas en service avant 1994. Le second, déjà baptisé le *Téméraire*, sera présenté aux essais officiels en 1997 et le troisième, qui devrait être commandé en 1993, ne sera pas opérationnel avant le début du siècle prochain. On ignore la date

d'entrée en service du quatrième. Dans l'ordre des armes dites d'ultime avertissement (ou anciennement appelées pré-stratégiques, voire tactiques), ensuite, le gouvernement a pris toute une série de mesures qui visent à les retirer avant même la date prévue à l'origine.

Ainsi, les armes d'ultime avertissement (les bombes AN-52) qui équipaient les avions Jaguar, Mirage III-E de l'armée de l'air et les Super-Étendard de la marine, ont été retirées du service et démantelées en 1991, au lieu de 1997. De même, les missiles sol-sol Pluton, dans les régiments d'artillerie, ont été retirés du service et démantelés en 1992, au lieu de 1994. Enfin, la série des missiles Hades a été limitée à trente exemplaires (au lieu de cent vingt), et le système n'a pas été déployé, mais il a été stocké dans un camp de l'armée de terre.

Seuls, dans l'ordre des armes d'ultime avertissement, ont été maintenus des missiles aéroportés ASMP, qui équipent trois escadrons de Mirage 2000 et deux flottilles de Super-Étendard.

Le document établi par les services de M. Joxe avant son départ du ministère retient, enfin, les décisions qui ont abouti à la réduction de l'alerte dans les forces nucléaires. Il est précisé, à cette occasion, que la marine a été autorisée à ne maintenir que deux sous-marins en permanence à la mer (au lieu de trois précédemment) et que l'armée de l'air a doublé les délais de réaction de ses avions porteurs d'arme nucléaire. D'une manière générale, les exercices des forces nucléaires ont été réduits de moitié de 1990 à 1993.

Il n'est pas fait mention, en revanche, des conséquences de la suspension, intervenue en 1992, des essais nucléaires en Polynésie. On sait néanmoins que, pour 1993, la subvention attribuée par les armées au Commissariat à l'énergie atomique (environ 8,3 milliards de francs) a pris en considération les effets liés à un nouveau moratoire observé jusqu'à cet été.

J. L.

REPÈRES

BANLIEUES

Un lycée armé ouvre le feu
devant un lycée
de Vitry-sur-Seine

Un lycée armé d'un pistolet à grenailles a ouvert le feu sur un véhicule qui avait tenté d'enfoncer la porte de son établissement au moment de la récréation, mercredi 17 mars à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), sans toutefois faire de blessés. Le lycée, ainsi que deux autres élèves du lycée d'enseignement professionnel « Les carrières », a été interpellé. Tous trois ont été relâchés, sur ordre du parquet, en fin d'après-midi. Celui qui possédait l'arme sera convoqué par le tribunal. Le proviseur, qui a porté plainte contre X pour la tentative de pénétration dans l'établissement, s'est déclaré « surpris » par la remise en liberté des trois lycéens et va en référer au recteur. Les trois jeunes gens n'ont pas été admis à reprendre les cours, jeudi matin.

ENVIRONNEMENT

Les Verts contestent
la nomination de M. Syrota
à la tête du conseil général
des Mines

Rendue publique lors du conseil des ministres du 10 mars, la nomination de M. Jean Syrota, PDG de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), à la tête du conseil général des Mines - en remplacement de M. Raymond Lévy, ancien PDG de Renault - a suscité une polémique entre les Verts et le ministère de l'Industrie. M. André Suchmann, porte-parole des Verts, a immédiatement

dénoncé le « cumul scandaleux » de la présidence d'une société privée qui détient les clés de la filière nucléaire (l'uranium et l'usine de la Hague) et la vice-présidence d'un organisme public chargé, entre autres, de contrôler le bon fonctionnement des installations nucléaires.

« On ne peut être à la fois, au même moment, le contrôleur et le contrôlé », dit-il. Les Verts ajoutent que ce cumul de fonctions est « illégal », aux termes de la loi du 13 juillet 1983, et qu'il présage mal du déroulement de l'enquête publique pour la remise en route de Superphénix, qui sera ouverte le 30 mars.

SCIENCES

Découverte
d'une bactérie géante

La revue scientifique britannique *Nature* révèle dans sa dernière édition, datée du 13 mars, l'existence d'une bactérie gigantesque, pratiquement visible à l'œil nu car elle mesure un demi-millimètre, soit une taille environ un million de fois supérieure à celle d'une bactérie banale comme *Escherichia coli*. Selon les chercheurs qui sont à l'origine de cette annonce, Norman Pace et Esther Angert de l'université de l'Indiana (États-Unis) et Kendall Clements de l'université James Cook du Queensland (Australie), cette bactérie, connue depuis un certain temps, avait, en raison de sa taille, été classée parmi les eucaryotes, des organismes multicellulaires ce qui n'est pas le cas des bactéries. Ce nouvel organisme, qui a reçu le nom de *Eupulviscium fishelsoni*, a été découvert dans le corps d'un poisson chirurgien pêché au large des côtes australiennes avec lequel il vit, semble-t-il, en symbiose.

COMMUNICATION

En Grande-Bretagne

Le directeur de la BBC sur la sellette

LONDRES

de notre correspondant

Quotidiennement alimentée - depuis quinze jours - d'informations et de rumeurs, l'affaire John Birt a refusé de mourir. Elle rappelle à bien des égards la « traque » de l'ancien ministre, M. David Mellor, finalement obligé de quitter le gouvernement.

Les situations sont cependant bien différentes : M. Mellor était le héros malgré lui d'une banale histoire d'adultère. M. Birt, lui, n'est « coupable » de rien. Disons qu'il a su habilement utiliser les arcanes de la législation fiscale pour alléger sa feuille d'impôt.

Mais M. John Birt, directeur général adjoint de la BBC depuis 1987, devenu « ouméro un » depuis janvier dernier (il succède à sir Michael Checkland), n'est pas tout à fait un contribuable comme les autres. « Auntie » (taotie), c'est-à-dire la BBC, est une institution. Comme la monarchie, elle est critiquée mais demeure sur un piédestal. On attend de son directeur général qu'il soit à la hauteur de cette réputation. Or, il y a six ans, M. Birt a trouvé plus astucieux de se faire verser son salaire (environ 140 000 livres (1) par an, soit 95 600 francs par mois) sur la société qu'il avait fondée en 1980 avec son épouse Jane, la John Birt Productions Ltd.

Rien que de très normal : le contrat de M. Birt précisait simplement que celui-ci était employé comme « consultant free-lance » de la BBC. La « John Birt Productions Ltd » existe bel et bien : M. John Birt a engagé une secrétaire-assistante, M^{me} John Birt - au salaire de 15 000 livres - et partage ses responsabilités avec un autre « directeur » - la même M^{me} John Birt - qui reçoit un salaire de 14 000 livres. Cette société permettait à ses (deux) employés de déduire certains frais professionnels : garde-robe, voyages, téléphone, journaux et livres, assurance, nettoyage, tickets de théâtre, etc.

En conséquence, le salaire imposable de M. Birt figurait sur une tranche d'impôt bien moins douloureuse !

Demandes
de démission

Mais tout est rentré dans l'ordre, depuis... deux semaines. Le salaire de directeur général de M. Birt (environ 150 000 livres par an) est désormais déclaré comme celui de tout employé de la BBC. Les chiffres les plus divers circulent sur les « économies » ainsi réalisées par M. Birt. Celui-ci assure qu'elles n'ont pas dépassé la somme - dérisoire - de 810 livres. Mais le problème est moins arithmétique que de principe : tout cela est-il hono-

rable pour le directeur général de « Auntie » ? Telle est la question à laquelle devront répondre rapidement les deux membres du conseil des gouverneurs de la BBC, sachant que leur propre président, M. Marmaduke Hussey, a autorisé et de facto couvert cet « arrangement » fiscal.

Alors que les demandes de démission du nouveau directeur général - et de M. Hussey - se multiplient, les membres du conseil de gestion, ainsi que les six journalistes les plus influents de l'antenne, viennent d'apporter publiquement leur soutien à M. Birt. Les qualités professionnelles de l'intéressé ne sont pas en cause, an-

contraire. M. Birt est engagé dans une profonde réforme interne, laquelle demande à chacun des sacrifices et de la... rigueur.

Certains disent même que ce sont ses opposants de l'intérieur qui « orchestrent » une campagne pour faire tomber M. Birt et ses réformes. L'affaire est délicate à gérer : M. Birt reçoit les conseils de Sir Tim Bell, le « gourou » des relations publiques. Qui conseillait déjà M. David Mellor...

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 8,15 francs.

Un nouveau directeur pour la Société de presse et d'édition au Cameroun. - Le ministre camerounais de la communication a désigné un nouveau directeur, M. Paul-Célestin Ndembiyemba, à la tête de la Société de presse et d'édition du Cameroun (SOPECAM), société éditrice du journal pro-gouvernemental *Cameroun Tribune* qui a vu sa diffusion chuter de 100 000 à 10 000 exemplaires. M. Ndembiyemba remplace M. Joseph-Charles Doumba, secrétaire général du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, ex-parti unique au pouvoir). Le

Cameroun avait récemment interdit six journaux d'opposition, et empêché notamment la diffusion du *Canard enchaîné* (le Monde du 15 février). D'autre part, dans le domaine de l'audiovisuel, un accord portant sur la formation, la coproduction et des « aides confonctionnelles » a été signé, lundi 15 mars, à Yaoundé, entre le directeur de la radio-télévision publique camerounaise, M. Gervais Mendo Ze, et le PDG de France Télévision, M. Hervé Bourges, qui fonda et dirige l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé dans les années 70.

La puissance
et le couple.

Nouveau
turbocompresseur à
échangeur air-air,
115 ch*, à 4000 tr/min,
couple de
240 Nm à 2000 tr/min.
Performance
et souplesse.



Nouvelle Safrane 2,5L Turbo Diesel.

Nous lui avons donné tout ce que vous espériez d'un moteur

Le silence.
Suspension penduloire
du moteur,
culasse renforcée.
Absence
de vibration.
Le confort
d'utilisation.
Disponibilité du couple
à bas régime.
suspension pilotée
électroniquement.
direction à
assistance variable.
Vous êtes à
bord de Safrane.



3618 3616
RENAULT

Modèle présenté : Safrane 2,5 L DT RXE. Egalement disponible en versions RN et RT. Consommation aux 100 km :

S A F R A N E

مكتبة القرآن

CULTURE

CINÉMA

Les épines et les roses

Deux amies se détestaient d'amour tendre...
Une comédie épatante signée d'une jeune réalisatrice britannique

ANTONIA ET JANE
de Beban Kidron

La beauté des laids se voit sans délais, disait Serge Gainsbourg ; *idem* de celles des laides. Car Jane (Imelda Staunton), lunetteuse et complexée, fringuée comme un fauteuil sous sa housse, est belle sans le savoir. Elle adore Antonia (Saskia Reeves), qui elle est jolie, le sait, et ça souffre, car rien n'est parfait. Jane dit très bien : « A trois ans, Antonia me tapait des rous : à huit, elle m'entrait vivante ; à quinze, elle créait une société secrète et refusait que j'en sois membre. Inutile de vous dire que je la vénais. »

Le ton est donné d'une comédie piquante et douce que la publicité s'obstine à placer sous la bannière tutélaire de Woody Allen, sous prétexte que l'une des amies est juive et que l'accessoire principal est un divan de psychanalyste. Non, ce n'est pas du Woody Allen, c'est très anglais, féminin dans le bon sens du terme - autodérision et lucidité, pas de pleurnicherie, - c'est extrêmement bavard et bien joué, plein de promesses quant à l'avenir de Miss Kidron, jeune personne précoce et déterminée. Photographie prise dès l'âge de



Jane : Imelda Staunton



Antonia : Saskia Reeves

quatorze ans, où elle fut l'une des seules à prendre des clichés de la « révolution des œillets » portugaise, elle a déjà réalisé deux autres films depuis *Antonia et Jane*, dont un à Hollywood, *Used People*, avec Shirley MacLaine et Marcello Mastroianni.

Donc, deux amies se détestent d'amour tendre. Liées depuis l'enfance, elles ne cessent de se tirer dans les poches mais s'obstinent à se retrouver chaque année, pour un dîner, où elles arrivent en se demandant pourquoi elles sont venues, une fois de plus, avant de se tomber dans les bras et de se raconter leurs vies décevantes et contradictoires. L'action se déroule des années 60 à nos jours, les copines vieillissent à peine, le décor autour d'elles change un peu, cela suffit.

On voit Jane, curieuse de tout, ne se désespérant de rien, passer de la méditation transcendante à l'apprentissage de langues étrangères, faire assez souvent l'amour avec application et sérieux, comme tout, assumer son rôle de disc-jockey dans les soirées dansantes de la maison de retraite Golda-Meir, où une vieille dame la gave de gâteaux au pavot qu'elle exerce. Pendant ce temps, Antonia la blonde déprime, confirme que la beauté ne fait pas le bonheur et cultive ses peines de cœur. Elle finit évidemment par piquer le petit ami de Jane, et va jusqu'à l'épouser. Jane assistera au mariage.

De temps en temps Antonia et Jane échappent à l'inevitable carcan du théâtre filmé où il est volontairement enfermé, dérape joliment, illustre avec un humour tonique les angoisses existentielles de Jane. Un soir, elle allume la télé, tous les programmes parlent d'elle, sa mère est interviewée dans le cadre d'une émission intitulée « Les filles déviantes ». Ou celles d'Antonia. Elle va au cinéma, sur l'écran elle se voit, elle est ignoble, elle dénonce Jane à la Gestapo... Mais à la fin, c'est l'amitié qui gagne, parce que l'amitié, c'est plus fort que tout, ça résiste à tout. Même à l'amitié.

DANIEL HEYMANN

► La liste des salles où sont projetés les films sortis à Paris le 17 mars figure page 16.

EN BREF

□ Mort de l'actrice américaine Helen Hayes. — La Miss Marple de la télévision, l'actrice américaine de théâtre et de cinéma Helen Hayes est morte le 17 mars dans l'Etat de New-York. Elle avait quatre-vingt-deux ans. Elle avait reçu au cours de sa carrière deux Oscars (cinéma), un Emmy (télévision), trois Tonys (théâtre) et un Grammy (disque). Née en octobre 1900 à Washington, elle avait tenu son premier rôle à l'âge de cinq ans dans une pièce sur la famille royale britannique. Elle gagna son premier Oscar (meilleure actrice) en 1931 pour son rôle dans *The Sin of Madelon Claudet*, un film écrit par son époux, Charles Mac Arthur. Le deuxième Oscar (meilleure second rôle) lui fut décerné en 1970 pour son rôle de passagère acrobate dans *Airport*. Et elle gagna son Grammy en 1976 pour un disque où elle avait enregistré le « Bill of Rights », qui énonce les droits fondamentaux des Américains. Honneur rarissime : depuis 1955, un théâtre de Broadway porte le nom de Helen Hayes.

□ Cinéma francophone en Limousin. — Sous le label « Francofilms », neuf films francophones sont présentés à Limoges (Haute-Vienne) et dans les villes de la région, du 19 mars au 5 avril : *Gito l'ingrat* (Léonce Ngabo, Burundi), *Ta Dona* (Adama Drabo, Mali), *Pardon Cupidon* (Mandy, Belgique), *la Plage des enfants perdus* (Gillali Fehri, Maroc), *Aline et Michel* (Carole Lagouère, coproduction Belgique-Québec), *Sango Malo* (Bassek ba Kobbiro, Cameroun), *La Sarrasine* (Paul Tana, Québec), *Hyènes* (Djibril Diop Mambety, Sénégal) et *Samba Traoré* (Idriss Ouedraogo, Burkina-Faso). A quoi s'ajoutent une série de courts-métrages burundais et belges. Plusieurs réalisateurs seront présents pour animer des rencontres, notamment le Malien Adama Drabo.

► Festival international de francophonie. 4 rue des Arènes, 87000 Limoges. Tél. : (16) 55-32-32-68.

Les barreaux du futur

FORTRESS
de Stuart Gordon

Tout, tout pour le décor. David Coppiog, aidé de trois brillants messieurs des effets spéciaux, Paul Gentry, Tad Pride et Bob Clark, a inventé une forteresse high-tech, un cauchemar inhumain et éhémé, une ruée d'escaves terrifiés qui s'enfoncent de treize étages dans le sol, luisant de courbes métalliques, érudite de cellules à claire-voie gardées par des lasers meurtriers, hantée de torturantes images virtuelles. Les prisonniers eux-mêmes sont pourvus d'« intestinaux », implants diaboliques qu'ils ont été contraints d'avaler et qui déclenchent des souffrances atroces dès qu'ils franchissent une ligne rouge tracée sur le sol : les barreaux du futur.

Le metteur en scène, Stuart Gordon, à qui l'on doit (en 1985) *Reanimator*, et, plus tard, le rentable scénario de *Chérie*, j'ai rétréci les gorges, a placé sans se surmener quelques marionnettes dans cette géométrie spectaculaire : des couples qui ont enfreint « la règle » (un seul enfant par famille), des « droits communs », des « politesses », le méchant directeur robotisé, le pauvre « latino » complexé, le bon Noir sacrifié, la jolie jeune femme encochée et menacée (Loryn Locklin), épouse du héros de l'affaire, ex-soldat perdu qui va se rhabiller. Dans ce rôle musculeux et conventionnel, Christophe Lambert est rendu à l'extrême pauvreté de son registre expressif, après l'embellie de *Max et Jérémie*.

D. H.

Embolies

LES VAISSEAUX DU CŒUR
d'Andrew Birn

Au début, on a cru à un gag, on a cherché le deuxième degré dans les scènes bucoliques où Greta Scacchi, maquillée tel un mannequin pour un défilé de frondeuses, tombe en arrêt devant le pectoral saillant sous la salopette de Vincent D'Onofrio, lustré et friotté comme un taureau de publicité champêtre. La scène est bariolée au filtre orangé comme dans un spot pour la bière ambrée, elle sera vitrifiée au bleu de Prusse pour la première galopette dans une grotte, tandis que la voix off déverse son sirop de roman de gare. Mais non, ce n'est pas un gag. Cela devient gênant, à la fin, tant de bêtise allée à tant de mauvais goût, au fil de séquences à Paris, aux Etats-Unis, à Londres, aux îles Vierges, à Montréal. L'unique consolation serait que l'argent de cette coproduction européenne aura un peu rallié le déficit des compagnies américaines. Ah ! au fait, il s'agissait d'une bourgeoise à angousses, amoureuse d'un pauvre marin pêcheur écossais, des années 50 à avant-bier. Evidemment, ça ne peut pas finir bien. Si seulement ça avait commencé.

J.-M. F.

Revenants

HISTOIRES
DE FANTOMES CHINOIS N° 3
de Ching Su Tung

Bien peu avaient vu le n° 1, à vrai dire assez conventionnelle affaire de fantastique oriental. Les spectateurs furent nettement plus nombreux, l'été dernier, pour découvrir le n° 2, réjouissant caparnum de vieille mythologie, de bande dessinée, de kung-fu, d'effets spéciaux inventifs et bricolés, d'humour et de *videogame*. On y reconnaissait, aux côtés du réalisateur, la patte de son producteur, le prolifique et insaisissable Tsui Hark. Ces spectateurs risquent d'être déçus par le n° 3. Parce qu'en gros c'est la même chose en un peu moins bien.

Ceux qui ont raté le deuxième épisode pourront tout de même s'offrir cette session de ratissage, pour découvrir les moines volants, les belles mortes-vivantes, les monstres gluants et les guerriers farouches qui font tout le sel du genre. Mais cette fois le savant mélange d'artifice et de farce, de j'en-foutisme et de savoir-faire se détériore. Il reste quelques morceaux de bravoure de la plus belle eau trouble, relâchés par ce qui apparaît, déjà, comme des poncifs.

J.-M. F.

t tout ce que vous attendiez d'un Diesel.



Laissez le plaisir conduire.

RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

km/h, 7.4 L à 120 km/h, 9.9 L en cycle urbain. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. RENAULT présente CIF

2 MARS 2 AVRIL

Les marchands de gloire

Pagnol / Martinelli

Une belle indignation civique. C'est interprété avec soin et une intelligence rare. J.P. Léonard.

Le meilleur de Pagnol est dans la 1^{re} partie de la 1^{re} 32. Les comédiens s'emparent des "marchands de gloire" avec bonheur. R. Solle.

Un pessimisme gai, avec une touche de mélancolie. P. Marabru.

La pièce la plus forte de Marcel Pagnol. Excellents décors, sobres, nets. Mise en scène très adroite de Martinelli. M. Cournot.

De très grands interprètes et un portrait au vitriol de la société française après 1914-1918. De l'excellent théâtre. A. Hélot.

48 31 11 45

GAUMONT AMBASSADE - ARLEQUIN
FORUM HORIZON - 14 JUILLET BASTILLE
ESCURIAL PANORAMA
LES 7 PARNASSIENS - U.G.C. OPERA

"Le salaud c'est Pétain"

Pour Chabrol, les discours de Vichy se passent de commentaires. D'appels à la délation en images absentes, les actualités d'époque sont sans ambiguïté.

Libération

L'idée est simple, l'ambition claire, le postulat fort, l'intention salutaire. Montrer Vichy, le régime de Vichy, la France de Vichy à la France d'aujourd'hui.

Le Monde

"L'œil de Vichy" est un film nécessaire.

Première

La démarche est d'une efficacité redoutable, et le film d'une indiscutable utilité.

L'Événement du Jeudi

Ces bobines tout droit sorties du cinéma en temps d'occupation nous en disent mille fois plus sur la valeur des images que toutes les thèses.

Le Nouvel Observateur

"L'œil de Vichy" atteint la qualité du film "Le Chagrin et la Pitié", et remet salutairement quelques pendules à l'heure.

Le Canard Enchaîné

Chabrol nous rappelle la politique de collaboration, les lois antijuives, "la révolution nationale", le STO, Laval, Doriot... par le biais de ce film d'archives indispensable, passionnant et révoltant. Une grande leçon d'histoire.

Le Pèlerin Magazine



L'OEIL DE VICHY
UN FILM DE
CLAUDE CHABROL

BACI

CULTURE

L'Ecole du patrimoine au risque de la décentralisation

Les collectivités locales refusent d'assumer la charge financière des élèves conservateurs

L'Ecole nationale du patrimoine (ENP) a pour ambition de former l'ensemble des conservateurs français (le Monde du 17 décembre 1992) dans des domaines aussi divers que les musées (de toutes sortes), les archives, l'archéologie, l'inventaire, ou les bibliothèques patrimoniales. Installée à Paris, boulevard Saint-Germain, dans un bel immeuble construit par Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra, elle fête il y a trois mois l'arrivée de sa troisième promotion. Sur les trente-huit étudiants recrutés par concours, onze avaient réussi l'épreuve qui devait leur ouvrir les portes d'un établissement relevant d'une collectivité territoriale.

Décentralisation oblige, ces affectations étaient même connues avant le concours. Elles répon-

daient rejoindre l'étudiant après la sortie de l'Ecole. Mais, après la proclamation des résultats du concours, les collectivités territoriales, qui s'étaient engagées auprès de l'Ecole du patrimoine, se sont désistées. Elles ne pouvaient, affirmant-elles, subventionner les études de futurs fonctionnaires locaux qui passeraient dix-huit mois de formation loin du centre où ils seraient affectés ultérieurement. Par ailleurs, les études « généralistes » suivies à l'ENP ne correspondaient pas nécessairement aux spécialisations souhaitées par ces collectivités.

Dix étudiants se sont donc retrouvés sur le pavé (la ville d'Evreux a en effet honoré son engagement). Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), chargé de la formation des futurs cadres territoriaux, n'est

pas très optimiste : « Notre rôle se borne à organiser des concours. Les élus recrutent qui ils veulent à partir de listes d'aptitude. Ils peuvent même laisser un poste vacant. Pour sortir de l'impasse, une solution est envisagée : faire payer les études par le CNFPT, et obtenir des collectivités un remboursement échelonné ».

« Des désistements inadmissibles »

Mais les villes et les départements qui se sont dédités trahissent les pieds. Ils préfèrent, toutes réflexions faites, cogérer des « attachés de conservation », moins qualifiés certes, mais aussi moins payés et corvéables à merci. L'Association générale des conservateurs des collectivités publiques refuse absolument cette « dévaluation de la profession », qui ne

touche pas les autres postes administratifs recrutés par les villes, les départements et les régions.

Jean-Pierre Bady, le directeur de l'ENP, estime que « ces désistements sont inadmissibles ». Il a néanmoins proposé une transaction : les élèves ayant réussi le concours de la fonction publique territoriale pourraient faire une partie de leurs stages sur le lieu de leur future affectation. En cas de blocage définitif de la situation, le concours « général » de l'an prochain serait sans doute compromis. On peut aussi s'inquiéter de l'avenir de l'Ecole nationale du patrimoine, qui avait l'ambition de devenir la grande école destinée à former les futurs « cadres » du patrimoine, dans tous les domaines.

EMMANUEL DE ROUX

PHOTOGRAPHIE

Paroles de Faucon

BERNARD FAUCON

à la galerie Yvon Lambert

« Un jour on se réveille devant le plus beau des paysages et on n'a plus envie que de se rendre dormir. » La belle parole de Bernard Faucon, blanche, brillante et manuscrite, s'étale au-dessus de l'herbe verte que sur la matière photographique : des couleurs joliment restituées, sans effet aucun, d'un paysage cadré carré. Le spectateur lit le texte, puis regarde le paysage, et cherche quelque correspondance. Pas simple.

Bernard Faucon a toujours été un photographe qui voulait parler du vivant sans le montrer, le jouant « in-photographiable ». Ayant recouru à la mise en scène, il a d'abord utilisé des mannequins de plâtre blanc, puis a laissé quelques traces dans des chambres d'or ou d'amour, a introduit des taches rouges dans des paysages et des intérieurs. Une seule fois, il s'est risqué à montrer de jeunes personnes, vite qualifiées d'« idéales » et qui subissaient le sacrifice du feu sacré.

Dans son dernier travail, intitulé les Écritures, Bernard Faucon a donc choisi un autre artifice : des mots en bois, de 50 centimètres à 1 mètre de hauteur, inscrits dans les paysages vides du Maroc ou de Thaïlande, de l'île d'Elbe ou de Provence... Sur un chemin incertain, qui se perd vers une clairière : « Maintenant, le plus court chemin c'est de renaitre ». Sur un

désert sans surprise : « A quoi ça ressemble la fin du désir ? » Sur des arbustes et herbes foisonnantes : « On se rappelle ce qu'on se rappelle quand le printemps revient ».

On retrouve les sentiments chers à Faucon : nostalgie, mélancolie, pessimisme, une certaine candeur. Et les traces incertaines de l'homme. Les matières du sol sont cadrées très serrées, et les couchés se succèdent, pour déboucher le plus souvent sur le ciel. Jusqu'à présent, ses interventions étaient en parfaite harmonie avec la technique de l'enregistrement photographique. Il s'essaye, cette fois, au procédé le plus risqué, dont on ne connaît guère d'exemple satisfaisant, tant il est covariant : les mots dans l'image. Cette dernière déteste la réalité inscrite des choses.

Les « installations » ont beau être intégrées au paysage, les sentences ont beau être énigmatiques, Faucon échappe rarement à l'anecdote et à la joliesse de l'effet. Ainsi cette image de rizière et de ciel de trône, fort belle au demeurant, qui cite le catalogue et sur laquelle il est écrit : « Peut-être que je reviendrai ».

M. G.

► Les Écritures, galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, 75003, Paris, Tél. 42-71-09-33. Jusqu'au 6 avril. Catalogue, coédition Yvon Lambert/William Blake, 52 pages, 100 francs.

• PROLONGATION • 3 DERNIERES •
théâtre international de langue française

Les Filles du 5-10-15

de ABLA FARHOUT - Mise en scène GABRIEL GARRAN

« Comment ne pas souhaiter des années de visiteurs (combles). » Michel Cournot - LE MONDE. « C'est bouleversant et magnifique. » Laurence Liban - LE PARISIEN. « On en sort pantelant d'émotion. » Philippe Perex - L'EXPRESS.

Pavillon du Charolais | La Villette | Méro Porte de Pantin | Loc. 40 03 93 95

MOGADOR

LES RUSTRES

DE CARLO GOLDONI - ADAPTE ET MET EN SCENE JEANNE MARTEL

LOCATION : 48 78 04 04

T.Q.I.

La Balance

POUR UN OUI
ou
POUR UN NON

Nathalie Szwarc
Philippe Chailion

16 mars - 11 avril
à Ivry
46 72 37 43

CHAPELLE SAINT LEONARD
78 290 Croissy s/Seine

TRAUDBERT ERBE

Peintre berlinois

EXPOSITION DU 19 AU 31 MARS 1993
Performance de l'artiste
Tous les jours de 12h00 à 20h00.

MUSIQUE

THEATRE DE LA VILLE DE PARIS

LUNDI 22 MARS 20H30

KRONOS QUARTET

artisans incontestables de la modernité

M. DAUGHERTY, J. ZORN
A. PART, S. JOHNSON...

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Nouvel Album TEMPO, ALVIDIS

O Erotas

ANGELIQUE IONATOS

L'OLYMPIA

du 23 au 28 Mars 1993
Réservations (1) 47 42 25 49

GALERIE LAROCK GRANOFF

DUVILLIER

LE CIEL DE LA MER

10 mars - 10 avril

13, quai de Conti
75006 Paris - 43 54 41 92

هناك النحل

CULTURE

THÉÂTRE

L'humour fantasque de Philip Ridley

Création à Strasbourg de « The Pitchfork Disney » ou le charme sulfureux d'un excentrique anglais

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Un frère et une sœur (Mohamed Rouebbi et Claire Lasse), des jumeaux, se sont volontairement claqués. Voilà bien longtemps que leurs parents sont morts - ou ont disparu. Ils ont vingt-huit ans, et dix ans d'âge mental. Ils se nourrissent de chocolat et de barbituriques, se racontent que leur maison est le dernier encore debout dans la ville, qu'ils font des courses revêtus de cuir d'effroyables dangers. Ils se sont fabriqués un monde de canebear enfantin, de terreur pure et dure n'hésitant pas à introduire des personnages : Cosmo Disney, bel adolescent au corps musclé, au visage d'ange (Jérôme Kircher), qui hait la maladie et gagne sa vie en mangeant des cafards. Il est accompagné de Pitchfork (« la fourche ») Disney, géant débonnaire, dangereux et doux comme la crème de Frankenstein (Jean Lorrain).

Même en son pays natal, l'Angleterre, Philip Ridley, l'auteur de « The Pitchfork Disney », créé au Maillon de Strasbourg dans la mise en scène d'Anne Torré, avant de venir en Théâtre de la Bastille à Paris, - est considéré comme un excentrique. Il a écrit des contes pour enfants, réalisés en long-métrage, « L'enfant miroir », une histoire de gosses qui prennent leur voisin pour un vampire et lui font éclater le crâne au visage, c'est le début du film. Cinéma, récits, théâtre lui servent à nourrir ses obsessions phobiques. Elles sont claires : le sexe, la bouffe, les mutilations, la dégradation plus ou moins rapide de la beauté.

L'imagination des personnages de Philip Ridley est entièrement tournée vers le plaisir de la peur, comme lorsque des gosses s'amusent à se raconter des histoires de plus en plus abominables. Mais Philip Ridley est un adulte, qui joue, méchamment, avec la part d'enfance demeurée en lui. Et il maîtrise parfaitement le jeu. Ses armes sont la décision, le sens du grotesque, il porte haut l'une des innombrables formes de l'humour anglais, fantasque et carrément morbide. Ce n'est pas le « vert paradis des amours enfantines », mais l'enfer brûlant des pervers polymorphes. Derrière les provocations se lit une profonde, une insupportable douleur de vivre.

Les acteurs réunis en Maillon par Anne Torré entrent avec panache dans ce jeu malsain et lui donnent sa dimension d'innocence. En particulier Jérôme Kircher et Mohamed Rouebbi, puisque aussi

bien la pièce tourne essentiellement autour de leur affrontement sous-mission-sédution. Ils sont drôles, vifs, ils sont charmants et même crédibles. Friblant l'enfer, ils gardent leur distance. C'est le léger reproche que l'on pourrait faire au spectacle : s'en tenir à un parti pris trop sage de mise en scène face à la violence déresse de la pièce.

COLETTE GODARD

► Le Maillon, 13, place André-Mauroin à Strasbourg, jusqu'au 20 mars, à 20 h 30. Tél. : 88-27-61-71.

► Théâtre de la Bastille à Paris, à partir du 25 mars et jusqu'au 26 avril, du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14.

□ An profit de Paralysés de France. - Du 19 au 21 mars (de 10 heures à 20 heures), une vente d'art plastique aura lieu au profit de l'association des Paralysés de France (an-siège d'AXA Assurances, 23, avenue Matignon, 75008 Paris). Par ailleurs, un concert des Cosaques de Russie aura lieu le samedi 20 mars à 20 h 30 (Espace Reuilly, 21, rue Hérodote, 75012 Paris), au bénéfice de la même association, ainsi qu'une projection du film « L'enfant-miroir », de Roger Planchon, en avant-première, le mardi 13 avril à 20 h 30 au Gaumont-Parnasse, 82, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

► Tél. : (1) 44-16-83-83.

□ Rectificatif. - Trompés par un maquillage particulièrement réussi, nous avons confondu, dans la distribution de « Mireille », à l'Opéra-Comique (le Monde du 16 mars) Valérie Maresin avec Rita Gorr qui chante le rôle de Taven et alternance. Que cette jeune chanteuse veuille bien nous en excuser.

Le Monde
Le bilan économique
années Mitterrand
(1981-1993)
sous la direction
d'Alain Gélédan
EN VENTE EN LIBRAIRIE

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sont indiquées particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

- LUNDI 22 MARS**
S. 3 - Bijoux. Décorations. - M^{re} ROGEON.
S. 5 et 6 - 14 b 15. Tableaux et sculptures des XIX^e et XX^e siècles. - M^{re} A. AER, TAJAN. M^{re} M. A. Prat, MM. A. Pautit et A. de Louvencourt, M. F. Baile, experts. Expo. Pub. le 20-03 11 h/18 h.
S. 7 - Bibelots. Mobilier de style. - M^{re} OGER, DUMONT.
- MARDI 23 MARS**
S. 8 - Livres anciens et modernes. - M^{re} OGER, DUMONT.
S. 9 - Tab., bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 12 - Timbres-poste. - M^{re} JUTHEAU-de WITT. M. Goebel, expert.
- MERCREDI 24 MARS**
S. 5 et 6 - 14 b 15. Collection Jeanne et Robert-Jean CHARLES. Manuscrits et objets d'art. - M^{re} AER, TAJAN. M. P. Dillé, expert. SUIITE DE CETTE VENTE LE 25 MARS, salles 3 et 6. Expo. le 22-03, 11 h/18 h, les 24 et 25-03 11 h/12 h.
- JEUDI 25 MARS**
S. 9 - Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne. Argenterie moderne. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 12 - Fourrures et accessoires. - M^{re} MILLON, ROBERT.
- VENDREDI 26 MARS**
S. 4 - Faïences et porcelaines des XVII^e et XIX^e s. (Porcelaines de Chine et de la C^{te} des Indes, porcelaines européennes et françaises). - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 7 - Bijoux. - M^{re} JUTHEAU-de WITT. Cabinet Cailles et Salt.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 16 - Bib. Meub. - M^{re} BONDU.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 48-00-95-22.
JUTHEAU-de WITT, 13, rue Grange-Battière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
MILLON, ROBERT, 19, rue Grange-Battière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

PHILATÉLIE

L'ordre maçonnique Le Droit humain



22 x 36 mm, dessiné et gravé par Marie-Noëlle Goffin, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée à Paris, les 3 et 4 avril, du 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert dans les locaux du Droit humain, 5, rue Jules-Sébastien, 13^e. In 3 avril, de 9 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP et au bureau de Poste de Paris-Sud, 5, avenue du Saix, 7^e; du 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15^e (boîtes aux lettres spéciales). Marie-Noëlle Goffin, dessinateur et graveur du timbre, sera sur place les deux jours pour dédicacer son œuvre.

La Poste mettra en vente générale, lundi 5 avril, un timbre d'une valeur de 3,40 F consacré au centenaire de l'ordre maçonnique mixte international Le Droit humain. Il reproduit les effigies de ses fondateurs, Maria Deraismes et Georges Martin.

Si le 24 juin 1717 apparaît à Londres ce qui est considéré comme la « loge mère du monde », il faut attendre le 18 juin 1774 pour que les femmes soient reconnues par le Grand Orient de France. Maria Deraismes (1828-1894), initiée en 1882 (loge symbolique écossaise mixte Les Libres-Penseurs), constitue la Grande Loge symbolique écossaise mixte de France Le Droit humain le 4 avril 1893, qui devient en 1899 l'ordre maçonnique mixte international Le Droit humain. A noter, par ailleurs, qu'un timbre a été consacré, en 1973, au bicentenaire du Grand Orient de France.

Le timbre, au format vertical

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel le Monde des philatélistes. 1, place Hubert-Sauve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex; téléphone : (1) 49-80-33-28; télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane



à l'office de tourisme d'Abbeville (80), 1, place de l'Amiral-Courbet (souvenirs philatéliques (15 F) et renseignements auprès de Pierre Sallier, tél. : 22-24-77-60).

► Carnet autocollant polynésien. - Après avoir édité ses premiers timbres autocollants à 42 F et 44 F (100 F CFP = 5,50 F) le 9 janvier 1991, l'Office des postes et télécommunications de Polynésie française a émis, le 10 février, son premier carnet de dix timbres autocollants à 48 F, non dentellés (prix de vente du carnet 480 F CFP). Le timbre, intitulé « Pêche couleur lagon », représente un lanceur de filet. Première philatélie mondiale, ce motif est utilisé en deux formats différents. Le timbre est vendu en carnet (17 x 23 mm) ainsi qu'en feuilles de 25 exemplaires (26 x 36 mm).

► Manifestations. - Journée d'échanges, bourse et exposition philatélique, marcopile et cartophile, dimanche 21 mars, au Centre culturel d'Hardt (9, rue Louis-Pasteur, 67220 Hardt).

Du 27 mars au 4 avril, 3^e Festival de l'oiseau avec exposition philatélique, bureau de poste temporaire,

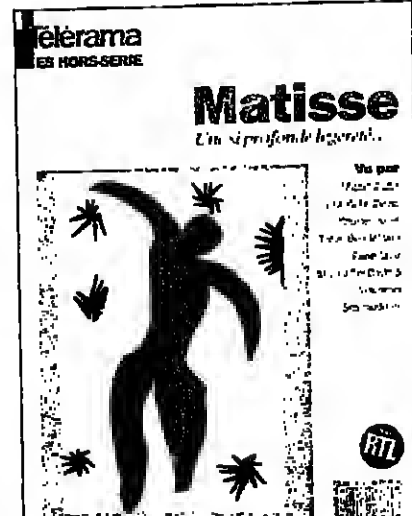
► Ventes. - Importante vente à prix nets Behr (Paris, tél. : (1) 42-97-42-62). Au catalogue, plus de 3 600 lots dont sélection de classiques comprenant une trentaine de 20 c noir type Cérés (350 F à 27 500 F, selon état), sept 1 F vermillon (n^o 78, vif oblitéré à 115 000 F); superbe ensemble de ballons monés de la guerre de 1870-1871 (Richard-Wallace, Gazette des Abbes n^o 32, lettre d'un ballon neufreg...), 185 000 F. Quelques variétés mudarnes classiques : Baudat, erreur de date à 17 500 F, Agam, couleur noire omise à 12 000 F.

Vente à prix nets Taurghelian (Suresnes, tél. : (1) 45-06-74-39) spécialisée en marques postales France et colonies. Plus de 2 000 lots, dont cachets d'entrée en France et abilitations sur timbres types.

Vente sur offres Jean Raux (Saint-Germain-en-Laye, (1) 34-51-96-12) clôturée le 8 avril. Autographes, 385 lots dont nombreuses pièces postales.

Vente sur offres Tamy-Anka (Paris, tél. (1) 47-70-45-72) clôturée le 31 mars. Plus de 4 000 lots de France et monde entier. Egalement, lots thématiques, cartes postales et télécartes.

"Un certain bleu pénètre dans l'âme, et un certain rouge modifie la pression artérielle."



Matisse.
Extrait du Hors-Série Téliorama.

Sur 100 pages, 140 reproductions, Butor, Le Clézio, Juliet, Ben Jelloun, Char, Del Castillo, ses amis, ses modèles racontent "leur" Matisse. Hors-Série Matisse de Téliorama, en vente chez votre marchand de journaux. 48 F.

Téliorama
PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.



Notre enquête a évoqué sous ses multiples aspects cette véritable « maladie sociale » qu'est le chômage et ses répercussions sur la société française (le Monde des 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17 et 18 mars). Avant de conclure, nous évoquons aujourd'hui, avec nos correspondants, la situation chez nos principaux partenaires européens.

ENQUÊTE

Interminable chômage

VII. — Tous étaient touchés

● Grande-Bretagne : l'enracinement

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

Sur Marine Parade balayée par un vent glacé et les embruns d'une mer grise, les badauds sont rares. Aux beaux jours, la jetée est noire de monde, comme elle devait l'être en 1992, lorsque le roi George V avait établi sa résidence d'été dans la plus chère des stations balnéaires, si proche (80 kilomètres) de Londres. Le temps, la saison, n'expliquent pas tout. Brighton vit la crise économique au ralenti, comme terrassée par une nouvelle noirceur dans elle se serait bien passée : le taux de chômage atteint, en ville, 17,8 % de la population active, un record dans l'East-Sussex, un comté de cette région du sud-est de l'Angleterre qui enregistre la plus forte progression du Royaume-Uni, plus de 15 % depuis un an et 18,3 % depuis 1990, soit un rythme deux fois plus rapide que la moyenne nationale.

Il y a ici une phrase leitmotiv que le premier magistrat de la ville, M. Glynn Jones, ne se prive pas de rappeler : « Regardez derrière les façades Regency : vous y verrez les

marques de la récession. » Les façades Regency sont celles, bourgeoises, des immeubles qui se trouvent dans un dégradé de jaune, crème et blanc, le long du front de mer. Il n'est pas rare, en effet, dans les rues droites qui s'enfoncent vers le centre-ville, qu'une maison sur trois soit mise en exergue par un panneau « A vendre ». Mais c'est au-delà qu'il faut chercher pour rencontrer le quart-monde de la ville rutilante. Au fond de Tilbury Place, Prior House abrite le « centre des sans-emplois ».

Environ 40 bénévoles y exercent une sorte de sacerdoce, six jours sur sept, accueillant en moyenne 125 chômeurs par jour. Une variété de conseils et d'activités leur sont proposés : comment frayer son chemin dans la jungle des règlements administratifs, obtenir une allocation, apprendre l'espagnol, acquiescer les rudiments d'une technique d'auto-formation, ou s'exercer au maniement d'un ordinateur. Les *homeless* (sans-abri) peuvent y parler à Kate, et obtenir d'elle des adresses de *Bed and Breakfast* — « qui ne servent pas de breakfast », précise-t-elle, — et aussi confier un enfant à la crèche, voire lever leur linge au sous-sol. Au second étage, le café est à 5 pence (4 centimes), et le repas servi sur les tables du foyer où, à défaut d'un « job », on peut espérer trouver une oreille attentive.

Celle de « Tony », par exemple, qui n'a pas besoin de statistiques nationales pour préciser les caractéristiques du chômage de Brighton, lesquelles valent aussi bien pour la Grande-Bretagne : « Ce qui est nouveau avec cette récession, c'est que toutes les classes sociales sont frappées, les *colts bleus* [ouvriers] et les *colts blancs* [employés], les *locaires* et les *propriétaires*. Les gens sont prêts à accepter toutes les conditions pour conserver leur emploi, et les syndicats, qui le savent, adoptent un profil bas. » Ville de services (financiers et touristiques) et de commerces, Brighton affiche une pauvreté moins « noire » que celle des *inner cities* des villes du nord de l'Angleterre, signifiées par le déclin historique de l'industrie manufacturière.

Les plus pauvres d'Europe

A Beuwell, par exemple, un quartier de Newcastle, la récession économique prend les traits des bidonvilles du tiers-monde : malnutrition, mortalité infantile, santé physique et mentale déficiente. Les familles comptent parfois trois générations de chômeurs, et ceux-ci, faute d'espoir, ne rendent même plus au *job center* local. Des pâtés de maisons entières sont parfois sinistrées par des taux de chômage dépassant 55 % des actifs. Les gamins participent à cette *street culture* faite de violence, de criminalité et de drogue, à laquelle Brighton a échappé. Le chômage, dans bien des régions de Grande-Bretagne, a été des réactions de fatalisme : la récession se prolonge depuis maintenant deux ans et demi et, en dépit de ces « frémissements », la reprise péniblement annoncée par le gouvernement, les raisons d'espérer sont minces : depuis le début en 1980 de la « décennie Thatcher », le mouvement ne cesse de s'accroître : les



pauvres deviennent plus pauvres et les riches plus riches.

Pour la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne, deux parties du territoire — la Merseyside (Liverpool-Manchester) et les Highlands (Ecosse) — ont acquis le statut de « régions les plus pauvres de l'Europe » (comme la Sicile), lequel donne droit à une assistance économique exceptionnelle. Avec plus d'un million de personnes pri-

vées d'emploi depuis plus d'un an, le chômage est devenu une habitude, chacun sentant bien que cette maladie du corps social (de plus en plus associée à la violence) peut être combattue, mais pas éradiquée. L'ampleur du mal se résume à quelques chiffres : 55 % des personnes privées d'emploi, à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre, sont prêtes à accepter une rémunération inférieure à 5 600 francs par mois ;

43 % des Britanniques, d'autre part, se disent persuadés que la crise va s'aggraver, et plus de la moitié craignent qu'un membre de leur famille soit, à terme, concerné par le chômage.

Rien d'étonnant à cela : près d'un quart de la population active a connu l'expérience du chômage depuis que celui-ci a recommencé à augmenter, début 1990, à un rythme nettement plus rapide que dans tout autre pays industrialisé. Le gouvernement s'efforce de lutter contre cette sinistrose nationale en insistant sur une poignée d'indices économiques favorables (baisse des taux d'intérêt, taux d'inflation au plus bas, etc.), mais rien n'y fait : 8 Britanniques sur 10 sont mécontents de son action, et 64 % de celle du premier ministre. Les conséquences politiques de l'augmentation du chômage sont donc potentiellement dangereuses pour le gouvernement de M. John Major, même si aucune échéance politique majeure n'est en vue.

Le 16 mars, le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, a annoncé un « budget pour l'emploi ». Rude tâche : le chômage coûte de plus en plus cher à la collectivité, alors que le déficit budgétaire atteint déjà la cote d'alarme. Au-delà des recettes classiques (plus d'impôts et moins de dépenses), le gouvernement se dirige vers l'instauration de mesures radicales, par exemple en obligeant les chômeurs à accepter une activité (autre qu'une formation) s'ils veulent continuer à bénéficier de l'aide de l'Etat.

LAURENT ZECCHINI

● Espagne : l'urgence

MADRID

de notre correspondant

Trois Espagnols sur quatre (73 %) estiment que le chômage est le plus important des trente-six maux qui affectent leur pays républicains dans une enquête. L'inquiétude est justifiée puisque la barre psychologique des trois millions de sans-emploi a été franchie à la fin de l'an dernier. Certes, l'Espagne n'est pas l'unique pays d'Europe à avoir atteint ce chiffre mais il est le seul à avoir franchi le taux des 20 % (20,06 %) par rapport à la population active. Ce qui signifie qu'un Espagnol sur cinq en âge de travailler ne trouve pas d'emploi. Sur 31 millions de citoyens de plus de seize ans, seulement 15,2 millions sont actifs et seulement 12 146 000 sont occupés. Le reste, soit 3 047 000, l'équivalent de la population de la capitale, cherche un emploi.

Ces chiffres publiés à la mi-février par l'Institut national de la statistique ont provoqué un choc dans l'opinion. Va-t-on vers une société de chômeurs ? Depuis le maximum historique de 1974 où plus de 13 millions d'habitants avaient un travail sur une population totale de 35 millions, le taux d'occupation n'a cessé de baisser. Ce qui signifie, comme le constate un économiste, Ramon Tamames, que « l'Espagne n'a pas créé d'emplois pour tout son potentiel de main-d'œuvre ». L'absence de chômage avant, c'est en raison de

l'émigration, qui n'a constitué une source de sécurité. Alors que la population active n'a augmenté que de 1,5 million de personnes en dix-huit ans, le chômage a été multiplié par 7,5.

Le phénomène s'est notamment amplifié au cours des quinze derniers mois, période pendant laquelle le tiers des emplois qui se sont créés au cours du boom de la fin des années 80 se sont volatilisés puisque 560 000 personnes se sont retrouvées sans emploi, dont plus particulièrement 258 000 au cours du seul dernier trimestre de 1992. Un véritable désastre. Des experts ont calculé que si la croissance n'était pas supérieure à 2,5 %, le chômage augmenterait inévitablement. Or, les perspectives pour 1993 sont sombres puisque la croissance sera proche de zéro.

Le pire est à venir

Face à l'urgence de la situation, les économistes ont affiné leur analyse. Ils ont constaté que la création d'emplois a été la résultante des importations d'investissements étrangers après l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne en 1986 et que la réduction significative de capitaux l'an dernier a provoqué un fort retour du chômage d'autant que les emplois créés l'ont été dans des secteurs comme la construction, très sensible aux perturbations économiques. Entre 1987 et 1990, le tiers des emplois créés l'a été dans le bâtiment, à tel point que l'on a parlé du « boom des maisons ». La crise frappe donc en priorité cette branche régressive du bon fonctionnement d'une économie, mais aussi l'industrie.

Et pourtant, le taux d'activité, c'est-à-dire le pourcentage entre la population active et la population en âge de travailler a toujours été très inférieur à la moyenne communautaire. Cela, notamment en raison de la faible présence des femmes sur le marché du travail. Seulement quatre millions de femmes sur seize millions ayant entre seize et soixante-cinq ans travaillent. Sinon, font remarquer les économistes, il y aurait au moins quatre millions de chômeurs en Espagne. Peut-être, mais ce qui est plus grave, comme l'a d'ailleurs reconnu le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, lors du débat sur le chômage, mardi 2 mars, au Congrès des députés, est que l'Espagne est incapable de générer suffisamment de postes de travail pour en fournir à ceux qui arrivent sur le marché, même s'ils sont peu nombreux. Les statistiques officielles ont également permis de constater qu'un salarié sur trois (34 %) avait un contrat d'une durée temporaire et que dans certains

secteurs, comme la construction, ce taux pouvait atteindre 60 %.

Où est donc la lueur d'espoir, se demandent les plus pessimistes face à un drame qui touche de plein fouet les jeunes ? L'Espagne a en effet aussi le triste privilège, selon les statistiques d'Eurostat, d'être en tête pour le chômage des jeunes avec 32,2 %, au mois d'octobre 1992.

Ce noir constat doit néanmoins être nuancé. Il est évident que les chiffres officiels ne tiennent pas compte de l'économie souterraine qui occupe une large place dans le pays (entre 20 et 25 % selon les sources) et que d'autre part le taux de couverture du chômage est passé, en dix ans, de 38 % à 68 %.

Le chef de l'exécutif, M. Gonzalez, se refuse à faire cavalier seul. Européaniste plus que convaincu, il colle au programme de convergence, intimement persuadé que seule l'Europe peut tirer l'Espagne vers l'avant. Il se refuse également à changer de politique économique car il est persuadé de l'idée que celle-ci est appliquée l'est pour « le bien du pays ».

L'opposition a beau jeu de claironner que, pendant la décennie socialiste, le chômage a augmenté de 800 000 personnes, justement le nombre d'emplois que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) se proposait de créer avant son arrivée au pouvoir en 1982. Le pouvoir réplique que 1,3 million de personnes supplémentaires sont occupées alors que la population active a augmenté de deux millions en dix ans. Tout le monde sait malgré tout que le pire est à venir comme le souligne le dernier bulletin trimestriel de la banque d'Espagne.

Alors que faire ? En dehors des mesures ponctuelles décidées par le gouvernement, fin février, pour relancer l'économie en faveur notamment des petites et moyennes entreprises, une réforme du marché du travail va être mise en chantier. Le pouvoir cherche par ailleurs à relancer l'idée d'un pacte social qui a fait long feu en 1991. Les syndicats se montrent toujours réticents.

Le plus grave aux yeux de beaucoup est l'impression que le chômage est désormais quelque chose d'inéluctable, une sorte de monstre qui étend son emprise et contre lequel les dirigeants avouent leur impuissance. Le 3 mars, un jeune homme de vingt-six ans, Abel del Olmo Canon a pénétré dans les locaux de la mairie de Léon pour demander un travail. De guerre lasse, il s'est aspergé d'essence et y a mis le feu. Heureusement les flammes ont pu être éteintes. Ses jours ne sont pas en danger.

MICHEL BOLE-RICHARD

Prochain article :

VIII. L'emploi au fond des urnes par Michel Noblecourt

● Italie : difficile à appréhender

ROME

de notre correspondant

Un « maxi-décret » sur l'emploi, à l'étude depuis plusieurs mois au gouvernement, et des manifestations un peu partout dans le pays devant les premiers signes d'une nouvelle récession : la lutte contre le chômage est devenue une des priorités italiennes. Les chiffres du chômage ont totalement changé avec l'adoption par l'Italie de calculs statistiques plus conformes à ceux des autres pays de la Communauté européenne. Résultat : entre l'été dernier et le mois d'octobre, on est passé d'un taux de chômage de 11,2 % à 9,5 % de moyenne nationale, ce qui touche 2 205 000 personnes.

Les plus concernés restent les jeunes et les femmes ; la disproportion traditionnelle entre Nord et Sud se maintient : 5,7 % au Nord, 16,1 % au Sud. Mais quelle valeur, la encore, accorder à ces chiffres même « revus » ? Ils ne peuvent tenir compte du « deuxième emploi », si fréquent, il n'y a pas si longtemps encore, notamment chez les fonctionnaires (d'après une étude de l'Istat, il y a cinq ans, 54 % des fonctionnaires occupent une activité annexée) ; encore moins de l'économie souterraine ou du *summers*, ce travail au noir qui dans le sud et la région de Naples en particulier fait des miracles.

La « Cassa integrazione »

Concrètement, il y avait peu, jusqu'ici, de « véritables » licenciements secs, l'Italie étant un des pays où, dialogue social aidant, les amortisseurs sociaux ont le plus, et le mieux, fonctionné. On vient encore de le voir avec Olivetti, qui, frappée par la récession, a pourtant réussi un accord presque exemplaire pour « gérer » les 1500 personnes en surnombre déclarées par l'entreprise en 1993, en jouant à fond sur la mobilité, les réductions d'horaires de travail, etc.

Dans les faits, l'indemnité ordinaire de chômage proprement dite est en effet très faible : 20 % du salaire moyen des trois derniers mois de travail. Jusqu'en 1990, elle n'était que de 15 % ; les syndicats se battent pour la faire passer à 40 %. Cette indemnité est versée pendant un maximum de 180 jours.

La plupart des grandes entreprises avaient plutôt recours à cette sorte de réserve et de gare de triage de la main-d'œuvre surannée, qu'est la « Cassa integrazione guadagni », un mécanisme interprofessionnel cautionné et largement soutenu par l'Etat. C'est grâce à la Cassa integrazione que Fiat, par exemple, est arrivée à se sortir de la grande crise des années 70. Une tactique peaufinée, explique-t-on chez Fiat, pour mieux adapter la production à la demande réelle du marché. Chaque trimestre sont étudiées avec les syndicats les perspec-

tives pour les ventes des trois mois à venir. Ainsi, en 1991, le groupe a-t-il renoncé à produire un total de 260 000 voitures ; 200 000 pour 1992. A chaque fois, un nombre indéterminé d'ouvriers ou d'employés vont en Cassa integrazione pour quelques jours ou quelques semaines. Pour l'année écoulée, le maximum a été de 75000 pendant deux jours consécutifs en janvier ; le minimum de 650 durant une semaine, en novembre.

Il n'en reste pas moins qu'un recours prolongé et systématique à la Cassa integrazione n'est qu'un chômage maquillé. De plus, les caisses de l'Etat étant vides et la plupart des entreprises déjà engagées dans un processus de restructuration et de modernisation connaissant des difficultés, la simple mobilité, l'insertion ou départ volontaire ou à la retraite anticipée ne pourront plus suffire. Le chômage va s'aggraver et toucher réellement les tranches d'âge productives, y compris, semble-t-il, dans le secteur tertiaire.

Enfin, dernière particularité italienne : la criminalité organisée, présente un peu partout, mais surtout dans le Sud assisté depuis quarante ans, désoccupation et chômage étant les meilleurs terrains pour fournir une main-d'œuvre abondante à la Mafia.

Cette crainte a fait pousser, devant le Parlement, un cri d'alarme au ministre de l'Intérieur Nicola Mancino : pour lui, si rien de sérieux n'est fait sur ce front, l'augmentation du chômage « va favoriser un essor inattendu de la Mafia, qui pourrait également, en achetant les petites entreprises en faillite, s'implanter encore plus profondément au cœur de la société ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

● Allemagne : deux problèmes

FRANCFORT

de notre correspondant

Les années de boom qui ont suivi la réunification ont isolé le pays du marasme mondial. Bon au mal au, le taux de chômage est resté stable à 10,1 % jusqu'en 1990, à la fin de 1992. Au cours de la décennie, l'Allemagne a créé trois millions d'emplois nouveaux. Autre succès : le nombre des chômeurs de longue durée (plus d'un an) a baissé de 690 000 à 470 000 depuis 1987.

Il en va très différemment dans l'ex-RDA, où le chômage est la préoccupation majeure. L'écrasement de l'appareil industriel des nouveaux Länder depuis l'unification maintient le 1^{er} juillet 1990 stable à 22 %, environ en France où de 30 % en Grande-Bretagne, mais il est de 70 % en Suède, selon l'IW.

Le succès n'en est pas garanti mais il est appréciable. A l'Ouest comme à l'Est, six mois après la sortie de leurs cours, 80 % des élèves ne sont plus inscrits au chômage. Deux ans plus tard, la proportion est de 50 %, et on peut dire que la formation sauve

durablement un chômeur sur deux. Aux problèmes de l'Est s'ajoute désormais la récession à l'Ouest pour multiplier les dépenses. Mais l'Allemagne n'a plus les moyens de ses largesses sociales. Le plus grave est qu'il lui faut faire preuve d'austérité au moment où les choses se gâtent. Car les perspectives sont bien sombres : on attend entre 300 000 et 400 000 chômeurs supplémentaires cette année, dont une majorité viendra de l'industrie. Les suppressions d'effectifs dans l'automobile, la chimie ou l'aéronautique sont des causes conjoncturelles mais aussi structurelles. Le coût du travail en Allemagne est le plus élevé du monde, et nombre de firmes catalanent des politiques de délocalisation. Le symbole en est Mercedes, qui veut désormais assembler des voitures en Espagne, au Mexique, en Corée ou même aux Etats-Unis.

Le thème du chômage et de son coût vont donc, dans quelques mois, venir au devant de l'actualité. Comme en France.

ERIC LE BOUCHER

ÉCONOMIE

Quelques heures avant la réunion d'un conseil des ministres européens

BILLET

Le lent ajustement allemand

Modération salariale depuis la début de l'année, accord politique sur la consolidation du budget à moyen terme et lente déroute des taux d'intérêt depuis septembre dernier, l'Allemagne commence à mieux prendre en charge le lourd fardeau de sa réunification. Il est plus que temps. L'Europe mais aussi l'Allemagne elle-même souffrent et souffriront encore de ces deux ans et demi passés où l'on a voulu croire que la fête n'avait pas de coût et que les grands équilibres sociaux et économiques qui avaient fait le succès de l'Allemagne de l'Ouest pouvaient ne pas être radicalement remis en cause.

L'unification, qui a réduit les richesses de l'ex-RFA, a abaissé de 15 % le PIB (produit intérieur brut) par tête des Allemands de l'Ouest. Ils ne peuvent plus vivre comme avant. En retard, l'ajustement reste aussi insuffisant, et c'est ce qui explique la politique à pas comptés de la Bundesbank. Même si la réduction de la masse monétaire en janvier confirme que la perte des prix est désormais orientée vers le bas, l'inflation, 4,2 % en février, reste forte. L'année 1993 se soldera par une hausse entre 3,5 % et 3,8 %. Pour l'Allemagne, c'est énorme. Ça l'est encore plus dans un contexte de récession!

La modération salariale apparaît positive. L'an passé, à la même époque, les syndicats demandaient des hausses supérieures à 10 %. Cette année, ils obtiennent des gains entre 3 % et 3,5 %. Mais, à y regarder de plus près, on relève que, compte tenu des dépenses annexes et des accords de limitation de la durée du travail, le coût salarial augmentera encore cette année à l'Ouest de 4,25 %, selon le Dresdner Bank. Autrement dit, les salariés subiront des baisses de pouvoir d'achat, ce qui est mauvais pour la consommation, mais les entreprises verront la progression de leurs coûts dépasser à nouveau l'inflation, ce qui est néfaste pour l'investissement.

L'accord sur le pacte de solidarité lui-même est, d'un point de vue économique, bien décevant (le Monde du 17 mars). Les déficits publics vont à nouveau se creuser, tandis que les impôts et taxes à venir vont faire des Allemands les contribuables les plus taxés des grands pays industriels. Le rapport mensuel de mars de la Bundesbank note que le niveau des prélèvements allemands a rejoint le niveau français l'an passé avec 43,7 % du PIB. Le poids du fisc s'ajoute à celui des salaires pour remettre en cause en profondeur la compétitivité du pays.

L'Allemagne refusait le fardeau de l'unification. Elle accepte enfin de le mettre sur son dos. Mais le plus dur reste à faire : il lui faut maintenant marcher avec.

ÉRIC LE BOUCHER

Portant sur 5 à 6 milliards de francs

Les crédits d'impôts fictifs ne conduiront pas les banques au pénal

La Commission des infractions fiscales (CIF), saisie fin 1992 par le ministre du budget, M. Martin Malvy, de l'affaire des crédits d'impôts utilisés abusivement par plusieurs banques jusqu'en 1989 (le Monde du 2 février), a rendu un avis recommandant de ne pas porter l'affaire au pénal. Les dirigeants de banques ne risquent pas d'être privés de la possibilité d'exercer un mandat social.

Cette affaire, qui porte sur des sommes considérables - 5 à 6 milliards de francs - avait été dévolue en 1988 par la Cour des comptes. Dans son rapport annuel, la haute juridiction avait révélé

Plusieurs milliers de marins-pêcheurs français sont descendus dans la rue mercredi 17 mars, à la veille d'un conseil des ministres européens de la pêche, à Bruxelles. Les manifestations, qui se voulaient pacifiques, ont donné lieu à de violents affrontements avec les forces de l'ordre à Quimper, Nantes et Bayonne, où un policier a été gravement blessé. Le secrétaire d'État à la mer, M. Charles Josselin, qui a dénoncé ces violences, devait plaider à Bruxelles en faveur d'un relèvement de 30 % des prix minima imposés depuis le 25 février à certaines catégories de

poissons ainsi que l'extension de cette mesure à d'autres espèces. M. Josselin demandera également la suspension des débarquements directs de cabillards issus de navires russes, a indiqué à l'issue du conseil des ministres français le porte-parole du gouvernement, M. Louis Mermaz.

La Grande-Bretagne ne soutiendra pas la position française sur les prix et demandera en revanche à la France d'assurer la protection des camions britanniques transportant du poisson dans l'Hexagone. On estime pourtant à Paris que la demande d'extension des

prix minima devrait être défendue par l'Espagne, le Portugal, l'Italie et peut-être le Danemark. A Bruxelles, on écartait de source communautaire l'hypothèse d'un établissement de quotas d'importation, estimant que les effets des prix minima ne jouent pas encore à plein et qu'il y a des indications qui montrent que les prix remontent un peu. Selon les statistiques de la direction des pêches, on a constaté un « léger freinage » à la hausse sur le prix du poisson à la fin février, mais celui-ci est resté proche des minima de février, exception faite du lieu

nair (colin), qui a monté du 26 février au 3 mars.

Enfin, M. Giacard d'Estaing a affirmé mercredi soir sur RTL que, dans cette crise, « on n'a pas fait jouer correctement les règles de la préférence communautaire ». « Si on avait fait jouer correctement ces règles avec des prix minima, ce que l'on est en train de faire avec retard, on aurait évité cette situation », a estimé le président de l'UDF en demandant une action plus rapide et plus musclée de la Commission européenne.

Dix mille personnes dans les rues de Quimper

QUIMPER

de notre correspondant

Quimper, l'une des villes les plus turbulentes de France, s'est éveillée, mercredi après-midi 17 mars, d'une manifestation d'un genre inédit. En effet, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, pêcheurs et agriculteurs ont défilé côte à côte dans les rues du chef-lieu du Finistère.

Certes, les marins, sur la brèche depuis de nombreuses semaines, formaient le gros de la troupe, mais sur une foule évaluée à environ 10 000 personnes, on comptait un bon millier de paysans. Plusieurs centaines d'artisans et de commerçants avaient également tenu à être présents. La solidarité est donc jouée à plein. Toutes les boutiques étaient d'ailleurs fermées, non seulement à Quimper et dans les ports conglomérats - Concarneau, Locudy, Le Pouldu, Guilvinec, Saint-Guénolé, Lescoul, Audierne, Douarnenez - mais également dans la plupart des autres villes de la région. Il n'y a à cela, au demeurant, rien d'étonnant car la pêche

et l'agriculture sont les deux piliers du département. Les spécialistes estiment que 75 % des emplois dépendent directement ou indirectement - notamment par le biais de l'industrie agroalimentaire - de ces activités.

Si la manifestation, à laquelle participaient de nombreux élus de toutes tendances, s'est déroulée, selon le vœu des organisateurs, dans le calme et la dignité, elle s'est néanmoins terminée par de violents affrontements avec les forces de l'ordre. Deux cents jeunes gens, en majorité des marins au chômage et des apprentis des écoles maritimes, sans perspectives d'avenir, n'ont pas hésité à se mesurer à la police aux abords de la préfecture.

Dans la soirée, un annonciateur a annoncé de blessés légers dans les rangs des forces de l'ordre. Au cours du meeting qui précéda le cortège, M. Dominique Lapart, au nom des femmes de pêcheurs, avait souligné les difficultés financières auxquelles les familles des gens de mer sont confrontées. Le président du Comité de survie de la pêche, M. Dominique Lapart

(1), un patron-pêcheur de trente-trois ans, de Douarnenez, avait brièvement fait l'historique de la crise. « Tous les types de pêche, a-t-il précisé, sont aujourd'hui atteints, et les cours du poisson conduisent tout droit la plupart des bateaux à la faillite ». Qualifiant les mesures prises par le secrétaire d'État à la mer d'« insuffisantes » et celles de Bruxelles d'« inadéquates », il a rappelé les revendications de la profession, à savoir : un règlement strict des importations en provenance des pays tiers, l'obligation de l'appartenance communautaire, l'harmonisation des charges sociales à l'intérieur de l'Europe.

Des positions que partagent les agriculteurs et, célébrant le mariage du « vert et du bleu », le président de la chambre d'agriculture, Guillaume Roué, a réclamé « plus d'Europe, mais une Europe plus intelligente ».

JEAN LE NAHOUR

(1) M. Dominique Lapart est l'époux de M. Dominique Lapart et porte le même prénom.

Un policier grièvement blessé à Bayonne

BAYONNE

de notre correspondant

Commencée dans un climat bon enfant, la journée de mobilisation des pêcheurs de la côte basque s'est achevée sur un grave et bref incident devant la sous-préfecture de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) : un policier municipal a été grièvement blessé à la tête.

Venus essentiellement de Saint-Jean-de-Luz et d'Hendaye mais aussi de Capbreton, dans les Landes, un millier de pêcheurs et leurs familles ont d'abord distribué aux Bayonnais force tracts, et surtout, beaucoup de sachets remplis d'anehnis, non sans en avoir répandu sur les chaussées. Une manière d'expliquer à la population leurs difficultés, évitées ici par les différents épisodes qui surgissent avec leurs collègues espagnols dans le golfe de Gascogne.

Une délégation ayant été reçue par le sous-préfet en début d'après-midi, le gros de la manifestation s'est ensuite dirigé sans incidents vers le bâtiment des affaires mari-

times, sur l'autre rive de l'Adour, occupant un instant le pont Saint-Esprit. C'est alors qu'un petit groupe resté en arrière s'est heurté aux forces de l'ordre qui voulaient dégager la sous-préfecture. Aux coups de matraque ont répondu des jets de pierres et surtout une fusée de détresse qui a atteint un policier à la tête.

Transporté à l'hôpital de Bayonne, M. Jean-Paul Lebeque, quatre enfants, sous-brigadier de la police municipale de Biarritz, âgé de quarante et un ans, tombait dans le coma, et son état inspirait encore de vives inquiétudes jeudi matin. Au moins cinq CRS ont par ailleurs été blessés ainsi que plusieurs manifestants. Enfin, cinq personnes ont été interpellées, dont l'auteur du tir de la fusée de détresse. C'est un marin-pêcheur originaire du Finistère qui effectue un remplacement à Hendaye. Il a été placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire de Bayonne.

MICHEL GARICOOK

Directeur général depuis un an

M. Michel Praderie se prononce pour un changement du statut de l'AFPA

Arrivé depuis un an à la tête de l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), après avoir été nommé deux fois de suite, M. Michel Praderie s'est fait entendre, mardi 16 mars, le point de son action pour moderniser une institution de formation qui emploie 11 000 personnes. Un bilan mitigé, d'ailleurs, en forme de message, puisque le directeur général de l'AFPA observe qu'il « ne peut pas gérer avec les règles de la performance », qu'il « ne sait pas ce que l'Etat lui demande » avec un contrat d'objectifs dépourvu d'ambitions financières « dont le Budget ne veut pas », et qu'il en vient à se demander si le statut de l'association, tripartite, ne devrait pas être changé.

« Sans remettre en cause le tripartisme », le bureau étant constitué de représentants des pouvoirs publics, du patronat et des organisations syndicales de salariés, « est-ce que le statut associatif est adapté ? », s'interroge M. Praderie. L'idéal, selon lui, serait de s'orienter vers la constitution d'un EPIC (établissement public industriel et commercial) « et non pas vers une EPA (établissement public administratif) ».

Pour justifier ce choix, il met en avant le poids de la subvention versée par la tutelle - 3,8 milliards de francs sur un budget annuel de 5,2 milliards - « qui relève de la logique budgétaire et pas de la performance ». L'Etat pose plus que les autres partenaires, notamment financièrement. Il impose ses modes de fonctionnement par un contrôle a priori et, dans le

cas d'une régulation budgétaire, réduit ainsi la marge de manœuvre de l'institution. La dernière régulation, de 120 millions de francs, a amputé les crédits de 15 %, hors dépenses de personnel, entraînant une limitation des moyens d'intervention. Une nouvelle amputation sans doute « l'assemblée générale à prendre une position tumultueuse », qui resterait cependant sans effet, a noté M. Praderie.

« Il faut redonner à l'AFPA une liberté de moyens », a poursuivi M. Praderie, favorable aussi à une déconcentration de l'organisme de formation, déjà mise en place, en ajoutant toutefois que « personne n'a intérêt à ce que l'AFPA éclate ». Avec des directions régionales renforcées, il serait possible de mieux s'insérer dans les politiques régionales de formation, décidées par les élus, et tenir ainsi compte de l'urgence de pouvoirs. Tout le raisonnement du directeur général est sous-tendu par la nécessité de rapprocher la gestion de l'AFPA de celle d'une entreprise. Mais, mesurant, d'expérience, la distance qui le sépare de cet objectif, il compare les contraintes actuelles à « une boîte noire ».

ALAIN LEBEAUCHE

La fin du conflit dans le métro parisien

Les autonomes acceptent la réforme des conducteurs de la RATP

Le Syndicat autonome traction (SAT), première organisation des conducteurs du métro et du RER avec 45 % des voix aux élections professionnelles, a signé, mercredi 17 mars, les deux protocoles sur la réforme de la « filière conduite », objet du récent conflit à la RATP.

Le GATC-autonome, présent seulement dans le RER où il réalise 22 % des voix, et le syndicat indépendant - 8 % dans le métro et le RER - devraient faire connaître leur position jeudi, après avoir consulté leurs instances.

Ces trois syndicats avaient suspendu leur mouvement lundi 15 mars, après avoir obtenu des éclaircissements de la direction sur un point de l'accord. Le lendemain, la CGT décidait d'interrompre son mot d'ordre de grève.

Consulté par les syndicats

Le personnel de Thomson-Tubes électroniques approuve un projet de partage du travail

Une majorité des salariés de Thomson-Tubes électroniques (ITE) ont approuvé, mardi 16 mars, un projet d'accord-cadre sur le partage du travail qui devrait éviter cent vingt licenciements (le Monde du 18 mars). Le taux de participation à ce scrutin, organisé sur les quatre sites du groupe, a atteint 86 % (parmi les 2 056 salariés, 1 750 ont pris part au vote) et le « oui » a obtenu 1 146 voix, soit une majorité

de 66 % représentant 55 % de l'ensemble du personnel. Compte tenu de ce résultat, la CFDT (majoritaire), FO et la CFE-CGC signeront, le 25 mars avec la direction, un accord qui prévoit de diminuer de cinq jours par an le temps de travail et de réduire très légèrement les hausses de salaire. De son côté, la direction s'engage à ne pas procéder à des licenciements « excessifs ».

Après l'annonce de mesures de chômage partiel

Michelin demande à ses cadres de réduire leurs salaires

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

La direction de Michelin, qui a annoncé mardi 16 mars l'organisation de huit journées de chômage partiel pour cinq mille agents des services centraux de Clermont-Ferrand, vient de demander aux cadres d'accepter une réduction temporaire de leurs appointements de 4 % en mars et de 6,5 % en avril. La direction a expliqué qu'il s'agit d'une mesure de « prévoyance » et non d'une réduction de salaire.

« Les cadres à l'effort demandé ». Ceux-ci ont reçu ou vont recevoir individuellement une note leur demandant d'accepter ce prélevement qui, juridiquement, relève du volontariat.

Néanmoins, cette note est empreinte d'une fermeté telle qu'il sera difficile aux cadres d'opposer un refus. Selon les syndicats, qui avaient vivement réagi à l'annonce des mesures de chômage partiel, cette mesure s'ajoute aux cadres s'inscrit dans un processus conduisant à terme à des suppressions d'emplois.

J.-P. R.

EN BREF

Les grossistes protestent contre les « exactions ». - La Confédération française des commerces de gros a protesté mercredi 17 mars contre les dégradations commises lors des manifestations des paysans et des pêcheurs. « Les difficultés, voire le désarroi, de certains producteurs face à la crise ne sauraient justifier les exactions commises délibérément, planifiées et organisées, comme cela a été le cas récemment à Rungis, Nantes, Marseille, Boulogne-sur-Mer et hier encore à Bordeaux », écrit-elle dans un communiqué. Elle demande donc que le gouvernement « prenne les mesures de sécurité appropriées ». Dans un communiqué, le Conseil national du commerce (CNC) apporte son soutien à cette démarche.

Incidents entre dockers et forces de l'ordre à Dunkerque. - Les forces de l'ordre sont intervenues mercredi 17 mars dans les locaux du Port autonome de Dunkerque pour évacuer quelques dizaines de dockers intermittents qui avaient investi de force les bureaux. Des grenades lacrymogènes ont été utilisées à l'initiative des locaux, où se sont produits des heurts assez violents, mais sans blessés. Une réunion paritaire devait se tenir dans la journée entre les dockers et les autorités administratives et portuaires.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

Jardin des Fleurs (hôtel)

80 m² sur 100 m², avec 30 m² de

2 500 000 F. 43-27-88-14

7^e arrdt

UNIVERSITÉ SUDCOURT

2 P. avec mezzanine, 51 m²

Chambre. Catin. 43-26-07-08

9^e arrdt

PRES CONSERVATOIRE

170 m², NAPIERON III

RAIE. 49-99-07-08

12^e arrdt

Particulier vend beau volume

tous confort de 80 m², air

cous, très clair et calme,

à 100 m Opéra-Saint-Louis.

Proche gare.

1 700 000 F.

Tél. : (1) 43-47-13-75

13^e arrdt

MAISON

185 m² 1 sdb non F130 m² 300 non F

45-46-28-25

14^e arrdt

ALÉSIA 2 P.

Ely. Meub. Catin. Indépendant.

140 000 F. 49-99-07-08

MONTMARNASSE

STUDIO - 2 PIÈCES

Meublé ou non meublé

CREDIT 8,95 %

43-02-13-43

ALÉSIA 5 P

Cuis. bain, terrasse, 130 m²

8 100 000 F. 43-26-78-07

appartements achats

Rue de la République 2 à 4 P. Paris, prêt.

P. 7, 14, 15, 16, 18, 4, 5, 6,

PAIE COMPT. chez notaire.

46-73-48-07, même le soir.

propriétés

Maison néo-bourgeoise PS

avec véranda et cheminée.

Sous-sol, terrain d'un

acres de 800 m².

Situé à 10 m de Pontivy.

856 Montbassin.

PRIX : 580 000 F

Tél. : 37-05-37-47

bureaux

Locations

VOTRE BÉGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-66-17-60

DEMANDES D'EMPLOIS

A Paris ou toute

surveillance, contrôle, vente.

Pr. vs. Not. eng. 43-26-71-23

Licence LEA anglais-italien.

Ch. emploi enseignement privé

sous contrat Etat, expérience

Grenoble et Charente.

Tél. : (1) 76-08-88-06.

J.H. 28 a. JOURNALISTE (titul.

série 3 ans sup. Angl., 2. POSTE

sub. 500 francs) ou REDACTEUR

lang. angl. et esp. 100 francs

Tél. : (1) 40-40-52-88

Cuisine raffinée, inspirée des

plus grs chefs, références, ch.

EXTRAS (1) 40-55-17-35

automobiles

ventes

205 GTI - 1.9

130 ch. Moteur 90

rouge vif. 49 500 F.

49 500 F. Pts 65 000 F

Alerte + message

Tél. dom. : 43-66-14-32

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Pour faciliter la transition politique

Le gouvernement d'Afrique du Sud veut relancer la croissance

Le gouvernement sud-africain a présenté, mercredi 17 mars, devant le parlement, le projet de budget pour l'exercice 1993-1994. Pour relancer l'économie du pays mise à mal par trois années de récession, le loi de finances préconise d'encourager - par des mesures fiscales notamment - les investissements privés. Tent le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela que les syndicats ont rejeté ce qui devrait être l'ultime budget présenté par un gouvernement minoritaire blanc.

JOHANNESBURG

de notre envoyé spécial

L'économie sud-africaine n'en finit pas de s'enfoncer dans la crise. Depuis trois années, la courbe de la croissance plie du nez : -0,5 % en 1990, -0,6 % en 1991, et -2 % en 1992, année marquée, il est vrai, par une sécheresse d'une gravité sans précédent. Inflation, investissements, production industrielle, équilibre budgétaire, consommation des ménages (en recul pour la première fois depuis sept ans), tous les indicateurs, à vrai dire, sont dans le rouge, obstinément. Et l'emploi ne se porte guère mieux. Dans ce pays de près de quarante millions d'habitants, une personne sur trois est sans emploi - et près d'un Noir sur deux, selon les calculs du Fonds monétaire international (FMI).

Le bilan est sombre. Aggravé par des décennies d'apartheid (75 % de la population n'ont pas le droit de vote), il explique la violence qui

impregne la société. « Il y a chaque année entre 2 500 et 3 000 assassinats politiques », rappelle un diplomate occidental. S'y ajoute une violence quotidienne omniprésente, qui explique, par exemple, ces barbelés qui ceinturent la quasi-totalité des habitations, des opulentes villas de Johannesburg où vivent les Blancs aux taudis de Soweto. Protection banale que les nantis complètent par des systèmes d'alarme autrement plus perfectionnés.

Plan quinquennal

Le gouvernement sud-africain en est conscient tout comme l'ANC du leader noir Nelson Mandela : impossible de réussir une transition démocratique sur fond de déclin économique. La recette est inapplicable. De ce constat est né un plan quinquennal, d'essence libérale, qui, d'ici à 1997, devrait permettre de retrouver un taux de croissance de 4,5 % l'an. Et partant de créer des emplois nouveaux (le Monde du 12 mars).

C'est la mise en musique de ce « modèle économique » qui est amorcée dans le projet de budget (mars 1993-mars 1994) présenté, mercredi 17 mars, devant le Parlement. Pour relancer les investissements privés - alors que les prévisions de croissance pour l'année varient de 0 % à 2 % - le ministre des finances, M. Derek Keys, préconise de ramener de 48 % à 40 % l'impôt sur les sociétés tandis qu'une taxe de 15 % viendra frapper les bénéfices distribués.

Réconciliation nationale oblige, le gouvernement a également décidé de favoriser l'éducation (dont les Noirs étaient jusqu'ici largement exclus). Ses ressources bud-

gétaires vont s'accroître de 20 % cette année, tout comme celles des services de la santé. En revanche, pour la deuxième année consécutive, le budget de la défense sud-africaine accuse une légère baisse : le pays est aujourd'hui en paix avec tous ses voisins.

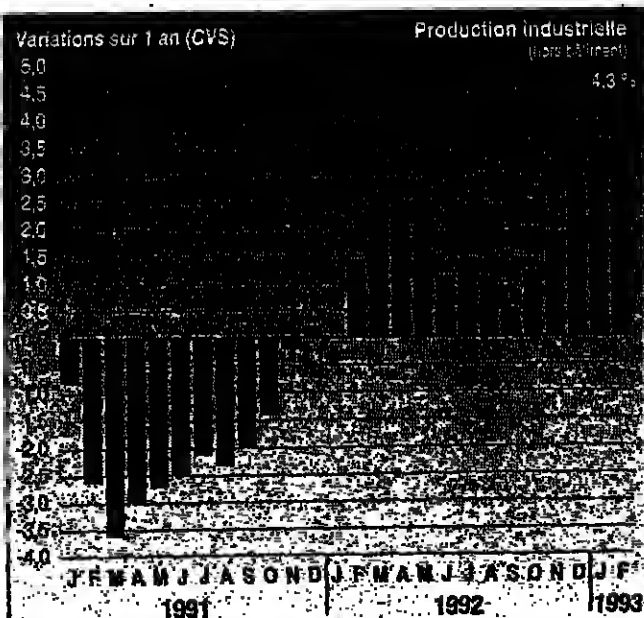
Pour financer ces dépenses supplémentaires sans creuser un déficit budgétaire déjà inquiétant (près de 9 % du produit intérieur brut en 1992), le gouvernement sud-africain a opté pour un relèvement substantiel de la TVA dont le taux passera de 10 %, son niveau actuel, à 14 % (mais quelques produits de première nécessité en seront totalement exonérés). Les taxes sur les carburants, le tabac et les alcools seront de leur côté alourdies.

Conforme à la philosophie du « plan quinquennal » présenté huit jours auparavant, le projet de budget élaboré par un gouvernement blanc minoritaire (les élections multi-raciales doivent avoir lieu avant avril 1994) a été jugé sévèrement par l'opposition. Marqué par « une approche coloniale », il ne saurait atteindre son objectif - « promouvoir la croissance » - car les conditions politiques de sa mise en œuvre ne sont pas réunies, a estimé l'ANC, résumant une opinion partagée par les syndicats.

Attendues, ces réactions négatives ne préteront pas à conséquence. En revanche, celles du FMI seront capitales. Qu'il décerne un sésame à la politique économique gouvernementale, et l'Afrique du Sud peut espérer voir revenir les investisseurs étrangers. Dans le cas contraire, la transition démocratique n'en sera que plus difficile.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Etats-Unis : vive progression de la production industrielle



La production industrielle continue de progresser aux Etats-Unis. En février, l'augmentation a été de 0,4 % par rapport à janvier et de 4,3 % en un an (février 1993 comparé à février 1992). Elle avait déjà été de 0,5 % en janvier. En fait depuis octobre 1992, la production industrielle n'a cessé d'augmenter fortement chaque mois par rapport au mois précédent (de 0,4 % au minimum). Le graphique ci-dessus montre que la reprise s'est bien produite aux Etats-Unis dès le début de 1992 ainsi que le répétait M. Bush qui n'était alors pas élu. La reprise américaine est tirée d'abord et principalement par l'investissement qui progresse très fortement.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• Paiements courants : déficit de 5 milliards de marks en janvier. - Le commerce extérieur de l'Allemagne unifiée a été excédentaire de 2 milliards de DM en janvier, contre + 400 millions en décembre. Mais la balance des paiements courants (balance des marchandises et services) a été déficitaire de 5 milliards de marks en janvier comme en décembre, du fait d'un déséquilibre important des échanges de services (- 3,8 milliards de DM contre - 500 millions en décembre).

La balance des paiements courants avait été largement excédentaire jusqu'en 1990 (+ 76,1 milliards de DM) avant de devenir net-

tement déficitaire à partir de 1991 (- 32,9 milliards de DM).

ETATS-UNIS

• Prix : + 0,3 % en février. - Les prix de détail aux Etats-Unis ont augmenté de 0,3 % en février par rapport à janvier. En un an (février 1993 comparé à février 1992), la hausse est de 3,2 %. En janvier, la hausse des prix avait été de 0,5 % (+ 3,3 % sur un an).

A l'exclusion des prix alimentaires (+ 0,1 % en un mois) et de l'énergie (- 0,4 %) qui fluctuent beaucoup d'un mois à l'autre, la hausse de février a été de 0,5 %. En février, ce sont surtout les prix des vêtements qui ont augmenté (+ 1,5 % en un mois).

ENTREPRISES

La restructuration du réseau des SDR

Le Crédit lyonnais réussit son OPA sur la Société de développement du Sud-Est

LYON

de notre bureau régional

Selon le décompte définitif, le groupe du Crédit lyonnais a réussi son offre publique d'achat sur la Société de développement régional (SDR) du Sud-Est, qui a été confrontée, en 1992, à de graves difficultés économiques (le Monde du 20 janvier). An prix de 85 francs par titre, le Crédit lyonnais a obtenu près de 786 000 actions, portant ainsi sa part de capital de 19,18 % à 65,9 %.

Avant l'OPA, le dernier cours coté avait atteint 61 francs. Deux actionnaires importants ont préféré garder tout ou partie de leur « papier » : il s'agit de la Lyonnaise de banque, du groupe CIC (8,31 % du capital), et du groupe de prévoyance lyonnais Apicil-Arcil, qui a apporté 2,98 % des

7,15 % détenus jusqu'ici. En fait, il semble que l'on a assisté au désengagement d'investisseurs n'ayant pas leur siège dans le Sud-Est. A l'annonce de cette opération, le Crédit lyonnais avait assuré qu'il se satisfait d'une part de 51 %, simplement désireux d'aider la SDR à restaurer ses ratios de solvabilité après qu'elle eut essuyé de lourdes pertes. En ajoutant la prise de contrôle au sein de la SDR Sud-Est à sa pleine propriété du capital de la Compagnie financière Rhône-Alpes, l'établissement dirigé par M. Jean-Yves Haberer obtient cependant une position dominante parmi les entreprises régionales de capital-développement, face à la Banque de Vézille (groupe Lyonnaise de banque) et à la société cotée Siparex.

G. B.

Les bénéfices de Clinvest ont augmenté de 52,5 %

Avant d'annoncer « les plus mauvais résultats depuis vingt ans », le président du Crédit lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, s'est tout de même fait un petit plaisir en communiquant mercredi 17 mars les comptes pour 1992 de la banque d'affaires du groupe, Clinvest. « Le composant la plus significative de la stratégie banque-industrie » selon les propres mots de M. Haberer a ainsi dégagé l'an dernier un résultat net de 746 millions de francs en hausse de 52,5 %.

Le portefeuille de participations de Clinvest s'élevait à la fin de 1992 à 21 milliards de francs contre 20,3 milliards en 1991. Les prises de participations ont atteint 5,9 milliards l'an dernier et les cessions 5,5 milliards. Créée en 1987, la société a pu dégager l'an dernier 326 millions de francs de produits de portefeuille à 586 millions de plus-values nettes. Elle a surtout pu se constituer un matras de plus-values latentes estimé à 4,16 milliards de francs. Voilà de quoi conforter l'am-

bition du Crédit lyonnais de construire sur les modèles allemands et japonais une banque étroitement imbriquée dans le tissu industriel à partir de participations de 10 % à 20 % dans un grand nombre d'entreprises. Il s'agit à la fois de « répondre aux attentes de l'industrie » en manque de fonds propres et de renforcer le fonds de commerce de la banque.

Le portefeuille de participations du Crédit lyonnais, le plus important en France, via Clinvest mais également d'autres entités comme Clinvest (investi dans les grands groupes comme Rhône-Poulenc, Total, Aérospatiale, Usinor-Sacilor, Framatom) a encore augmenté de 10 milliards de francs en 1992, pour atteindre 49,5 milliards. « Cela correspond au tiers de ce que la Bourse a apporté en fonds propres aux entreprises en 1992 », explique M. Haberer. Reste que la conjoncture n'est pas forcément favorable à la constitution à marche forcée et en cinq ans d'un portefeuille d'une telle importance.

E. L.

En dépit de fortes provisions

Le résultat du Crédit national en hausse de 9 %

Le Crédit national, institution financière spécialisée (IFSI), cotée en Bourse, dont le capital est détenu aux trois quarts par le public, avec des dirigeants nommés par l'Etat, a réussi à maintenir ses résultats en 1992, malgré d'assez fortes provisions. Si, en exploitation, le résultat avant amortissements et provisions est en légère diminution (-4,5 % à 1,55 milliard de francs) en raison notamment de frais pour recrutement de cadres de haut niveau, le résultat net est en hausse sensible (+15 %), à 725 millions de francs, grâce à la diminution de la dotation nette aux amortissements (-100 millions).

Mais l'établissement a dû constituer 258 millions de provisions exceptionnelles pour couvrir certains risques spécifiques : 95 millions de francs au titre de la filiale Exbanque et CSA, dans les secteurs de l'immobilier et du négoce; 95 millions sur les parts détenues dans les opérations de promotion immobilières du Victorien et de l'ex-siège des NMPP; 68 millions, enfin, pour la dépréciation de la société de Bourse Dupont-Demut, devenue désormais à 100 %. Ces provisions ont commencé par une reprise équivalente de 258 millions de francs sur la provision complémentaire pour risques généraux constituée les années antérieures après paiement de l'impôt (le « magot » du groupe), et ramenée ainsi à 1 200 millions de francs à 930 millions. On notera que coïncide également une provision pour risque de 2,6 milliards.

En conséquence, le bénéfice net consolidé passe de 537,2 millions de francs à 585,9 millions (+9,1 %) et le dividende net est maintenant à 40 francs sur un capital augmenté, fin 1992, par attribution d'une action nouvelle pour huit anciennes. D'autre part, le Crédit national rachète la Financière Saint-Dominique, sa filiale de capital risques, détenue à 82,5 %, en offrant une de ses propres actions pour huit de la Financière, dont les cours sont fortement décotés. L'opération fait apparaître une prime de 50 %, et correspond au rachat de la Financière à son prix d'introduction en Bourse il y a deux ans et demi.

FRANÇOIS RENARD

Pour combler les déficits budgétaires

La République tchèque lance son premier emprunt d'Etat

PRAGUE

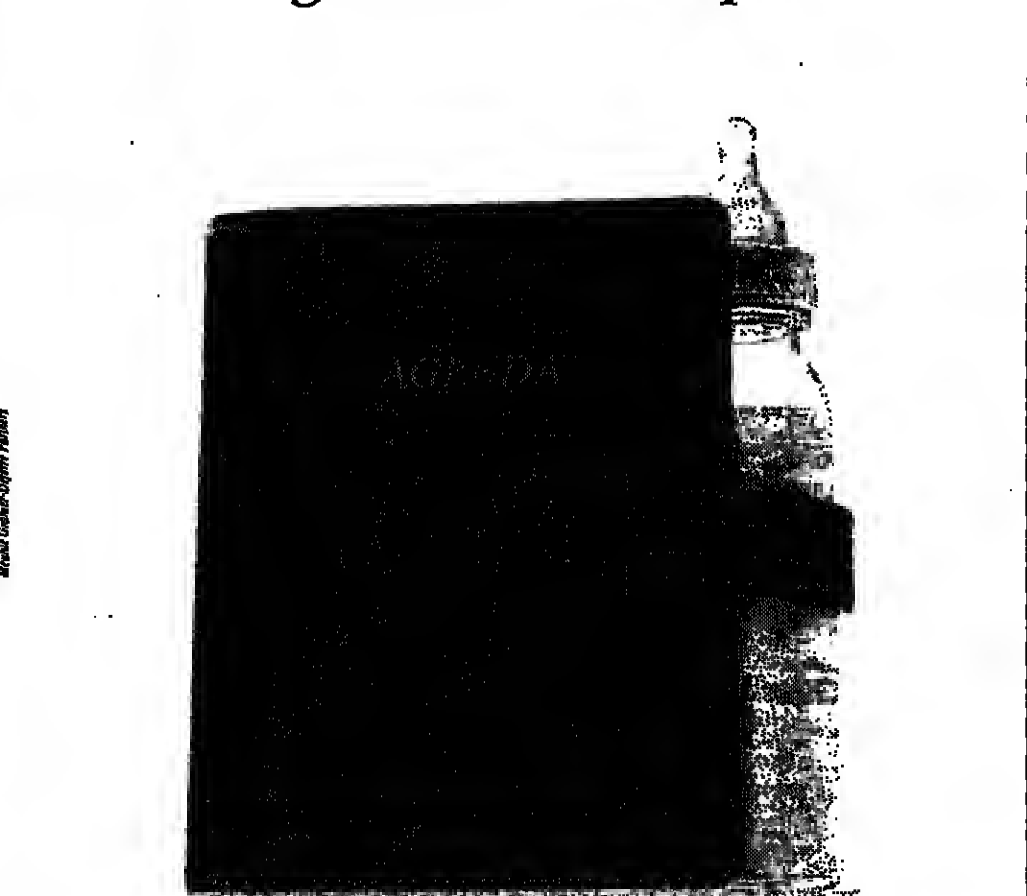
de notre correspondant

Le gouvernement tchèque a lancé, jeudi 18 mars, son premier emprunt d'Etat d'un montant de 2,5 milliards de couronnes (500 millions de francs) auquel peuvent souscrire les investisseurs privés et institutionnels résidant dans le pays. Les obligations - d'une valeur de 10 000 ou 1 million de couronnes (2 000 et 200 000 francs) - au taux d'intérêt brut de 14,5 % par an (10,95 % net) seront remboursées dans quatre ans. Cette émission de bons du Trésor du ministère tchèque des finances est destinée à combler les déficits budgétaires de 1990 et 1991 qui s'élevaient au total à 10 milliards de couronnes (2 milliards de francs).

Trois autres tranches de 2,5 milliards de couronnes pourraient être émises les mois prochains selon les résultats de cette première opération. Après le placement couronné de succès d'un emprunt de 375 millions de dollars de la Banque nationale tchèque sur les places boursières étrangères au début du mois, le ministre des finances, M. Ivan Kocarik, s'est déclaré confiant dans la réussite de l'opération. Les épargnants tchèques qui placent de plus en plus leur argent en couronnes devraient largement faire confiance à ce nouveau produit dont le taux de rendement est avantageux.

M. P.

Télémarket s'occupe des courses des gens très occupés.



Si vous habitez Paris ou la région parisienne, vous pouvez vous aussi, avec Télémarket, le supermarché à domicile, commander vos courses sur catalogue et vous faire livrer le jour même. Pour nous joindre très vite, appelez-nous au 45 89 90 91, ou par minitel 36 14 code TMK, ou encore par télécopie au 46 87 27 83. Vous recevrez votre catalogue dans les 48 heures.

TELEMARKET
Le supermarché à domicile

هناك من النحل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 18 MARS

Cours relevés à 13 h 30

| Réglement mensuel | | | | | | | | | | Réglement mensuel | | | | | | | | | |
|-------------------|-------------------|-----------------|---------------|------|--------------|-------------------|-----------------|---------------|-------|-------------------|-------------------|-----------------|---------------|------|--------------|----------|-----------------|---------------|-------|
| Compensation | VALEURS | Cours précédent | Dernier cours | % | Compensation | VALEURS | Cours précédent | Dernier cours | % | Compensation | VALEURS | Cours précédent | Dernier cours | % | Compensation | VALEURS | Cours précédent | Dernier cours | % |
| 5280 | CAE 2K | 5380 | 5380 | 0.00 | 251 80 | OPR (Paris M.L.) | 308 | 307 | -0.32 | 88 75 | Liquidation Group | 83 80 | 83 80 | 0.00 | 485 | Simco | 512 | 505 | -1.37 |
| 906 | B.N.P. T.P. | 906 | 906 | 0.00 | 1080 | Orcl. France | 1147 | 1150 | +0.26 | 285 | Labov | 285 | 285 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 911 | Q.Lyon. T.P. | 911 | 911 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 410 | 409 | -0.24 | 4850 | Liquidation Group | 4850 | 4850 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1714 | B.N.P. T.P. | 1714 | 1714 | 0.00 | 540 | Orcl. Lux. France | 540 | 540 | 0.00 | 2250 | Liquidation Group | 2250 | 2250 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1716 | B.N.P. T.P. | 1716 | 1716 | 0.00 | 1240 | Orcl. Lux. France | 1240 | 1240 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1080 | Orcl. Lux. France | 1080 | 1080 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 225 | Orcl. Lux. France | 225 | 225 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 770 | Orcl. Lux. France | 770 | 770 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 685 | Orcl. Lux. France | 685 | 685 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1640 | Orcl. Lux. France | 1640 | 1640 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 300 | Orcl. Lux. France | 300 | 300 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 550 | Orcl. Lux. France | 550 | 550 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1140 | Orcl. Lux. France | 1140 | 1140 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 164 | Orcl. Lux. France | 164 | 164 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 78 | Orcl. Lux. France | 78 | 78 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 718 | Orcl. Lux. France | 718 | 718 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 485 | Orcl. Lux. France | 485 | 485 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 840 | Orcl. Lux. France | 840 | 840 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1180 | Orcl. Lux. France | 1180 | 1180 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 375 | Orcl. Lux. France | 375 | 375 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1140 | Orcl. Lux. France | 1140 | 1140 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1100 | Orcl. Lux. France | 1100 | 1100 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 143 | Orcl. Lux. France | 143 | 143 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 490 | Orcl. Lux. France | 490 | 490 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 480 | Orcl. Lux. France | 480 | 480 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 2800 | Orcl. Lux. France | 2800 | 2800 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 550 | Orcl. Lux. France | 550 | 550 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 840 | Orcl. Lux. France | 840 | 840 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 84 | Orcl. Lux. France | 84 | 84 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 965 | Orcl. Lux. France | 965 | 965 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1250 | Orcl. Lux. France | 1250 | 1250 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 173 | Orcl. Lux. France | 173 | 173 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 210 | Orcl. Lux. France | 210 | 210 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 180 | Orcl. Lux. France | 180 | 180 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 108 | Orcl. Lux. France | 108 | 108 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 230 | Orcl. Lux. France | 230 | 230 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 30 | Orcl. Lux. France | 30 | 30 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 445 | Orcl. Lux. France | 445 | 445 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 188 | Orcl. Lux. France | 188 | 188 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 50 | Orcl. Lux. France | 50 | 50 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 94 | Orcl. Lux. France | 94 | 94 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1140 | Orcl. Lux. France | 1140 | 1140 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 280 | Orcl. Lux. France | 280 | 280 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 300 | Orcl. Lux. France | 300 | 300 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1080 | Orcl. Lux. France | 1080 | 1080 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 640 | Orcl. Lux. France | 640 | 640 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1370 | Orcl. Lux. France | 1370 | 1370 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 250 | Orcl. Lux. France | 250 | 250 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 530 | Orcl. Lux. France | 530 | 530 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 250 | Orcl. Lux. France | 250 | 250 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 540 | Orcl. Lux. France | 540 | 540 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 405 | Orcl. Lux. France | 405 | 405 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 210 | Orcl. Lux. France | 210 | 210 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |
| 1220 | Orcl. Lux. France | 1220 | 1220 | 0.00 | 380 | Orcl. Lux. France | 380 | 380 | 0.00 | 188 | Liquidation Group | 188 | 188 | 0.00 | 485 | St. Paul | 505 | 505 | 0.00 |

Comptant (sélection)

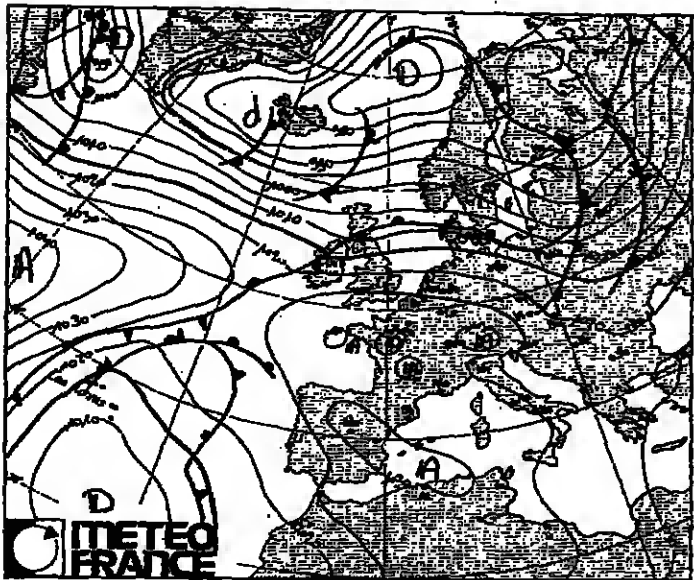
SICAV (sélection)

17/3

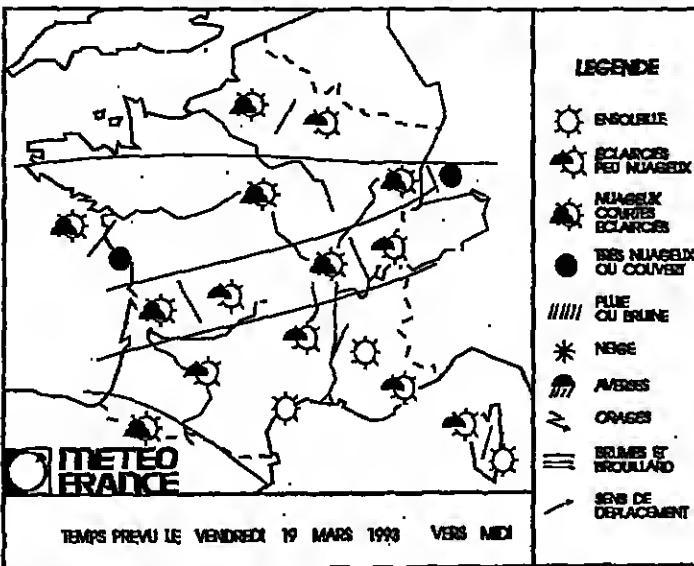
| | | | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | | | | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | | | | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | | | | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | | | | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | | | |
|---------------------|--|--|-----------------|----------------|------------------|---------------------|--|-----------------|----------------|----------------|------------------|---------------------|-----------------|----------------|---------|----------------|------------------|---------------------|----------------|--|---------|----------------|------------------|---------------------|--|--|---------|-----------------|------------------|--|--|--|
| | | | % du nominal | % du coupon | | | | % du nominal | % du coupon | | | | % du nominal | % du coupon | | | | % du nominal | % du coupon | | | | % du nominal | % du coupon | | | | % du nominal | % du coupon | | | |
| Obligations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fondex | | | 281 | 48 | ..... | Fondex | | | 281 | 48 | ..... | Fondex | | | 281 | 48 | ..... | Fondex | | | 281 | 48 | ..... | Fondex | | | 281 | 48 | ..... |  |  |  |
| F.F.P. | | | 502 | 502 | ..... | F.F.P. | | | 502 | 502 | ..... | F.F.P. | | | 502 | 502 | ..... | F.F.P. | | | 502 | 502 | ..... | F.F.P. | | | 502 | 502 | ..... |  |  |  |
| F.A.I.C. | | | 2150 | ..... | ..... | F.A.I.C. | | | 2150 | ..... | ..... | F.A.I.C. | | | 2150 | ..... | ..... | F.A.I.C. | | | 2150 | ..... | ..... | F.A.I.C. | | | 2150 | ..... | ..... |  |  |  |
| Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... |  |  |  |
| Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... | Fondex (Ind. Nat.) | | | 502 | 502 | ..... |  |  |  |
| Emp. Lux. 9.5% 78 | | | 102.76 | 9.5 | 8.8 | Emp. Lux. 9.5% 78 | | | 102.76 | 9.5 | 8.8 | Emp. Lux. 9.5% 78 | | | 102.76 | 9.5 | 8.8 | Emp. Lux. 9.5% 78 | | | 102.76 | 9.5 | 8.8 | Emp. Lux. 9.5% 78 | | | 102.76 | 9.5 | 8.8 | | | |
| Emp. Lux. 10.5% 83 | | | 102.76 | 10.5 | 9.8 | Emp. Lux. 10.5% 83 | | | 102.76 | 10.5 | 9.8 | Emp. Lux. 10.5% 83 | | | 102.76 | 10.5 | 9.8 | Emp. Lux. 10.5% 83 | | | 102.76 | 10.5 | 9.8 | Emp. Lux. 10.5% 83 | | | 102.76 | 10.5 | 9.8 | | | |
| Emp. Lux. 11.5% 88 | | | 102.76 | 11.5 | 10.8 | Emp. Lux. 11.5% 88 | | | 102.76 | 11.5 | 10.8 | Emp. Lux. 11.5% 88 | | | 102.76 | 11.5 | 10.8 | Emp. Lux. 11.5% 88 | | | 102.76 | 11.5 | 10.8 | Emp. Lux. 11.5% 88 | | | 102.76 | 11.5 | 10.8 | | | |
| Emp. Lux. 12.5% 93 | | | 102.76 | 12.5 | 11.8 | Emp. Lux. 12.5% 93 | | | 102.76 | 12.5 | 11.8 | Emp. Lux. 12.5% 93 | | | 102.76 | 12.5 | 11.8 | Emp. Lux. 12.5% 93 | | | 102.76 | 12.5 | 11.8 | Emp. Lux. 12.5% 93 | | | 102.76 | 12.5 | 11.8 | | | |
| Emp. Lux. 13.5% 98 | | | 102.76 | 13.5 | 12.8 | Emp. Lux. 13.5% 98 | | | 102.76 | 13.5 | 12.8 | Emp. Lux. 13.5% 98 | | | 102.76 | 13.5 | 12.8 | Emp. Lux. 13.5% 98 | | | 102.76 | 13.5 | 12.8 | Emp. Lux. 13.5% 98 | | | 102.76 | 13.5 | 12.8 | | | |
| Emp. Lux. 14.5% 103 | | | 102.76 | 14.5 | 13.8 | Emp. Lux. 14.5% 103 | | | 102.76 | 14.5 | 13.8 | Emp. Lux. 14.5% 103 | | | 102.76 | 14.5 | 13.8 | Emp. Lux. 14.5% 103 | | | 102.76 | 14.5 | 13.8 | Emp. Lux. 14.5% 103 | | | 102.76 | 14.5 | 13.8 | | | |
| Emp. Lux. 15.5% 108 | | | 102.76 | 15.5 | 14.8 | Emp. Lux. 15.5% 108 | | | 102.76 | 15.5 | 14.8 | Emp. Lux. 15.5% 108 | | | 102.76 | 15.5 | 14.8 | Emp. Lux. 15.5% 108 | | | 102.76 | 15.5 | 14.8 | Emp. Lux. 15.5% 108 | | | 102.76 | 15.5 | 14.8 | | | |
| Emp. Lux. 16.5% 113 | | | 102.76 | 16.5 | 15.8 | Emp. Lux. 16.5% 113 | | | 102.76 | 16.5 | 15.8 | Emp. Lux. 16.5% 113 | | | 102.76 | 16.5 | 15.8 | Emp. Lux. 16.5% 113 | | | 102.76 | 16.5 | 15.8 | Emp. Lux. 16.5% 113 | | | 102.76 | 16.5 | 15.8 | | | |
| Emp. Lux. 17.5% 118 | | | 102.76 | 17.5 | 16.8 | Emp. Lux. 17.5% 118 | | | 102.76 | 17.5 | 16.8 | Emp. Lux. 17.5% 118 | | | 102.76 | 17.5 | 16.8 | Emp. Lux. 17.5% 118 | | | 102.76 | 17.5 | 16.8 | Emp. Lux. 17.5% 118 | | | 102.76 | 17.5 | 16.8 | | | |
| Emp. Lux. 18.5% 123 | | | 102.76 | 18.5 | 17.8 | Emp. Lux. 18.5% 123 | | | 102.76 | 18.5 | 17.8 | Emp. Lux. 18.5% 123 | | | 102.76 | 18.5 | 17.8 | Emp. Lux. 18.5% 123 | | | 102.76 | 18.5 | 17.8 | Emp. Lux. 18.5% 123 | | | 102.76 | 18.5 | 17.8 | | | |
| Emp. Lux. 19.5% 128 | | | 102.76 | 19.5 | 18.8 | Emp. Lux. 19.5% 128 | | | 102.76 | 19.5 | 18.8 | Emp. Lux. 19.5% 128 | | | 102.76 | 19.5 | 18.8 | Emp. Lux. 19.5% 128 | | | 102.76 | 19.5 | 18.8 | Emp. Lux. 19.5% 128 | | | 102.76 | 19.5 | 18.8 | | | |
| Emp. Lux. 20.5% 133 | | | 102.76 | 20.5 | 19.8 | Emp. Lux. 20.5% 133 | | | 102.76 | 20.5 | 19.8 | Emp. Lux. 20.5% 133 | | | 102.76 | 20.5 | 19.8 | Emp. Lux. 20.5% 133 | | | 102.76 | 20.5 | 19.8 | Emp. Lux. 20.5% 133 | | | 102.76 | 20.5 | 19.8 | | | |
| Emp. Lux. 21.5% 138 | | | 102.76 | 21.5 | 20.8 | Emp. Lux. 21.5% 138 | | | 102.76 | 21.5 | 20.8 | Emp. Lux. 21.5% 138 | | | 102.76 | 21.5 | 20.8 | Emp. Lux. 21.5% 138 | | | 102.76 | 21.5 | 20.8 | Emp. Lux. 21.5% 138 | | | 102.76 | 21.5 | 20.8 | | | |
| Emp. Lux. 22.5% 143 | | | 102.76 | 22.5 | 21.8 | Emp. Lux. 22.5% 143 | | | 102.76 | 22.5 | 21.8 | Emp. Lux. 22.5% 143 | | | 102.76 | 22.5 | 21.8 | Emp. Lux. 22.5% 143 | | | 102.76 | 22.5 | 21.8 | Emp. Lux. 22.5% 143 | | | 102.76 | 22.5 | 21.8 | | | |
| Emp. Lux. 23.5% 148 | | | 102.76 | 23.5 | 22.8 | Emp. Lux. 23.5% 148 | | | 102.76 | 23.5 | 22.8 | Emp. Lux. 23.5% 148 | | | 102.76 | 23.5 | 22.8 | Emp. Lux. 23.5% 148 | | | 102.76 | 23.5 | 22.8 | Emp. Lux. 23.5% 148 | | | 102.76 | 23.5 | 22.8 | | | |
| Emp. Lux. 24.5% 153 | | | 102.76 | 24.5 | 23.8 | Emp. Lux. 24.5% 153 | | | 102.76 | 24.5 | 23.8 | Emp. Lux. 24.5% 153 | | | 102.76 | 24.5 | 23.8 | Emp. Lux. 24.5% 153 | | | 102.76 | 24.5 | 23.8 | Emp. Lux. 24.5% 153 | | | 102.76 | 24.5 | 23.8 | | | |
| Emp. Lux. 25.5% 158 | | | 102.76 | 25.5 | 24.8 | Emp. Lux. 25.5% 158 | | | 102.76 | 25.5 | 24.8 | Emp. Lux. 25.5% 158 | | | 102.76 | 25.5 | 24.8 | Emp. Lux. 25.5% 158 | | | 102.76 | 25.5 | 24.8 | Emp. Lux. 25.5% 158 | | | 102.76 | 25.5 | 24.8 | | | |
| Emp. Lux. 26.5% 163 | | | 102.76 | 26.5 | 25.8 | Emp. Lux. 26.5% 163 | | | 102.76 | 26.5 | 25.8 | Emp. Lux. 26.5% 163 | | | 102.76 | 26.5 | 25.8 | Emp. Lux. 26.5% 163 | | | 102.76 | 26.5 | 25.8 | Emp. Lux. 26.5% 163 | | | 102.76 | 26.5 | 25.8 | | | |
| Emp. Lux. 27.5% 168 | | | 102.76 | 27.5 | 26.8 | Emp. Lux. 27.5% 168 | | | 102.76 | 27.5 | 26.8 | Emp. Lux. 27.5% 168 | | | 102.76 | 27.5 | 26.8 | Emp. Lux. 27.5% 168 | | | 102.76 | 27.5 | 26.8 | Emp. Lux. 27.5% 168 | | | 102.76 | 27.5 | 26.8 | | | |
| Emp. Lux. 28.5% 173 | | | 102.76 | 28.5 | 27.8 | Emp. Lux. 28.5% 173 | | | 102.76 | 28.5 | 27.8 | Emp. Lux. 28.5% 173 | | | 102.76 | 28.5 | 27.8 | Emp. Lux. 28.5% 173 | | | 102.76 | 28.5 | 27.8 | Emp. Lux. 28.5% 173 | | | 102.76 | 28.5 | 27.8 | | | |
| Emp. Lux. 29.5% 178 | | | 102.76 | 29.5 | 28.8 | Emp. Lux. 29.5% 178 | | | 102.76 | 29.5 | 28.8 | Emp. Lux. 29.5% 178 | | | 102.76 | 29.5 | 28.8 | Emp. Lux. 29.5% 178 | | | 102.76 | 29.5 | 28.8 | Emp. Lux. 29.5% 178 | | | 102.76 | 29.5 | 28.8 | | | |
| Emp. Lux. 30.5% 183 | | | 102.76 | 30.5 | 29.8 | Emp. Lux. 30.5% 183 | | | 102.76 | 30.5 | 29.8 | Emp. Lux. 30.5% 183 | | | 102.76 | 30.5 | 29.8 | Emp. Lux. 30.5% 183 | | | 102.76 | 30.5 | 29.8 | Emp. Lux. 30.5% 183 | | | 102.76 | 30.5 | 29.8 | | | |
| Emp. Lux. 31.5% 188 | | | 102.76 | 31.5 | 30.8 | Emp. Lux. 31.5% 188 | | | 102.76 | 31.5 | 30.8 | Emp. Lux. 31.5% 188 | | | 102.76 | 31.5 | 30.8 | Emp. Lux. 31.5% 188 | | | 102.76 | 31.5 | 30.8 | Emp. Lux. 31.5% 188 | | | 102.76 | 31.5 | 30.8 | | | |
| Emp. Lux. 32.5% 193 | | | 102.76 | 32.5 | 31.8 | Emp. Lux. 32.5% 193 | | | 102.76 | 32.5 | 31.8 | Emp. Lux. 32.5% 193 | | | 102.76 | 32.5 | 31.8 | Emp. Lux. 32.5% 193 | | | 102.76 | 32.5 | 31.8 | Emp. Lux. 32.5% 193 | | | 102.76 | 32.5 | 31.8 | | | |
| Emp. Lux. 33.5% 198 | | | 102.76 | 33.5 | 32.8 | Emp. Lux. 33.5% 198 | | | 102.76 | 33.5 | 32.8 | Emp. Lux. 33.5% 198 | | | 102.76 | 33.5 | 32.8 | Emp. Lux. 33.5% 198 | | | 102.76 | 33.5 | 32.8 | Emp. Lux. 33.5% 198 | | | 102.76 | 33.5 | 32.8 | | | |
| Emp. Lux. 34.5% 203 | | | 102.76 | 34.5 | 33.8 | Emp. Lux. 34.5% 203 | | | 102.76 | 34.5 | 33.8 | Emp. Lux. 34.5% 203 | | | 102.76 | 34.5 | 33.8 | Emp. Lux. 34.5% 203 | | | 102.76 | 34.5 | 33.8 | Emp. Lux. 34.5% 203 | | | 102.76 | 34.5 | 33.8 | | | |
| Emp. Lux. 35.5% 208 | | | 102.76 | 35.5 | 34.8 | Emp. Lux. 35.5% 208 | | | 102.76 | 35.5 | 34.8 | Emp. Lux. 35.5% 208 | | | 102.76 | 35.5 | 34.8 | Emp. Lux. 35.5% 208 | | | 102.76 | 35.5 | 34.8 | Emp. Lux. 35.5% 208 | | | 102.76 | 35.5 | 34.8 | | | |
| Emp. Lux. 36.5% 213 | | | 102.76 | 36.5 | 35.8 | Emp. Lux. 36.5% 213 | | | 102.76 | 36.5 | 35.8 | Emp. Lux. 36.5% 213 | | | 102.76 | 36.5 | 35.8 | Emp. Lux. 36.5% 213 | | | 102.76 | 36.5 | 35.8 | Emp. Lux. 36.5% 213 | | | 102.76 | 36.5 | 35.8 | | | |
| Emp. Lux. 37.5% 218 | | | 102.76 | 37.5 | 36.8 | Emp. Lux. 37.5% 218 | | | 102.76 | 37.5 | 36.8 | Emp. Lux. 37.5% 218 | | | 102.76 | 37.5 | 36.8 | Emp. Lux. 37.5% 218 | | | 102.76 | 37.5 | 36.8 | Emp. Lux. 37.5% 218 | | | 102.76 | 37.5 | 36.8 | | | |
| Emp. Lux. 38.5% 223 | | | 102.76 | 38.5 | 37.8 | Emp. Lux. 38.5% 223 | | | 102.76 | 38.5 | 37.8 | Emp. Lux. 38.5% 223 | | | 102.76 | 38.5 | 37.8 | Emp. Lux. 38.5% 223 | | | 102.76 | 38.5 | 37.8 | Emp. Lux. 38.5% 223 | | | 102.76 | 38.5 | 37.8 | | | |
| Emp. Lux. 39.5% 228 | | | 102.76 | 39.5 | 38.8 | Emp. Lux. 39.5% 228 | | | 102.76 | 39.5 | 38.8 | Emp. Lux. 39.5% 228 | | | 102.76 | 39.5 | 38.8 | Emp. Lux. 39.5% 228 | | | 102.76 | 39.5 | 38.8 | Emp. Lux. 39.5% 228 | | | 102.76 | 39.5 | 38.8 | | | |
| Emp. Lux. 40.5% 233 | | | 102.76 | 40.5 | 39.8 | Emp. Lux. 40.5% 233 | | | 102.76 | 40.5 | 39.8 | Emp. Lux. 40.5% 233 | | | 102.76 | 40.5 | 39.8 | Emp. Lux. 40.5% 233 | | | 102.76 | 40.5 | 39.8 | Emp. Lux. 40.5% 233 | | | 102.76 | 40.5 | 39.8 | | | |
| Emp. Lux. 41.5% 238 | | | 102.76 | 41.5 | 40.8 | Emp. Lux. 41.5% 238 | | | 102.76 | 41.5 | 40.8 | Emp. Lux. 41.5% 238 | | | 102.76 | 41.5 | 40.8 | Emp. Lux. 41.5% 238 | | | 102.76 | 41.5 | 40.8 | Emp. Lux. 41.5% 238 | | | 102.76 | 41.5 | 40.8 | | | |
| Emp. Lux. 42.5% 243 | | | 102.76 | 42.5 | 41.8 | Emp. Lux. 42.5% 243 | | | 102.76 | 42.5 | 41.8 | Emp. Lux. 42.5% 243 | | | 102.76 | 42.5 | 41.8 | Emp. Lux. 42.5% 243 | | | 102.76 | 42.5 | 41.8 | Emp. Lux. 42.5% 243 | | | 102.76 | 42.5 | 41.8 | | | |
| Emp. Lux. 43.5% 248 | | | 102.76 | 43.5 | 42.8 | Emp. Lux. 43.5% 248 | | | 102.76 | 43.5 | 42.8 | Emp. Lux. 43.5% 248 | | | 102.76 | 43.5 | 42.8 | Emp. Lux. 43.5% 248 | | | 102.76 | 43.5 | 42.8 | Emp. Lux. 43.5% 248 | | | 102.76 | 43.5 | 42.8 | | | |
| Emp. Lux. 44.5% 253 | | | 102.76 | 44.5 | 43.8 | Emp. Lux. 44.5% 253 | | | 102.76 | 44.5 | 43.8 | Emp. Lux. 44.5% 253 | | | 102.76 | 44.5 | 43.8 | Emp. Lux. 44.5% 253 | | | 102.76 | 44.5 | 43.8 | Emp. Lux. 44.5% 253 | | | 102.76 | 44.5 | 43.8 | | | |
| Emp. Lux. 45.5% 258 | | | 102.76 | 45.5 | 44.8 | Emp. Lux. 45.5% 258 | | | 102.76 | 45.5 | 44.8 | Emp. Lux. 45.5% 258 | | | 102.76 | 45.5 | 44.8 | Emp. Lux. 45.5% 258 | | | 102.76 | 45.5 | 44.8 | Emp. Lux. 45.5% 258 | | | 102.76 | 45.5 | 44.8 | | | |
| Emp. Lux. 46.5% 263 | | | 102.76 | 46.5 | 45.8 | Emp. Lux. 46.5% 263 | | | 102.76 | 46.5 | 45.8 | Emp. Lux. 46.5% 263 | | | 102.76 | 46.5 | 45.8 | Emp. Lux. 46.5% 263 | | | 102.76 | 46.5 | 45.8 | Emp. Lux. 46.5% 263 | | | 102.76 | 46.5 | 45.8 | | | |
| Emp. Lux. 47.5% 268 | | | 102.76 | 47.5 | 46.8 | Emp. Lux. 47.5% 268 | | | 102.76 | 47.5 | 46.8 | Emp. Lux. 47.5% 268 | | | 102.76 | 47.5 | 46.8 | Emp. Lux. 47.5% 268 | | | 102.76 | 47.5 | 46.8 | Emp. Lux. 47.5% 268 | | | 102.76 | 47.5 | 46.8 | | | |
| Emp. Lux. 48.5% 273 | | | 102.76 | 48.5 | 47.8 | Emp. Lux. 48.5% 273 | | | 102.76 | 48.5 | 47.8 | Emp. Lux. 48.5% 273 | | | 102.76 | 48.5 | 47.8 | Emp. Lux. 48.5% 273 | | | 102.76 | 48.5 | 47.8 | Emp. Lux. 48.5% 273 | | | 102.76 | 48.5 | 47.8 | | | |
| Emp. Lux. 49.5% 278 | | | 102.76 | 49.5 | 48.8 | Emp. Lux. 49.5% 278 | | | 102.76 | 49.5 | 48.8 | Emp. Lux. 49.5% 278 | | | 102.76 | 49.5 | 48.8 | Emp. Lux. 49.5% 278 | | | 102.76 | 49.5 | 48.8 | Emp. Lux. 49.5% 278 | | | 102.76 | 49.5 | 48.8 | | | |
| Emp. Lux. 50.5% 283 | | | 102.76 | 50.5 | 49.8 | Emp. Lux. 50.5% 283 | | | 102.76 | 50.5 | 49.8 | Emp. Lux. 50.5% 283 | | | 102.76 | 50.5 | 49.8 | Emp. Lux. 50.5% 283 | | | 102.76 | 50.5 | 49.8 | Emp. Lux. 50.5% 283 | | | 102.76 | 50.5 | 49.8 | | | |
| Emp. Lux. 51.5% 288 | | | 102.76 | 51.5 | 50.8 | Emp. Lux. 51.5% 288 | | | 102.76 | 51.5 | 50.8 | Emp. Lux. 51.5% 288 | | | 102.76 | 51.5 | 50.8 | Emp. Lux. 51.5% 288 | | | 102.76 | 51.5 | 50.8 | Emp. Lux. 51.5% 288 | | | 102.76 | 51.5 | 50.8 | | | |
| Emp. Lux. 52.5% 293 | | | 102.76 | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS 1993



Vendredi : temporairement nuageux ailleurs. Au nord de la Seine et sur les côtes d'Armor, le ciel, encore assez nuageux au lever du jour, laissera au fil des heures une place de plus en plus grande au soleil.

Entre la Seine et la Loire, la matinée sera pluvieuse sous le signe des nuages avec même quelques gouttes possibles et au contraire sous celui du soleil l'après-midi.

Au sud de la Loire jusqu'à l'Auvergne et le sud du Jura, les nuages seront prédominants, ne laissant que peu de place au soleil.

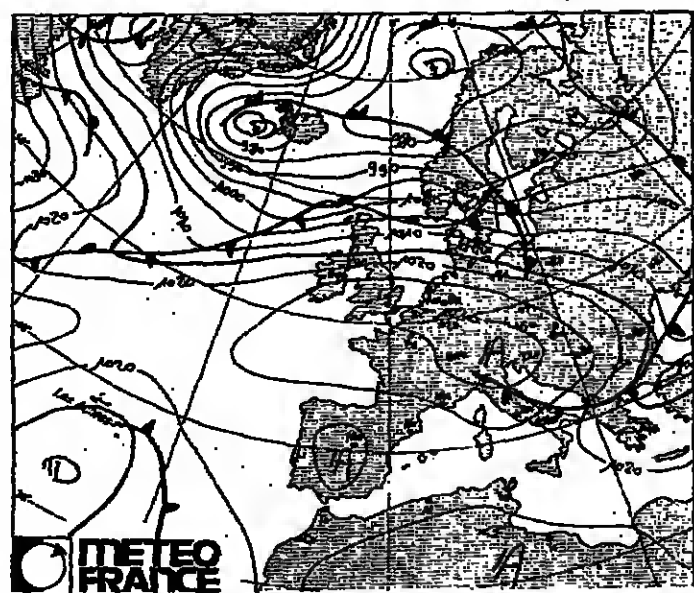
Ailleurs, c'est-à-dire sur le Sud-Ouest et le Sud-Est, ce sera une journée principalement, chaude et ensoleillée ; quelques

restrictions toutefois sur la Côte d'Azur le matin où des nuages bas pourront temporairement voiler le ciel gris, et sur l'Aquitaine et les Pyrénées l'après-midi, où des nuages de chaleur pourront par moments cacher le soleil.

Du côté des températures, le douceur persistera en toutes régions, avec des minima généralement compris entre 5 et 9 degrés, mais 1 à 4 degrés seulement dans le Massif Central, la région Rhône-Alpes et le Sud-Est, et des maxima s'élevant entre 12 et 16 degrés sur une grande moitié nord, et entre 18 et 22 degrés au sud.

Le vent sera partout faible ou modéré, de nord dominant.

PRÉVISIONS POUR LE 20 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 18-3-93

| FRANCE | | | | ÉTRANGER | | | |
|------------------|----|-----|---|------------------|----|-----|---|
| ALGER | 16 | 5 | N | ALGER | 19 | 3 | N |
| BARCELONE | 22 | 8 | D | BARCELONE | 22 | 8 | D |
| BORDAUX | 18 | 2 | D | BORDAUX | 18 | 2 | D |
| BREST | 12 | 0 | P | BREST | 12 | 0 | P |
| CANNES | 14 | 6 | C | CANNES | 14 | 6 | C |
| CHARENTAIS | 15 | 8 | D | CHARENTAIS | 15 | 8 | D |
| CLERMONT | 10 | 1 | P | CLERMONT | 10 | 1 | P |
| DIJON | 13 | 3 | D | DIJON | 13 | 3 | D |
| GRENOBLE | 11 | 4 | D | GRENOBLE | 11 | 4 | D |
| LILLE | 14 | 9 | C | LILLE | 14 | 9 | C |
| LIMON | 19 | 7 | D | LIMON | 19 | 7 | D |
| LYON | 19 | 4 | D | LYON | 19 | 4 | D |
| MARSEILLE | 22 | 8 | D | MARSEILLE | 22 | 8 | D |
| NANCY | 16 | 3 | N | NANCY | 16 | 3 | N |
| NANTES | 14 | 3 | D | NANTES | 14 | 3 | D |
| NICE | 15 | 10 | C | NICE | 15 | 10 | C |
| PARIS-MONT | 14 | 6 | C | PARIS-MONT | 14 | 6 | C |
| PAU | 14 | 4 | D | PAU | 14 | 4 | D |
| PERPIGNAN | 14 | 4 | D | PERPIGNAN | 14 | 4 | D |
| POitiers-L'Yvel. | 15 | 2 | D | POitiers-L'Yvel. | 15 | 2 | D |
| RENNES | 12 | 4 | D | RENNES | 12 | 4 | D |
| ST-ETIENNE | 19 | 3 | D | ST-ETIENNE | 19 | 3 | D |
| STRASBOURG | 19 | 3 | N | STRASBOURG | 19 | 3 | N |
| TOULOUSE | 21 | 5 | D | TOULOUSE | 21 | 5 | D |
| TOURS | 18 | 3 | D | TOURS | 18 | 3 | D |
| MADRID | 21 | 4 | N | MADRID | 21 | 4 | N |
| MARSAKHEL | 25 | 10 | C | MARSAKHEL | 25 | 10 | C |
| MEXICO | 31 | 20 | D | MEXICO | 31 | 20 | D |
| MILAN | 22 | 8 | D | MILAN | 22 | 8 | D |
| MONTREAL | 6 | -11 | D | MONTREAL | 6 | -11 | D |
| MOSCOW | 6 | 2 | P | MOSCOW | 6 | 2 | P |
| NEW DELHI | 28 | 25 | D | NEW DELHI | 28 | 25 | D |
| NEW YORK | 7 | 2 | C | NEW YORK | 7 | 2 | C |
| OSAKA | 22 | 3 | D | OSAKA | 22 | 3 | D |
| PARIS | 14 | 6 | C | PARIS | 14 | 6 | C |
| PEKIN | 8 | 0 | D | PEKIN | 8 | 0 | D |
| PRAGUE | 10 | 1 | N | PRAGUE | 10 | 1 | N |
| ROME | 16 | 7 | N | ROME | 16 | 7 | N |
| SINGAPOUR | 27 | 23 | D | SINGAPOUR | 27 | 23 | D |
| STOCKHOLM | 10 | 3 | N | STOCKHOLM | 10 | 3 | N |
| TOKYO | 12 | 4 | D | TOKYO | 12 | 4 | D |
| TUNIS | 13 | 3 | N | TUNIS | 13 | 3 | N |
| VARSOVIE | 8 | 1 | P | VARSOVIE | 8 | 1 | P |
| VIENNE | 19 | 6 | D | VIENNE | 19 | 6 | D |
| VIENNE | 12 | 11 | C | VIENNE | 12 | 11 | C |

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Délai

On suppose ici-même, il y a trois jours, que le général Morillon n'avait pas arrêté de camoufler avec lui à Srebrenica. On se trompait. Il s'en trouvait au moins un, dont les premières images, une séquence très courte, nous sont parvenues avec quelques jours de décalage. Juché sur une voiture, le général promettait à la foule - en français : « Nous ne vous abandonnerons pas. » Une cohorte de réfugiés fuyait dans la neige, une mère serrait son bébé. C'est peu, mais, sans doute, on en verra davantage. Il suffit d'attendre.

On retrouve le général au début de « La marche du siècle », Cavada : « Ne quittez pas, général,

je vous passe Bernard Kouchner, et aussi M. Mandilovic, envoyé spécial dans l'ex-Yougoslavie du Haut-Commissariat pour les réfugiés. » « Nous sommes prêts à vous rejoindre », lui lance Kouchner, admiratif. En échange, le général, le bas, au milieu de la neige, de la boue et de la mort, se fendit de quelques gentilles à destination de Bernard Kouchner.

Faut-il regretter que le général soit avec nous en duplex quasi permanent, au bout de ce poste de radioamateur qui le relie au monde ? Qu'il ait ainsi mis la tête dans la moulinette qui transforme tout, le tragique et le sublime, en vague divertissement indifférencié ? Ainsi

le feuilleton du convoi à destination de Srebrenica. Passera, passera pas ? Réponse demain, peut-être. Président de Médécine sans frontières, Rony Brauman, chez Cavada, manifeste d'honorables réticences face à l'humanitaire-spectacle. « C'est la mort des enfants, qui est insupportable », lui réplique Bernard Kouchner, avec, pour lui, la force brutale de l'évidence. Si l'on n'entendait pas le général Morillon chaque soir, ne l'aurait-on déjà oublié ? N'aurait-il pas été enseveli sous le flot quotidien, le terrorisme en Algérie, la dernière gaffe de Ricard ? La mère dans la neige, avec son bébé, n'aurait-elle pas été chassée par cette

autre mère, femme de marin, défilant dans les rues d'une ville française ? Deux jours de suite d'attention, c'est tant demander !

Encore faut-il savoir que la moulinette transforme tout en priance pour « La bête Show » et sa dérision mécanique. On tira demain de la Bosnie, comme on tira de l'affaire du sang contaminé. Car on en tira. Quelques minutes avant que le général Morillon ne dialogue avec Bernard Kouchner, les coniques de TF 1 montraient Laurent Fabius, seringue en main, menaçant de « transfusion » une assistante effrayée. Il suffit de laisser passer le délai. De décence, si l'on ose dire.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◊ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 18 mars

- TF 1**
- 20.45 Série : Navarro. Le Volain du dessus, de Patrick Jemlin.
 - 22.15 Magazine : Le Grand Jury d'honneur. Invités : Antoine Waechter, René Monory, Brice Lalonde, Nicolas Sarkozy, Charles Millon, Marie-France Strébois, Martine Aubry, Gilles Moreau, Dominique Strauss-Kahn.
 - 0.10 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
- FRANCE 2**
- 20.00 Journal. Campagne électorale. RPR (1 min.), LDF (1 min.), PS (2 min.).
 - 20.40 Journal des courses et Météo.
 - 20.50 ► Magazine : Envoyé spécial. La France vue par ses humoristes, de Sylvie Millet, Thierry Hay et Daniel Levy ; La France vue par ses immigrés, de Philippe Balland et Olivier Galy Nadali ; La France vue par un chômeur, d'Anne Gintzburger et Vincent Maillard.
 - 22.40 Variétés : Taratata.
 - 23.55 Campagne électorale. PS (2 min.), CNL (1 min.), Verts (1 min.), Journal et Météo.
 - 0.25 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. L'exposition Thien au Grand Palais.
- FRANCE 3**
- 18.15 Campagne électorale. PS (2 min.), CNL (1 min.), Verts (1 min.).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.50 Un livre, un jour. Charles, de Jean-Michel Béquid.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugobélère (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : La Classe.

- 20.45 Cinéma : La Disgrâce. ■■ Film français de Christian Vincent (1990).
 - 22.25 Journal et Météo.
 - 22.50 Campagne électorale. PS (4 min.), Solidarité, écologie, gauche alternative (4 mn 30) ; Verts (4 mn 30) ; PC (5 mn 30).
 - 23.15 Cinéma : L'Ami retrouvé. ■■ Film américain de Jerry Schenzberg (1988).
- CANAL PLUS**
- 19.30 Sport : Football. PSG-Réal de Madrid. Match retour de la Coupe d'Europe, en direct. A 20.00, coup d'envoi du match.
 - 22.00 Série : Le Juge de la nuit.
 - 22.45 Flash d'informations.
 - 22.50 Cinéma : Kickboxer 2, le successeur. ◊ Film américain d'Albert Pyun (1990).
 - 0.20 Le Journal du hard. Présenté par Philippe Vandel.
- ARTE**
- 19.00 Magazine : Rencontre (et à 0.20). Nicolas Heyck, Hugo Loetscher.
 - 19.30 ► Documentaire : Femmes d'Alger. De Kamel Deneane.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Feuilleton : Die Zweite Heimat. D'Edgar Reitz. 6. Le Jeu de la Liberté.
 - 22.46 Courts métrages : Premières vues. Thème : Justice et arbitraire. Melinda, Lucas et Charlotte. Au nom du pape ; Des femmes et des préservatifs ; Loin de toi ; Une autre vie ; Anis et Arthur ; A qui la faute ? Les Hurdes.

- M 6**
- 20.45 Cinéma : Je vais craquer ! ■■ Film français de François Leterrier (1980).
 - 22.25 Téléfilm : Entente vivante. De Franck Danbon.
 - 0.00 Informations ; Six minutes première heure.
 - 0.15 Magazine : Culture rock. Le saga des monstres du hard rock.
 - 0.45 Magazine : Fréquentstar.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Phénix ou le Démon, de Gerhard Kopf, adaptation de Dominique Petit.
 - 21.30 Profils perdus. Denis de Rougemont (1).
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Les Infirmités (3).
 - 0.05 Du jour au lendemain.
 - 0.50 Magazine : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 5 mars salle Olivier-Messiaen) : Parité pour violon et orchestre, Interlude, Chén II, de Ludovicki ; Le Chant du rossignol, de Stravinsky, par l'Orchestre national de France, dir. Michel Tachnick.
 - 23.09 Feuilleton : Meldorf.
 - 23.19 Ainsi le nuit. Sonata pour violon et piano au majeur op. 47, de Beethoven ; Trio pour piano, violon et violoncelle n° 2 en ut mineur op. 98, de Mendelssohn.
 - 0.33 L'Heure Meute. Jazz s'il vous plaît, par André Ciergeat.

Vendredi 19 mars

- TF 1**
- 15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
 - 16.25 Club Dorothee.
 - 17.20 Série : Le Miel et les Abeilles.
 - 17.50 Série : Hélène et les garçons.
 - 18.20 Jeu : Une famille en or.
 - 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Claire Nebout.
 - 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.45).
 - 20.00 Journal.
 - 20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. Le fil de la vie : Le couloir infernal ; Un pour tous, tous pour un ; Elephant Circus ; Incendie aux Indes ; Hélicoptère.
 - 22.25 Magazine : Ushuelia. On femmes dans les lumières d'Ushuelia. A l'assaut des records : La Fiance de la mer ; La Femme aux serpents.
 - 23.25 Divertissement : Sexy Dingo.
 - 23.55 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
 - 0.50 Journal et Météo.
- FRANCE 2**
- 15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Invité : Francis Lalanne.
 - 16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 18.50 Feuilleton : Beaumanoir.
 - 17.15 Magazine : Gige.
 - 19.15 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
 - 20.00 Journal. Campagne électorale. PS (1 min.), RPR (1 min.), LDF (1 min.), PC (1 min) ; autres partis (30 secondes chacun).
 - 20.50 Journal des courses et Météo.
 - 20.55 Série : Nestor Burma. Un croque-mort nommé Nestor, de Maurice Frydland, d'après l'œuvre de Léo Malet.
 - 22.30 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Jean Raspail, (Sept oeuvres qu'il rentre la ville au crépuscule par le port de l'Ouest qui n'est plus gai) ; Jacques Dormann, réalisateur du film Agaguk ; Bernard Saladin d'Anglade, ethnologue, spécialiste des Indes ; Michèle Seguin, commissaire de l'exposition le Printemps des gélies, à la Bibliothèque nationale ; Sophie Avon (les Hauts-Fonds) ; Béatrice Cazelles, directrice du centre Jeunes Voies ; Emmanuelle Bernard, treize ans, violoniste ; Michèle Restrove, douze ans, pianiste.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.20 Cinéma : Le jour se lève. ■■■ Film français de Marcel Carné (1939).
- FRANCE 3**
- 15.35 Série : La croisière s'amuse.

- 16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invité : Francis Lalanne.
 - 18.05 Campagne électorale.
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.50 Un livre, un jour. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, tome 43, ouvrage collectif sous la direction de Jean Maitron.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Hugobélère (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Magazine : Thalassa. Le Combat des bateaux-serpents, de Frédéric Sotén et Dominique Raboteau.
 - 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Bernard Clavel. Russie : la métro rouge ; France : le truffe, un don du diable ? ; Côte d'Ivoire : Samoua, griot chasseur.
 - 22.50 Journal et Météo.
 - 23.15 Magazine : Le Diver. Bruno Masure.
 - 23.35 Série : Les Incommensurables.
 - 0.25 Court métrage : Libre court.
- CANAL PLUS**
- 15.20 Documentaire : Les Splendeurs de la mer de Cortez. De Howard Hall.
 - 16.15 Cinéma : Personne n'est parfaite. ◊ Film américain de Robert Kaylor (1990).
 - 18.00 Carotte peluche. En clair jusqu'à 20.35.
 - 18.30 Le Top.
 - 19.20 Flash d'informations.
 - 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Jean-Yves Lafesse.
 - 20.30 Le Journal du cinéma.
 - 20.35 Téléfilm : Cauchemar. De John Pasquin.
 - 22.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.
 - 22.53 Flash d'informations.
 - 23.00 Cinéma : Dansé avec les loups. ■■■ Film américain de Kevin Costner (1990).
- ARTE**
- 17.00 Sur le câble jusqu'à 19.00. Téléfilm : L'Orchestre. De Blaise Jeack (rediff.).
 - 18.15 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).
 - 19.00 Magazine : Rencontre. Henke Sudhofs/Johannes Gross.
 - 19.30 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. Paolo Veronese.
 - 20.00 Documentaire : Prisons à l'américaine. De François Reinchenbach.

- 20.25 Cinéma d'animation : Les Beigneuses. De Michel Druart.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Magazine : Transit.
 - 22.10 Magazine : Mecadam. Rap, graph et dub style, de Francis Guibert.
 - 23.05 Documentaire : L'Ecrivain, le peintre et le funambule. De Claude Mounéras.
 - 23.55 Musique : Montreux Jazz Festival (26 min).
- M 6**
- 14.15 Magazine : Destination musique.
 - 17.00 Variétés : Multitop.
 - 17.30 Série : L'Étalon noir.
 - 18.00 Série : Booker.
 - 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
 - 19.54 Six minutes d'information. Météo.
 - 20.00 Magazine : Mode 6.
 - 20.05 Série : Cosby Show.
 - 20.35 Magazine : Capital.
 - 20.45 Téléfilm : Affaire personnelle. De David Robertson.
 - 22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après.
 - 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital.
 - 23.50 Magazine : Emotions.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Henri Mondor, la plume et le bistouri.
 - 21.28 Poésie sur parole.
 - 21.32 Musique : Black and Blue. Els Fitzgerald, une vie. Avec Franck Tenot.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Dané la bibliothèque de... Edwy Plenet.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct de la salle Olivier-Messiaen) : Magnificat primi toni BWV 203, de Buxtehude ; Meise Seale arbutet den Harn, Choral Schuler BWV 648, Fuge sopra il Magnificat BWV 533, de Bach ; Suite pour orgue n° 2 op. 53, de Vienne ; Fantaisie-improvisation sur Victimae Paschalis, de Turheim, par Aude Huremature, orgue.
 - 23.09 Feuilleton : Meldorf.
 - 23.19 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de la Villa à Paris : la chanteuse Renée Manning avec Georges Arvanitis, piano, Alby Cullaz, contrebasse, George Brown, batterie.
 - 1.05 Papillons de nuit.

La fin de la campagne du Front national

M. Le Pen maintiendra ses candidats au second tour « partout où ce sera possible »

C'est dans une atmosphère plutôt intime, pour un homme qui raffole des rassemblements monstres et survoltés, que M. Jean-Marie Le Pen a achevé, mercredi 17 mars, au gymnase Pierre-de-Coubertin à Paris, sa discrète campagne des élections législatives. À part une impressionnante série de conférences de presse — plusieurs par jour — tenues dans les aéroports de l'Hexagone où son avion faisait escale et sa campagne personnelle à Nice, M. Le Pen ne se sera produit qu'une douzaine de fois en public au cours des derniers mois.

Pour son ultime prestation, le président du Front national a attiré, comme il l'avait fait à Lyon, quelques jours plus tôt, environ quatre mille fidèles dont certains, en quittant prématurément les lieux, phénomène rarissime, ont marqué une forme de lassitude face à un discours invariable qui, mois après mois, fait appel aux mêmes formules et aux mêmes « aethèmes » visant la presse, accusée de comploter con-

tre lui, et les immigrés, source principale, selon M. Le Pen, du chômage, soupçonnés de comploter la France.

« Nous sommes à la fin du parcours mais nous avons une belle pointe de vitesse. Nous sortons du dernier virage. Nous allons gagner », a affirmé le chef de file de l'extrême droite qui s'est abstenue, contrairement à ce qu'il fit imprudemment avant les consultations de mars 1992, de fixer un objectif précis.

Si ce n'est de faire mieux que la fois précédente, soit 9,65 % des suffrages aux législatives de 1988, comme en 1988. Dans un nouvel entretien publié dans le *Figaro* du jeudi 18 mars, il résume, par avance, toute comparaison avec les résultats obtenus par son parti aux élections régionales qui lui avaient procuré 13,9 % des voix.

Sursaut salvateur

Foedat plus d'espoir sur le nombre de voix que sur le nombre de sièges qui reviendront au Front national — nouvelle mesure de l'opposition maurassienne entre le pays réel et le pays légal — M. Le Pen invite ses partisans, comme il le fait à chaque élection, à porter leur regard sur la consultation suivante. Sans doute pour faire oublier plus vite que son parti apparaît, dans celle-ci, comme une force d'appoint à laquelle aucune des coalitions en lice ne veut s'associer.

Pour la fin, M. Le Pen rassure donc ses militants en affirmant que « la bataille se poursuivra pas le 21 mars ». « Elle ne s'arrêtera pas le 28 mars », enchaîne-t-il. Elle s'arrêtera par la mise en place d'une politique nationale seule capable de sauver la France », c'est-à-dire quand lui-même entrera à l'Élysée. A défaut,

de cette issue, l'oracle est le suivant : « Avant la fin de ce siècle, au plus tard, la France aura réalisé le sursaut salvateur, ou nous serons emportés dans un cataclysme dont les lignes directrices sont déjà en place ».

En attendant cette improbable surprise « divine », le Front national ne peut guère que développer une stratégie de nuisance à l'égard de la droite parlementaire. Et répétant que, « partout où ce sera possible », ses candidats se maintiendront au second tour (une centaine de cas sont espérés), M. Le Pen indique qu'il fera tout pour mettre des bâtons dans les roues de l'UPF baptisée par lui « l'Union pour la France ».

La « cuisine » électorale de ceux qui prétendent avoir, selon leur slogan, « la tête haute et les mains propres » révèle une certaine angoisse face au score des écologistes. La troisième place, il est vrai, se joue entre ces deux forces.

OLIVIER BIFFAUD

Selon « l'Événement du jeudi »

Urba aurait possédé un compte secret dans une banque monégasque

Sous le titre : « Monaco : une nouvelle piste de l'argent noir de la politique », l'*« Événement du jeudi »*, daté du 18 au 24 mars, assure que le bureau d'études Urba, chargé du financement du Parti socialiste, disposait dans les années 80, à Monaco, d'un compte secret utilisé pour des opérations financières concernant des marchés passés à l'étranger, notamment en Italie.

L'affaire Urba, écrit l'*« Événement du jeudi »*, « s'apprête à ressurgir (...) sur les terres de la principauté de Monaco. Et plus précisément dans les débris de la Banque industrielle de Monaco (BIM), fermée après sa banqueroute, survenue fin 1989 ». Selon l'*« Événement du jeudi »*, pour faire circuler les fonds, « une société civile participative (SCP, forme juridique des sociétés-écrans monégasques) a été ouverte à la BIM au nom de la trop fameuse Urba, en 1983 ».

Importants mouvements de fonds (60 à 70 millions de francs par an) auraient été enregistrés sur ce compte secret entre 1983 et 1988. « Le compte de la SCP Urba encaissait des chèques de 2 à

3 millions de francs provenant de sociétés de promotion immobilière et des BTP. Les noms cités : Cogedim, Lucia, Financia, Jean Lefebvre, Spie-Trandel, Dumes-Lyonnais des eaux », précise l'article avant d'ajouter : « Utilisés par des fraudeurs fiscaux français, la BIM a également reçu la visite d'hommes politiques de tous bords venant déposer leur argent noir. Pour cette raison, l'affaire de la BIM constitue une vraie bombe à retardement ».

« La SCP Urba, poursuit l'*« Événement du jeudi »*, pouvait encaisser des chèques qui étaient ainsi à la comptabilité d'Urba Paris. On peut émettre l'hypothèse que ces paiements venaient rémunérer des marchés (en particulier dans le domaine du bâtiment) conclus à l'étranger de la même manière que ceux conclus en France sous les auspices d'Urba ».

Selon l'*« Événement du jeudi »*, c'est un employé d'Urbatechnic qui aurait disposé de la procuration sur le compte d'Urba à la BIM. L'*« Événement du jeudi »* précise par ailleurs que le foedat de pouvoir Jean

Ferry, numéro trois de la BIM, avait été retrouvé « suicidé » dans le garrigue le 20 février 1990. Avec, près de son corps, des dossiers concernant des sociétés-écrans ouvertes à la Banque industrielle de Monaco.

R.-P. P.

□ Remise en liberté dans l'affaire de la SEERI Méditerranée. — Inculpé le 7 décembre 1992 dans le cadre de l'affaire de la SEERI Méditerranée de Cannes pour escroquerie et faux et usage de faux, M. Jacques Magrey, gérant de l'agence Claude Maller Immobilier, a été remis en liberté sous caution mercredi 17 mars par le juge d'instruction de Grasse chargé du dossier, M. Jean-Pierre Murciano. Inculpé des mêmes chefs, le PDG et administrateur de la SEERI-Méditerranée, M. Claude Muller, avait été remis en liberté jeudi 11 mars. Tous deux sont soupçonnés d'avoir artificiellement de 13 millions de francs la construction d'une propriété cannoise destinée au chef de gouvernement de l'émirat du Qatar (le *Mandé* du 11 décembre 1992).

M. Balladur juge inévitable la hausse de certains impôts

« Nous n'éviterons pas la hausse d'un certain nombre d'impôts indirects », a déclaré M. Edouard Balladur lors d'un débat organisé par l'agence de publicité Eurocom Pöles. L'ancien ministre de l'économie et des finances a ajouté que ces hausses ne seraient peut-être même pas suffisantes. Selon lui, compte tenu du déficit cumulé des régimes sociaux (100 milliards fin 1993), des « mesures urgentes seront nécessaires ».

« M. Le Pen invite ses partisans, comme il le fait à chaque élection, à porter leur regard sur la consultation suivante. Sans doute pour faire oublier plus vite que son parti apparaît, dans celle-ci, comme une force d'appoint à laquelle aucune des coalitions en lice ne veut s'associer ».

Pour la fin, M. Le Pen rassure donc ses militants en affirmant que « la bataille se poursuivra pas le 21 mars ». « Elle ne s'arrêtera pas le 28 mars », enchaîne-t-il. Elle s'arrêtera par la mise en place d'une politique nationale seule capable de sauver la France », c'est-à-dire quand lui-même entrera à l'Élysée. A défaut,

Pour renflouer la Sécurité sociale

Les crédits de la politique de la ville sont amputés

Les crédits de la politique de la ville pour 1993 annoncés par M. Tapie le 4 février (*Le Monde* du 9 février) viennent d'être discrètement amputés pour cause de renflouement du budget de la Sécurité sociale. D'un montant supérieur à 1 milliard de francs, l'enveloppe destinée au développement social des quartiers « sensibles », à la prévention de la délinquance, à la sécurité, aux subventions aux associations devait présenter une hausse de 8 % sur 1992, et être distribuée plus vite que les années précédentes, dès la fin février, avant même M. Tapie. Mais le jour même où le ministre de la ville annonçait ce budget avallé, le *Journal officiel* publiait un décret d'avance du premier ministre transférant 5 milliards de francs du budget de l'État (notamment du ministère de la défense) vers la Sécurité sociale, tandis que 15 autres milliards de francs étaient gelés.

C'est ainsi que les crédits de la politique de la ville, pourraient souffrir d'une coupe claire équiva-

lant à 15 % des crédits de fonctionnement et 10 % des crédits d'investissement. La décision, présentée comme un « simple gel » de crédits, va cependant retarder certaines opérations et risque d'être perçue comme un encouragement pour la future majorité à renoncer à une partie de la politique de réhabilitation sociale, économique et urbaine des quartiers difficiles, que le gouvernement a toujours présentée comme prioritaire. A moins que l'absence depuis quelques mois d'incidents majeurs, pourtant toujours possibles dans les cités, n'ait incité à ce renouement.

Ph. Be.

□ M. Christian Decharrière, nommé préfet délégué pour la sécurité en Lorraine. — Le conseil des ministres du mercredi 17 mars a nommé M. Christian Decharrière, préfet délégué pour la sécurité et la défense auprès du préfet de la zone de défense est, préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle.

□ Né le 29 décembre 1949 à Champagnole (Jura), M. Christian Decharrière est titulaire d'une maîtrise en droit et ancien élève de l'ENA. Administrateur civil au ministère de l'Intérieur (1980), il est successivement directeur du cabinet des préfets de l'Aube (1980) et de la Corse-du-Sud (1981) avant d'être secrétaire général de la préfecture de l'Ardeche (1983). En fonction à l'Administration centrale de 1985 à 1988, il est notamment directeur du cabinet de M. Jacques Fauriol, directeur général de l'Administration de 1986 à 1988. Il occupera ensuite la même fonction auprès du préfet des Alpes-Maritimes, avant de devenir secrétaire général de la préfecture du Pays-de-Dôme (1990). Depuis le 8 octobre 1992, M. Decharrière était chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement.

SOMMAIRE

DÉBATS

Economie mixte : Raymond Barre face à Jean Peyrelevade..... 2

ÉTRANGER

Somalie : les travaux de la conférence de réconciliation d'Addis-Abeba suspendus..... 3
Sénégal : quatre-vingt indépendancistes tués en Casamance..... 3
Russie : « appels » pour renforcer les pouvoirs présidentiels..... 4
Un rapport d'Amnesty International sur l'accueil des réfugiés par le Japon..... 5
Etats-Unis : les deux principaux suspects dans l'attentat de New-York sont inculpés d'homicide..... 6

POLITIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars : la survie des « écologistes »..... 7
Les « beurs » sous le bannière de l'écologie..... 8
Le CSA s'inquiète d'un certain nombre de déséquilibres en faveur de l'opposition..... 9
SOCIÉTÉ
Un premier bilan de la réforme de la garde à vue..... 10
Football : l'Olympique de Marseille bat le CSKA Moscou (6-0) en Ligue des champions..... 10
L'installation du Conseil supérieur de l'activité de la police nationale..... 11

CULTURE

Cinéma : *Antonio et Jane*, de Boan Kidron..... 13
L'Ecole du patrimoine au risque de la décentralisation..... 14
Théâtre : l'humour fantaisie de Philip Ridley..... 16

ENQUÊTE

Interminable chômage : VII. — Tous étaient touchés..... 17

ÉCONOMIE

Violentes manifestations des marins-pêcheurs français..... 18
Pour faciliter la transition, le gouvernement sud-africain veut relancer la croissance..... 19

LE MONDE DES LIVRES

■ Au cabaret du néant avec le romancier Irenken Sadeg Heyyat
■ Montcalm, royaume du livre
■ Histoire littéraire, par François Bort : « La petite cousin de la comtesse »
■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « La rencontre de l'ichtyosaure »
■ Le bilan d'un quinquennat pour Gallimard et le Groupe de la cité
■ Le feuilleton de Pierre Lepape : « Pour une poésie du savoir »..... 25 à 32

Services

Abonnements..... 4
Annonces classées..... 19
Carnet..... 22
Expositions..... 16
Loto..... 22
Marchés financiers..... 20
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 22
Philatélie..... 16

Radio-télévision 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 25 à 32 et un supplément « Regards sur la législation folioté de I à VIII encadré entre les pages 24 et 25
Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1993 a été tiré à 469 161 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans Visa » : *L'île de Pâques dans l'œil de Hollywood*
Une nouvelle vague de « colonisation » d'est obtenu sur la population de l'île de Pâques, moins rude que celles qui l'ont précédée : les caméras et les hommes de Kevin Costner viennent y tourner un film sur l'histoire — et la légende — d'une civilisation perdue.

POINT/Le prix unique du livre

Décidée par les uns, largement médiatisée par les autres, la loi du 10 août 1981 sur le prix unique du livre est souvent considérée comme l'outil qui a permis de limiter la crise de la librairie et de l'édition.

Parce qu'une veste vit deux fois plus longtemps qu'un pantalon

DAVID SHIFF crée le Longlife®

Costume à deux pantalons

à partir de 1990f en pure laine super 100's

RAYON FEMME

Un superbe choix de tailleurs, chemisiers, vestes, ensembles ville et habillés, de très haut de gamme et toujours à des prix... doux

DAVID SHIFF

club des Dix

12, RUE ROYALE, PARIS 8 (Hôtel particulier dans la cour)
59 BIS, RUE DE PARIS, 75100 ST-GERMAIN-EN-LAYE, 5 RUE DES ARCHERS LYON 2

COMME TOUS LES CLANS, CELUI DES MACINTOSH A SON LANGAGE, SES HABITUDES ET SON OUVRAGE DE RÉFÉRENCE.

SVM Mac

Nieux s'installer dans son Mac

SVM MAC: LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC.

Guide d'achat : les meilleures tablettes graphiques

هنا نحن القليل

Le Monde

Fissures

par Bruno Frappat

UNE nouvelle majorité éprise à prendre en main les affaires de la France. Elle aura, pour inspirer son action, à tenir compte des leçons du passé récent et des trois « séquences » vécues par le pays depuis la première élection de M. Mitterrand : 1981-1986, première « quinquennat » socialiste, de l'euphorie à la rigueur ; 1986-1988, première cohabitation, conflictuelle ; 1988-1993, second « quinquennat », de l'ouverture à la fermeture au désaveu. A la veille des élections des 21 et 28 mars, la rédaction du « Monde » a voulu esquisser un bilan de l'action de l'exécutif et de l'activité du législateur : échecs, réussites, essais non transformés.

Durant ces cinq années, toutes les certitudes ont vacillé, les inquiétudes ont succédé aux espérances, pour l'Europe, et la société française a continué à se morceler, l'insécurité de l'emploi devenant une obsession qui n'épargne aucune famille, aucune région, aucune branche de l'activité économique.

En 1988, le système communiste ne s'était pas encore effondré. Il était craqué, verrouillé, traversé de contradictions et d'aspirations au renouveau, mais il existait encore comme fond de décor à l'est de l'Europe démocratique, une sorte de contre-valeur stable. L'Allemagne n'était pas réunifiée et nul ne prévoyait que le mur de Berlin vivait ses derniers moments. Quand l'Est eut échoué de soulever la chape des héritiers du stalinisme, passé l'euphorie, la France comprit que les temps nouveaux seraient incertains, et même que la guerre, en Europe, redevenait un scénario possible.

En 1988, l'économie mondiale était grosse des crises à venir, mais nul ne ressentait, de manière aussi palpable qu'aujourd'hui, l'emploi d'un drame contraignant des centaines de milliers de personnes à survivre dans cette forme de charité moderne qu'est le « traitement social du chômage ». Il y a cinq ans, le chômeur supplémentaire, c'était forcément l'autre. En 1993, le prochain chômeur, ce peut-être chacun.

Les nuées du doute

La collectivité a été ballottée entre les promesses d'éclatantes et les nuées du doute, rêvant une Europe immense, agrandie de démocraties poussées comme des fleurs au printemps puis découvrant que, sous le couvercle du communisme, germaient les haines communautaires, les ravanches « identitaires » et le glas sinistre des canons de Sarajevo.

Effacement des idéologies et des projets globaux, balkanisation des nations resurgies, lutte des classes nue en compétition des corporations, rebond de l'égoïsme émiratien, dépression des campagnes où l'homme se fait rare et étiré des villes mal bâties où certaines benêts sont des additions de souffrances, de pauvreté et, parfois, de peurs. Si l'on ajoute à ce sombre tableau la hantise du sida, les embellissements du système médiatique, la révélation des « affaires » où certains politiques ont perdu leur âme, on ne saurait dire que la France de 1993 se porte nettement mieux que celle de 1988.

Les socialistes laisseront à leurs héritiers des réformes sociales, comme le RMI, qui ne sauraient être annulées, mais aussi les effets d'une politique économique rigoureuse que l'on n'attendait pas d'eux. Ils laisseront une politique culturelle qui ne fut pas seulement flamboyante. Ils auront, les premiers, fait la preuve que l'information audiovisuelle pouvait s'abstraire – avec quelle liberté d'impartialité ! – de la discipline du pouvoir. Ils auront tenté de mettre sur pied une politique de la ville dont aucun pouvoir précédent n'avait repéré l'urgence.

De cette période restera aussi la reconnaissance de l'arme humanitaire, sans que le débat soit clos sur ses ambiguïtés.

Faut-il accuser les socialistes d'être coupables des maux que l'on constate et qui laissent une France sans ressort dans un univers bouleversé ? Le procès s'impose aux yeux de l'opposant, mais, à voir la manière dont la droite s'approprie à reprendre les rênes du pouvoir – avec cet étrange mélange de trac et de contentement – on comprend que les clés du futur échappent largement au politique, dont la marge de manœuvre est étroite. L'heure n'est plus au « changement de société », mais à la réparation de la société.

1988
1993

Après les promesses de l'« ouverture », traduction politique de sa conversion aux vertus d'un capitalisme tempéré par le RMI, la gauche s'est enlisée. A la prospérité des premières années a succédé le marasme, au « déficit social » s'est ajouté un discrédit moral.

REGARDS SUR LA LEGISLATURE



DESSIN DE SELOUK

La vie en gris

par Jean-Marie Colombani

« EN France, cinq semaines de vacances sont un minimum, vous pouvez vous retirer à l'étranger, les soins médicaux sont proches de la gratuité : les chômeurs sont indemnisés ; l'université ne coûte que 285 dollars par an ; et simplement pour avoir un enfant, l'Etat vous envoie un chèque mensuel... » Cette liste, très partielle, est extraite de la dernière livraison de l'hebdomadaire américain Newsweek qui, sous le titre « La vie en rose », présente à ses lecteurs un panorama de pays en expliquant que les Français vivent « mieux que la plupart » des autres citoyens occidentaux et demande : « Mais alors, pourquoi tous les sondages annoncent-ils une retentissante défaite législative pour les socialistes ? »

Bonne question, en effet, lorsque l'on sait à quel point les Français eux-mêmes voient – collectivement – la vie en gris. Que l'on sache, pourtant, la France à direction socialiste a continué d'avancer, tout en préservant un haut niveau de protection sociale. Le pays n'est pas, comme la Grande-Bretagne après onze ans de Thatcherisme, en voie de « tiers-mondisation », au dire d'un expert du FMI. Son unité ni son « rang » ne sont en question. Son niveau de chômage, en lui-même évidemment insupportable, se situe néanmoins dans la moyenne des pays comparables.

Avec le recul, cette période a d'ailleurs toute chance d'apparaître comme un vigoureux moment de reconstruction du capitalisme français, de remise en ordre d'un appareil productif qui en avait bien besoin, sans que l'essentiel de ce que l'on appelle « les acquis sociaux » ait été enlaidé. Un tel bilan ne permet donc pas d'expliquer le rejet dont les socialistes font l'objet dans

l'opinion. Tout au plus peut-on appeler l'histoire récente à la rescousse : 1955, c'est la meilleure année de la IV^e République ; elle est suivie en 1956 par la contestation poujadiste, dont on a d'ailleurs oublié la violence xénophobe ; 1967, c'est l'année où Georges Pompidou vante les gains de pouvoir d'achat et le formidable effort d'équipement scolaire accompli par son gouvernement ; mais la meilleure année du gaullisme sera suivie par l'explosion de mai 1968 ; 1988-1990 : les deux premières années du gouvernement Rocard resteront comme les années les plus prospères du pays depuis le premier choc pétrolier en 1973 ; elles sont suivies, à partir de 1991, par la drôle de crise dans laquelle nous sommes installés. Le paradoxe n'est donc pas nouveau d'une perception désastreuse qu'accompagne une situation objective qui ne l'est pas.

Les années de l'argent facile

La conjoncture économique elle-même n'offre qu'une explication immédiate : bien que la crise économique n'ait été que très atténuée (le taux de croissance a toujours été positif, et le pouvoir d'achat n'a cessé d'augmenter), le pays vit depuis plusieurs années dans l'illusion de celle-ci, et donne d'évidents signes de lassitude à l'égard des politiques de rigueur qui lui sont appliquées depuis 1976 (avec deux parenthèses en 1981-1982 ainsi qu'en 1987-1990) : c'est à ce moment précis qu'une récession se présente, dans un pays qui n'y est pas préparé et qui ne veut pas entendre parler de nouveaux efforts ; cette situation est d'autant plus de nature à inquiéter l'opinion, et à l'inciter à se retourner contre les gouvernants, que la croissance elle-même ne crée pas suffisamment d'emplois. Mais la pente

descendante était, pour les socialistes, bien antérieure à l'apparition de ce début de récession, comme à la perception d'un nouvel accroissement du chômage que plus personne ne sait comment endiguer.

La raison du reflux est donc plus profonde. Même si ces années socialistes ont toutes chances d'apparaître, avec le recul, comme des années tranquilles, prospères, « pépères » comme l'a dit un jour Jeek Lang, elles resteront aussi – et sont aujourd'hui principalement perçues – comme celles de l'argent facile, celles qui ont vu s'aggraver la coupure entre « la France qui s'agisse » et celle qui décroche, entre un pays qui entreprend et un pays qui se cramponne ; un pays qui relève les défis économiques et technologiques et un autre qu'effraient et que broient les mutations en cours ; un pays qui échange et un pays qui rejette l'étranger ; un pays qui aspire à de nouvelles frontières et un autre qui voudrait vivre à l'abri d'un Hexagone sans histoire.

Bref, si la prospérité de la France est réelle, celle-ci est plus inégalement répartie (comme est inégal le traitement réservé aux revenus du capital et aux revenus du travail, au bénéfice des premiers) ; les « fondementaux » de l'économie sont en rendez-vous, mais le lien social se défait.

Les « inclus », les « exclus » et les « reclus »

Alors que le débat politique porte encore sur le point de savoir si la France peut accepter, ou non, de devenir une société « duale », Lionel Stolfu distingue déjà plus sûrement une France des « inclus » (ceux qui sont adaptés aux normes, aux exigences de la compétition internationale), une France des « exclus », qui s'est gonflée de la cohorte des chômeurs « en fin de droits »,

et une France des « reclus ». Cette dernière catégorie regroupe le plus grand nombre, ceux dont la situation n'est ni franchement meilleure, ni plus mauvaise, mais qui non seulement sont bloqués dans l'échelle sociale, mais peuvent craindre de rejoindre les « exclus », via le chômage.

Cette absence d'espoir social pour les catégories moyennes est certainement le handicap le plus lourd de la gauche. Celle-ci a cru qu'il lui suffisait, pour continuer d'être la gauche, de taxer les plus riches (par l'ISF) et de protéger les plus pauvres (par le RMI), quand il lui aurait fallu s'adresser prioritairement aux classes moyennes suburbaines, celles qui vivent en banlieue (c'est-à-dire là où se concentrent toutes les difficultés de la vie moderne), le plus souvent parce qu'elles ont été chassées du centre des cités.

En outre la gauche s'est trouvée face à une contradiction majeure, qui la dépasse mais qui n'en est pas moins déstabilisatrice. A ce stade de son histoire, la France se doit d'intégrer d'autres « communautés », différentes par la religion, les mœurs, la couleur de la peau, etc. Qui dit intégration dit nation : pour intégrer, il faut que le ciment national tienne, que la citoyenneté soit forte.

Or c'est à ce moment précis que la nation elle-même s'élève vers d'autres horizons, qu'elle semble vouloir se fondre dans un ensemble aux contours encore flous, ceux de l'Union européenne naissante. Cette contradiction alimente une crise d'identité qu'il faudra bien surmonter. En prenant garde de ne renoncer ni à l'obligation de l'intégration, à l'intérieur, ni à l'exigence de la construction communautaire, à l'extérieur. L'une et l'autre sont en effet deux conditions essentielles nécessaires à la poursuite du progrès.

DIPLOMATIE

La démonstration par l'Europe

- par Claire Tréan
- Action humanitaire : le « tapage »
- de Bernard Kouchner
- Défense

CULTURE

Les derniers feux du « langage »

- par Danièle Heymann
- Le désordre comme méthode
- L'écrit : la conciliation après la guerre

ÉCONOMIE

Les « années Bérégovoy » :

- par Erik Izraelwicz
- Politique industrielle
- Épargne et placements
- Agriculture
- Inégalités
- Protection sociale IV et V

JUSTICE

Le choc des affaires

- par Edwy Plenel
- La révolte des magistrats
- Les plaintes des victimes du sang contaminé

DÉFIS

Une société sur la défensive

- par Robert Solé
- Villes
- Environnement
- Sida
- Bioéthique

VIII

L'ancrage européen du pays, consacré par la ratification du traité de Maastricht, et l'émergence du « devoir d'assistance » humanitaire ont dominé l'action diplomatique

Roland Dumas ou la démonstration par l'Europe

par Claire Tréan

Il y a peu de temps encore, lorsqu'un demandeur d'asile se présentait à la frontière, il était reçu par l'Europe. L'entreprise communautaire, axe fondamental de cette politique, qui avait culminé à Maastricht en décembre 1991 par la signature du traité sur l'Union européenne, ne s'arrêtait pas là. Elle avait pour but de permettre à l'Europe de se présenter à l'étranger comme une entité unique et particulièrement « civilisée » d'organisation interétatique, mais elle devenait aussi le prisme à travers lequel il fallait désamorcer l'influence de la France sur la scène internationale : elle allait servir de relais amplificateur à un pays dont le poids relatif dans le monde, économique et stratégique notamment, avait objectivement diminué.

Même en direction des pays de plus grande proximité historique comme ceux du Maghreb, l'Europe allait relayer ce que la France n'avait plus les moyens d'assumer seule et lui permettre de sortir d'une face-à-face trop souvent ocréotique avec les anciens colonisés. La démonstration par l'Europe, pour n'avoir pas perdu de sa validité, passe aujourd'hui moins bien. Au moment où s'achève la législature, la Communauté, en effet, est en panne, et le prisme fournit du coup une image assez dépréciée de l'action extérieure de la France : que devient le grand œuvre de ces dernières années alors que la guerre fait rage au cœur même de l'Europe, que le traité de Maastricht est dénoncé par une large partie des opinions, et que partant le récessus fait douter des vertus de l'intégration ?

Quelles que soient cependant les vicissitudes que traverse actuellement l'entreprise communautaire,

taux ceux qui peuvent prétendre gouverner la France y souscrivent, *grasso modo*, sur le base du traité de Maastricht qu'ils ont appelé à ratifier. M. Mitterrand en a d'ailleurs fait, sans déclencher de tollé dans les rangs de l'opposition, une condition nécessaire à l'accès à Matignon. Malgré la mauvaise passe actuelle, la part éminente qu'y a prise la France n'a pas fait l'objet de débat dans la campagne électorale, sauf de la part de ceux qui, dans les rangs du RPR et à gauche, se sont placés en marge du consensus qui rassemble, sur ce sujet, l'essentiel de la majorité et de l'opposition.

Au service du président

C'est à un autre aspect de la politique étrangère que s'en prenait récemment M. Jacques Chirac dans l'une des rares diatribes qu'il lui a consacrées : à l'apparent attentisme, aux réticences, aux maladroites avec lesquelles le président de la République a parfois réagi aux bouleversements qui ont affecté le continent européen au cours des années 1989-1991. Le mode a été, pendant cette période, sous la loi des événements, à un rythme extrêmement soutenu qui convenait mal au calme ordoonnancement avec lequel le président de la République concevait jusque-là le rôle extérieur de la France.

Au cours de cette période, qui débute peu après le retour au Quai d'Orsay de M. Roland Dumas, l'intense activité déployée par le ministre, sous ses contacts et son art de communiquer ont plus d'une fois tiré d'affaire un président que ses détracteurs disaient pris de court par l'accélération de l'histoire.

Les « années Dumas » en politique étrangère, c'est d'abord cela : une rapidité intellectuelle et un

talent de plaidoyer mis sans compter au service du président, une liberté d'allure et d'initiative exactement proportionnelle à la confiance dont jouissait le ministre auprès du chef de l'Etat.

Pour des raisons largement personnelles, M. Dumas partageait le même appréhension que François Mitterrand devant le processus d'unification de l'Allemagne. Mais alors que pendant les quelques mois cruciaux au cours desquels se déroula le processus de la réunification, on eût pu le sentir d'une quasi « brouille » entre la chancellerie et l'Elysée, M. Roland Dumas cœxistait avec son homologue allemand Hans-Dietrich Genscher une relation amicale qui fit fonction de précieux garde-fou. Il joua, notamment lors de la dernière conférence « 2 + 4 » censée régler le statut international de l'Allemagne, un rôle dont les Allemands lui savent encore gré.

Le premier à Vilnius

C'est Roland Dumas qui, quelques jours après le putsch de Moscou en août 1991, arracha son feu vert à un président encore sceptique pour moter en un week-end l'opération reconnaissance des pays baltes. Le ministre français sera le premier à se rendre à Vilnius, Riga et Tallin. Précipitation dont l'objet fut aussi médiatique que diplomatique, et qui, au lendemain d'une mauvaise prestation télévisée du président de la République sur le putsch de Moscou, vise à rectifier l'image d'un président désorienté par l'actualité que propage la France l'opposition.

En septembre de la même année, c'est Roland Dumas qui s'agit pour que l'ONU se saisisse du problème de la Yougoslavie. « A l'époque, cela faisait rire tout le monde », dira-t-il plus tard, quand, après de

longs mois, cette démarche débouchera finalement sur l'envoi de « casques bleus » en Croatie. Dans le cas de la Yougoslavie, le ministre partage avec M. Mitterrand des réminiscences historiques qui faussent complètement leur approche du problème : celles de la seconde guerre mondiale, le souvenir de résistants serbes qu'ils ont l'un et l'autre connus, qui leur fait oublier que des Croates aussi – et non des moindres – luttèrent contre le fascisme, et les a conduits à voir d'un œil soupçonneux le parti pris allemand en faveur de Zagreb.

En prise directe avec les pressions qu'exerce M. Genscher en faveur de la reconnaissance des Républiques slaves et croate, Roland Dumas aura néanmoins démontré, dans cette première phase de la crise yougoslave, alors que le président s'obstine à prôner les vertus de l'Etat unitaire, un peu plus de résilience : c'est lui qui le 14 janvier 1992 au soir (les Douze doivent se décider le 15) obtient du président encore réticent la décision de reconnaître les deux Républiques.

On laisse entendre aujourd'hui, parmi les proches du président, que la fin « la seule erreur », autrement dit que la seule incompétence à l'Allemagne. La guerre pourtant était déjà presque achevée en Croatie, Osijek et Vukovar étaient en ruines, mais il fallait que l'expression de « purification ethnique » en vint à retentir trop fort de par le monde pour que MM. Mitterrand et Dumas consentent, plusieurs mois plus tard, à cœxaminer l'agresseur serbe en Bosnie.

Alors que 5 000 « casques bleus » français se trouvent dans l'ex-Yougoslavie, et pas un seul Allemand (pour des raisons constitutionnelles), le sujet d'est plus entre les deux pays objet de différend. Il aura joué – comme l'année précédente l'attitude des Européens face

à la crise du Golfe – dans la façon dont la France a modéré, au profit de la souveraineté nationale, les ambitions du traité de Maastricht en matière de politique étrangère commune, et qui, entre autres, valut à Roland Dumas l'animosité d'un Jacques Delors, beaucoup plus fédéraliste de conviction.

Entremises et équivoques

Point n'était besoin d'ailleurs, pour que Roland Dumas inaspère, de vrai sujet de conflit avec lui. Il n'est de bons rapports ni avec Michel Rocard (il faisait aimablement remarquer, au début de la guerre du Golfe qui fut son heure de gloire, que le premier ministre faisait du volier), ni avec Edith Cresson, qui rêva de s'en débarrasser à l'occasion de l'affaire Hebbache, ni avec Pierre Joxe, qui lui disputa la parole et critiqua sa politique en diverses circonstances impliquant les deux ministères, ni avec Bernard Kouchner, dont les sœurs parfois peu diplomatiques l'irritaient. Il n'eut pas de bons rapports non plus avec son administration, qu'il traita avec trop de désin-

volture, même si l'on convient malgré tout qu'il est d'extrême utilité d'avoir pour ministre une personnalité en mesure de faire entendre la voix du Quai d'Orsay auprès de l'Elysée et de Matignon.

Le style Dumas surtout, son faux dilettantisme et ses passions d'esthète, son refus de s'encombrer de bons sentiments, provoquaient des aigreurs. Il dut à sa profonde connaissance avec M. Mitterrand et au réseau de relations internationales (notamment dans les pays arabes) qu'il avait tissé en tant qu'évêque, d'être souvent utilisé par le chef de l'Etat pour des missions de bons offices ou terrain déliant, du Maghreb à l'Iran.

Mais entre le registre de l'entremise et celui de l'équivoque, il est une frontière que M. Dumas, sur la fin, n'a plus su discerner. Ses amitiés étouffées avec la « fondation » qui porte le nom du ministre de la défense syrien n'ont échappé à personne et compromettent sans doute définitivement les intentions supposées de M. Mitterrand de recourir encore aux services de son futur ex-ministre.

DÉFENSE

« Une armée sur laquelle le soleil ne se couche jamais »

DEPUIS la fin de la guerre d'Algérie, il y a plus de trente ans, l'armée de terre française n'aura jamais été autant engagée hors des frontières nationales. Un soldat sur cinq – soit quelque 47 000 de ses hommes en total – sert à l'extérieur de la métropole. C'est le fait marquant des cinq dernières années en matière militaire. Ainsi l'a voulu le chef des armées, M. François Mitterrand.

Outre les personnels en Allemagne (24 000), les forces qui servent en Afrique pour des missions temporaires d'assistance (2 500) et les effectifs stationnés en permanence outre-mer (9 500), l'armée de terre a déployé 11 000 autres hommes dans des opérations de prévention ou de gestion de crises, dont quelque 8 800 « casques bleus ». A elle seule, l'armée de terre a fourni à l'ONU 96 % des forces françaises, outre l'aviation, la marine et la gendarmerie.

Des officiers français ont à Bruxelles, auprès de la cellule de planification permanente de l'UEO, qui est en quelque sorte un état-major de dix pays européens, exprimé, servir de « sup pléants », de « corps expéditionnaire » ou de « grandiers voligeurs » qu'on envoie en première ligne au bénéfice d'intérêts parfois discutables, et aussi de chœurs parisiens.

Même si la moitié des « casques bleus » français dans l'ex-Yougoslavie est formée à partir de recrues volontaires, les opérations extérieures mobilisent majoritairement des professionnels qui ont souvent le sentiment de devoir risquer leur vie, dans des missions nouvelles pour lesquelles ils ont mal préparés, face à des peuples en quête de leur identité.

On est loin de la division « Deguet », forte de 15 000 hommes des trois armées, qui, en 1980-1991, a été mise par la France au service de la coalition militaire contre l'Irak. Le chef de

l'Etat conduit une politique déliée : il intègre de plus en plus fréquemment les armées françaises dans des dispositifs internationaux ou multinationaux, comme s'il voulait réaffirmer – sans l'avouer aussi explicitement – les arguments de ceux qui reprochent à la France de rester l'arme au pied, alors qu'elle tient tant, par ailleurs, à garder son siège convoité de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

L'outil militaire devient le prolongement d'une action diplomatique. Dans les milieux militaires, certaines critiques notent, pour le regretter, qu'il tendrait à s'y substituer quelquefois. Il ne faudrait pas croire pour autant que ces initiatives de M. Mitterrand entraînent la totale adhésion de la communauté de défense. Certes, on n'y est pas peu fier que, pour reprendre une expression à la mode dans les « popotes », « le soleil ne se couche jamais sur les armées françaises engagées sur les cinq continents ».

Mais l'idée que cette armée puisse, comme on l'entend souvent exprimer, servir de « sup pléants », de « corps expéditionnaire » ou de « grandiers voligeurs » qu'on envoie en première ligne au bénéfice d'intérêts parfois discutables, et aussi de chœurs parisiens.

Même si la moitié des « casques bleus » français dans l'ex-Yougoslavie est formée à partir de recrues volontaires, les opérations extérieures mobilisent majoritairement des professionnels qui ont souvent le sentiment de devoir risquer leur vie, dans des missions nouvelles pour lesquelles ils ont mal préparés, face à des peuples en quête de leur identité.

JACQUES ISNARD

ACTION HUMANITAIRE

Le « tapage » de Bernard Kouchner

UN style, une méthode, une éthique : ces trois états de Bernard Kouchner l'ont propulsé – et maintenu – en tête du hit-parade de la popularité politique. Au long de cinq années d'un parcours sans faute, ou presque, l'ancien « french doctor », devenu « secrétaire d'Etat », puis ministre – mais resté globe-trotter dans l'âme – a su donner une dose d'audace et de générosité lucide à la diplomatie française.

Le style, c'est l'homme, baroudeur-BBC, tout en élégance et courage, chère et franc-parler. Ayant joué avec d'autres le pouvoir des médias, il en use abondamment, parle et se montre, alerte et dénoncé. Tenait l'image, à juste titre, pour la pire ennemie des oppresseurs, il l'organise – selon son propre mot – le « tapage », au service de ses causes, pour émouvoir ou indigner. Inutile de lui reprocher de trop en faire : cet hyperactif ne conçoit pas l'humanisme par procuration.

Du Kurdistan à la Bosnie, de Dubrovnik à Mogadiscio, il donne l'exemple et s'implique. En découle une méthode, toute

d'obstination, mêlant hardiesse et prudence, réalisme et dignité. Il aime monter des « coups », croit à l'impact des gestes symboliques pour mobiliser la « société civile » qui lui est chère – en témoigne un octobre dernier la collecte de riz pour le Somalie – mais il sait aussi s'armer de patience, négocier pendant des jours la libération de quelques prisonniers, ou s'entretenir habilement pour qu'un dialogue s'engage entre des belligérants.

Le concept de « droit d'ingérence »

Tout cela au nom d'une éthique, « d'humanité » autrefois au Bira et, depuis, mise à l'épreuve sur tous les lieux de détresse : pour recourir à ceux que leurs gouvernements oppriment, empêcher qu'on cesse impunément à l'ombre des frontières, permettre à la morale de triompher parfois de la raison d'Etat. Mieux encore : prévenir les conflits, désamorcer les crises, dissuader les despotes.

Si Bernard Kouchner n'a pas inventé, seul, le concept de « droit d'ingérence », il en fut le meilleur propagandiste. Forcée dès 1979 par Jean-François Revel, la formule fut reprise en 1987 dans un livre coécrit par Mario Bettati et le futur ministre, qui firent de ce droit un « devoir ». Aujourd'hui, Bernard Kouchner préfère parler d'un « devoir d'assistance ». Droit ou devoir, l'idée est la même. Elle assigne à la communauté internationale l'ardente obligation d'une mission humanitaire en faveur des populations civiles menacées par le cruauté des Etats. Le monde connaît les drames kurde, bosnien ou somalien, et puisqu'il sait, il peut et doit intervenir.

L'ONU a fait siennes, peu à peu, depuis 1989, la noble obsession de Bernard Kouchner, consentant à violer l'un de ses plus vieux tabous – la non-intervention dans les affaires intérieures d'un Etat – et à rogner, dans certaines circonstances exceptionnelles, la souveraineté nationale.

D'abord au détriment de l'Irak au printemps de 1991, puis en Somalie, en décembre 1992, la

pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, leurs soldats foulèrent une terre étrangère – sans y avoir été conviés – ni pour soutenir ou défendre un régime idéologiquement ami, ni pour préserver un intérêt stratégique, ni pour sauver la vie de citoyens américains. Notre ministre-pionnier ne pouvait que se réjouir de ce précédent.

Il n'empêche : l'action humanitaire a des limites, que connaît Bernard Kouchner. Organiser un véritable devoir d'assistance codifié par la communauté des nations est une entreprise hasardeuse, une tâche de longue haleine. Surtout, la morale ne saurait tenir lieu de politique. Elle ne fera pas disparaître l'affrontement des peuples et des idées. Si elle peut ennobler le gouvernement des hommes, elle n'a pas réponse à tout. Là où – comme en Bosnie – manquent la volonté ou le courage d'agir des Etats, l'ingérence humanitaire est perdue comme l'élitisme de leur inaction.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

REPÈRES

1988 : les prémices de l'Union monétaire

Au sommet européen de Hanovre, en juin, les Douze se donnent un an pour préparer l'Union monétaire. Le projet fera l'objet d'un bras de fer franco-allemand quand, fin 1989, le chancelier hérite à s'engager sur ce dossier, tandis que se dessine le processus de la réunification allemande.

1989 : le mur de Berlin s'ouvre

Hôte du sommet annuel des sept pays les plus industrialisés (à l'Arche de la défense, du 14 au 18 juillet), la France décide de couper cet événement avec les cérémonies du bicentenaire de la Révolution française et convie également les chefs d'Etat des pays les plus déshérités de la planète.

Alors que depuis six mois les Allemands de l'Est manifestent et fuient en masse vers l'ouest par la Hongrie, le mur de Berlin s'ou-

vre le 9 novembre. Le 6 décembre, à Kiev, il rencontre M. Gorbatchev. M. Mitterrand laisse entendre que toute modification des frontières allemandes est prématurée : « L'histoire tranchera plus tard. » Fin décembre, le président de la République rend aux nouveaux dirigeants communistes de Berlin-Est une visite, perçue comme un soutien à l'Etat-est-allemand. Les relations entre Paris et Bonn ne se rétablissent qu'après les élections de mars 1990 en RDA.

1990 : de la crise à la guerre du Golfe

Alors que le pacte de Varsovie est, de fait, dissout, Paris accueille en novembre les dirigeants de tout le continent européen et de l'Amérique du Nord. Le premier accord de désarmement conventionnel paneuropéen est signé.

Au sommet franco-africain de La Baule, en juin, M. Mitterrand annonce que l'idee

française aux pays africains sera désormais liée aux progrès de leur démocratisation.

Après l'invasion du Koweït, le 2 août, Paris s'associe à toutes les résolutions et sanctions contre l'Irak. Le 15 septembre, François Mitterrand annonce l'opération « Deguet » et parle de « logique de guerre ». Les forces alliées lancent l'offensive le 24 février 1991.

1991 : la Fédération yougoslave se disloque

A l'initiative de M. Mitterrand, Prague accueille, en juin, 150 personnalités européennes, qui se penchent sur l'idée d'une « confédération ». Cette idée est cependant poliment rejetée par l'Allemagne et les nouveaux dirigeants des pays d'Europe centrale qui la soupçonnent notamment d'être un ersatz à leur adhésion à la Communauté. En revanche, l'idée française d'une banque européenne de développement et pris

corps : le BERD, présidée par Jacques Attali, a été inaugurée à Londres, en avril 1991.

La Slovaquie et la Croatie proclament leur indépendance le 25 juin. Elles ne seront reconnues que le 15 janvier 1992 par les pays européens, après une longue épreuve de force entre la France et l'Allemagne, alors que la guerre a déjà ravagé la Croatie et se prépare en Bosnie.

1992 : mauvaise passe pour l'Europe

En mai, MM. Kohl et Mitterrand annoncent la constitution d'un corps d'armée commun à vocation européenne. Les négociations techniques avec l'OTAN s'achèveront à la fin de l'année, marquant un net assouplissement des positions traditionnelles françaises par rapport à l'organisation militaire intégrée.

En juin, les Danois, première Européens

consultés sur le traité de Maastricht, le rejettent. François Mitterrand annonce le lendemain un référendum en France pour le mois de septembre. Le « oui » l'emporte d'extrême justesse. En mai, les Douze se sont mis d'accord sur la réforme de la politique agricole commune. A l'automne, cependant, ils se déchirent à propos du volet agricole des négociations commerciales menées avec les Etats-Unis dans le cadre du GATT.

Le président effectue le 27 juin une visite surprise à Sarajevo assiégée. Elle n'enthousiasme pas les dirigeants bosniaques, qui y voient le signe que l'intervention internationale se cantonnera à l'action humanitaire.

Les premiers soldats américains débarquent en Somalie, le 9 décembre, sous l'œil des caméras, et sont rejoints quelques jours plus tard par des Français. La France défend depuis plusieurs années à l'ONU l'idée du devoir d'assistance humanitaire.

هكمان النحل

Même s'il s'est achevé dans l'inquiétude d'avoir à gérer des équipements lourds, le second mandat de Jack Lang au ministère de la culture a été une incontestable réussite

Les derniers feux du « langisme »

par Danièle Heymann

JACK LANG, ministre de la culture et de l'éducation, ministre d'Etat, ne cachait plus son irritation ces derniers mois. Pourquoi fallait-il que toujours, partout, les médias, toutes tendances confondues, associent son nom, le bilan de son action aux adjectifs « sémitique », « bouillonnant », « irascible », « effervescent », etc ? Pourquoi ? Mais parce que chez lui, qu'il le veuille ou non, et on a plutôt tendance à croire que, finalement, il le veut, la forme est essentielle, primordiale, elle est le moteur qui entraîne, séduit, convainc, qui fait franchir les obstacles et centralise les résistances. Et aussi qui dissimule les fous, les trous.

La forme, la parole, le symbole, ont été pour Jack Lang des alliés sûrs, des armes de guerre déguisées pour demander, obtenir, pour agir. Ainsi du fameux 1 %, vieux objectif socialiste des années 70, ambition-métaphore : que le budget de la culture atteigne 1 % de celui de l'Etat. Quand Jack Lang arrive au ministère, la première fois, en 1981, on s'en est même pas à la moitié de l'objectif : 0,48 %. Et, à force, la fameuse barre va être franchie, le budget du ministère de la culture pour 1993, voté le 7 novembre 1992, s'élève à 13,79 milliards de francs. Soit 1 % du budget de l'Etat.

Cette victoire est de courte durée : Jack Lang voit le collectif budgétaire, présenté le 10 février, annuler 231 millions de francs de ses crédits et « geler » 676 autres millions, faisant repasser le budget de la culture légèrement en dessous de la barre fétidique. Mais l'éclat du symbole est tel que les responsables de la prochaine majorité ont semblé, lors des récentes assises du RPR sur la culture, tout baignés par sa lumière. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, déclarait : « Malgré la dureté des temps, il faudra maintenir l'effort budgétaire auquel nous sommes parvenus » (le Monde du 2 février). Et Alain Carignon, « ministre » de la culture, rétoriquait : « La culture doit être épargnée par la nécessaire rigueur budgétaire ».

Sans doute pour conserver jusqu'à l'extrême limite de son mandat la parole et la forme, Jack Lang a multiplié ces temps derniers les « points-presses », les communications, dévoilant des projets comme d'autres des statues : plan audiovisuel de la future Bibliothèque de France, projet de nouvelle salle de concert à la Cité de la musique, projets de loi sur le patrimoine, la chaîne de télévision éducative ou l'Institut international d'histoire des arts, plan d'éducation artistique à l'école.

Le cinéma, la danse et le patrimoine

Ces projections vers un avenir qui ne lui appartient plus – ou même poste, s'entend – ne doivent pas occulter le passé récent de Jack Lang, les initiatives inoubliables de son dernier « quinquennat », les réussites réelles qui l'ont jalonné, les échecs qui l'ont embaumé.

Réussite incontestable : sa politique en faveur du cinéma. Politique certes volontariste, émanée d'aides diverses à tous les stades de la création, mais qui permet à la cinématographie française, malgré la dévorante puissance des films américains, de résister, de continuer à vivre et à créer, et même d'envoyer la chute de fréquentation coales.

Autre domaine où l'activité « bouillonnante » a porté ses fruits :

REPÈRES

1988 : lancement de la « très grande bibliothèque »

Ce n'est plus un titre, c'est tout un programme. Jack Lang retrouve, en 1988, la rue de Valois, coiffé d'une quadruple couronne, flatteuse, certes, mais qui se révèle, parfois, lourde à porter. Il est, désormais, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire... Correctif immédiat à ce flottement palmarès, une partie de ses attributions lui échappe, en fait. Il est assisté de deux secrétaires d'Etat qui n'ont pas l'intention de faire de la figuration, Catherine Tasca, à la communication, et Emile Biassini en charge des grands travaux. Ces derniers, grand Louvre, Opéra Bastille, Grande Arche, Cité de la musique – sont achevés ou en voie d'achèvement.

Quand François Mitterrand, le 14 juillet 1988, annonce le lancement d'une « très grande bibliothèque, d'un type entièrement

le patrimoine. La droite loi avait reproché, de se désintéresser des « vieilles pierres ». Poussé par les collectivités territoriales, dont les administrés réclament toujours plus de subventions pour rénover leurs monuments historiques, aiguillonné par Christian Dupavillon, son nouveau directeur du patrimoine, Jack Lang a mis, lui, les bouchées doubles. En outre, depuis 1988, les rénovations et les constructions de musées se sont emballées.

Les équipements culturels ont suivi la même voie, avec les concours des municipalités, utilisées par l'activisme ministériel. Ces dernières découvrent soudain qu'il faut maintenant faire tourner ces belles mécaniques.

Une nouvelle génération de créateurs

Tous ces outils, oeufs ou ravalés, sont néanmoins (relativement) plus faciles à gérer que les « grands travaux », ces chantiers monumentaux dits – à juste titre – « du président » : vague à l'âme de l'Institut du monde arabe, crise de croissance de la Cité des sciences de la Ville, Si les loquets de l'Opéra-Bastille – voulu par la Rue de Valois – laissent rêver, la gestion de l'ultime projet présidentiel – la Bibliothèque de France – échappe largement au ministre de la culture.

Le spectacle vivant ? Il se porte plutôt bien. La danse, qui touche les dividendes de son investissement du début des années 80, en est le meilleur exemple. Lors de la présentation de son bilan en matière de théâtre, Jack Lang s'estime satisfait (le Monde du 4 mars) : multitude de spectacles présentés chaque soir, y compris en province, où beaucoup de ceux que l'on voit à Paris sont créés, retour à l'esprit de troupe, rapprochement du public, succès du bac A2, opéras théâtraux. En fait, le retour à des critères de stricte gestion a permis de combler l'inventable déficit engendré par les munificences du Lang d'avant 1986.

Cet indispensable assainissement, après avoir effrayé les créateurs, leur a permis ensuite de dégager les moyens d'un nouveau développement. Et, en dépit d'une multiplication un peu anarchique des spectacles et des salles, une nouvelle génération de créateurs est en passe de trouver ses marques. Côté musique, en dépit de la « Fête » annuelle et de l'essor des musiques dites populaires – jazz, rock, variétés – qui continuent de bénéficier de la sollicitude appuyée du ministre, l'harmonie est loin de régner. Dans le domaine classique, malgré des efforts financiers soutenus, la vie musicale française n'est toujours pas comparable, qualitativement, à celle de la Grande-Bretagne ou à celle de l'Allemagne, pour ne pas parler de celle de l'Amérique du Nord. Reste une politique de soutien à la musique contemporaine, cavée par beaucoup de nos voisins. Enfin, dans un marché de l'art déprimé, les commandes publiques se maintiennent, mais elles ne débouchent pas sur un bouleversement du paysage de la création contemporaine.

Moins spectaculaire que son premier quinquennat, le deuxième mandat de Jack Lang s'achève donc dans la morosité d'un budget rogné et l'inquiétude d'avoir à gérer des équipements très lourds à supporter en temps de récession. Il ne faudrait pas que ces inévitables mélanges dissimulent une évidence : Jack Lang a été un grand ministre de la culture. Certains lui reprochent d'en avoir trop fait. Trop est mieux que pas assez.

nouveau, celle-ci, bientôt surnommée « TGB », était faite couler beaucoup d'encre, tout au long de la législature. Le dossier, à la fois prestigieux et épineux, était piloté par Biassini en relation directe et constante avec l'Elysée. Mais c'est bien Jack Lang qui en aura la responsabilité officielle.

1989 : l'apothéose du 14 juillet

Personne ne pourra ignorer que 1989 est bien l'année du bicentenaire de la Révolution française : au poste de chargé de mission se seront succédés Michel Baroin et Edgar Faure, morts tous deux avant même d'avoir pu mettre sur pied un programme de réjouissances. Jean-Noël Jeanneney, qui prend le train de la commémoration en marche, devra improviser. Tout commence en janvier par un envoi de montgolfières peints des quatre-vingt-dix



Le désordre comme méthode

LES plus éloquentes adversaires de la politique de Jack Lang, Marc Fumaroli, dans *l'Etat culturel* (Editions Bernard de Fallois), et Michel Schneider, avec sa *Comédie de la culture* (Seuil), n'ont pas manqué de cloquer au pif la « confusion des valeurs » qui compromettrait les arts véritablement en les mêlant à de plus triviales activités.

« Que n'aurait-on entendu si, à l'inverse, les pouvoirs publics s'étaient avisés d'édifier des barrières : le rap, l'indigne du label culturel ? Et aussi le rock ? Et pourquoi pas le jazz, en attendant d'exclure les valse de Strauss. On se retrouverait vite coincé entre Mises solemnelles et IRCAM. Sans efficher clairement, pour l'instant, de tels partis pris idéologiques, les programmes culturels de l'opposition en retrouvent les accents, au nom de la rationalisation des interventions publiques, dont le ministère de la culture est loin, d'ailleurs, d'avoir le monopole : l'Elysée, nombre de

ministères, d'institutions nationales et de collectivités locales y contribuent – parfois à l'insu même de la Rue de Valois, parfois sous l'influence indirecte de son spectaculaire activisme.

Même en se contentant à sa seule tutelle, les commissions et sous-commissions, les mécanismes de soutien, les fonds d'aide, les missions et délégations ont proliféré comme primaires en mars. Tout énarque digné de ce nom y verra l'occasion d'une salutaire remise en ordre administrative ; tout gestionnaire sérieux y trouvera sans mal la nécessité d'une dépense plus rigoureusement cernée des deniers publics.

Sous cet apparent bon sens se cachent de redoutables embûches. Les actions du ministère paraissent souvent confuses, divergentes, voire contradictoires. Cela est sans doute, en partie, inévitable. Cela est surtout souhaitable.

En matière culturelle, en matière

d'intervention de l'Etat dans ce domaine, rien ne serait plus inquiétant que la mise au point d'une « ligne », fixant en tout le bien et le beau. Pour le dire tout net, un ministère de la culture doit avoir les moyens de se tromper, doit agir de manière suffisamment dispersée pour multiplier les ouvertures, les tentatives, les pistes, certaines devant nécessairement se révéler des impasses.

Un contre-exemple, directement imputable à Jack Lang lui-même, concerne les arts plastiques. Ainsi un récent affrontement à propos de l'art contemporain, publié par le Monde des débats de février, voyait ses interlocuteurs (Jean-Philippe Domecq et Philippe Dagen), irréconciliables sur tous les autres points, tomber tout de même d'accord sur la nocive cohérence des commandes et acquisitions publiques, débouchant sur un « art officiel » ou mieux réducteur, au pire sclérosé.

La tentation, ou se donneraient la main adeptes du marketing, étudiants administrateurs et arbitres du goût et des élégances, de mettre de l'ordre en « classant » les objectifs et en rationalisant les moyens, aboutirait à la constitution de quelques ghettos de haute culture au sein d'un paysage livré à la loi du marché. Alors que, si la puissance publique a vocation à intervenir dans ce domaine, c'est en choisissant le moins possible, en facilitant au mieux la circulation entre tous les secteurs, toutes les approches, toutes les sensibilités.

Aucune voie d'accès à la culture n'est bonne par elle-même, seule la multiplicité des chemins, y compris les plus détournés ou les plus souterrains, est garante de sa vitalité. Ce n'est pas une thèse à l'impeccable ordonnancement qui se propagerait au bout des velléités d'« harmonisation », mais l'ombre d'un jénouvisme mou.

JEAN-MICHEL FRODON

LAÏCITÉ

La conciliation après la guerre

LA première législature de la gauche au pouvoir avait été minée par la « guerre scolaire » à son apogée en 1984. La deuxième aura été celle de la conciliation. Déjà, depuis les trois « circulaires Chevènement » de mars 1985 qui mettaient un terme à l'affrontement des « deux France », les socialistes ne souhaitaient plus véritablement raviver le feu idéologique. Bon gré mal gré, ils faisaient leur dans le grand dialogue public, unifié et laïque de l'éducation nationale, qui devait naguère lotir l'enseignement privé au dispositif de l'école publique.

Ils allaient même plus loin. En signant un accord le 13 juin 1992, le ministre de l'éducation nationale, M. Jack Lang, et le secrétaire général de l'enseignement catholique, le Père Max Cloupet, brisaient non seulement le statu quo instauré depuis sept

ans, mais ils tentaient, comme l'expliquait le ministre de l'éducation nationale et de la culture, de créer « une choc psychologique qui permette de dénouer durablement une situation historiquement conflictuelle ».

Pour ce finir avec les vieilles guerres de religion, les deux secteurs éducatifs français seraient harmonisés. La logique de la loi Debré de 1959 (toujours refusée par les laïques) – celle de la parité de traitement entre l'enseignement public et l'enseignement privé – serait ainsi menée à son terme.

L'accord Lang-Cloupet a tout d'abord entraîné la décision prise unilatéralement en décembre 1991 par M. Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, d'attribuer à l'enseignement catholique 1,8 milliard de francs, sur six ans, au titre des arriérés du forfait d'externat (qui

représente la part de l'Etat dans les frais de fonctionnement des établissements privés). Mais surtout, il a accordé au privé la considération d'un « vœu social » de revendications, parmi lesquelles celles portant sur la formation des enseignants, qui fera l'objet d'un accord complémentaire le 11 janvier 1993.

Adopté fin juin 1992 par voie législative, l'apurement des comptes entre l'Etat et l'enseignement catholique n'en a pas moins provoqué des remous. A gauche, l'indignation était manifeste chez les derniers « hussards de la République », pour qui l'accord, tournant le dos à cent années de conviction laïque, prenait des allures de coup de grâce. Côté privé, les « durs » de l'enseignement catholique ne cachaient pas leurs craintes : la reconnaissance spectaculaire de « la participation du privé à la mission de

service public », renforcée par l'accord sur la formation des maîtres du privé invités à passer désormais par les instituts universitaires de formation des maîtres publics (IUFM), ne ferait-elle pas perdre son âme et son « caractère propre » à l'enseignement catholique ?

Dans la droite politique, bon nombre d'avocats du privé se sont vu subitement dessaisir, à la veille des élections législatives, d'un de leurs meilleurs chevaux de bataille. Certes, la symbolique loi Falloux de 1850, qui limite le droit pour les collectivités territoriales de financer les investissements des collèges et des lycées d'enseignement général du privé, est toujours en vigueur. Mais il est peu probable que la lutte pour son abrogation suffise à détruire la « paix scolaire ».

JEAN-MICHEL DUMAY

fouet à l'ensemble des enseignements artistiques.

1992 : la nature et l'horreur du vide

1992 sera aussi l'année de l'Exposition universelle de Séville où le pavillon de la France, d'une sobriété minimaliste, est l'un des plus visités. Le second « quinquennat » culturel s'achève comme il a commencé, avec le chantier la Bibliothèque de France. En dépit de toutes les polémiques, elle peut désormais très difficilement être remise en cause, et, comme la nature et l'horreur du vide, le ministre, dans les derniers mois de son mandat, annonce la création d'un Institut international des arts, doublé d'une Bibliothèque nationale des arts, rue de Richelieu, pour occuper l'espace laissé vacant par le département des imprimés, qui devrait déménager en 1995.

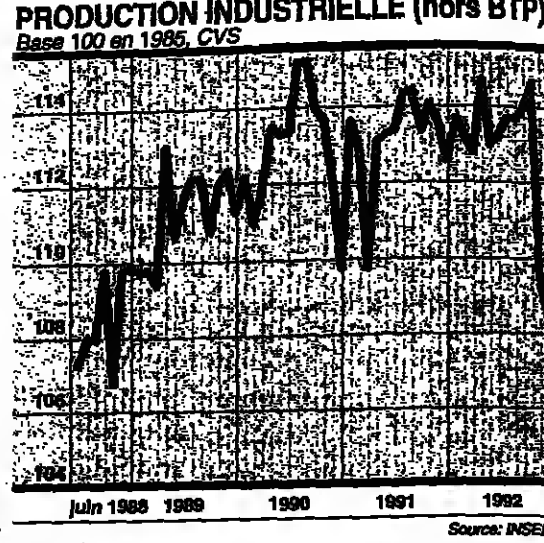
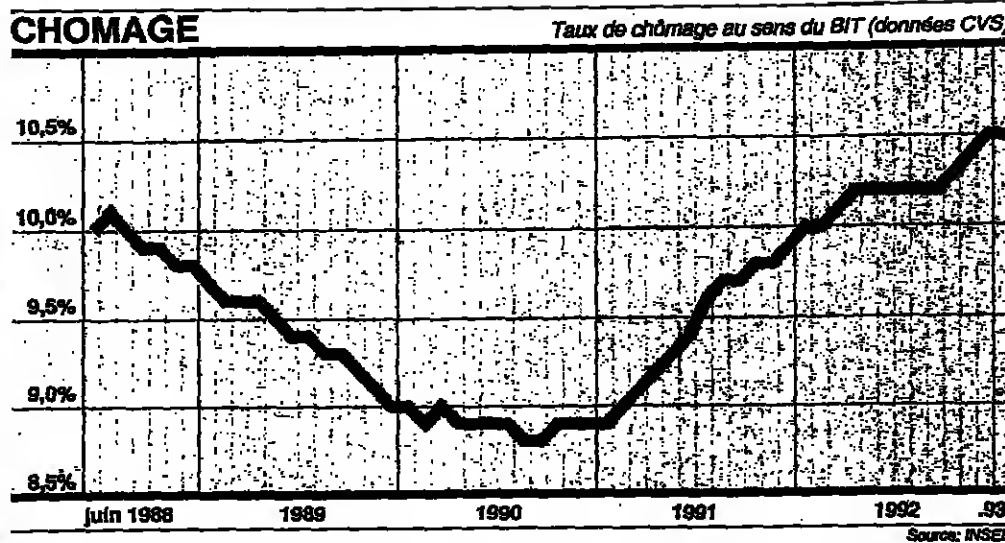
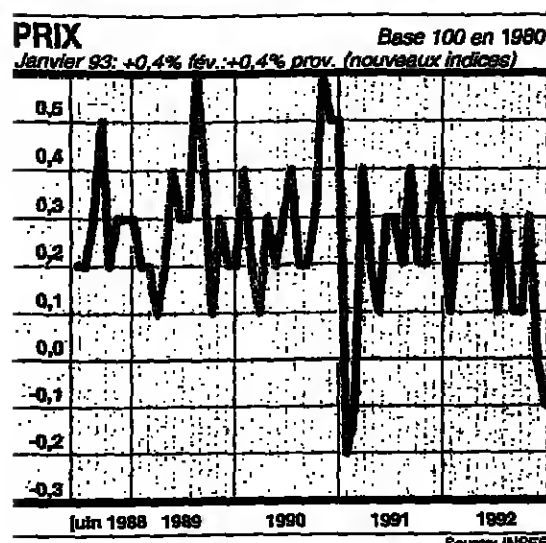
commencer, 1990 : c'est l'année de la crise des intellectuels. Essais et pamphlets se multiplient, Alain Finkielkraut, Bernard Henri Lévy, Alain Blum apportent leur contribution au débat et mettent implicitement en cause la politique du « tout culturel » dont Jack Lang serait implicitement responsable.

1991 : effondrement du marché de l'art

1991 verra le marché de l'art s'effondrer après trois ans de surchauffe euphorique. Cela n'empêche pas les « grands-messes » célébrées au Grand Palais (de Génicault à Toulouse-Lautrec) de continuer d'attirer des foules de plus en plus nombreuses. A l'occasion de l'arrivée de Pierre Béregovoy à Matignon, Jack Lang devient ministre d'Etat, chargé de l'Educaton et de la Culture. Ce sera pour lui l'occasion, un peu tardive, d'essayer de donner un coup de

Il faudra attendre le 17 mars 1990 et les *Troyens* de Berlioz pour que le public puisse découvrir la nouvelle salle d'opéra lyrique. La naissance de l'établissement sera convulsive. Jack Lang nommé à sa tête Pierre Bergé Daniel Baranowski ; son directeur musical, déclare forfait. La valse des départs, provoquée ou non, ne faisait que

1990 : crise des intellectuels



Une croissance honorable, une monnaie stable, une désinflation réussie, une compétitivité améliorée ; mais un chômage qui, après avoir fléchi, est reparti de plus belle

Les « années Béré » :

par Erik Izraelowicz

UN franc « fort », une économie animée par des taux d'intérêt réels élevés, un chômage record, des comptes publics à la dérive : les « années Béré » s'achèvent sur une photographie bien sombre. Le film des cinq années (1988-1993) au cours desquelles M. Pierre Bérégovoy a piloté l'économie française — comme ministre des finances (de 1988 à 1992) puis comme premier ministre (à partir du 2 avril 1992), n'est pourtant pas aussi catastrophique que pourrait le laisser croire la dernière image.

Son action, aussi bien pendant les belles années de croissance mondiale (1988-1989) que pendant la crise du début des années 90, lui a valu de la part des institutions internationales comme des opérateurs financiers de nombreux brevets de bonne conduite. Le motier qu'il laisse à ses successeurs est pourtant quelque peu grippé. Avec l'Europe comme ligne de mire, ce socialiste

reconverti aux charmes du marché a en effet poursuivi, au cours de ces cinq années, la modernisation du capitalisme français qu'il avait déjà entreprise auparavant, de 1984 à 1986. La récession européenne et les « affaires » assombrissent le bilan de la fin de son règne.

S'il peut se prévaloir — il ne manque pas de le faire — de bons « coups » : une inflation faible, une compétitivité améliorée, des équilibres externes retrouvés, des bilans d'entreprise relativement sains, il lègue cependant aux nouveaux dirigeants quelques problèmes... « fondamentaux » eux aussi (un chômage élevé, une protection sociale non maîtrisée, des frais généraux de la nation très lourds, un système de formation mal adapté).

Ces problèmes non résolus ont trouvé leur expression dans l'explosion, en fin de législature, de tous les déficits : ceux du budget de l'État, de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage comme ceux de nombreuses entreprises. En matière de politique de palpitance, ce socialiste

M. Pierre Bérégovoy et son successeur au ministère des finances, M. Michel Sapin, ont poursuivi — sous le regard vigilant de la direction du Trésor — la stratégie dite de « désinflation compétitive ». Engagée dès 1983, celle-ci n'a pas été remise en cause par la droite entre 1986 et 1988, bien au contraire. De quoi s'agit-il ? L'idée de départ est d'arriver le franc au deuschemark afin d'imposer à l'économie française les disciplines de l'économie alors la plus performante du Vieux Continent.

Un franc réévalué

La lutte contre l'inflation et contre les déséquilibres publics doit contribuer à améliorer la compétitivité de l'économie nationale et, à terme, favoriser la création d'emplois. Cette stratégie a incontestablement porté ses premiers fruits. Elle a permis à la France d'entrer, au 1^{er} janvier 1993, dans le marché uni-

qué européen dans des conditions plutôt favorables.

« Pénal de gauche », M. Bérégovoy peut se prévaloir de ne jamais avoir dévalué le franc. Peu de ses prédécesseurs peuvent en dire autant. Malgré la violente crise qui a affecté le système monétaire européen (SME) à partir de l'automne 1992, le franc français a conservé, depuis janvier 1987, sa parité vis-à-vis du deuschemark (un mark autour de 3,38 francs français). Au-delà, le franc a même connu une sensible appréciation face aux autres devises. Sur l'ensemble de la législature, il aurait gagné plus de 5 % par rapport aux principales monnaies utilisées dans le commerce extérieur du pays.

Le succès de la désinflation a largement contribué à cette performance. La libéralisation des prix engagée entre 1984 et 1986 a été poursuivie et achevée par son successeur aux finances, M. Balladur. Totalement libres, les prix d'évolution plus qu'à un rythme très lent — sauf les services. Dès 1983, la course avec les salaires a été interrompue.

Elle ne reprendra pas. A la fin de la période, la France apparaît comme un pays à inflation faible (en 1992, les prix ont progressé que de 2 %). Les coûts y progressent très raisonnablement, ce qui lui permet de retrouver sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Le redressement, spectaculaire, de ses comptes extérieurs comme le dynamisme de ses grandes entreprises à l'étranger en témoignent.

Un vrai-faux Père la rigueur

Les « années Béré » (1988-1993) ont en définitive été marquées par une croissance honorable (près de 2,7 % l'an en moyenne sur la période) sans récession brutale. Elles s'achèvent cependant sur une croissance zéro en 1992, sur un chômage qui a dépassé son niveau de 1987 (plus de 10,5 % de la population active) et sur des taux d'intérêt réels à court terme (c'est-à-dire hors inflation) exceptionnellement élevés. Pour défendre son bilan, M. Bérégovoy invoque, à juste titre, la crise européenne. Il assure que l'économie française est désormais dans une situation extrêmement favorable pour tirer parti de la prochaine reprise internationale. C'est bien là que réside la vraie interrogation.

Maître pendant cinq ans des finances de l'État, M. Bérégovoy a quelque peu usé le titre de « Père la rigueur » que certains lui avaient attribué. Aidé de son directeur de cabinet (1989-1992), M. Hervé Hanoutin, il a mené un combat permanent et difficile contre toutes les dépenses excessives de l'État — notamment pendant la période où Michel Rocard plaçait, depuis Matignon, pour une « réhabilitation de la dépense publique ». Accédant, enfin, au poste de premier ministre, le 2 avril, il finira par accepter, à son propre compte, un relâchement de la politique budgétaire. Il laissera fonctionner « les stabilisateurs automatiques ». Bref, le déficit de l'État gonfle dès 1990 pour approcher en 1992 les 3,2 % du produit intérieur

POLITIQUE INDUSTRIELLE

L'apprentissage de Bruxelles

TIRER bilan de la politique industrielle menée de 1988 à 1992 pose un sérieux problème de cohérence. Le terme, un temps passé de mode, est clairement assumé dès le début de la législature. Mais pour quel compte ? En cinq ans, les discours ont périodiquement divergé. Quoi de commun entre M. Roger Fauroux, pour qui « la politique industrielle est faite par les industriels, pas par le ministre de l'Industrie », et un chef de gouvernement, M^{me} Edith Cresson, qui fit d'une opération de Meccano, le mariage des puces de Thomson avec les activités industrielles du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'essentiel de son activité politique ?

Entre « l'Etat éclairé » souhaité par l'ex-patron de Saint-Gobain, ministre d'ouverture du gouvernement Rocard et « l'Etat coordinateur » des initiatives industrielles défini par M. Dominique Strauss-Kahn, la nuance semble minime. Pour autant, les divergences, là

aussi, ont existé. Concernant l'accueil réservé aux investissements étrangers, par exemple, pour lesquels M. Fauroux prônera une attitude très ouverte, soutenue, avant de devoir renouer, l'installation du constructeur automobile japonais Subaru à Angers. Engagée par un libre-échangiste convaincu, la législature s'est achevée sur un discours plus agressif, sous-tendu, de moins en moins, de rendre coup pour coup, et très attentif aux rapports de forces entre puissances industrielles mondiales.

Composer avec le « ni-ni »

Le climat économique, il est vrai, a radicalement changé au cours de la période. En 1988-1989, les firmes industrielles investissaient massivement, multipliant les acquisitions à l'étranger. Aujourd'hui, la croissance stagne ou nulle dans la plupart des pays industrialisés leur impose une gestion au plus serré dans l'at-

tente de jours meilleurs. Encourager les entreprises publiques à se mondialiser, à s'insérer dans les grands réseaux d'alliances, a été l'une des constantes de la période en matière de politique industrielle. L'obstacle du ni-ni (ni privatisation ni nationalisation) a été progressivement levé. Par des moyens détournés, d'abord. De manière plus franche, ensuite. Hantement symbolique, le rapprochement entre Renault et Volvo, qui impliquait, de fait, une privatisation à hauteur de 25 % du groupe automobile français, a permis, en février 1990, de franchir une étape supplémentaire.

Composer avec le ni-ni, mais aussi composer avec Bruxelles. La vigilance des autorités européennes s'est réveillée durant ces cinq années. Les titulaires du portefeuille de l'industrie en ont fait l'apprentissage, parfois douloureux, au cours de la législature. Qu'il s'agisse de l'effacement des dettes de Renault, ou des dotations en capital à Bull, les pouvoirs publics français ont dû chaque

fois s'engager dans de longues négociations avec les fonctionnaires de la Commission européenne. Convaincre Bruxelles de la nécessité d'une politique industrielle communautaire active a d'ailleurs été l'un des leitmotivs tant de M^{me} Cresson que de M. Strauss-Kahn. Sans, il faut bien le dire, obtenir de grands résultats.

Des « grands chantiers technologiques » lancés durant la période, seul celui des composants a pu, après bien des vicissitudes, être mené à terme. Le dossier de la télévision haute définition (TVHD) est, en revanche, un échec. Enfin, le renforcement des PME-PMI, autre préoccupation de la législature, reste insuffisant. Malgré une somme de rapports, un plan spécial lancé à l'automne 1991 par M^{me} Cresson, la fragilité du tissu industriel français, peu résistante en période de basse conjoncture, demeure préoccupante.

CAROLINE MONNOT

AGRICULTURE

Rassurer les paysans

S'IL fallait résumer quelques années au repère essentiel pour baliser les cinq dernières années de la chronique agricole, on serait tenté d'en prendre trois : le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et la réforme de la PAC (politique agricole commune) comme toiles de fond internationales obligées et imbriquées, et l'interview du président de la République au *Journal du Centre*, le 24 octobre 1991, en pleine jacquerie paysanne.

Et s'il ne fallait garder en mémoire qu'un seul élément statistique simplificateur, on choisirait l'évolution du revenu des paysans. Il a augmenté fortement en 1989 et 1990 (+ 9,4 % et + 11,7 %), mais les deux années suivantes ont été marquées par une chute : 2,2 % en 1991 et 5,8 % l'an dernier. Si bien que, en moyenne, un agriculteur dégage aujourd'hui de son exploitation le même revenu qu'en 1982.

Plus que beaucoup d'autres secteurs économiques, les 850 000 chefs d'exploitation qui restent en France sont habitués à porter leurs regards hors des frontières. Ils savent que le vin, la viande, les fruits, la farine, les tourteaux de soja, voyagent. Ils savent que la France dégage, bon an mal an, avec ses exportations agro-alimentaires, quelque 50 milliards de francs d'excédents commerciaux. Ils savent aussi que, depuis trente ans, la politique agricole européenne a plus profité à la France qu'elle ne lui a coûté, ce qui a fait dire à Luc Guayan, président de la FNSEA avant le référendum sur Maastricht : « Ne craignons pas trop dans la soupe ! »

Mais les finances de l'Europe étaient engagées depuis longtemps sur une pente chaque année plus dangereuse. Paradoxe : la PAC coûtait de plus en plus cher, alors que les excédents de bœuf, de viande bovine ou de lait ne diminuaient pas et que les revenus, eux, stagnaient ou plongeaient. La France était évidemment en première ligne, puisque, avec 30 % de la production communautaire, elle est le numéro un de la CEE.

Dès la fin 1990, la réforme de la politique européenne apparaît comme inéluctable et les négociations entre les Douze aboutissent en mai 1992. Officiellement, les paysans français le rejettent, mais ils savent qu'ils ne peuvent l'éviter.

FRANÇOIS GROSCHARD

ÉPARGNE ET PLACEMENTS

De la spéculation à la rente

QUE de bouleversements en cinq ans sur la planète financière ! Entamée aux lendemains du krach d'octobre 1987, la législature aura vu glisser progressivement l'épargne des actions et de la Bourse vers les sicav monétaires et la recherche de la plus grande sécurité. A l'apothéose de la bulle financière, de l'envolée des actions et de l'immobilier a succédé la crainte de la déflation et du chômage. L'argent facile, les « golden boys », les offres publiques d'achat (OPA) ont été un monde éphémère.

Ainsi, le placement en actions, la panacée des années 1983-1987, ne se remettra en fait jamais du séisme d'octobre 1987. L'année 1989 aurait pu laisser croire la contraire à renforcer la thèse du simple accident de parcours. Les marchés de capitaux, d'action et d'obligations, vont alors réaliser en douze mois un rebond impressionnant, les OPA vont se multiplier. Ce sera un feu de paille. Les fameux « petits porteurs » qui avaient découvert en masse le marché boursier dans la loule des privatisations en repartiront aussi vite qu'ils étaient venus.

La Bourse assimilé un temps à un casino

où l'on gagne à tous les coups, ne se remettra pas de ce malentendu. La France de l'épargne a un moment grisé retrouvera vite ses réflexes de rentiers avec l'apparition d'un produit miracle, la sicav monétaire.

La modernisation de la Bourse de Paris, menée à marche forcée, et la disparition peu glorieuse des charges d'agents de change, absorbées à partir de 1988 par les banques et les compagnies d'assurances, ne feront qu'accélérer cette évolution à chasser encore plus vite de la Bourse des actionnaires individuels face à un marché devenu trop sophistiqué, trop professionnel et trop risqué.

Ainsi, le rebond de 48 % en 1988 de la Bourse de Paris sera suivi de performances de moins en moins bonnes : + 33,3 % encore en 1989 à la suite pour l'essentiel des espoirs nés de l'effondrement du mur de Berlin, mais - 20 % en 1990 avec le coup d'arrêt de la crise du Gulf et la prise de conscience du ralentissement brutal de la croissance un peu partout dans le monde. La Bourse gagnera encore 11 % en 1991 et un petit 5 % en 1992. Au fil des années les actions et les obligations se verront supplantées par le produit

miracle né en octobre 1989 des nécessités du marché européen unique des capitaux, la sicav monétaire de capitalisation.

Elle va construire son succès sur une aberration lourde de conséquences pour l'activité économique, à savoir des taux d'intérêt à court terme devenus à partir de 1989 beaucoup plus élevés que les taux à long terme (obligataires). Ces sicav vont attirer une épargne toujours plus abondante au détriment d'investissements plus longs, par définition plus risqués et devenus pourtant moins rémunérateurs.

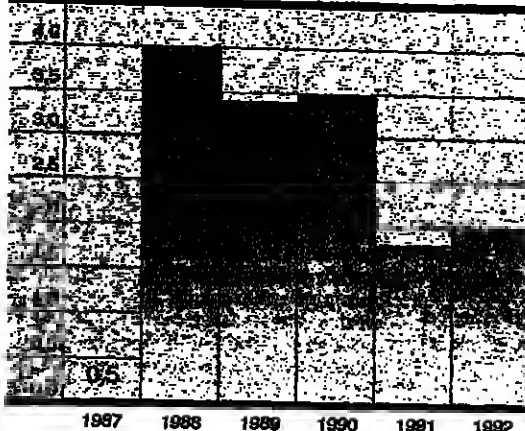
En l'espace de trois ans, la sicav monétaire va drainer 1 000 milliards de francs et va consacrer la primauté du monétaire sur toutes les autres formes de placements. Une primauté jugée dangereuse. La création en 1990 du PEP (plan d'épargne populaire) et en 1992 du PEA (plan d'épargne en actions), pour réorienter l'épargne vers le long terme, ne répondra qu'en partie à cet objectif.

ERIC LESER

هشتمن الفصل

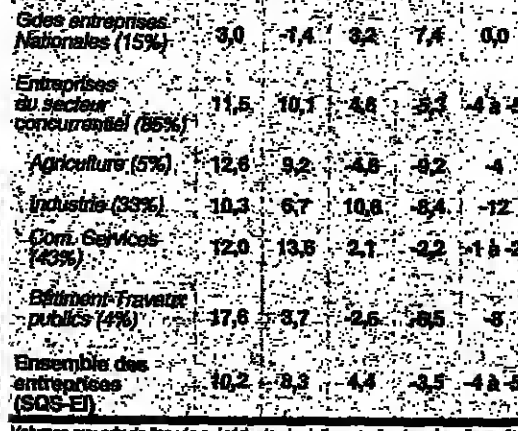
POUVOIR D'ACHAT

Progression du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, en moyenne annuelle (en %)



INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES ENTREPRISES

Evolution de l'investissement productif des entreprises (en % du PIB)



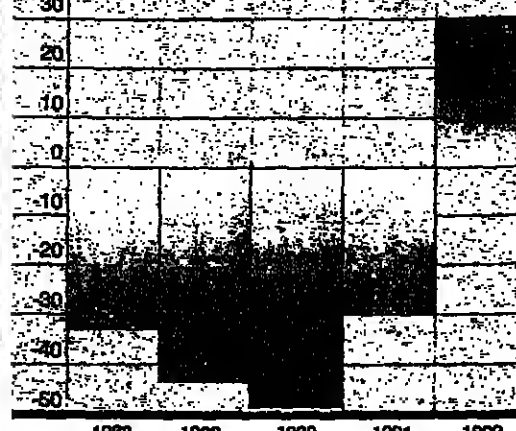
DÉFICITS BUDGÉTAIRES

Milliards de francs



COMMERCE EXTÉRIEUR

Milliards de francs



Un secteur public « désidéologisé », des déficits accrus ; un pouvoir d'achat amélioré, des inégalités aggravées ; une Bourse assainie, des investissements en panne un capitalisme banalisé

hrit. Et avec lui l'endettement de l'Etat. A l'aune des comparaisons internationales, ceux-ci restent cependant modérés.

Globalement, le grand chantier rocardien de la « modernisation de la fonction publique » n'a pas permis une amélioration sensible de la productivité de l'Etat. Et côté recettes, M. Bérégovoy n'a pas engagé de véritable réforme fiscale. Il a été, au mieux, un bon gestionnaire. Plus que la justice sociale, c'est l'Europe qui aura guidé, là aussi, ses choix.

La législature s'achève avec deux « impôts » nouveaux. Il y aura d'abord l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui devait, à l'origine, permettre le financement d'une autre innovation de la période, le revenu minimum d'insertion (RMI). Il y aura ensuite, à la demande de Michel Rocard et contre l'avis de Pierre Bérégovoy, la contribution sociale généralisée (CSG), qui touche tous les revenus. Dans la perspective européenne, les taux de la TVA sont profondé-

ment modifiés (à la baisse) ainsi que la fiscalité affectant les revenus de l'épargne.

Enfin, le ministre socialiste a cooduit avec obstination une réforme dont il n'est pas fier : celle de l'impôt sur les sociétés (IS). Son taux, déjà tombé de 50 % en 1983 à 42 % en 1988, a été ramené à 33,3 % en 1993, l'un des plus bas des pays industrialisés. Les entreprises - et le CNPF - lui en sont, un temps, reconnaissantes. Mais le ralentissement de la demande, la réévaluation de la dette et les niveaux d'intérêt élevés les inquiètent et les amènent à ralentir, à partir de 1991, leur effort d'investissement.

L'Europe avant la justice sociale

L'adaptation de la France à l'Europe n'affecte pas seulement la fiscalité. M. Bérégovoy a poursuivi aussi la réforme du système financier qu'il avait largement amorcée

dans les années 80. L'usage de ses principales décisions reste aussi, sur le plan tactique, l'une des plus controversées : il a accepté une libéralisation totale et anticipée - dès le 1^{er} janvier 1990 - des changes, sans fortes contreparties.

An-déjà de réformes comme la loi sur l'assurance ou la création du plan d'épargne en actions (PEA), le ministre de l'économie se consacra surtout à la moralisation des affaires. Des textes de réforme sont adoptés. C'est une loi sur la transparence des marchés qui révolutionne le rôle de la Commission des opérations de Bourse (COB) ; c'est une autre qui doit faciliter la lutte contre le blanchiment des capitaux, c'est enfin une troisième qui vise à la moralisation de la vie économique et financière.

L'Europe n'est pas seulement une contrainte, elle est d'abord pour Pierre Bérégovoy, fidèle en cela à son maître, François Mitterrand, une ambition. La législature est marquée par un renforcement de l'action économique de la

France en matière européenne, avec en particulier un resserrement des liens entre la France et l'Allemagne.

Paris a joué un rôle essentiel dans l'élaboration du traité de Maastricht, notamment dans la définition de l'union économique et monétaire (UEM). En mai 1992, M. Bérégovoy accepte à Bruxelles une importante réforme de la politique agricole commune. Il arrivera à convaincre les partenaires de la France de la nécessité d'une initiative européenne de croissance.

Une grande confusion

Sur le plan interne enfin, une dernière révolution marque les « années Béré » : la mort du « ni-ni » (« ni nationalisation ni privatisation », selon le slogan retenu par M. François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français de 1988). M. Bérégovoy s'efforcera, tout au long de la législature,

de « désidéologiser » le sujet - comme il aime à dire. Le secteur public n'est, à ses yeux, ni le fer de lance de l'économie ni un gisement inépuisable d'emplois.

Dès le début de la législature, il laissera les entreprises publiques lever des capitaux privés sur les marchés financiers. Il autorisera des entreprises privées étrangères à entrer dans le capital de sociétés publiques françaises. Il s'opposera au jeu de Mécanisme industriel que certains tentaient de relancer. Il rendra possible l'ouverture (à hauteur de 49 %) du capital des sociétés nationales d'assurances. Il engagera même, en fin de période, quelques « privatisations partielles ».

Avec, au cours de l'hiver 1988-1989, les affaires - le raid maoïste sur la Société générale, puis les défilés d'initiés à l'occasion de l'achat d'American Can par Pechiney - les « années Béré » avaient mal commencé. Bénéficiant cependant à cette époque d'une conjoncture internationale

favorable, M. Bérégovoy avait réussi à redresser la barre. Après les révélations sur le « prêt Pelat », ses années s'achevèrent dans une grande confusion. De nombreux progrès ont pourtant été réalisés dans la modernisation du capitalisme français. Beaucoup reste à faire - surtout dans des domaines qui ne relèvent pas de la seule administration économique : la protection sociale, le chômage, la formation, l'efficacité de l'Etat...

Les héritiers - M. Balladur notamment - affirment que l'économie française est dans « la plus mauvaise situation que la France ait jamais connue depuis la Libération ». Les partisans de M. Clinton tentent des discours du même type lorsqu'ils parlent de l'héritage qu'il leur a laissé. M. Bush. Avec le retour de la croissance, ils découvrent aujourd'hui l'ampleur du travail mené par leurs prédécesseurs.

INÉGALITÉS

Le rendez-vous manqué

AVEC quelque 900 000 chômeurs de longue durée et 550 000 allocataires du RMI recensés à la fin de l'année 1992, une partie de la France file inexorablement à la dérive. Tous les gouvernements socialistes qui se sont succédés au cours de cette législature n'ont pas pu l'en empêcher. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. Mais nombre des mesures mises en place par le pouvoir entre 1988 et 1993 se sont avérées inadéquates, ou trop tardives, pour lutter contre ce qui demeure la principale inégalité en France, au point de mettre en péril la cohésion nationale : l'inégalité face à l'emploi.

Dupés par les effets de la croissance sur l'évolution des revenus et par l'embellie de la situation de l'emploi qui, de 1987 à 1990, a masqué la réalité d'un chômage de longue durée « enclavé » dans la société française, les gouvernements, au début de la législature, n'ont pas pris la mesure de la gravité du mal. Une erreur d'appréciation d'autant plus préjudiciable que plusieurs facteurs tendent à creuser mécaniquement le fossé des inégalités. Ainsi l'organisation de l'appareil productif français en un réseau de sous-traitance en cascade conduit à « rejeter le coût social de la compétitivité (des grands groupes) sur les entreprises les plus faibles et sur leurs salariés » (1). De même, la logique de plus en plus « assuranciel » des systèmes de protection sociale et d'assurance-chômage aboutit à exclure ceux qui n'ont pas réussi à intégrer ces régimes, tels que les jeunes ou les chômeurs isolés.

Un ultime filet de sécurité

Les conditions de création du revenu minimum d'insertion (RMI), dès le retour de la gauche au pouvoir en 1988, sont révélatrices de cette mauvaise appréciation de la situation. Conçu par le premier gouvernement de M. Rocard, comme un instrument d'insertion, y compris professionnelle, destiné à « ceux qui n'ont plus rien », le dispositif RMI, sous la pression du second ministère des affaires sociales et des parlementaires socialistes, s'est transformé en un ultime filet de sécurité destiné à aider temporairement les plus démunis. Avant tout soucieux de « exclure personne » (le RMI constitue « un droit », le dispositif s'est donc moins préoccupé de favoriser l'insertion professionnelle des futurs allocataires, jugée a priori hors de leur portée, que de leur fournir une aide sociale minimale.

Las ! La majorité des bénéficiaires sont d'abord des victimes de la crise économique et la recherche d'un emploi que le dispositif RMI, porté à bout de bras par des acteurs de l'aide sociale déboussolés, n'a pas pu satisfaire. A la suite de l'état des lieux dressé par la Commission nationale d'évaluation du RMI, la loi du 29 juillet 1992 révisant le dispositif, est, quatre ans plus tard, censée rectifier le tir

en associant davantage les services de l'emploi.

A l'automne 1989, un débat politique s'annonce pourtant sur le thème des inégalités sociales. Mais il se fonde moins sur l'emploi, alors en pleine embellie, que sur l'impact de la croissance sur l'évolution des revenus. Le CERC vient, en effet, de relever qu'entre 1987 et 1989 la performance globale des placements s'est accrue de 4,5 % par an, les bénéfices des entrepreneurs individuels de 3,8 %, alors que, dans le même temps, la rémunération du travail n'avait progressé que de 2,2 %. Réagissant à « cette inégalité par l'argent », M. Rocard, premier ministre, propose alors de créer un instrument fiscal destiné à corriger le poids excessif des cotisations sociales. Ce sera la contribution sociale généralisée (CSG), prélevée sur tous les revenus. Cinq mois plus tard, à Auxerre, M. François Mitterrand rebondit à son tour, en lançant un appel au CNPF pour engager des négociations dans les 134 branches professionnelles où, pour les bas salaires, la stricte application du SMIC tient lieu de politique de rémunération.

Aucun de ces deux leviers mis en place par le pouvoir ne donnera pourtant sa pleine mesure. Controversée dans les rangs mêmes du gouvernement, politiquement risquée et mal ressentie par les retraités et les contribuables (elle n'est pas déductible du revenu imposable), la CSG ne sera jamais utilisée par les successeurs de M. Rocard. Le ralentissement économique sensible depuis le début de l'année 1991 a pesé sur les négociations engagées pour révaloriser les bas salaires. Et à la fin de l'année 1992, 56 % des branches concernées étaient parvenues à porter leurs minima salariaux au-dessus du SMIC.

Entre-temps, la reprise de la montée du chômage au début de l'année 1991 a fait passer au second rang des priorités gouvernementales la lutte contre l'« argent facile ». Prenant conscience des ravages opérés par le chômage de longue durée, M^{me} Edith Cresson, premier ministre, lance enfin, en février 1992, une grande mobilisation des services de l'emploi pour proposer une solution individuelle à 500 000 chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE. A « L'heure de vérité » le 10 mai, M. Pierre Bérégovoy, qui a remplacé M^{me} Cresson, double la mise en s'engageant à ce qu'« il n'y ait plus de chômeurs de longue durée au 1^{er} novembre », alors que ces demandeurs d'emploi frisent le million. Un pari forcément impossible à relever, au moment où les capacités du marché du travail sont plus réduites. Du coup, les résultats obtenus, pourtant considérables (de 120 000 à 150 000 chômeurs de longue durée « évités » en dix mois), paraîtront largement en deçà des ambitions affichées. Dommage...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Rapport de la commission « cohésion sociale » dans le cadre de la préparation du XI^e Plan.

PROTECTION SOCIALE

Un manque d'ambition

EN cinq ans, les socialistes se sont brouillés avec la protection sociale, qu'ils considéraient pourtant comme un de leurs terrains de prédilection. La législature s'achève avec un déficit record des comptes et un chômage qui se poursuit sans cesse, mais jamais entamé. Les trois gouvernements qui se sont succédés entre 1988 et 1993 auront cependant eu le mérite de ne pas se désintéresser de la maîtrise des dépenses de santé et de la réforme du mode de financement de la Sécurité sociale.

Après avoir limité le déficit à un strict minimum en 1988 et 1989, les socialistes ont laissé se creuser le « trou » du régime général de la Sécurité sociale : 9,6 milliards en 1990, 16,6 milliards en 1991, 12,5 milliards en 1992 et, tendanciellement, une quinzaine de milliards de francs cette année. Le gouvernement paraît lui-même convenir que son bilan n'est pas flatteur, puisqu'il a tout simplement renoncé à réunir fin 1992, comme il était prévu, la Commission des comptes de la Sécurité sociale. Une année au cours de laquelle la trésorerie aura été « dans le rouge » pendant deux cent quatre-vingts jours.

Contrairement à ce qu'affirme l'opposition, cette situation n'est pas entièrement imputable à la politique menée par MM. Claude Evin, Jean-Louis Bianco et René Teulade, les trois ministres des affaires sociales. Malgré la hausse de la cotisation d'assurance-maladie, en 1988, et celle de l'assurance-maladie, en 1991, sans oublier la prise en charge budgétaire des 20 milliards de francs que représentent les cotisations de retraite des chômeurs, le ralentissement économique perceptible a pesé très lourd (les recettes qui progressaient de 8,8 % en 1989 n'ont augmenté que de 6 % l'an passé). Or, au point de recettes en moins prive le régime général de 10 milliards de francs.

Le plus mauvais moment

Mais les 40 milliards de déficit qui se sont accumulés sont aussi la contrepartie d'une certaine impuissance à gérer le moyen terme. Au cours de ses deux premières années, le gouvernement de M. Michel Rocard s'est laissé endormir par les dividendes de la croissance, qui, un temps, ont masqué les déséquilibres structurels. Après avoir laissé dériver les dépenses de l'assurance-maladie (en hausse de 8,6 % en 1989 et de 7,4 % en 1990), M. Evin a tenté, non sans maladresse, d'amener les professions de santé à davantage de modération. En fait, les premières intentions sérieuses de réformes

sont apparues lorsque la croissance a dénoté ses premiers signes d'essoufflement. C'est-à-dire au plus mauvais moment.

Si M. Rocard a fait preuve d'un indéniable courage politique en menant à bien son projet de contribution sociale généralisée (CSG) malgré l'opposition de la quasi-totalité des partenaires sociaux et de la classe politique, ou en affirmant la nécessité d'une réforme des retraites ou plaçant, au printemps 1991, son Livre blanc, les actes n'ont guère suivi. La seule conséquence de la publication du Livre blanc aura été la désignation d'un comité d'experts, et la première décision de M^{me} Edith Cresson, au printemps 1991, a consisté à augmenter la cotisation d'assurance-maladie des seuls actifs, ignorant la CSG. Malgré sa complexité et la mauvaise réputation que lui confère son caractère fiscal, la contribution sociale généralisée aurait pourtant mérité un meilleur sort. Grâce à elle, le financement de la protection sociale ne repose plus quasi exclusivement sur les seuls revenus du travail, dont la part dans la richesse nationale ne cesse de diminuer.

Pressés par la dégradation des comptes de la « Sécurité », mais de plus en plus tentés par le « surplus social » à l'approche du référendum européen et des échéances législatives, les gouvernements de M^{me} Cresson et de M. Pierre Bérégovoy ont rapidement choisi de limiter au maximum la prise de risque, tout en proclamant leur volonté de réforme.

Entamée tambour battant, la démarche visant à faire aboutir une « maîtrise médicalisée et concertée des dépenses de santé » s'est finalement accommodée d'une loi qui pose le principe du respect, par les professionnels, d'engagements en matière de volume d'activité, mais ne précise pas les moyens de les faire respecter. Quant au projet de création d'une caisse de garantie des retraites, alimentée par les actifs d'entreprises publiques et cootée amortir les effets de la « bosse démographique » des années 2005-2020, il est curieusement sorti des cartons après la session parlementaire. De même, la clarification des prestations de retraite liées à la solidarité et la création d'une pension destinée aux personnes âgées dépendantes ont été présentées trop tardivement pour aboutir.

Si leur bilan n'est pas totalement négatif, les socialistes auront tout de même manqué d'ambition. Adapter les mécanismes de solidarité aux évolutions de la société française est pourtant le plus sûr moyen de les consolider.

JEAN-MICHEL NORMAND

BANQUES ET IMMOBILIER

Pour le meilleur et pour le pire

LES banques ont suivi, voire alimenté l'irrésistible ascension de l'immobilier au cours des « années folles ». Sa déconfiture a entraîné une à une : au fur et à mesure que les provisions augmentent, leur rentabilité chute. Le choc est au moins comparable à celui des dettes impayées des pays en voie de développement au début des années 80.

Contrairement à ce que les milieux financiers imaginaient au lendemain du krach boursier d'octobre 1987, la crise n'a pas stoppé la flambée de l'immobilier en France, et plus particulièrement dans la capitale et ses environs. Paris, à l'image des grandes métropoles comme Londres, Tokyo, New-York, vivait dans l'euphorie avec une hausse continue de la valeur du prix du mètre carré de logements et de bureaux. Ceux-ci ont poursuivi leur ascension en 1988, en 1989 et même jusqu'au mois d'août 1990, date de l'invasion du Koweït par l'Irak.

Compte tenu de l'inertie dans la construction, ce coup de frein a pris des allures de catastrophe pour les promoteurs engagés dans de grands programmes de bureaux prestigieux transformés en autant de gouffres financiers. Le scénario est toujours le même : proposés à des prix « hors marché », trop chers, ils ne trouvent ni preneurs ni locataires. Les promoteurs ne peuvent plus rembourser les banques, ni même payer leurs agios... Les banques sont condamnées à transformer leurs créances en actions et se retrouvent à la tête d'un patrimoine immobilier déprécié.

A ce jour, une seule défaillance a défrayé la chronique, celle d'une institution financière spécialisée de nom : le Comptoir des entrepreneurs, incapable d'absorber des échéances. Elle a dû être renflouée sur ordre par les autres banques de la place à quelques jours des élections législatives. D'autres établissements fortement impliqués dans le financement de l'immobilier ont bénéficié du soutien de leurs actionnaires, comme la banque Worms, La Hénin ou Indosuez. Enfin, on peut dire que, à l'exception de la Société générale et du CCF, les grandes banques généralistes françaises sont toutes touchées à des degrés divers et ne pourront parfois des années à s'en remettre.

F. V. et E. L.

1988-1993/REGARDS SUR LA LÉGISLATURE

Bousculé par la fronde des juges contre l'« amnistie », mis en accusation dans le drame de la transfusion sanguine, le pouvoir a laissé se creuser un « déficit moral »

Le choc des « affaires »

par Edwy Plenel

La République mérite mieux que le silence sur ses fautes. Elle ne vaut que par la conscience de ses citoyens. Jeune étoile montante de la République, M. François Mitterrand avait, en 1945, répondu lui-même par avance à ceux qui, dans son entourage, désignaient aujourd'hui la presse et la justice en houches émissaires d'une défaite annoncée. « Il serait vain, poursuivait-il, de croire que le fascisme est né du hasard. S'il faut chercher ses origines dans les complots des ennemis du peuple, il faut aussi reconnaître qu'en se pourissant, nos institutions leur fournissent des arguments (1) ».

Ce rappel n'est pas une précaution inutile dès qu'il s'agit d'évaluer le poids des « affaires » dans la déroute de la gauche gouvernante. Tant il est vrai qu'au cours de la même période, les premiers reproches ont été adressés à la gauche, et non à la droite, et que les premières démissions ont été celles de la gauche, et non de la droite.

De ce point de vue, la chronique de ces faits divers qui, après avoir été cantonnés en marge, ont progressivement pris une place centrale, fait apparaître trois lignes de force : 1) C'est avec la cohabitation, entre 1986 et 1988, que les « affaires » furent subitement promues au rang d'armes privilégiées de l'affrontement politique. 2) Ce n'est pas tant l'existence d'« affaires » embarrassantes pour le pou-

voir que la façon dont il les a gérées, avec maladresse et inconscience, qui a fini par ébranler l'opinion. 3) C'est à partir du moment où l'argent est entré en scène, où les « affaires » sont devenues financières, où fausses factures et délits d'inités ont été débusqués, que le crédit moral des socialistes a été atteint.

1) La mauvaise école de la cohabitation. — Avant mars 1986, le mitterrandisme n'avait connu que deux « affaires » : celle des Irlandais de Vincennes, née, en août 1982, d'un « montage » policier (renseignements erronés, preuves fabriquées, procédure mensongère, etc.) réalisé par la cellule antiterroriste de l'Elysée afin de se promouvoir ; celle du Rainbow Warrior, du nom de ce navire de Greenpeace coulé, en juillet 1985, dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande) par des navigateurs de combat de la DGSE afin d'entraver la campagne de l'organisation écologiste contre les essais nucléaires français. Or, l'opposition de droite, qui suivait alors une ligne dure et maximaliste, se refusa à exploiter outre mesure ces deux épisodes. Les « géodrames » de l'Elysée furent défectueux par la presse d'opposition, voire par des journaux d'extrême droite, et Charles Hernu, malgré une carrière brutallement interrompue par sa démission forcée en septembre 1985, bénéficia jusqu'à sa mort d'une popularité intégrale.

Zèle inénarrable

Après mars 1986, le climat change du tout au tout. L'affrontement idéologique qui avait dominé la période 1981-1986 cède le pas à une bataille « affaires » contre « affaires » entre l'Elysée et Matignon. A mesure que M. François Mitterrand

peaufine son personnage de président au-dessus des partis, symbole de la continuité de l'Etat, gardien de la Constitution et pivot des institutions, la lutte pour le pouvoir perd de sa substance intellectuelle pour devenir une guerre d'images. Plus que la politique menée, c'est la compétence de chacun des camps, le crédit et la confiance qu'on peut lui accorder pour diriger le pays qui deviennent l'enjeu de la future élection présidentielle.

Le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, ouvrit le ban en instrumentant l'affaire Carrefour du développement, accusant pour l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci — c'est l'épisode du vrai-faux passeport délivré à son chef de cabinet, M. Yves Cheliet. Puis l'opposition s'empara de l'affaire Luchaire, du nom de cette société qui, on s'en souvient, au ministère de la Défense, avait violé l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran. Enfin, l'affaire des « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature, où l'on retrouvait le zèle inénarrable de la « cellule » de l'Elysée, fut l'occasion d'une ultime surenchère début 1988.

En retour, la gauche mettra en avant la faillite de la justice, transformée en banque illégale, qui élabore la garde des sceaux Alain Chandon, tentera de débusquer les contreparties des négociations occultes sur le sort des otages français au Liban, en exploitant la soudaine cécité du gouvernement envers le diplomate iranien Wahid Jordji, et s'emparera enfin des démaillures de l'académicien Michel Droit avec un juge d'instruction.

2) Le refus de la sanction. — Dès lors, le mauvais pilié prit, lié à une petite d'insécurité du débat politique de fond, en proportion du recentrage politique des socialistes. Mais la situation sera aggra-

vée, lors de l'émergence au grand jour après 1988 d'« affaires » ayant parfois des origines anciennes, par la façon dont le pouvoir décida de les gérer. Au lieu de laisser la justice passer, au lieu de prendre ses distances avec ceux qui avaient commis des fautes, au lieu de sanctionner les responsabilités politiques dans tel ou tel dérapage, on préféra blâmer, entraver et manipuler.

Amnistie et entraves

Ce sera d'abord l'amnistie glissée dans la loi de janvier 1990 dont l'un des buts — trop souvent oublié — était de sauver M. Nucci. Puis ce furent les entraves apportées aux enquêtes sur le financement du Parti socialiste, par le refus explicite du garde des sceaux Henri Nallet d'ouvrir des informations judiciaires. Enfin, il y eut ce soulèvement — dont on avait pourtant pu bénéficier les « soutiers » du bureau d'études Urbe — de protéger et de défendre ceux qui étaient mis en cause, même si les charges avaient quelque consistance.

M. Christian Fronteau, dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, eut droit à un plaidoyer télévisé du président de la République, M. Jean-Michel Boucheron, maire déchu d'Angoulême et député socialiste, fut soutenu jusqu'à ce que cette stultité devienne intenable ; M. Georgina Dufloix ne fut pas invitée à tirer les leçons de responsabilités publiques les conséquences des fautes commises sous son administration dans l'affaire du sang contaminé.

3) L'impact de l'argent. — Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication de la volonté de revanche de magistrats ayant eu le sentiment que la justice était

beaucoup. Que l'opposition en ait profité et les ait parfois instrumentés n'est pas discutable, mais elle a pris en marche un train dont la locomotive était la crise du monde judiciaire. Les juges furent d'autant plus schématisés qu'ils n'avaient plus affaire à des dossiers relevant, peu ou prou, de la raison d'Etat, mais qu'ils découvraient des délits financiers, à rebours des proclamations présidentielles sur l'« argent facile ».

Délits d'inités des affaires Pechiney et Société générale, mettant en cause des proches du pouvoir et de la présidence ; délits liés au financement du PS dans un maquis de bureaux d'études rivaux ; enrichissement personnel de l'ancien maire d'Angoulême, qui prit la fuite en s'exilant en Argentine, etc. Brusquement, la gauche, qui s'était toujours dissociée des milieux de finance et d'argent, puisant sa légitimité dans le monde des salariés, était compromise par certains des siens sur le pire des terrains. Désormais, elle ne pouvait plus se défendre en invoquant les « affaires » passées de la droite : illustrant les à-côtés peu glorieux d'une politique économique par trop libérale, ayant laissé le champ libre à la concurrence et à la spéculation, ces affaires politico-financières la laissaient brusquement à même enseigne.

On aura sans doute compris que le déclin des « affaires » dépend moins des journalistes que d'une renaissance du débat politique, dans l'affrontement clair des projets et des convictions. Bref, dans sa grandeur créatrice, et nécessairement conflictuelle.

(1) François Mitterrand, *Politique*, Fayard, 1977, p. 32.

JUSTICE

La révolte des magistrats

BEAUCOUP l'ont aujourd'hui oublié, mais le monde judiciaire fut d'abord une révolte contre la misère qui règne, depuis des années, dans les cours et tribunaux. En 1989, alors que l'Etat portait encore peu des « affaires », les organisations de magistrats, d'avocats, de greffiers et de fonctionnaires de justice s'étaient réunis, pour la première fois de leur histoire, au sein d'une intersyndicale commune, afin de demander un budget « enfin décent » pour la justice.

Cette fronde du monde judiciaire avait culminé le 30 novembre 1990, lors du bicentenaire de la Cour de cassation : ce jour-là, tandis que M. Mitterrand prononçait un discours devant les plus hauts magistrats de France, 2 500 magistrats, avocats, greffiers et fonctionnaires de justice s'étaient réunis en libérant de petits détractants afin de protester contre la loi d'amnistie, se lançant, le dimanche 7 mars 1991, dans une perquisition rocambolesque au siège parisien d'Urbe-technic. Affolée par l'expédition de ce juge incontrôlable, la chancellerie prenait dans l'urgence une décision dont elle ne mesurait pas encore le coût politique : à la demande du procureur du Mans, le juge Jean-Pierre était démis, le jour-même, de ce dossier explosif par la présidence du tribunal.

En quelques heures, ce magistrat se faisait ou omm, devenant le héros contesté de l'indépendance de la magistrature. Moins d'un an plus tard, le successeur du juge Jean-Pierre, M. Renaud Van Ruybeka, défait à son tour le pouvoir politique, en perquisitionnant, le 14 janvier 1992, au siège du Parti socialiste sous les projecteurs des caméras de télévision.

REPÈRES

1988 : délits d'inités

Durant l'été 1988, un groupe d'investisseurs offensés par M. Georges Pélissier, méritant une médaille de la République, se virent au « dévotionnisme » de la banque privée. Ils ont, à l'évidence, le soutien discret du nouveau pouvoir et l'appui explicite de la Caisse des dépôts. Cette affaire donnera lieu, tardivement, à l'ouverture d'une information judiciaire pour délit d'inités en mai 1990, après une enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB), puis à une enquête préliminaire du parquet. Parmi les inculpés, M. Jean-Charles Neouri, ancien directeur de cabinet du ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, de 1984 à 1988.

Fin 1988, le rachat par Pechiney de la société américaine Triangle, qui contrôle American Can, et dont les négociations avaient été tenues secrètes, donne lieu à des délits d'inités multiples. Alertée par les autorités américaines, la COB ouvre une enquête qui entraîne l'ouverture rapide d'une information judiciaire. Parmi les principaux acteurs de cette affaire : Roger-Pol Bellon et son frère

du président de la République, décédé en mars 1989 peu après son inculpation ; M. Max Théret, homme d'affaires qui ne cache pas son rôle de financier du PS ; Samir Traboulsi, financier libanais étudié en France, récemment décoré de la Légion d'honneur par M. Bérégovoy, avec lequel il entretenait des relations amicales ; et M. Alain Boubill, directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances depuis 1988, qui sera contraint de démissionner.

1989 : Urbe et l'amnistie

Lors d'une perquisition dans l'antenne parisienne du bureau d'études Urbe, lié au PS, deux inspecteurs de police, dont l'un, Antoine Gaudin, se fera bientôt un nom, saisissant des cahiers manuscrits tenus par l'un des administrateurs, M. Joseph Delcroix. Les mécanismes de financement national du PS s'y lisent à l'évidence, y compris ceux de la campagne présidentielle de 1988. Tandis que le dossier judiciaire est limité à son volet régional du Sud-Est, l'Elysée et la direc-

tion du PS exigent du premier ministre, M. Michel Rocard, une amnistie ad hoc qui sera introduite dans la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales de janvier 1990. Elle bénéficiera en fait essentiellement à M. Nucci, qui aura droit à un non-lieu assorti de l'amnistie accordée par la commission d'instruction de la Haute Cour de justice dans l'affaire Carrefour du développement.

1990 : l'affaire Doucé à Paris, l'affaire Médéric à Nice

Durant l'été 1990, le pasteur Joseph Doucé disparaît mystérieusement alors que des policiers des renseignements généraux mènent une énigmatique enquête sur ses activités en faveur des homosexuels. Quelques mois plus tard, son corps est retrouvé et son assassinat confirmé. Le rôle trouble des RG dans cette affaire illustre la persistance de méthodes de basse police pour conformer aux engagements déontologiques pris depuis 1981. Parallèlement, un long feuilleton prend fin à Nice avec la fuite en

Amérique latine, en septembre, de M. Jacques Médéric, maire de la ville, recherché par la justice pour d'innombrables délits financiers.

1991-1992 : Urbe, Tréger, sang contaminé

C'est désormais le solde de tous comptes. Plus d'« affaires » neuves, mais le développement inéluctable de dossiers anciens face à un pouvoir affaibli. Le juge manœuvre Thierry Jean-Pierre relance le dossier Urbe, et passe le relais au conseiller rennais René Van Ruybeka, qui y ajoute les révélations d'un industriel nantais, M. René Tréger, sur des financements occultes autour du ministère des affaires sociales, avant 1988, dans l'entourage de M. Georgina Dufloix. Des élus sont inculpés par dizaines, dont le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, tandis que la question d'une éventuelle procédure en Haute Cour pour M. Dufloix reste pendante à propos d'une commission sur du matériel de radiologie lourde. Parallèlement, l'affaire du sang contaminé frappe

l'opinion, met en évidence la responsabilité du corps médical mais entraîne aussi la mise en cause des politiques.

1993 : un genre encombrant des écoutes embarrassantes

Les derniers mois de gouvernement socialiste voient naître de nouveaux fronts, à l'évolution imprévisible au lendemain des élections. A Lyon, M. Pierre Botton, gendre et ancien bras droit de M. Michel Noir, réussit à déstabiliser par ses révélations le maire de Lyon, celui de Cannes, et aussi le monde des médias, notamment TF1.

A Paris, M. Bérégovoy se refuse à expliquer clairement les conditions de remboursement du prêt de 1 million de francs sans intérêt que lui avait consenti en 1986 Roger-Pol Bellon. Enfin, *Libération* révèle des écoutes illégales pratiquées par la « cellule » de l'Elysée avant 1986, au moment même où l'affaire des Irlandais de Vincennes, remontant à 1982, est relancée par l'ouverture d'une information judiciaire à Versailles.

Les plaintes des victimes du sang contaminé

PARCE QUE le sida, l'obsession de l'argent et l'irresponsabilité s'y sont abondamment télescopés, chacun sent bien que le drame du sang contaminé symbolise de manière aiguë la dernière décadence. L'autre appelle l'autre, ces deux maux sont liés : « Les années sida ». Pour une majorité de Français, la révélation des dérives du Centre national de transfusion sanguine dirigé par le docteur Michel Gerretz aura constitué le grand choc de l'année 1992.

Au-delà du calvaire des victimes et de leurs proches, de l'indignation trop longtemps différée des hérophiles contaminés, cette période illustre les ravages d'une gestion sans sens de la médecine et de la légalité plus ou moins généralisée des responsabilités médicales et politiques. Les faits peuvent se résumer en quelques mots : de mars à octobre 1985, le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), détenteur du monopole d'importation des dérivés sanguins et également fabricant de concentrés sanguins destinés aux hérophiles, a continué de vendre des produits, en sachant que ces derniers étaient infectés par le virus du sida.

Durant plusieurs années, ce scandale est resté secret, ni la justice ni la presse ne réussissant à imaginer l'impensable. Ainsi les premières plaintes judiciaires déposées par des hérophiles en 1987 ne seront-elles pas acceptées... Il faudra attendre mars

1988 pour que cinq plaintes soient enregistrées et confiées à un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris. Il faudra encore patienter pour que la tragique réalité s'impose : 1 250 hérophiles ont été contaminés à ce jour et 288 ont trouvé la mort.

L'enquête sera longue et difficile, la vérité apparaissant seulement par dégrés. Ce n'est qu'en octobre et novembre 1991 que les docteurs Michel Gerretz et Jean-Pierre Alfain, du CNTS, le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, et le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, seront inculpés.

Inertie, incompetence, manque de courage

Durant l'été 1992, leur procès plonge brusquement les Français aux confins du monde médical et scientifique, de la sphère administrative et du monde politique. Un procès qui met en évidence le silence des uns, l'inertie des autres, l'incompétence parfois, le manque de courage sou-

vent. La mise en branle de la machine judiciaire et l'émotion qui gagne l'opinion publique après une intense campagne de presse radicalisent l'affaire du sang contaminé. Deux orientations nouvelles et complémentaires apparaissent. Tout d'abord, certains hérophiles

demandent que le dossier du sang contaminé soit jugé sur la base du chef d'accusation d'empoisonnement et non de tromperie sur les qualités substantielles d'un produit. Du coup, l'affaire serait jugée devant une cour d'assises et non devant un tribunal correctionnel.

Ensuite, l'Association française des hérophiles, qui entraîne nombre de soutiens, plaide pour la mise en accusation devant la Haute Cour de justice de trois anciens ministres socialistes au pouvoir en 1985 : M. Laurent Fabius, alors premier ministre, M. Georgina Dufloix, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé.

Cette procédure — brandie, appliquée, brutalement interrompue, mais toujours menaçante — contribue à ouvrir publiquement un autre dossier : celui des quelque 8 000 personnes contaminées par le virus du sida à la suite d'une transfusion au cours d'une intervention chirurgicale. Ainsi s'ajoutent à l'affaire du sang contaminé touchant les hérophiles celle des éventuels retards dans l'utilisation obligatoire des tests de dépistage pour contrôler les dons de sang, en 1985, et celle de la collecte de sang dans les prisons, continuée jusqu'à une date récente.

LAURENT GRELSAMER

ساعات العمل

Entamé par la recherche rocardienne du consensus, le quinquennat s'est achevé par une tentative tardive de sauvetage. De l'une à l'autre : l'erreur du président

Michel Rocard : le triennat tranquille

PRESQUE deux ans après le départ de M. Michel Rocard de l'hôtel Matignon, il est possible de porter un jugement, sinon définitif, du moins plus réfléchi, sur la querelle qui, de 1988 à 1991, l'opposa à ses adversaires - au PS comme dans l'opposition - et à une partie des commentateurs. M. Rocard et ses partisans soutenaient, *grosso modo*, que la pacification de la vie publique, recherchée avec opiniâtreté par le premier ministre, l'attachement à une bonne gestion, étaient la condition de la réforme dans un pays comme la France, corseté d'antagonismes et de corporatismes.

La revendication par M. Rocard, dans une formule restée fameuse, du « *devoir de grisaille* » résume ce parti pris. A l'inverse, les pourfendeurs de la méthode Rocard, d'Alain Minc à M. Charles Millon, en passant par les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, soutenaient que cette argumentation masquait un immobilisme destiné à préserver l'image présidentielle de M. Rocard.

Les tenants de la première thèse ne sont pas loin de rendre aujourd'hui justice, implicitement, à certaines des critiques qui leur étaient adressées à l'époque. *Jours tranquilles à Matignon* (1), le livre de souvenirs que vient de publier M. Jean-Paul Huchon, le directeur de cabinet de M. Rocard à l'hôtel Matignon, en témoigne. Derrière le portrait flatteur - et qui correspond d'ailleurs à une certaine réalité - d'un premier ministre consciencieux, animé d'un grand sens de l'Etat et du souci du bien commun, se dessine en pointillé un autre personnage, celui-là même qui prêtait le flanc aux critiques : un premier ministre trop préoccupé du suivi technique des dossiers au détriment de leur gestion politique, soucieux d'éviter les heurts, menant une politique de communication qui agaçait jusqu'à son directeur de cabinet.

M. Rocard lui-même a entamé une esquisse d'autocritique lorsqu'il a affirmé, lors du « 7 sur 7 » d'Anne Sinclair sur TF1, le 21 février, qu'il aurait « *du probablement pousser à la réforme de l'Etat (...)* encore plus vite et plus fort [qu'il] ne l'a fait... ». On ne prend pas de grands risques en estimant aujourd'hui que, si l'on pouvait remonter le cours de l'histoire, les rocardiens auraient eu une pratique du gouvernement plus audacieuse.

Après son départ de Matignon, M. Rocard s'est employé, à mots peints couverts, à accréditer la thèse selon laquelle il aurait été paralysé dans son action par le président de la République, sa démission forcée venant couronner ces trois ans de mésaventure au sommet de l'Etat. Là encore, M. Huchon présente une version des faits plus nuancée : certes, l'ancien directeur de cabinet soulève combien M. Mitterrand a « *gêné* » son premier ministre, tout en affirmant, de la façon la plus nette, que le président ne l'a pas empêché de gouverner.

Il est vrai aussi que M. Rocard devait inscrire son action dans le cadre de la *Lettre à tous les Français* du président. Mais il convient malgré tout de rappeler que M. Rocard s'en est tenu, très fidèlement, à la méthode de gouvernement - consensus, ambitions réformatrices limitées - qu'il avait définie, avant d'arriver à Matignon, dans un livre trop vite oublié, le *Cœur à l'ouvrage*, publié plusieurs mois avant sa nomination comme premier ministre (2).

De même, M. Rocard va un peu vite en besogne - c'est de bonne guerre - lorsqu'il souligne que la détérioration de la situation du pouvoir a coïncidé avec son départ.

M. Pierre Bérégovoy est fondé à lui faire remarquer, ainsi qu'il l'a fait lors de la convention nationale de désignation des candidats socialistes, en décembre 1992, que c'est surtout l'environnement économique international qui s'est durablement dégradé après la guerre du Golfe, au moment précis où M. Rocard quittait Matignon, même si, par la suite, l'éclosion des multiples « *affaires* » a aggravé la désaffection de l'opinion.

Cette observation relative d'ailleurs le jugement que l'on peut porter sur l'attitude de M. Mitterrand à l'égard de M. Rocard. Sans doute, après lui avoir rendu la vie difficile, le président s'est-il congedié son premier ministre de façon très cavalière. Cela ne saurait faire oublier qu'en mettant M. Rocard en réserve de la République, en ce fameux printemps 1991, M. Mitterrand lui a sans doute évité bien des épreuves. M. Rocard lui-même était très inquiet du printemps qui s'annonçait, notamment sur le plan social. An demeurant, une partie de son entourage, tirant les conclusions de la détérioration du climat économique, militait depuis plusieurs mois pour son départ avant qu'il ne soit trop tard.

Enfin, si l'arrivée de M. Edith Cresson et son échec ont aggravé, de façon spectaculaire, la glissade des socialistes dans l'opinion, il paraît difficile de créditer M. Rocard du résultat d'élections municipales relativement bonnes pour la gauche en 1989, tout en imputant au seul PS une longue série de mauvaises élections partielles entre 1988 et 1991.

Le fameux « *déficit* » social, s'il n'atteignait pas son emplette d'aujourd'hui, avait déjà pris forme avec M. Rocard à Matignon. Au demeurant, la position du couple exécutif - et notamment celle de M. Rocard - dans les sondages avait commencé à se détériorer dès la fin de l'année 1990.

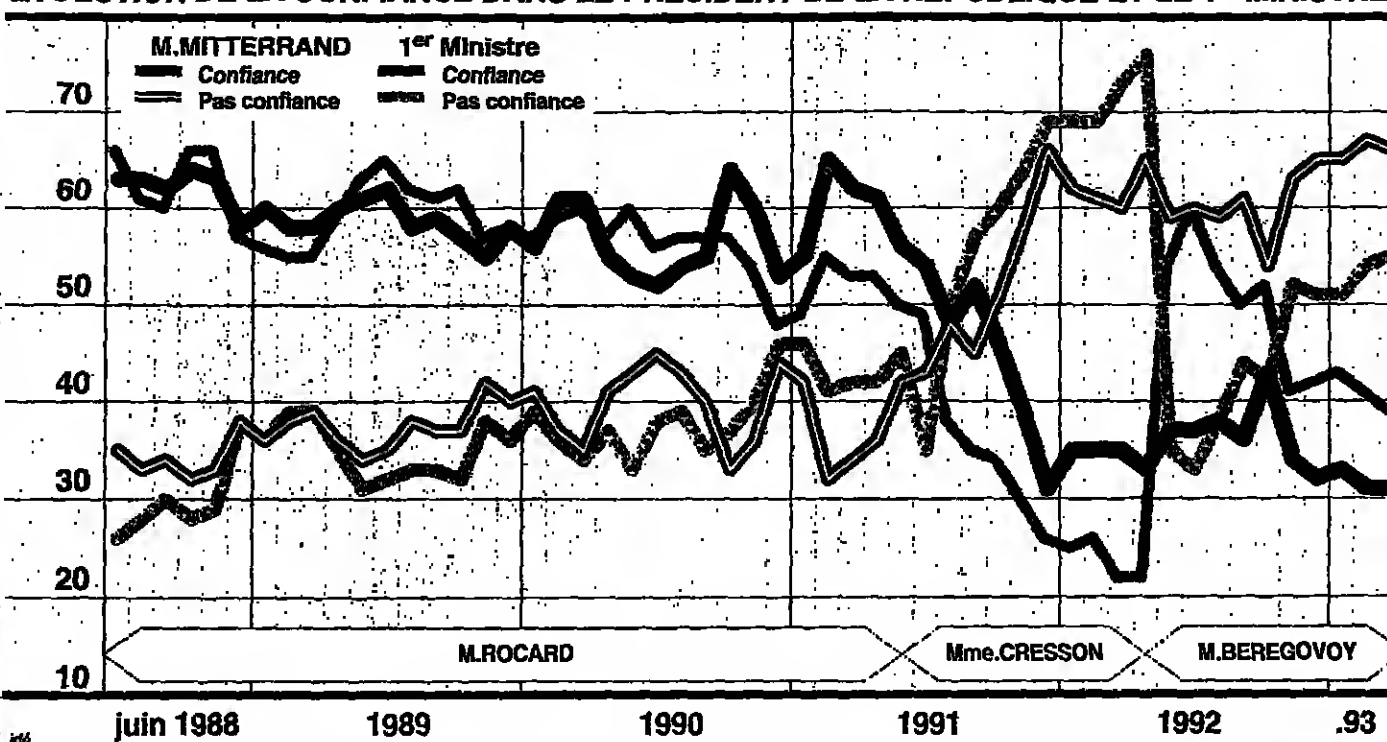
Si M. Rocard s'est lancé le « *big bang* », c'est aussi parce que la « *magie* » rocardienne avait perdu beaucoup de sa force pendant son passage à Matignon. Il s'agit de refonder la gauche. Mais il est également impératif, pour son principal animateur, de revitaliser le rocardisme.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Jean-Paul Huchon, *Jours tranquilles à Matignon*, Grasset, 1993.

(2) Michel Rocard, *Le Cœur à l'ouvrage*, éd. Odile Jacob, 1987.

ÉVOLUTION DE LA CONFIANCE DANS LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LE 1^{er} MINISTRE



Pierre Bérégovoy : trop tard, trop peu

« **B**ÉRÉ-LA-GUIGNE ». Rien n'a marché pour M. Pierre Bérégovoy depuis qu'il s'est assis dans le fauteuil de Matignon. Cette difficile fonction, pourtant, il se préparait à la remplir, depuis qu'il rêvait d'être nommé premier ministre, c'est-à-dire, très exactement, depuis le 10 mai 1981. Mais il a dû attendre l'ultime séquence de la deuxième législature de la République pour obtenir ce qui très vite lui est apparu comme un « *idéal* ». Et quand il a atteint son objectif, il a pu légitimement se dire que c'était trop tard : la popularité de ses « *camarades* » socialistes était tombée si bas, il disposait de si peu de temps qu'il eût fallu un miracle pour leur redonner une petite chance de franchir la barre des législatives sans trop de dégâts.

Baisser les bras n'est pas dans le caractère de Pierre Bérégovoy. Dès sa déclaration de politique générale, le 8 avril à l'Assemblée nationale, le nouveau premier ministre assurait que si « *onze mois, c'est court* », c'était « *assez pour décider, expliquer et convaincre* ». Décider, il n'a pas manqué de le faire, mais il n'a

pas eu assez de temps pour mettre en chantier une vaste réforme portant sa marque. Tout juste a-t-il pu parachever celles lancées par ses prédécesseurs, réaliser celles qui ne pouvaient plus attendre (la transfusion sanguine), lancer des idées de vastes bouleversements qui ressemblent surtout à des arguments de campagne électorale (financement de la Sécurité sociale et du chômage, préservation des retraites, partage du travail), ou trancher des dossiers aussi anciens que brûlants (la suspension du redémarrage de Superphénix).

Expliquer, ce fut son principal apport à ce qui restera la grande œuvre de son gouvernement : la ratification du traité de Maastricht, ses talents pédagogiques étant largement mis à contribution pendant la campagne référendaire. Mais pour le reste il fut surtout contraint de continuer à justifier une politique économique, à laquelle son nom est légitimement attaché et qui, paradoxalement, après avoir fini par être admise par la gauche, commença à révéler ses limites au moment même où son « *père* » accédait au pouvoir.

Convaincre, M. Bérégovoy n'y réussit pas, car les événements furent contre lui. Lui qui voulait symboliser « *la réforme tranquille* » a dû faire face à une révolte des routiers contre l'instauration du permis à points, mal préparée par le gouvernement précédent, aux premiers mouvements brutaux des marins-pêcheurs depuis 1980, conséquence d'une mauvaise gestion de la pêche par les instances communautaires, à la grogne endémique des agriculteurs qui l'a contraint, dans le dossier du GATT, à défendre le monde rural au prix du risque d'une grave crise européenne, sans que personne lui en sache gré.

Même les objectifs qu'il s'était lui-même fixés se sont retournés contre lui. Dans sa première déclaration devant les députés, il s'était imposé deux priorités : la lutte contre le chômage, l'éradication de la corruption. Son objectif de fournir, en six mois, un emploi, une formation ou une activité d'intérêt général à tous les chômeurs de longue durée était trop ambitieux pour être vraiment atteint, même s'il a par ce moyen contraint les services du

ministère du travail à accroître leur efficacité. Mais il n'a pu mettre fin à la croissance inexorable du nombre de ceux qui cherchent vainement un emploi.

C'est même sous le gouvernement de celui qui avait largement contribué à faire admettre à la gauche la nécessité du capitalisme, fut-il tempéré, qu'il est apparu qu'actuellement l'intérêt des entreprises, contraintes de licencier pour survivre, pouvait être contraire à celui de la collectivité. De cet écueil M. Bérégovoy, premier ministre, n'est certes pas responsable, mais il ne peut empêcher qu'il ne soit porté au début de la politique conduite, tout au long de la législature, par M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances.

La corruption, non plus, n'a pas commencé avec son arrivée à Matignon. Loin s'en faut. Mais son image personnelle et l'importance qu'il avait donnée à la nécessité de la combattre sans faiblesse avaient un moment laissé espérer que ce combat-là, pour tardif qu'il fut, pourrait être gagné. Le vote, dès l'automne, d'un sévère projet de loi aurait pu nourrir cet espoir si les députés socialistes n'avaient tué l'impact politique de cette réforme en s'opposant à la votation du premier ministre d'interdire toutes les contributions financières des entreprises aux partis et aux candidats.

Surtout, la révélation qu'il avait bénéficié d'un prêt de 1 million de francs, sans intérêt, de la part de Roger-Patrice Pélai, et même si l'illicéité de cette aide n'est pas évidente, retira beaucoup de crédibilité personnelle à M. Bérégovoy. Certes les « *éléphants* » du PS avaient déjà tué son projet d'Alliance des Français pour le progrès, qui aurait dû réunir sous sa houlette tous les candidats de la majorité présidentielle aux législatives. Mais, bien qu'il ait continué à silencer la France pour apporter son soutien à tous ceux qui le lui demandaient, Pierre Bérégovoy n'était plus en état de redonner confiance et espoir aux électeurs de gauche. Il était fait pour diriger un gouvernement de gestion tranquille, de réforme calme. M. François Mitterrand ne l'a appelé que pour « *sauver les meubles* ». Trop tard.

Th. B. THIERRY BRÉHIER

Edith Cresson : l'échec

UNE première et un record. D'avoir été la première femme chef d'un gouvernement depuis que la France a échappé à la monarchie absolue. M. Edith Cresson a toutes raisons d'être fière. Mais elle se serait certainement dispensée d'avoir été le premier ministre de toute l'histoire de la V^e République qui aura le moins longtemps occupé Matignon. Le choix d'une telle personnalité pour succéder à M. Michel Rocard est probablement l'erreur la plus flagrante de la présidence de M. François Mitterrand, car bien loin de réussir à stopper l'usure du pouvoir socialiste, entamée avant sa nomination, M. Cresson a spectaculairement accentué le discrédit de ses « *camarades* » de parti, jusqu'à les conduire, lors des régionales, à la plus formidable déroute électorale qu'ait connue le PS depuis un peu moins de vingt ans.

De cet échec, elle ne porte pas

seule la responsabilité. Les « *éléphants* », au lieu de l'aider dans leur combat commun, ont cessé de lui compliquer la tâche. Et comme le président de la République lui avait imposé de conserver les principaux ministres du gouvernement précédent, MM. Lionel Jospin et Pierre Bérégovoy ont pu, de l'intérieur même de son équipe, contester ses choix et laisser leurs « *deuxièmes couteaux* » réclamer très tôt un changement de premier ministre.

Tous ceux qui font l'opinion - intellectuels, journalistes, hauts fonctionnaires - le combattirent aussi vivement, contestant sa capacité à exercer cette fonction. Seuls les chefs d'entreprise - les grands, dont elle avait su se faire apprécier lors de son passage au ministère de l'Industrie, et les petits, à qui elle accorda le bénéfice d'un plan de soutien, - la soutinrent avant de s'apercevoir qu'elle n'était guère suivie par les ministres compétents et

leurs administrations. Le choix présidentiel, pourtant, ne correspondait pas seulement à la volonté de réussir un « *coup médiatique* ». M. Cresson avait pu symboliser cette critique du parisianisme, ce refus de la classe dirigeante, ce rejet de tous ceux qui se prennent pour l'élite chargée d'indiquer le bon chemin à la masse des électeurs, que la campagne référendaire sur Maastricht révéla au grand jour.

Mais même ce combat-là, elle le mena dans le désordre, l'imposant, avec brutalité, le départ en province d'administrations parisiennes, et l'installation de l'ENA à Strasbourg.

Une déplorable politique de communication brouilla son image. Pendant les premiers temps de son gouvernement, elle se présenta comme celle qui était chargée de corriger toutes les erreurs commises par la gauche depuis 1981, et tout particulièrement celles dont elle faisait porter la seule responsabilité à

M. Rocard. Son combat pour les entreprises, même justifié par la lutte contre le chômage, sa promotion de l'apprentissage, qui fit hurler les enseignants de l'éducation nationale, certaines de ses déclarations sur l'immigration clandestine nourrirent les arguments de ceux qui l'accusaient de faire un bout de chemin avec le populisme ambiant, nublant son action en faveur des jeunes des banlieues et ses tentatives pour sauver l'informatique française.

A l'approche des régionales, elle se décida à assumer tout l'héritage de ses prédécesseurs socialistes, pour présenter en chef de guerre électoral. Mais il était trop tard. Pour l'électorat de gauche, elle était le premier ministre qui avait voulu lui faire avaler les dernières colures du réalisme, et la preuve que même M. Mitterrand pouvait se tromper.

L'empreinte de Lionel Jospin

Mai 1988. M. Lionel Jospin, ministre d'Etat et numéro deux du gouvernement, reçoit le poste-clé de l'éducation nationale. Pendant quarante-sept mois, il s'emploiera à mettre en œuvre la promesse du candidat Mitterrand dans sa *Lettre aux Français* du printemps : faire de l'éducation la « *priorité nationale* ». En quatre ans, il fera passer les crédits de l'éducation nationale de 189 à 283 milliards de francs, ce qui portera son budget au premier rang. Cet effort accompagne l'explosion des effectifs de lycéens (+240 000) et d'étudiants (+260 000). Dans ce décor, l'action en matière d'éducation se développe en quatre actes et un épilogue.

Acte 1 : la revalorisation
L'amélioration de la situation des enseignants est le dossier le plus urgent. M. Jospin multiplie, pendant l'automne 1988,

concertations et tables rondes et, non sans mal, parvient, en mars 1989, à un double accord, avec les universitaires, puis avec les enseignants du primaire et du secondaire. Aux primes et accélérations de carrière, s'ajoute une mesure historique : l'allègement du statut des instituteurs sur celui des professeurs.

Acte 2 : la loi d'orientation
Présentée en janvier 1989 et adoptée, paisiblement, le 7 juillet 1989, la loi d'orientation réaffirme l'objectif de conduire 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat et y ajoute la volonté d'assurer à tous un minimum de qualification. Elle prévoit de nombreuses transformations, parmi lesquelles l'organisation de l'école primaire en cycles de trois ans (expérimentée à la rentrée 1990 et généralisée l'année suivante) ou encore la création d'instituts universitaires

de formation des maîtres (IUFM), destinés à assurer la formation conjointe des instituteurs et des professeurs et généralisés à la rentrée 1991.

Toute passion n'a cependant pas disparu de la scène scolaire. En octobre 1989, l'exclusion d'un collège de Creil (Oise) de trois élèves musulmans qui refusaient de quitter pendant la classe leur foulard islamique, déclenche pour deux mois une tempête dont M. Jospin aura toutes les peines à se débarrasser, entre les partisans d'une laïcité pure et dure et ceux d'une conception plus accueillante de l'école.

Acte 3 : l'université 2000
En janvier 1990, M. Jospin et son principal conseiller, M. Claude Allègre, lancent un projet ambitieux pour l'enseignement supérieur. Adopté par le conseil des ministres du 23 mai 1990, puis négocié région par

région, le plan « *Université 2000* » a été entériné par trois conseils interministériels d'aménagement du territoire entre octobre 1991 et janvier 1992. L'Etat s'engage à investir 16 milliards de francs en cinq ans, les collectivités locales faisant de même, pour créer, notamment, sept nouvelles universités et construire 350 000 mètres carrés de locaux supplémentaires.

Entre-temps, la pression des lycéens, qui multiplient les manifestations en octobre et novembre 1990, aura conduit le gouvernement à lâcher plus de 4 milliards de francs pour la rénovation des lycées.

Acte 4 : la rénovation pédagogique
Lancée en décembre 1988, ponctuée en janvier 1990 par la création du Conseil national des programmes, la réforme du lycée sera finalement présentée le 25 juin 1991 et mise en œuvre, pour la classe de

seconde, à la rentrée 1992. Quant à la rénovation des diplômes universitaires, présentée en juin 1991, elle déclenchera, au début de 1992, des manifestations d'étudiants qui empêcheront M. Jospin de mener ce projet à son terme.

Epilogue
En onze mois, M. Jack Lang, qui succède à M. Jospin en avril 1992, aura pu boucler trois dossiers importants. Celui du contrat avec l'enseignement privé (lire ci-contre). Celui de la réforme du lycée, qui, au prix de quelques aménagements, devrait s'appliquer en classe de première à la rentrée prochaine. Celui, enfin, des diplômes universitaires, repris calmement à l'automne 1992, et dont les textes d'application sont en train d'être publiés.

GÉRARD COURTOIS

Face à la montée des problèmes éthiques et ethniques, les pouvoirs publics ont multiplié les initiatives pour tenter de rassurer une population inquiète face aux nouveaux défis

Une société sur la défensive

par Robert Solé

S'il est un sujet, en dehors du chômage, qui préoccupe les Français, c'est bien la santé, au sens le plus large de ce mot : se protéger contre la maladie et la mort, se prémunir contre toutes les agressions de l'environnement. De 1988 à 1993, les pouvoirs publics ont tenté de répondre à ce souci en imposant, dans divers domaines, des mesures de prévention collective, quitte à être accusés de porter atteinte aux libertés individuelles.

L'exemple le plus éclatant a été donné par la sécurité routière. Pouvaient-on se contenter, chaque année, de compter les morts et les blessés, en distribuant des conseils de prudence aux conducteurs ? Le gouvernement a choisi de prendre le taureau par les cornes : réduction de la vitesse à 50 km/h dans les agglomérations et création du permis à points, indépendamment d'autres mesures, moins spectaculaires mais tout aussi impopulaires, comme le port obligatoire de la ceinture aux places arrière ou le contrôle technique obligatoire des véhicules âgés. Résultat : on est repassé, en 1991, en dessous du seuil des 10 000 tués par an. Les chiffres se rapprochent désormais de ceux des années 60, alors que la circulation automobile a quadruplé. Les routes de France restent le théâtre d'une hécatombe permanente, mais au moins a-t-il été prouvé qu'on pouvait inverser la tendance.

Dans le même esprit, les pouvoirs publics se sont attaqués au tabac et à l'alcool. Ils ont choisi de légiférer, malgré l'opposition des lobbies, et contre l'avis de nombreux Français qui réclamaient en quelque sorte la liberté de se faire du mal. Cette liberté leur a été d'autant moins reconnue qu'elle portait atteinte à la santé de leurs voisins : si l'influence de l'alcoolisme sur les accidents de la route n'est plus à démontrer, les effets de la consommation de tabac sur les non-fumeurs est devenue une évidence. La loi Evin du 10 janvier 1991 n'a cependant pas été facile à

appliquer. La suppression de la publicité pour les boissons alcoolisées s'est heurtée aux pressions des viticulteurs, qui ont trouvé des relais au sein même du gouvernement. Pour le tabac, on pouvait craindre une petite guerre civile, dans la mesure où la France s'est alignée sur les législations européennes les plus rigoureuses, avec l'interdiction de fumer dans la plupart des locaux collectifs. La guerre n'a pas eu lieu : jusqu'ici, fumeurs et non-fumeurs ont fait preuve d'une souplesse remarquable, mais il est vrai que les nouvelles réglementations ne sont encore que partiellement appliquées.

La banalisation du préservatif

La peur du sida, elle, s'est installée peu à peu dans les esprits. Et, peu à peu, la prévention est devenue synonyme de préservatif. Cet objet, dont on n'osait parler publiquement au début des années 80, est devenu, au cours de la législature qui se termine, l'outil et le symbole de la lutte contre l'épidémie. Bousculant les préjugés des uns, les convictions ou les pudeurs des autres, les pouvoirs publics n'ont pas hésité à lancer des campagnes publicitaires en faveur du préservatif, notamment au près des jeunes, et à encourager l'installation de distributeurs. Pour ce qui est des malades, l'action gouvernementale a été lente et limitée. Une loi sur l'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés a finalement été votée, sur fond de scandale. Son impact va bien au-delà du sida : un malade mérite donc réparation même si son médecin n'a pas commis de faute.

La législation a été marquée aussi par la réforme hospitalière, qui, sans être révolutionnaire, a modifié de nombreux aspects du fonctionnement et de la gestion des hôpitaux. D'autre part, la loi de 1988 sur l'internement psychiatrique a été abrogée. Dans le domaine de la toxicomanie, si de grandes mesures n'ont pas été prises, le gouvernement a contribué à populariser l'idée que le toxicomane n'est



pas un délinquant mais un malade à soigner. La situation des handicapés s'est un peu améliorée entre 1988 et 1993, avec la diversification des structures d'accueil et l'inscription dans la loi du principe de l'accessibilité aux transports, à la voirie, aux lieux de travail et à tous les lieux recevant du public. Une autre population fragile, les enfants, a vu ses droits reconnus, conformément à la convention de l'ONU, avec l'institution d'un juge aux affaires familiales. Signalons aussi la lutte contre les violences conjugales et une loi pour protéger les salariés victimes de harcèlement sexuel.

L'écologie n'est plus limitée à quelques militants et à quelques pratiques alimentaires : elle concerne désormais tous les citoyens, dans toutes les dimensions de leur vie. La législation qui s'achève a secrété une série de réglementations inédites, visant à lutter contre les effets pervers de la décentralisation : la seule année 1992 aura été marquée par une loi sur le bruit, une loi sur l'eau et une loi sur les déchets. Ce dernier domaine est celui où les progrès les plus nets ont été faits. A noter également la création des « labels verts » et l'ébauche d'une politique du paysage à travers les permis de construire.

Comment freiner l'immigration

Mais ce ne sont pas seulement les déchets, les nuisances sonores ou les atteintes au paysage qui préoccupent les habitants de certaines banlieues. Des incidents violents, parfois mortels, ont éclaté devant leurs portes, donnant l'impression de remettre en cause toute la politique de réhabilitation des quartiers entreprise depuis des années. La création d'un ministère de la ville, en 1990, a été une première réponse à ce « malaise des banlieues ». L'année suivante, une « loi anti-ghetto » a voulu favoriser une mixité sociale de l'habitat. Et c'est dans le même esprit qu'a été imposée une plus grande solidarité financière entre communes riches

et pauvres. D'autres mesures, pour prévenir les « étés chauds », ont été prises, comme l'ouverture pendant les vacances de certains établissements scolaires proposant des activités diverses. Mais la lutte contre l'insécurité et l'amélioration du cadre urbain sont des œuvres de longue haleine, nécessitant une action à tous les niveaux. C'est dire que leur relatif échec ne peut être imputé à la seule politique de l'Etat entre 1988 et 1993.

Pour beaucoup de Français, le « malaise des banlieues » est étroitement lié à l'immigration. Dans ce domaine, la gauche est loin d'avoir suivi les mêmes inspirations que lors de son arrivée au pouvoir en 1981. Certes, le gouvernement Rocard s'est efforcé de gommer plusieurs dispositions de la « loi Pasqua », mais il n'est pas allé jusqu'à l'abroger, comme le réclamaient les militants associatifs. Les pouvoirs publics se sont souciés de combattre le travail clandestin, de limiter les flux migratoires et notamment de contenir le nombre des demandeurs d'asile, par toute une série de lois et de réglementations nouvelles.

Quête à les appliquer de manière assez souple et à les équilibrer par des mesures sociales : la législation a été marquée ainsi par la création d'un Haut Conseil et d'un secrétariat d'Etat à l'immigration, avec la volonté de ne pas distinguer les immigrés du reste de la population. Les actes de racisme n'ont pas été aussi nombreux qu'on pouvait le craindre. Faut-il l'attribuer à une législation plus répressive ? Ou, plutôt, à un net effort d'information, avec la publication annuelle de statistiques ? Le simple fait d'aborder des sujets tabous a sans doute contribué à les dédramatiser un peu.

Au total, les années 1988-93 auront été celles d'une société sur la défensive, cherchant à se préserver contre toutes sortes de menaces ou présumées, mais capable de contenir ses antagonismes et d'inaugurer de nouveaux comportements. Une société moins gaie mais certainement plus sûre.

VILLES

La dégradation freinée des banlieues

NÉE à la fin des années 70 avec les premières opérations « Habitat et vie sociale », relancée et systématisée par les socialistes après 1981, la politique de la ville reste encore émette et altérée en 1993. Le premier travail de Michel Rocard consiste à rationaliser le fonctionnement des multiples institutions et initiatives qui ont fleuri pendant le premier septennat de François Mitterrand.

Les éléments d'une politique de la ville enfin cohérente sont réunis, mais l'impulsion politique de haut niveau fait défaut : les « banlieues » ne sont pas encore devenues le premier symbole de toutes les peurs sociales. Le mot d'ordre d'Harlem Désir, selon lequel il faut d'abord « réparer les ascenseurs », apparaît alors comme le *non plus ultra* du discours en la matière.

En octobre 1990, l'émeute de Vaulx-en-Velin, citée présentée comme un modèle de réhabilitation, marque un tournant. Quelques semaines plus tard, à Bron, le président de la République annonce la nomination d'un ministre d'Etat, ministre de la ville. Battant, populaire, Michel Delebarre impose cette fonction inédite. Il mobilise les acteurs de terrain : ses nombreuses visites, secoue les torpides administratives, promeut une politique globale de désenclavement social, économique et géographique des cités HLM. Trois lois viennent appuyer ce travail de conviction : la loi « Besson » de 1990, qui renforce les moyens de l'habitat social, puis, en 1991, la loi de solidarité financière, qui instaure une solidarité financière entre communes riches et pauvres, et la « loi d'orientation sur la ville », qui veut favoriser une répartition plus équilibrée du logement social.

L'élan sera brisé par les deux éphémères nominations de M. Bernard Tapie, entrecoupées par l'intérim de M. François Loncle, dont le modeste rang de secrétaire d'Etat et l'optimisme systématique tranchent sur les enjeux d'une situation où la drogue, le chômage et l'isolement ne cessent d'étendre leurs ravages.

Les acquis de la période sont pourtant décisifs. La situation des 500 quartiers difficiles, où vivent trois millions de Français, est désormais connue avec précision. Les axes d'intervention prioritaires sont clarifiés : réhabiliter les bâtiments, certes, mais aussi recoudre tous les morceaux de la ville, réintroduire la citoyenneté par de nouvelles formes de représentation et d'expression des habitants, assurer le respect de la loi, ne pas oublier que les « quartiers » sont aussi des lieux de convivialité et de solidarité. La politique de la ville apparaît aujourd'hui cohérente, prioritaire et indispensable. Elle n'a certes fait que freiner la dégradation, mais qui pourrait dire où en seraient les banlieues si rien n'avait été entrepris ?

PHILIPPE BERNARD

ENVIRONNEMENT

Succès pour l'eau et les déchets

EN 1988, la France est encore très en retard par la gestion de ses déchets : de grandes villes comme Brest, Montpellier ou Marseille utilisent toujours des décharges d'ordures ménagères d'un autre âge. Et nombre de villages en sont réduits à mettre leurs déchets dans des trous, sans aucun contrôle. Officiellement, on compte près de sept mille décharges « sauvages » dans l'Hexagone, dont beaucoup servent de réceptacle aux ordures venues de Belgique, de Suisse et surtout d'Allemagne - pays où la mise en décharge est devenue hors de prix.

Le nouveau secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, veut en finir avec cette humiliante situation. Il propose donc de taxer la mise en décharge - 20 F par tonne - et demande aux collectivités territoriales d'établir un plan de gestion, afin que tous les déchets (ménagers, industriels ou agricoles) soient pris en charge localement. Le projet de loi va rencontrer beaucoup de résistances, mais, devant l'urgence, il finit par s'imposer en 1992. Du coup, les industriels acceptent à leur tour de se cotiser pour faire disparaître les « points noirs » et recycler leurs emballages. Grâce à l'effort conjugué de M. Brice Lalonde, relayé en fin de parcours par Mme Ségolène Royal, la France semble décidée à prendre à bras-le-corps le lancinant problème de ses déchets.

En matière d'assainissement, la France avait aussi du retard. Quant à la pollution agricole, c'était un sujet tabou, jusqu'à ce que Brice Lalonde ose demander aux gros cultivateurs et aux éleveurs industriels de participer financièrement à la dépollution. Même si la loi sur l'eau promulguée en 1992 est en retard par rapport aux ambitions affichées, elle a été assortie d'un beau cadeau pour l'environnement : le doublement du budget des agences de l'eau, porté à 81 milliards de francs pour cinq ans. Ni M. Michel Rocard ni Mme Edith Cresson n'ont reculé devant l'addition. Cet effort sans précédent de dépollution devrait remettre la France au niveau souhaitable.

Le grand échec du gouvernement en matière d'environnement est imputable aux effets pervers de la décentralisation. Les maires ayant désormais la haute main sur les permis de construire, on a vu des projets se réaliser dans des conditions catastrophiques (idéologique du Prozei à Briançon, urbanisation des berges de l'Ouvette à Vaison-la-Romaine ou port en eau profonde de Trébeurden (Côtes-d'Armor)). Privés de certaines prérogatives, les préfets ont parfois renoncé à exercer la plénitude de leurs droits, notamment en matière de plans d'occupation des sols. De sorte que les lois dites « montagne » ou « littoral » n'ont guère été appliquées. On a continué à bétonner dans le plus parfait désordre, et souvent avec la bénédiction de l'Etat.

ROGER CANS

SIDA

Un effort insuffisant pour lutter contre l'épidémie

LE 30 juin 1988, la direction générale de la santé avait recensé 4 211 cas de sida. Le 3 novembre de la même année, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, annonçait la mise en œuvre d'un plan de lutte prévoyant en particulier la création de trois nouveaux organismes : l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS), l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) et le Conseil national du sida. S'inspirant largement du rapport du professeur Claude Got, ce plan prévoyait une augmentation substantielle des crédits consacrés à la recherche et à l'éducation pour la santé. Il annonçait aussi la mise en place d'un mécanisme d'indemnisation des hémophiles contaminés par le virus du sida. Près de cinq ans après la mise en place de ce dispositif, le bilan de l'action gouvernementale est en demi-teinte. Littéralement télescopés deux années durant (1991-1992) par l'affaire du sang contaminé, les autorités sanitaires françaises n'ont pas su promouvoir une politique cohérente de santé publique pour lutter contre l'épidémie. Le cas de l'AFLS est particulièrement éloquent. En dépit de moyens financiers importants, cette agence gouvernementale s'est souvent contentée de suivre, voire de « récupérer », des actions lancées par les associations d'aide aux malades. Préfèrent les campagnes destinées à l'ensemble de la population, elle a délaissé les actions de proximité à l'intention des populations les plus exposées (en tout premier lieu les toxicomanes).

Le cas de l'ANRS est différent. Son fonctionnement est en général plus satisfaisant. Plusieurs spécialistes lui reprochent cependant une tendance à vouloir régenter l'ensemble de la recherche sur le sida et de négliger certaines pistes, considérées comme risquées ou moins porteuses.

C'est dans le domaine de la prise en charge des personnes - malades ou non - infectées par le virus du sida que l'action des pouvoirs publics s'est révélée la plus décevante. Nombre de lits d'hôpitaux disponibles pour les malades atteints de la maladie ont été transformés en dortoirs, personnels médicaux et para-médicaux dans les services hospitaliers, action en direction des toxicomanes : sur tous ces points, l'effort a été insuffisant. A l'initiative de la délégation générale contre la toxicomanie dirigée par M^{me} Georgina Dufour s'est ajoutée une polémique pour le moins malvenue entre MM. Paul Quilès et Bernard Kouchner, sur le traitement des toxicomanes. Le vote, par le Parlement de la loi d'indemnisation des hémophiles et des transfusés contaminés par le virus du sida a marqué un tournant essentiel en faisant passer brutalement la médecine française dans l'ère de la responsabilité sans faute. Il est regrettable que le gouvernement ne soit pas allé jusqu'au bout de cette évolution essentielle, en faisant adopter une loi sur l'aide thérapeutique. Au 31 décembre 1992, 22 939 cas de sida étaient recensés en France. 12 818 personnes étaient mortes des suites de la maladie. En 1993, l'Etat dépensera 3,2 milliards de francs pour la lutte contre le sida, soit 0,23 % du budget total de la nation.

FRANCK NOUCHI

BIOÉTHIQUE

Une pénible valse-hésitation

QUE retiendra-t-on de l'attitude gouvernementale face à la bioéthique durant la période 1988-1993, sinon une longue et pénible valse-hésitation ? Tout avait pourtant parfaitement commencé avec la publication, au début de l'année 1988, d'un vaste document programmant la transformation de la réflexion éthique en un arsenal juridique, rédigé sous l'autorité de M. Guy Braibant, président de la section des rapports et des études au Conseil d'Etat.

Il s'agissait, expliquait-on, d'adapter le droit français aux nouvelles possibilités scientifiques et médicales de l'époque. Et d'affirmer les principes fondamentaux de la conception française, reposant dans de nombreux domaines (transfusion sanguine, transplantations d'organes, procréation médicalement assistée) sur le bénévolat, la gratuité, l'anonymat et le volontariat.

Cinq ans plus tard, la France ne dispose toujours pas de loi sur la bioéthique, en dépit des multiples engagements ministériels. Les textes soumis fin 1992 aux députés et votés par l'Assemblée nationale n'ont pas, faute de temps, été examinés par le Sénat. Et, en dépit de nombreuses demandes, le président de la République n'a pas jugé utile de réunir sur ce thème une session extraordinaire du Parlement.

Cette situation est paradoxale, car l'intérêt pour les questions concrètes de bioéthique n'a cessé de grandir. Dans le même temps, les « affaires » (d'insémination post-mortem, de banque de sperme, de blocage de recherches épigénétiques, de prélèvements d'organes contestés...) se sont multipliées. Les pratiques mises en œuvre dans différents secteurs, fondées le plus souvent sur une forme d'humanisme et de volonté de progrès thérapeutique, ne peuvent en effet faire référence à des textes législatifs.

Le nombre des avis émis par le Comité national d'éthique n'a cessé d'augmenter sans que ces derniers aient une autre valeur que « morale », cette structure demeurant elle-même consultative. Des situations ont émergé, ambiguës, quand elles ne sont pas contradictoires : création du grand marché européen face au monopole français de la transfusion sanguine, dérives dans l'usage de certains tissus prélevés sur des cadavres.

Pourquoi une telle filouterie ? Les explications sont nombreuses : poids d'un lobby qui voit certains milieux de la recherche - soutenus en l'espèce par des courants confessionnels - violemment opposés à ce que la loi traite du statut de l'embryon humain ; craintes du pouvoir devant les conséquences imprévisibles que pourrait avoir une démarche législative dans un domaine où les conceptions philosophiques, morales et religieuses l'emportent presque toujours sur la logique des partis...

Le changement annoncé de majorité politique serait-il de nature à faire évoluer la situation, comme le pense M. Jacques Toubon (RPR), spécialiste de ces questions ? Ou prolongera-t-on l'attentisme qui prévaut depuis cinq ans ?

JEAN-YVES NAU

D E S
Au Cabare



Antoine. royaume

مكتبة القرآن

Page 32

AU PROGRAMME DE L'AGREGATION

LE DIABLE AU CORPS

de Raymond Radiguet.

Postface de Christiane Blot-Labarrière. Le Seuil, coll. « l'École des lettres », 214 p., 34 F.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le petit cousin de la comtesse

L'ART des commencements. Gustave Flaubert donnait des informations météorologiques : « Comme il faisait un chaud de trente-trois degrés, le boulevard Bourdon se trouvait absolument désert. » Marcel Proust parlait de son genre d'existence : « Longtemps, je me suis couché de bonne heure. » Et Raymond Radiguet laissait deviner ce qu'on appelle une « erreur de jeunesse », comme si le vocable de cet âge était de se tromper ou de s'égayer : « Je vais encourir bien des reproches. Mais qu'y puis-je ? Est-ce ma faute si j'ai eu douze ans quelques mois avant la déclaration de la guerre ? » En l'occurrence, Radiguet se vieillissait, comme ces jeunes garçons qui protestent et se rebellent contre la lenteur des années. Il est vrai qu'il ne s'agissait pas de lui-même, mais de son « double » romanesque ou de son « émissaire », le narrateur du Diable au corps.

Né le 18 juin 1903, à Saint-Maur, Raymond Radiguet avait confirmé, pendant son adolescence, que les bords de la Seine étaient l'un des meilleurs endroits pour rêver. Cela valait bien le Mississippi, le Potomac ou le Danube. Sur les bords de cette rivière départementale, Radiguet faisait l'école buissonnière avec M^{me} de La Fayette. Je veux dire qu'il lisait la Princesse de Clèves, au lieu de réviser sa « physique-chimie ». Les rivières sont les miroirs du temps qui passe, et la littérature est toujours une école buissonnière. Mais, lorsqu'il se mit à écrire, Radiguet se rattacha, tout de suite, à la grande école du dix-septième siècle. Il « revendiqua » le classicisme, comme d'autres le droit de rentrer à des heures tardives. Il exprima

des sentiments excessifs, sous le couvert de la désuétude. C'était sa façon d'être moderne. Et, dans les galeries, la comtesse de La Fayette fut étonnée et ravie de suivre la belle (mais très brève) carrière de son petit cousin du vingtième siècle.

Quelques événements avaient traversé l'adolescence de Raymond Radiguet. Il y eut le suicide d'une « bonne », l'accident mortel d'une « jeune fille en robe blanche », la guerre de 14 et la rencontre d'Alice. Le 13 juillet 1913, la servante des voisins, « devenue folle », se promenait sur le toit. Elle espérait sans doute échapper à l'irréparable tristesse de son existence. Elle se jeta dans le vide, sous les regards de la foule, et Radiguet ressentit « le poésisme des choses ». L'année d'après, dans une île de la Merne, il vit une jeune fille tomber d'une balançoire avec son fiancé. La demoiselle mourut. Elle avait sans doute trop rêvé. Il y eut des images comme cela, qui s'imprimaient et ne s'effaçaient pas. Elles résistèrent à l'usure et ne prennent aucune ride. Elles ne se voient pas comme les souvenirs heureux...

Au début de l'été 1914, on parlait déjà de Sarajevo. C'est à croire que les siècles manquent parfois d'imagination, pour se terminer comme ils ont commencé. L'assassinat, dans cette ville, de François-Ferdinand, l'archiduc d'Autriche, déclencha la première guerre mondiale. Ce fut « quatre ans de grandes vacances » pour Raymond Radiguet. « Les mauvais élèves profitèrent du désert des familles », écrivait-il... Alice fut l'héroïne de



cette époque. Leur rencontre, en 1917, dans le train qui les ramenait de Paris, mérita sûrement d'être appelée « fugitive ». Certaines vies réhabilitent les adjectifs, et d'autres n'y parviennent jamais. Alice avait vingt-quatre ans (dix de plus que Radiguet). Et son mari, Gaston, faisait la guerre. Elle devint Marthe dans le Diable au

corps, et Gaston (la mari trompé) s'appellerait Jacques. Il faut bien déguiser les gens... RAYMOND RADIGUET n'avait pas encore quinze ans lorsqu'il débuta dans la République des lettres. « Son apparition date de 1918, raconte Jean Cocteau. Vous le vîmes pour la première fois dans une galerie de tableaux. Il

était myope, et toute sa personne fragile, sérieuse, absente, semblait nager maladroitement à la traîne de ce regard qu'il approchait des choses. » Quand il se présenta chez Cocteau, la femme de chambre annonça : « Monsieur, c'est un enfant avec une canne. » Entre l'auteur du Potomak et l'adolescent « très en avance sur son âge », on ne savait lequel était le disciple de l'autre. Leurs affinités électives occupèrent très vite la troisième place dans la littérature française, après celles de Montaigne et de La Boétie, de Verlaine et de Rimbaud. La France voulait se venger de la guerre. Elle donna le départ des ennées folles. Radiguet passait par là. Cocteau l'entraîne dans les dîners, les bars, les salons et les mondantités. L'époque se dépêchait, et l'on courait d'une « attraction » à l'autre : Montparnasse, Montmartre, l'alcool, le jazz ou le mode... Mais Raymond Radiguet regardait tout ce remue-ménage avec « une taciturne arrogance », comme le dit Paul Morand.

Il commença d'écrire le Diable au corps en 1919. L'année d'après, il eut une autre maîtresse, Béatrice, l'un des modèles de Modigliani. Et le souvenir d'Alice fut annexé définitivement par l'imaginaire. Le jeune homme continue son roman durant l'été 1921, alors qu'il séjournait, avec Jean Cocteau, sur le bassin d'Arcachon. Il considérait cela comme des « devoirs de vacances ». Et Cocteau devait « s'enfermer dans sa chambre ». Le 22 novembre 1922, ils allèrent ensemble à l'enterrement de Prôst. La litté-

rature rendait la politesse... à la littérature. En France, elle le fait (presque) toujours. Le Diable au corps parut à la veille du printemps 1923. Le livre avait un caractère scandaleux, malgré la transparence et l'honnêteté du style. Car le héros de Radiguet faisait l'amour avec une jeune femme dont le mari se trouvait à la guerre. Selon Morand, « cette peinture affrontée de grandes vacances au milieu des croix de bois » semblait « une atteinte au moral de l'Etat ». Mais il ajoutait que « la forme faisait passer le fond ». Pas sûr... La tenue, l'élégance et la perfection du style avaient, le plus souvent, l'effet contraire. Elles amenaient à ressentir davantage l'immoralisme du sujet. Rien de pire que l'audace tranquille et la cruauté masquée...

Marthe mourut à la fin du livre, et le narrateur « souhaitait qu'il n'y eût rien après la mort », ne pouvant tolérer que la jeune femme prit part à « une fête » où lui-même ne se trouvait pas. Il désirait « le néant » pour sa maîtresse. Et la France s'interrogea sur les (étranges) sentiments de Raymond Radiguet, tandis que celui-ci (pour se désolait) fumait les cigares de Paul Morand.

ENSUITE, le destin se montra impatient. Il accélère le cours des choses. Atteint de la fièvre typhoïde en novembre 1923, alors qu'il regardait les épreuves de son deuxième roman, le Bal du comte d'Orgel, Radiguet rendit l'âme le 12 décembre, dans une clinique, rue Piccini. Coco Chanel régla les frais de l'éternité... « Je me hâtais comme les gens qui doivent mourir jeunes », avait écrit le petit cousin de M^{me} de La Fayette. Il occupe, sans doute, la première place dans la littérature du pressentiment. La plupart des écrivains remuent des souvenirs. D'autres, comme lui, remuent des avenir. Et les cartes qu'ils tirent ne sont jamais bonnes... Comme si le futur se voyait et se vengeait de leur indiscretion.

A TOUT JAMAIS

(Ever After)

de Graham Swift.

Traduit de l'anglais par Robert Davreu, Gallimard, 306 p., 150 F.

« Q'EST-CE qu'un roman pour moi ? C'est une musique. Il s'agit de trouver les mots les meilleurs, leur sonorité, leur rythme, pour exprimer ce qu'on veut dire... » A quarante-trois ans, Graham Swift ressemble encore à l'adolescent qu'il a été. Considéré depuis le Pays des eaux (Waterland) comme l'un des meilleurs romanciers anglais d'aujourd'hui, se signalant par une imagination de la mémoire qui hésite constamment entre passé et présent, avec une langue qui est comme une poésie de la prose. Depuis 1980, il a publié cinq romans (1), unanimement célébrés par la critique, traduits en une vingtaine de langues, étudiés à l'université (Waterland est devenu un film avec Jeremy Irons, et a été au programme de l'agrégation). Grand amateur de pêche, il a publié aussi une anthologie de textes sur ce sujet cher à son cœur, The Magic Wheel (« le Moulinet magique »). Son dernier roman, A tout jamais, qui vient de paraître chez Gallimard, remarquablement traduit par Robert Davreu, son traducteur habituel, est une fiction surprenante, profondément ancrée dans la littérature anglaise, d'une prodigieuse subtilité. Pour le sortir du livre, Graham Swift est passé par Paris.

« Je suis un Londonien, se présente-t-il. Je suis né à Londres et j'y ai vécu toute ma vie. Cela surprend souvent, surtout à cause du fait que dans le Pays des eaux, j'ai écrit sur une région éloignée, à l'est de l'Angleterre, et on croit que je viens de là-bas. Les gens du Farland ont, c'est vrai, trouvé la façon dont je représentais leur pays tout à fait authentique, mais il ne s'agit pas d'authenticité ; c'est un monde imaginaire, pas un document. A vingt ans, j'ai décidé d'être écrivain. Pendant plusieurs années j'ai écrit des nouvelles, que je préférais ne pas relire ; cela m'a pris longtemps avant d'en envoyer à un éditeur. La première a été publiée en 1976, j'avais mis au moins six ans à l'écrire. Cela a pris encore quatre ans pour que mon premier roman, The Sweet Shop Owner, soit publié. Il n'a pas été traduit en français. Je suis anglais. Mais mon ascendance ne l'est pas entièrement. Il y a une partie de ma famille, du côté de ma mère, qui est venue de Russie vers la fin du XIX^e siècle et qui s'est établie dans l'est de Londres. C'étaient des tailleurs juifs. Je ne sais pas d'où ils venaient exactement. Lublin, comme dans The Watch (2), peut-être ? »

Pourtant, Graham Swift, qui met dans tous ses livres des montres anciennes, ces cadeaux qu'on se transmet de génération en génération, n'est pas un écrivain qui se sert de son autobiographie. « Ce sont moi, je dois vous en avertir, les paroles d'un homme mort », commence Bill Unwin, le narrateur de A tout jamais, qui s'est suicidé douze mois plus tôt. Et qui s'est raté. Comment pourra-t-il survivre à son suicide ? Nous ne le saurons pas, et l'auteur non plus n'a pas de réponse (« Mais sans lui, il n'y aurait pas de livre »)... En tout cas, il a survécu à la mort de tous ses proches : sa mère, son père, son beau-père, sa femme. A cinquante ans, après la mort de sa femme, une actrice célèbre qu'il a beaucoup aimée, Bill est revenu à l'université. Il bénéficie d'une confortable bourse de recherche grâce à l'aide de son beau-père, l'Oncle Sam, le « roi du plastique », que, hanté par Hamlet, il prend volontiers pour Claudius, tout en tentant d'élucider le mystère de la vie et de la mort de son père. Mais qui est son vrai père ? Une fois encore, Graham Swift se penche sur la transmission, sur la façon dont les générations se

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Graham Swift : « M'intéresse ce qui est éternel. »

La rencontre de l'ichtyosaure

succèdent, s'interpénètrent, finissent par s'ignorer, tout en méditant sur les événements — la découverte de l'amour, la mort d'un être cher — qui ont marqué sa vie.

« Mon sujet, ce sont les relations entre les générations. Tous, nous venons de parents, nous avons tous été enfant... Si vous écrivez sur les parents et les enfants, vous écrivez sur quelque chose que tout le monde a éprouvé et vous touchez à l'universel. C'est ce que je veux faire. Ensuite, l'autre avantage de suivre des familles sur plusieurs générations, c'est la perspective de l'histoire qu'on acquiert d'une façon personnelle, immédiate. Ainsi, on a affaire à des vies véritables plutôt qu'à des manuels, des idées toutes faites sur l'histoire. L'histoire vue par les yeux de gens ordinaires m'a toujours fasciné. Je me suis toujours demandé ce que

c'est que d'avoir vécu il y a cinq cents ans comme une personne ordinaire, pas comme un personnage historique. Le passé est très fort dans mon œuvre. Mais, en fin de compte, ce qui m'intéresse, ce n'est ni le passé ni le présent, mais ce qui est éternel. Je suis sûr que les gens du passé n'étaient pas essentiellement différents et que la nature humaine, bonne ou mauvaise, n'appartient pas à une époque particulière. Cela me donne une sorte de réconfort, une solidarité, de savoir que les gens du passé étaient comme moi. »

Graham Swift dresse une satire plutôt féroce de l'université, qui, pourtant, ne cesse de faire sa gloire. « Je ne nie pas toutes les qualités de l'université, mais je suis sceptique sur les prétentions des intellectuels qui pensent « je suis plus savant que vous ». Devenu un grand ponton un peu bide, Bill est conscient de l'ironie de sa situation, face aux autres professeurs, à leur petitesse d'esprit, un mélange d'égotisme, d'égoïsme, d'intérêt personnel, même quand ils sont au centre de la civilisation. Bill ne fait pas carrière. » Il va, soudain, se découvrir un double, un père du XIX^e siècle en étudiant les manuscrits des Carnets de Matthew Pearce. Un oncle victorien, fils d'un horloger, passionné par les origines de l'homme, dont la vie a basculé le jour où il a vu, quinze ans avant la publication par Darwin de ses travaux sur le transformisme, la bête préhistorique, un ichtyosaure, dans les rochers de Lyme Regis.

Le spectacle de ce fossile déclenchera une crise spirituelle qui sera une vraie tragédie : « Matthew était prêt à admettre l'horrible possibilité que le temps était une chose infiniment plus vaste que les gens supposaient d'après la seule lecture de la Bible et que la création de l'homme n'était pas l'unique dessein de Dieu. C'est seulement quand il a vu cette créature, même si c'était un fossile, qu'il a eu immédiatement la sensation physique d'être en face de quelque chose qui venait de millions d'années. Il s'est senti tomber dans un immense gouffre, parce qu'une notion intellectuelle devenait soudain pour lui une réalité physique. Son univers s'écroule. Il reprend vie quand il rencontre Elizabeth, sa femme, avec la possibilité de vivre un amour, un bonheur privé. Mais dix ans plus tard, son petit garçon meurt, Darwin publie l'Origine des espèces en 1859, et ces deux événements ne lui laissent d'autre voie que de suivre sa pente pessimiste, de détruire son couple et tout le reste. Je ne sais pas si le mot « tragédie » est le mot exact, parce que si vous demandez à Matthew, il dira qu'il répond seulement à ce qu'exige sa conscience. »

On admirera les strates de la construction non linéaire de ce roman, dont les beautés apparaissent vraiment à la seconde lecture. Un roman qui raconte des histoires troubles, qui nous interroge sur la fiction et la réalité. Un roman qui croit au pouvoir du roman. « Je ne me dis jamais : je veux écrire un livre sur cela. Je n'ai jamais une grande idée, même quand j'écris sur de grandes idées. Ce sont des images fragmentaires qui me viennent et qui suggèrent quelque chose de plus important. Je ne suis pas le genre d'écrivain qui prend des notes sur ce qu'il voit, sur ce qu'il doit mettre dans son livre... Le roman, c'est une expérience. C'est quelque chose que vous vivez. Vous pouvez faire se rencontrer les idées et le concret. Le roman, c'est si grand, si élastique, si souple ! Vous avez toute la place, tout l'espace, dans un roman pour faire ce que vous voulez. C'est la forme dans laquelle vous pouvez traiter de grandes choses de temps, vous pouvez traiter de l'histoire, des générations. C'est une forme merveilleuse. Le roman, c'est mon monde. »

(1) Ont paru en français : le Pays des eaux (Laffont, 1985), Etors de ce monde (Laffont, 1986), l'Affaire Shirelock (Laffont, 1992).

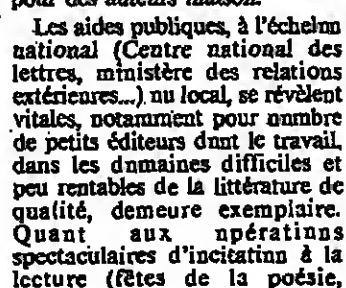
(2) The Watch est l'une des nouvelles du recueil Learning to Swim and Other Stories (Picador, Londres). A paraître chez Gallimard.

سجل القتل

*Le mois de mars est résolument sous le signe d'Orphée :
au Salon du livre comme en France et à l'étranger*

Trois

Philippe



Au rang des évidences, il en est une autre qu'il conviendrait d'affirmer : la place et l'importance de la poésie par rapport aux genres littéraires ne peuvent être évalués sans tenir compte de cette audience. Serait-elle encore plus réduite, encore plus invisible, qu'elle demeurerait, telle qu'en elle-même et en son histoire, un mode irremplaçable d'expression et de connaissance de soi et du monde, « une *fagomelos* » corrompue », selon Didier Cahen, de parler, de dire ce que la langue corvante, dans son usage utilitaire, ne peut ni ne sait dire ». Plus grave apparemment, plus complexe aussi, objet de discussions et de

*Philippe Delaveau, Jean-Marie Gleize, Jean-Michel Maulpoix :
état critique d'une génération*

La génération des années 60, en plein âge des sciences humaines, des sciences du texte, fut celle du « figural » ou du « figurat » – pour reprendre l'expression de Laurent Jenny (1), – illustrée notamment par Michel Deguy. L'ère de la subversion succède à l'ère du sonopon. L'attention se concentre, se déporte sur le langage, fût-ce au prix d'une certaine obscurité ou d'une coupure avec des lecteurs potentiels. Ainsi

Jean-Marie Gleize. — Un mot sur la « génération de synthèse ». Puis

Jean-Michel Maulpoix. — Synthèse ne veut pas dire achèvement de l'histoire. Ce serait stupide! Mais plutôt l'incorporation par des écritures nouvelles de ce qui les a précédées. Les « néolyriques » d'aujourd'hui n'ont guère à voir avec Lamartine. Us sont très divers, et pas si naïfs ou simplistes que cela.

(1) *A noir, Poésie et littérature* (Seuil, 1992, voir « le Monde des livres » du 18 décembre 1992).
(2) *La Voix d'Orphée* (José Corti, 1989).
(3) N° 54, mars-avril 1989.
(4) José Corti, 1988.

Deux publications récentes intéressent la situation actuelle de la poésie en France : les

★ Pour tous renseignements: par minitel 3615 ARTS, ou 48-04-96-95.

CONCLUSIONS

Jean-Noël Pancrazi, *Le Monde*

André Brincourt, *Le Figaro*.

Yann Plougastel, *L'Événement du Jeudi*

*Daniele Mazingarbe, *Figaro Madame*


Stock176 p.  **Stock** 891

Le sixième concours « Plume en herbe »

Drôle d'Afrique

« Plume en herbe » prend de la bouteille. Pour la sixième année consécutive, ce concours de nouvelles a été ouvert aux enfants âgés de neuf à treize ans. La société Waterman s'est jointe aux organisateurs traditionnels, le Monde et Nathan, pour récompenser des lauréats en culottes courtes. Les jeunes écrivains devaient s'inspirer d'un cahier de dix illustrations dessinées par Zsù, sur le thème de l'Afrique.

Leurs œuvres ont tout d'abord été examinées par un comité de lecture composé d'étudiants de l'Institut des hautes études de l'information et de la communication (ICELSA), qui a sélectionné vingt manuscrits. Ce fut ensuite au tour d'un jury, présidé par M. Jacques Lescour, directeur du Monde, de désigner quatre gagnants (ou lieu d'un seul les années précédentes) pour la qualité de leur narration.

Les lauréats n'ont pas manqué d'imagination, de verve, de drôlerie. Loin de l'écriture compassée qui caractérise parfois les adultes, les récits primés projettent le lecteur dans une Afrique imaginaire, peuplée d'enfants qui parlent le langage des animaux, de crocodiles qui ne tiennent pas leurs promesses et de grands-mères qui sautent en parachute.

Un mercredi dans la jungle, de Raphaël Audouin-Rouzeau, est ainsi une mine de trouvailles d'un comique irrésistible. L'auteur, âgé de dix ans, vit à Paris et fréquente une classe musicale où il pratique le chant. Il aime le vélo, le ski, la gymnastique et il écrit des poésies pour sa famille.

Pauline Belvaze, onze ans, originaire de Guingamp, dans les

Sur fond d'aventure et de magie.



NATHAN de Paris

Côtes-d'Armor, a intitulé son récit le Grand Subterfuge. Passionnée de sport et surtout d'équitation, elle n'en est pas à son premier « prix littéraire », puisqu'elle a récemment gagné un concours départemental de rédaction. L'écriture assidue, elle aimait bien connaître l'Afrique, bien qu'elle redoute « certains reptiles ».

Agée de dix ans, Véronique Triboulet, pour sa part, habite La Seyne, dans le Var, et invente, en attendant de devenir un « vrai » écrivain, des contes de fées. Dans Monnaie sur la savane, il est question — « quelle abomination ! » — d'un multimillénaire capricieux qui souhaite

faire construire un complexe touristique dans une réserve naturelle... L'écologie n'est jamais très loin des préoccupations des jeunes rédacteurs.

Quant à Pauline Bernard, elle vit en Belgique, à Rhode-Saint-Genèse. Agée de treize ans, l'auteur de Raconte-moi encore une histoire se plaît, depuis toute petite, à composer des livres illustrés, sur fond d'aventure et de magie.

Elle apprécie aussi le piano et les promenades en forêt. Son récit, comme ceux des trois autres lauréats, est publié chez Nathan sous le titre Quatre aventures africaines, dans la collection « Histoires à raconter ».

Raphaëlle Rérolle



AUTEURS NATHAN

Dédié à tous ceux qui font de « Plume en herbe » une belle histoire

Organisé par Nathan, Le Monde et Waterman, « Plume en herbe » a réuni 21142 enfants autour du même plaisir : écrire. Un grand bravo à tous nos petits candidats pour leur enthousiasme et leur imagination, et merci aux parents, professeurs, libraires, bibliothécaires... qui les ont encouragés.

Félicitations à nos 4 lauréats :

AUDOUIN-ROUZEAU Raphaël, 75014 Paris ; BELVEZE Pauline, 22200 Guingamp ; BERNARD Pauline, Rhode St Genèse, Belgique ; TRIBOULET Véronique, 83500 La Seyne sur mer. Pour les récompenser, Nathan publie leurs textes dans un livre collectif : « 4 histoires africaines », en librairie dès le 17 Mars. En plus, Waterman leur offre, en avant-première, une parure de stylos unique et personnalisée. Bravo aux 100 premiers prix : du 5^{ème} au 20^{ème}, Nathan leur offre un Ordilangues, et du 21^{ème} au 100^{ème}, une Encyclopédie illustrée Nathan.



« Plume en herbe »
LE GRAND CONCOURS LITTÉRAIRE DES 9-13 ANS

2 NATHAN de Paris WATERMAN 3

Le phénix science-fiction

Après le passage à vide des années 80, les éditeurs sont unanimes : le genre renaît. Grâce, notamment, aux succès de la « fantasy »

« La science-fiction et sa petite sœur, la fantasy, vont bien. On pourrait même dire qu'il y a une sorte de renaissance », affirme Jacques Goimard, directeur de la collection SF des éditions Presses Pocket. Après le boom des années 70 qui avaient vu la multiplication des collections et des lectures, puis le passage à vide du milieu des années 80, les littératures de l'imaginaire ont retrouvé la faveur du public, et une faveur grandissante : dans le contexte difficile de l'édition, la collection que dirige Jacques Goimard a enregistré, en deux ans, un doublement de ses ventes. « Mais, ajoute-t-il, comme souvent dans les renaissances, le nouvel oiseau n'est pas exactement l'oiseau qui était tombé en cendres. » C'est qu'en effet, les dernières années ont vu l'acclimatation en France d'un genre auquel le public s'était longtemps montré réfractaire : la fantasy.

Après avoir assuré le succès d'horvains qui se situent à mi-chemin de la SF et de la fantasy, comme Mario Zimmer Bradley ou Ann McCaffrey, Jacques Goimard a inscrit à son catalogue des écrivains et des cycles romanesques qui relèvent entièrement de cette dernière : la *Belgarade*, de David Eddings, *Xanth*, de Piers Anthony ou, plus récemment, *Les Portes de la mort*, de Weis et Hickman. Cette politique a rencontré l'adhésion d'un lectorat jeune à dominante masculine. L'engouement pour la fantasy ne peut être dissocié de la vogue des jeux de rôles dont l'univers est extrêmement proche. « Il y a une corrélation manifeste. Le public des jeux de rôles, qui, de surcroît, lit, est un public d'élite : il est constitué par ceux que l'on appelle les maîtres de jeu, qui ont besoin de beaucoup de documentation pour établir leurs scénarios et se réfèrent souvent aux livres de SF ou de fantasy. Ces gens-là rayonnent autour d'eux et fonctionnent comme leaders d'opinion », précise Jacques Goimard, qui s'en continue pas moins à publier des rééditions d'auteurs de SF et même à miser sur des jeunes auteurs comme David Brin.

« Vers une situation à l'américaine »

Jacques Sadoul, directeur littéraire des éditions J'ai lu, constate lui aussi une très forte hausse des ventes de ses collections SF, qui ont dépassé, en 1992, le million de volumes. « Cette forte hausse est essentiellement due à l'essor de la fantasy. Sur dix livres publiés aux États-Unis, sept appartiennent à la fantasy et trois seulement à la science-fiction. En France, où l'on a été longtemps réticent à la notion de fantasy, on se dirige vers une situation à l'américaine. J'avoue d'ailleurs que la barrière entre les deux genres me paraît souvent floue et arbitraire. Nombre de chefs-d'œuvre patentés de la SF incorporent des éléments de fantasy... » Jacques Sadoul souligne, d'ailleurs, que les jeunes auteurs de science-fiction qu'il a choisis de publier — James Blaylock, Tim Powers, James Morrow — sont souvent à la limite de la fantasy (d'ailleurs exemplairement représentée chez J'ai lu par les étonnantes *Chroniques du vagabond*, de Tom de Haven). La collection se partage moitié-moitié entre publication d'édités et rééditions. Dans cette catégorie, Jacques Sadoul constate qu'à l'exception d'Isaac Asimov, il n'y a plus vraiment de vedettes.

Au Fleuve Noir, Philippe Rupp, qui dirige la collection « Anticipation », note également une augmentation très nette des ventes. Mais celle-ci est sans doute plutôt due à l'impact de la nouvelle présentation et à la remise en ordre effectuée dans une collection tombée depuis plusieurs années en désuétude. « J'ai voulu rester fidèle à l'esprit du début de la collection. Je dis à mes auteurs : « Je veux de bons livres d'aventures et d'action, des histoires bien construites qui fassent preuve d'imagination. Faites-moi de bonnes séries B ». Mais en même temps, cela ne m'empêche pas d'essayer de faire bouger un peu la collection, de mener une

politique de découverte de jeunes auteurs comme Laurent Genefort. « Anticipation » a, en effet, un lectorat très diversifié : il y a peu de points communs entre les lecteurs de J.-P. Garen et ceux d'Ayerdahl... »

Au Livre de Poche, Gérard Klein, qui ne publie que des rééditions, à l'exception de quelques anthologies, et qui ne cache pas son ambition d'en faire une sorte de bibliothèque de référence d'une science-fiction assez « haute de gamme », se constate pas de grand bouleversement mais plutôt un sensible raffermissement. Il puise la plus grande part de ses titres dans le catalogue d'une autre collection — grand format, celle-là — qu'il dirige chez Robert Laffont : la prestigieuse « Ailleurs et Demain ».

L'impact de Dan Simmons

Le constat qu'il pourrait faire à propos de cette dernière — et compte tenu de la conjonction éditoriale — serait celui d'une grande stabilité, s'il n'y avait eu le phénomène marquant et assez inattendu du double *Hyperion-la Chute d'Hyperion* qui ont, chacun, dépassé les 20 000 exemplaires. L'impact des romans de Dan Simmons le rend optimiste pour l'avenir. « Quand il y a un texte un peu emblématique, il y a un public qui se manifeste, plus important que d'ordinaire, mais plus dispersé. J'ai l'impression que nous sommes à la veille d'un redémarrage de la SF. Après une période nonnante, nous sommes entrés dans une nouvelle période de créativité. De nouveaux auteurs remarquables sont apparus : Ian Mac Donald, Greg Bear, Orson Scott Card... »

donné asile aux ouvrages brillants mais assez inclassables de Pat Murphy, Lisa Goldstein ou Robert Holdstock. Quant à « Présences », elle est née de la volonté d'élargir le cercle des amateurs de littérature de l'imaginaire, en choisissant des ouvrages ne réclamant pas du lectorat la connaissance des codes du genre. Cette démarche paraît avoir trouvé sa cible, confortée, il est vrai, par le formidable succès de *L'Échiquier du mal*, de Dan Simmons, qui fut bien, en 1992, l'auteur de l'année.

Dans le domaine du roman d'horreur, Jacques Sadoul note aussi une forte hausse des ventes de la collection « Épouvante », mais constate que face à Stephen King, l'écrivain vedette de la série qui écrase tout, les autres auteurs ne font pas le poids et n'ont pas creusé le trou.

Ce n'est pas le cas dans la collection « Terreur », des éditions Presses Pocket, où malgré l'indéniable « effet Thomas Harris » (250 000 exemplaires vendus du *Silence des agneaux...*), les autres auteurs de la collection — Dean R. Koontz, Graham Masterton, Anso Rice, Frank Herbert — ont trouvé un public fidèle. Patrice Duvic se réjouit de cet effet de collection qui explique le doublement de ses ventes en 1992. Malgré le tassement actuel du roman d'horreur aux USA, où beaucoup d'auteurs se tournent vers le *serial killer* à la mode, il poursuit son travail de propagateur du genre aussi bien dans le format poche que dans les séries grand format qu'il anime aux Presses de la Cité ou chez Olivier Orban.

Chez Albin Michel, haut-lieu du roman d'horreur, Nina Salter publie en grand format, et avec



Une scène de Brazil : « Le nouvel oiseau n'est pas exactement l'oiseau qui était tombé en cendres. »

Jacques Chambon, qui dirige les collections « Présences », « Présence du futur » et « Présence du fantastique » chez Denoël, trouve, lui, qu'aux États-Unis règne un certain marasme éditorial qui fait la part belle à la fantasy au détriment de la bonne SF. Toutefois, un certain nombre de francs-tireurs poursuivent leur chemin : ce sont des auteurs-là — Bruce Sterling, Mike Resnick, Walter Jon Williams, George Alex Effinger — qu'il souhaite accueillir en « Présence du futur », dont il entend préserver l'éclectisme et le caractère : une collection publiant une SF intelligente, astucieuse, qui jongle avec les idées... Comme il avait été amené à refuser des livres qu'il aimait beaucoup mais qui n'auraient pu prendre place en « Présence du futur », il a créé « Présence du fantastique », où il a

grand succès, les trois tris du genre : les Américains Stephen King et Dean R. Koontz, l'anglais Clive Barker, qui sont désormais, à des degrés divers, des auteurs bien établis, et elle annonce la parution de plusieurs romans de Dan Simmons. Son seul regret est de n'avoir pas réussi à imposer en France Jonathan Carroll, dont elle a édité trois romans remarquables mais d'une trop grande singularité.

Dans ce bilan économiquement positif mais littérairement plus contrasté, cet exemple montre bien qu'un certain chemin reste à accomplir avant que la voix la plus originale qui se soit réveillée ces dernières années dans le champ des littératures de l'imaginaire atteigne à sa juste renommée.

Jacques Baudou

Pour ses nouvelles collections littéraires important éditeur recherche
MANUSCRITS INÉDITS
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres manuscrites seront publiées et diffusées
et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix littéraire annuel
(contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957)
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
ÉDITEUR
17, rue Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Minitel : 3617 AEL



LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

Entrée dans la danse

Les publications sur l'art chorégraphique contemporain prennent un essor tardif rattrapant - en partie - un retard historique sur les Anglo-Saxons

Depuis cinq ans, les éditeurs français ont pris le risque de rendre compte du développement de la danse contemporaine. Ils ont ainsi rattrapé partiellement un retard historique sur les Anglo-Saxons. Un éditeur comme Actes-Sud, dont la collection «danse», créée en 1990, est dirigée par Soia Schoonejans, s'est fait une spécialité de la traduction et de la réédition des textes essentiels du passé : ceux des critiques André Levinson et John Martin, par exemple.

Il aura fallu attendre 1986 pour que les Editions Papier proposent la traduction par Jacqueline Robinson d'un livre essentiel, paru en 1963 : *Le Langage de la danse* de l'Allemande Mary Wigman, pionnière de la danse moderne dans les années 20, ou même temps que l'Américaine Martha Graham.

Le vide aujourd'hui se comble. La danse contemporaine construit sa mémoire : biographies, textes, mais aussi essais théoriques voient le jour. La danse a droit de cité dans certaines universités. Des catalogues d'exposition font référence. Le milieu chorégraphique abandonne - il était temps - ce sentiment d'infériorité intellectuelle et masochiste qui, il y a encore peu, le caractérisait.

Comme si seuls les mots avaient le pouvoir, au bout du compte, de faire exister vraiment un art qui, avec un unique geste, peut résumer un livre... Bref, l'important est qu'on puisse, en cette fin de siècle, établir une hiérarchie dont les seuls ouvrages ne sont plus exclusivement ceux du ballet classique.

Passage en revue, non exhaustif, des éditeurs et de leur production.

• Bernard Contat, l'initiateur. - Le pionnier de l'édition chorégraphique, Maurice Fleuret, fut l'initiateur de la collection en 1988. Elle ouvre sur un livre prénoté, *Ballet*, écrit par la journaliste Chantal Aubry, le seul témoignage - il date de 1989 - que l'on possède sur ce chorégraphe mort

du sida à quarante et un ans, le 9 décembre dernier. Cet ouvrage est à la fois une biographie et une étude stylistique d'une œuvre en cours de gestation, ce qui ne rend pas l'exercice facile.

Gérard Mannoni a ensuite écrit un *Jiri Kylian* : ce chorégraphe tchèque de grand talent, réfugié en 1968 aux Pays-Bas, y dirige depuis le Nederlands Dans Theater. Raphaël de Gubernatis a écrit un *Merce Cunningham* fort bien documenté sur les années héroïques du chorégraphe quand, entraîné par les théories avant-gardistes de John Cage, il mettait à feu et à sang les codes et les rites de la danse. Daniel Dobbels préfère l'essai à la biographie pour honorer Martha Graham : c'est brillant, psychanalytique, toujours suave, malgré quelques acrobaties déductives.

Ces quatre livres n'ont pas eu, à ce jour, de descendance.

• Pujade-Renaud chez Many. - Livre féminin, féministe, amoureux : Claude Pujade-Renaud, qui fut une élève de la chorégraphe, se glisse dans la peau de Martha Graham, décédée le 1^{er} avril 1991. *Martha ou le mensonge*, écrit à la première personne, sorte de monologue intérieur post mortem où le «je» s'avère troublant, oscillant entre la réalité des faits biographiques connus, les citations et la fiction. «Je» presque iodécot, mémoire d'outre-tombe, qui permet d'aborder sans ordre apparent, mais oco sans réussite, l'œuvre et sa technique, les démêlés avec les hommes, la critique, la vieillesse, l'alcool et les pilules, toutes ces merveilleuses obsèques qui rendent Martha Graham unique (120 p. 75 F.).

• Lascail, chez Dis Voir. - Deux ouvrages ont été publiés : l'un sur Daniel Lascail, l'autre sur Jean-Claude Gallot. Le principe de cette collection est d'encadrer l'entretien central du chorégraphe de la pensée d'intellectuels. Gilbert Lascail, critique d'art et écrivain, dans un texte intitulé *L'Amour des*

surfaces, arpente en douze points, douze pas légers et graves de géométrie, le «champ» chorégraphique de Daniel Lascail.

Il ne s'embarrasse ni de technique ni de discours interprétatif : il examine les matières, les rythmes, les éléments, l'espace, le jeu des articulations, coude, épaule, genou. Un regard décalé, une écriture qui fait surgir devant nos yeux l'essence de la danse de Lascail. Le chorégraphe, qui a aussi un beau coup de crayon, a conçu visuellement l'ouvrage. Jolis croquis, livre réussi (*Daniel Lascail*, 128 p. 220 F.).

• Chez Armand Colin, «Arts chorégraphiques». - Une collection dirigée par Lorraine Niclas, l'organisatrice des Rencontres de Bagnolet, un concours dont la vocation est de repérer les chorégraphes de demain. Une ligne proche de celle des Editions Dis Voir, à savoir réunir des «signatures» : choisir Hélène Cloux pour parler de Karine Saporta, créatrice féminissime, s'avère un choix pertinent. Roman Polanski et Ismaïl Kadaré ont été convoqués pour dialoguer avec Angello Prejocaj, d'origine albanaise : un livre très slave, donc très nostalgique. Il arrive que la rencontre entre ces célébrités tourne court ou, à l'inverse, prenne le ton d'une conversation de spécialistes pour *hoppy few*. Autres parutions : Odile Duboc, Régine Chopinot.

Le dernier ouvrage publié ne porte pas sur un chorégraphe : il s'appelle *Le Corps provisoire*. Il s'agit du corps et de sa représentation au cinéma (Bernard Rémy), en peinture (Christian Delacampagne), dans la poésie (Michèle Finck) et, bien sûr, dans la danse contemporaine (Isabelle Gnanot). L'introduction, écrite par Jean Rouch, est insistante : il parle de son désir de danse, de caméra dansante pour saisir les rituels, et de la tentation permanente de vouloir entrer dans la danse, de passer de l'autre côté du miroir, d'être, à son tour, possédé (224 p. 180 F.).

• Nina Tikanova à L'Age d'homme. - Rappelons le livre de Nina Tikanova, *la Jeune Fille en bleu*, un siècle de souvenirs, un itinéraire biographique des milieux littéraires de Saint-Petersbourg - son père était éditeur et ami de Gorki - jusqu'à Paris et son microcosme de danseurs et de chorégraphes russes en exil, autour de la trinité : Nijinski, Diaghilev, Balanchine. Nina Tikanova a été danseuse chez Bronislava Nijinska, la sœur du très célèbre danseur, puis professeur. Un témoignage qui vaut par le don de l'observation, beaucoup d'intelligence et de cœur (207 p. 130 F.).

• *Satie et les autres aux éditions Plume*. - Jeunes arrivés sur le marché de l'édition, Catherine Leuillière et Jacques-François Marchandise ont choisi des valeurs sûres pour lancer leurs livres de danse, largement illustrés. Deux livres consacrés à Maurice Béjart, dont l'un, avec des photos de Mireille Darc, Gilles Tapie et Richard Meloul, rend compte de la nouvelle compagnie, *Rudra* (160 p. 145 F.). *L'art de la danse*, en deux volumes : l'un consacré aux ballets, l'autre aux danseurs, avec des textes de Gérard Mannoni (140 p. 195 F.). Plume possède le privilège d'avoir publié le livre de l'année 92, *Satie et la danse*, d'Ornella Volta (176 p. 395 F.). A paraître le 7 avril 1993 : *Parade*, un livre de croquis, de notes et de photos sur la relecture que le chorégraphe Angelin Preljocaj et le peintre Aki Kuroda ont donnée du fameux ballet, créé en 1917 par Picasso, Cocteau, Massine et Satie. (146 p. 245 F.).

• Editions Films d'Angle d'Ailes. - La compagnie de l'Esquisse, une des plus importantes aujourd'hui en France, a préféré créer sa propre maison d'édition et publié deux livres, *l'Esquisse et la peinture* (1986), *l'Esquisse et le cinéma*, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia. Editions Films d'Angle d'Ailes. Distribution Distique. 189 p. 200 F.).

Dominique Fréard

L'histoire saisie par le roman

Marc Paillet, Dimitri Davidenko, Yves-Marie Choupaut inaugurent une nouvelle collection chez Plon, mariant l'imaginaire et l'érudition

LE REMORDS DE DIEU
de Marc Paillet.
Plon, 396 p., 149 F.

LE PAPE DE L'AN MIL
de Dimitri Davidenko.
Plon, 331 p., 120 F.

LES AMANTS DU PONT DU GARD
d'Yves-Marie Choupaut.
Plon, 393 p., 120 F.

Parmi les manières de dire ou de raconter l'histoire, celle qui fait appel à l'imaginaire du roman n'est pas la moins fertile - dès lors que l'auteur la revendique clairement. La liberté d'écriture qui est le propre du genre autorise à privilégier fructueusement l'éclairage de tel ou tel aspect d'une période historique donnée. Trois volumes, qui inaugurent une nouvelle collection publiée chez Plon, illustrent, sur des modes différents, les mérites de cette approche.

Marc Paillet a délibérément placé son gros livre sous le signe du merveilleux. Pris, nous suggérons, de quelque remords pour avoir laissé aux hommes toute liberté de conduite, Dieu choisit d'accorder à quelques êtres d'exception le don d'immortalité, «comme une chance de plus donnée au bien contre le mal». Longévité serait un terme plus exact, car ces rares élus savent mourir quand ils estiment eux-mêmes le moment venu. Mais après avoir vécu chacun plusieurs siècles et s'être - avec la grâce de Dieu, bien sûr - choisi un successeur qu'ils se chargent d'initier à la mission qu'impose cet extraordinaire privilège. Ainsi se forme une «chaîne d'immortels (...) qui unit le passé au présent, le présent à l'avenir».

Cette chaîne trouve son origine dans la nuit des temps, mais les «mailloins» que sont les person-

nages dont Marc Paillet nous rapporte les «témoignages» s'échelonnent, en gros, entre le tout début du V^e siècle et l'aube du IX^e. La scène historique sur laquelle ils se succèdent est celle d'un monde, celui de l'Empire romain, qui s'est déjà effondré et ne sera pas rebâti de si tôt - ni autour de Constantinople, ni même sous l'autorité de l'islam conquérant, moins encore sous le règne sans lendemain d'un Charlemagne nouvel empereur. Vague après vague, les vaudes de toutes sortes défilent sur des royaumes qui se défont, d'autant plus fragiles que minés par les dissensions et rivalités internes. D'Attila aux Vikings, nous assistons à une suite de destructions qui sèment le malheur et la désolation. Quand ils ne sont pas à la pointe du combat - protégés qu'ils sont par leur don d'invulnérabilité, - les héros de cette longue saga trouvent refuge en Bourgogne, auprès des moines de Luxeuil.

Mais on les suit entre-temps à travers de périlleuses aventures, de Thessalonique à Rome, à Damas, à Alexandrie, à Bagdad et à Corinthe, en l'attente enfin, d'où vient l'un des premiers initiés dont nous entendons le récit, Moengal. Inévitablement, dans ce monde de violence, le rapport de l'homme avec la mort est constamment présent, mais aussi - paradoxe ou invitation à une lecture plus humaniste? - le rêve d'un esprit de tolérance.

Le Pape de l'an mil prend, pour ainsi dire, le relais, puisque le destin du moine Gerbert, qu'il nous fait suivre, nous conduit du premier quart du X^e siècle au début de notre propre millénaire. Époque traversée de guerres, de complots, d'assassinats et, surtout, de fléaux comme la redoutable peste noire dont les survivants préféreraient garder le silence. L'heure de la reconstruction est encore lointaine, et si l'on voit passer on certain Hugues

Capet, sacré, le 3 juillet 987 à Reims, *roi des Gaulois, des Bretons, des Normands, des Aquitains, des Goths, des Espagnols et des Gascons*, les pouvoirs politiques brillent surtout par leur incapacité à exercer durablement leur autorité, si ce n'est simplement par leur absence. De là le rôle croissant joué par des sociétés que protège un secret sévèrement gardé - la Sainte-Vehme, la Cabale.

«Hommes de l'ombre»

Enfant trouvé de la région d'Aurillac, Gerbert sera le plus puissant de ces «hommes de l'ombre» qui détournent alors la réalité du pouvoir. Devenu l'un des personnages les plus érudits de son temps, il accèdera, en 999, au trône de Saint-Pierre - premier pape d'origine gauloise dans l'histoire de l'Eglise catholique - pour être dénoncé, après sa mort, comme «très méchant négromancien, trompette de toutes les méchancetés (...), convaincu de magie et de simonie par l'archevêque», etc. On reviendra après lui à un ordre plus... orthodoxe qui voulait qu'un Romain de bonne famille régnât à Rome.

Si vivant que soit son récit, Dimitri Davidenko propose ici beaucoup plus une chronique historique qu'un roman. Il s'appuie sur une solide documentation et, comme Marc Paillet, sur beaucoup d'érudition. Est-ce par modestie ou par souci qu'on ne soit pas tenté de confondre les genres qu'il s'abstient d'en dire plus sur les sources dont il s'inspire?

C'est à une tout autre époque que nous transportent ces *Amants du Gard*, qui ont bel et bien existé, la «fiction romanesque», nous dit l'auteur, n'intervenant, à l'encore, que pour «prendre quelque distance avec la sèche vérité historique». Ce récit d'amours longtemps

contrariés se déroule en un siècle que les Lumières n'éclairaient encore que très imparfaitement puisque l'octroi, à la demande, de lettres de cachet permettait encore à un père de faire enfermer - pour douze années! - une fille dont il s'opposait pas les projets de mariage.

De hautes figures traversent cette histoire - de Jean-Jacques Rousseau au duc de Richelieu en passant par le marquis de La Fayette, - qui, suivant une sorte de balancement, fait alterner les scènes de la vie de Provence avec celles du quartier parisien de la place Saint-Michel, où l'on cultivait encore des potagers.

«Mon propos, écrit Yves-Marie Choupaut, était de montrer l'envers d'une belle époque (...) et de faire entendre la voix de ses femmes punies.» Il y a pourtant plus de sourires que de pleurs au fil de ce récit. Le devons-nous au caractère aussi ferme que clément de l'héroïne ou à l'étonnante liberté avec laquelle elle choisit de croire, suivant (peut-être?) M. de Voltaire, que les hommes ayant «reçu le don de perfectionner tout ce que la nature leur accorde, ils ont aussi perfectionné l'amour».

Alain Jacob

* A signaler également, dans la même collection, *l'Étrange rentrée de 1843*, de Fabienne Rebout-Scherrer. Un roman par cette fois, mais écrit par une historienne qui explore, à cette occasion, le monde de la province et des établissements d'enseignement au milieu du siècle dernier. Elle y place une intrigue qui fait de ce livre un vrai roman policier, tout à fait palpitant (Plon, 250 p., 120 F.).

Et encore, de Georges Conlages, le quatrième volume de la série «les Chemins de nos pères», *les Boulets rouges de la Commune*. Des leucléens de la défaite de Sedan à la sangnante répression des communards, en passant par l'enthousiasme républicain et féroce de journées héroïques (Plon, 280 p., 109 F.).

Bibliothèque Cosmopolite

Nouveautés mars 93

HENRY MILLER

Max et les Phagocytes

HENRY MILLER

Dimanche après la guerre

HENRY MILLER

Entretiens de Paris

RUTH PRAWER JHABVALA

Chaleur et poussière

ERAST WIECHERT

La servante du passeur

FRANKO RADICEVIC

Le trou de la serrure

HORST W. GEISZLER

Cher Augustin

ISAAC SINGER

l'esclave

MOULINO RIBEIRO

Casa grande

MCCULLERS

Reflets dans un œil d'or

ARTHUR SCHNITZLER

l'étrangère

OLIVIA

Olivia

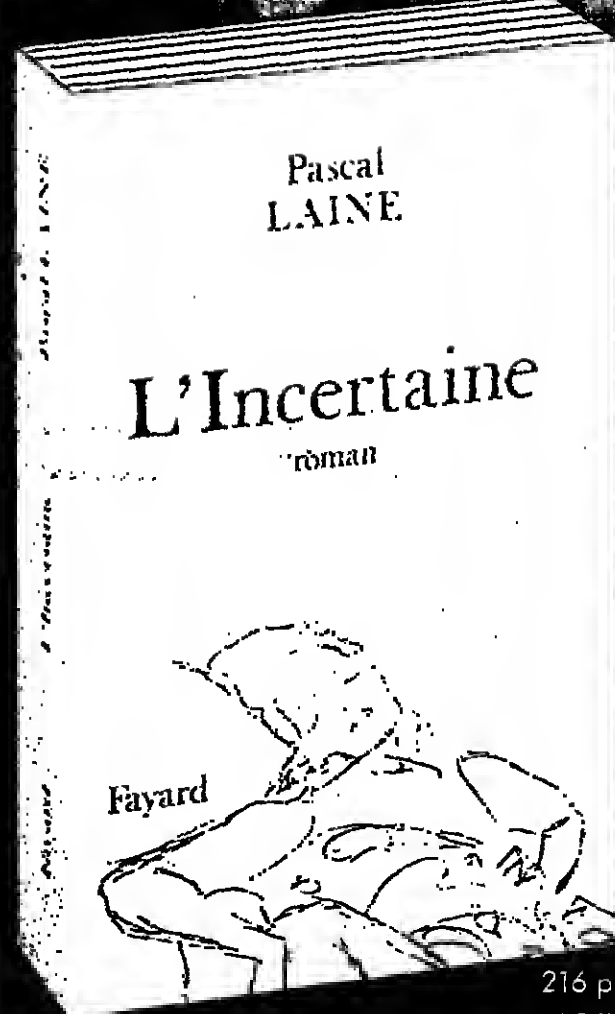
Bibliothèque Cosmopolite

120 TITRES AU CATALOGUE

STOCK

Pendant la durée de la campagne, un ouvrage de D.H. Lawrence, *L'Amazonne fugitive*, est offert pour l'achat de 3 volumes de la collection.

PASCAL LAINÉ



Un roman d'amour qui est un petit chef-d'œuvre de poésie, de vérité, de profondeur et de charme.

Il faut prendre garde à ces petits romans qui n'ont l'air de rien. Ils cachent parfois de grandes œuvres. Dans sa subtile ambiguïté et ses multiples résonances, celui-ci en est.

Jacqueline Piatier, Le Monde

FAYARD

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

Bilan d'un quinquennat pour deux grands éditeurs

Il y a tout juste cinq ans, au printemps de 1988, MM. Antoine Gallimard (quarante ans, à l'époque) et Christian Bregou (quarante-six ans) devenaient, respectivement, PDG de Gallimard et PDG du Groupe de la Cité, deuxième groupe d'édition français derrière

Hachette. Nous les avons rencontrés pour les interroger sur leurs projets (« Le Monde des livres » du 15 avril 1988). M. Gallimard, nommé par son père Claude, parlait de « garder le cap et dynamiser l'équipage », mais ne savait pas qu'il était à la veille d'une terrible

querelle familiale qui l'a conduit à modifier la structure de son capital. M. Bregou insistait sur son désir de « relancer la créativité éditoriale », de « redonner une identité à des maisons qui l'avaient parfois perdue ». Qu'en est-il aujourd'hui, pour chacun d'eux ?

GALLIMARD

Le maintien de l'indépendance

« Notre indépendance est le garant de la qualité de notre programme. Et inversement », disait, voilà cinq années, Antoine Gallimard. Il en reste persuadé, après la tempête qu'il a traversée en 1990 — sa sœur aînée, Françoise, ayant décidé de vendre ses parts (12,5 %), ce qui a conduit à une redistribution du capital (le Monde du 24 juillet 1990) — et après le règlement de la succession ouverte par la mort de son père, Claude, en avril 1991.

Voyons d'abord « la qualité », le dynamisme de cette entreprise de quelque mille personnes, et sa nouvelle organisation hiérarchique. A une structure — installée au printemps de 1988 — qui comprenait un PDG (lui-même) et un comité directeur, M. Gallimard a substitué une hiérarchie plus classique : un PDG, un directeur général, M. Pierre Cohen-Tannouji, arrivé à la fin de 1991, et « un bras droit éditorial », précise M. Gallimard, M. Teresa Crensi, venue d'Italie au printemps de 1989. M. Crensi ne possède aucun titre précis. Serait-ce une réticence liée à son sexe ? « Pas du tout », proteste M. Gallimard. « Outre le fait qu'elle ne le souhaite pas, il n'est pas nécessaire d'avoir un titre quand on agit sur des relations humaines. En revanche, pour agir sur des appareils, il en faut un, absolument... »

M. Gallimard est, au fond, assez fier de son travail pendant ces cinq ans, même s'il manifeste, à l'excès, un goût du secret, un art de la litote, une propension à la prudence, à la discrétion, hérités de son père et de son grand-père Gaston, le fondateur, en 1911, de la prestigieuse maison au sigle mythique, NRF. « J'ai

fait venir beaucoup de nouveaux éditeurs, précise-t-il, parmi lesquels Severo Sarduy pour le domaine hispanique, Bernard Lortholary pour le domaine germanique, Christine Jorès pour le domaine anglo-saxon, Patrick Raynal pour le « Série noire », Eric Vigne pour les essais, Françoise Cibel, qui va lancer de nouvelles collections de livres de référence, Jean-Loup Champion pour les livres d'art, Jacques Dars pour « Connaissance de l'Orient », Jean-Yves Tadié pour « Folio classique » et « Folio théâtre », Patrick Maurès avec « le Promeneur », Coline Faure-Potré, qui vient de Hachette. Nous avons filialisé, en 1991, le secteur jeunesse et les « Nouveaux loisirs », pour les guides de voyage. Je ne crois pas que nous ayons à rougir de notre production littéraire ni du Goncourt que nous avons obtenu en 1992 (1) ».

Mais l'indépendance, qu'en est-il ? On était arrivé, en juillet 1990, à une redistribution du capital qui permettait à Antoine Gallimard de conserver, seul, la minorité de blocage (33,3 %), son père Claude possédant toujours 11,90 % et M. Muriel Toso, autre actionnaire historique, 15 %. Les nouveaux actionnaires étaient principalement la BNP, l'éditeur italien Einaudi, Havas, la Financière Saint-Dominique, la Financière Rothschild. Une personne privée, M. Francis Arrousset, avait pris, par passion pour Gallimard — et notamment pour la « Bibliothèque de la Pléiade », 1 % du capital. Aujourd'hui, la situation est différente. Antoine Gallimard a dû, après la mort de son père, régler la succession de celui-ci, et, sans

aucun doute, renoncer à sa minorité de blocage. Mais il dit fermement « vouloir garder une certaine confidentialité sur ce qui a été mis en place ».

« J'ai mis fin au contentieux familial, qui a été réglé à l'amiable, affirme-t-il. Il fallait, évidemment, reclasser les actions de la succession. Je ne tiens pas à donner tous les détails. J'ai la maîtrise du capital, avec un « noyau dur » d'actionnaires historiques. Il me paraît important d'insister sur le fait que je suis, pour la maîtrise de mon capital, entouré de personnes physiques privées. J'ai d'excellentes relations avec mes actionnaires. Parmi eux, je citerai, bien sûr, la BNP, avec M. René Thomas et Bernard Gaucher-Piola, mais aussi Havas, Einaudi, le Crédit national, la Financière Rothschild, le Comptoir des entrepreneurs, la MACIF, la famille Duval-Fleury, l'Indivision Odon Vallet et d'autres personnes privées, dont ma sœur Isabelle, qui a gardé les actions reçues de la succession et est montée légèrement en puissance. Je n'en dirai pas plus. Il suffit que l'on sache que je suis libre et indépendant. »

Le fantasme du « programme blanc »

Dans le milieu de l'édition, toujours agité de rumeurs, on est passé, en cinq ans, d'un gourmand « attendons que Gallimard tombe » à « Gallimard s'en tire bien » (les listes des meilleures ventes semblent le montrer). Antoine Gallimard regarde avec calme cette « fluctuation des images » : « A l'époque où j'avais ces attaques sur le capital et où on

me guettait, la maison Gallimard ne se portait pas si mal que ça. Aujourd'hui, elle va bien, mais, dans ce genre d'entreprise, il ne faut jamais relâcher la vigilance. La maison proprement dite se porte bien, mais nous rencontrons, à cause de la crise, des problèmes sur le plan de la diffusion, avec les faillites de Ramsay, Messidor, Alinéa et quelques autres. Nous sommes donc un peu fragiles sur notre périphérie — diffusion et certaines filiales. »

Toujours avec sa légendaire prudence, Antoine Gallimard conclut tout de même sur sa confiance en la vitalité de sa maison : « Si nous sommes soucieux de bien cadrer notre production, de ne pas céder à la tentation de trop publier — l'éditeur est trop souvent angoissé par le fantasme d'un « programme blanc », comme l'auteur devant la feuille blanche, — nous ne sommes pas, on l'a vu, dépourvus de projets. Nos auteurs confirmés sont toujours avec nous, et nous sommes heureux — et fiers, — de leur succès grandissant ; nous sommes toujours un vivier de jeunes auteurs ; les collections lancées au cours de ces cinq ans — comme « le Débat », « l'Un et l'autre », « l'Aube des peuples » — s'affirment. Bref, je peux confirmer ce que je disais en prenant mes fonctions : nous avons gardé le cap et dynamisé l'équipage. »

Raphaëlle Rérolle et Josyane Savigneau

(1) Pour Teresa, de l'écrivain martiniquais Patrick Chamoiseau.

GRUPE DE LA CITÉ

La recherche de l'identité

Le discours de M. Christian Bregou, PDG du Groupe de la Cité, ne porte pas la trace de la prudence familière des Gallimard, mais il est celui d'un homme habité à la « communication », qui, on le sait, entretient parfois des rapports incertains et flottants avec la réalité.

On imagine mal ce qui pourrait lui faire perdre sa placidité et sa courtoisie. Aucune question ne semble le déranger. Pas même celle sur l'importance grandissante de France Loisirs, qui serait passé, depuis son arrivée, de 50 à 75 %, dans les résultats du groupe. M. Bregou répond seulement que le poids de France Loisirs — autour de 60 %, selon lui, il y a quatre ans — a, en effet, augmenté : d'une part, parce que ce club de livres « marche bien » et que le taux des impôts sur les sociétés a baissé, d'autre part, parce que, dans le reste du groupe, la restructuration des maisons de littérature générale a entraîné des dépenses.

Que s'est-il passé depuis la nomination de M. Bregou, singulièrement chez Laffont et dans les maisons rassemblées au sein des anciennes Presses de la Cité ? Dans ces dernières, serait-on passé d'une politique de « transversalité » éditoriale, avec M. Christian Bourgois, à une politique d'identification claire des maisons ?

« J'ai toujours pensé, et dit, qu'il fallait allier les deux », affirme M. Bregou. Le groupe permet une meilleure efficacité économique, notamment dans les fonctions de commercialisation et de distribution des livres. En outre, il possède un club de livres — France Loisirs — et assure, grâce aux collections de poche, une meilleure « deuxième vie du livre ». En revanche, sur le plan éditorial, chaque maison doit avoir une forte identité. Là, en effet, on a pris du retard sur mes prévisions.

Surtout dans les maisons de littérature générale. Désormais, tout est clair : les quatre maisons de littérature générale — Plon, Laffont, Julliard et les Presses de la Cité (la maison d'édition, non l'entité globale) — seront indépendantes les unes des autres. Quant au secteur poche, il va également devenir indépendant.

Après des années de centralisation excessive, on va pouvoir, grâce à cet « éclatement » en plusieurs maisons, mettre réellement en œuvre ce que j'ai toujours souhaité : libérer des talents et attirer des auteurs ; faire naître des maisons de création qui aient vraiment une âme et une identité ; donner à de nouveaux éditeurs, d'une nouvelle génération, des moyens de s'exprimer ; relancer une politique d'auteurs, trop faible jusqu'ici, en sélectionnant les textes avec une plus grande exigence, dans le domaine des essais comme dans celui de la fiction. Je souhaite qu'on publie moins, ce qui ne veut pas dire s'en tenir à des ouvrages susceptibles d'atteindre un large public. Enfin, nous devons renforcer notre action dans le domaine du « faire savoir », de la promotion. »

Des propos peu différents de ceux tenus en 1988, quand M. Bregou déplorait « le manque de créativité éditoriale » des maisons de littérature générale du groupe. Mais, au cours de cette période, le « pouvoir d'attraction » de ces maisons (en auteurs comme en éditeurs) n'a pas été exceptionnel. En revanche, on a vu partir des éditeurs réputés littéraires, de Christian Bourgois à Elisabeth Gille et Paul Fournel, et arriver des éditeurs de « coups » plus médiatiques et commerciaux que littéraires, comme Olivier Orban et Bernard Fixot. Y aurait-il un certain écart entre la réalité et le discours ? Quant au vieux rêve de faire cohabiter l'éditeur de Jamais

sans ma fille et le découvreur du futur Proust..., n'est-il pas irréalisable ?

« On ne peut pas affirmer cela. Mais il faut certainement, pour réussir, un très fort degré d'exigence. Robert Laffont a su faire coexister des best-sellers, comme Papillon, et la prestigieuse collection de littérature étrangère « Pavillons ». Il serait vain de vouloir résumer une maison d'édition en une seule personne. Bernard Fixot, qui, à mes yeux, est tout à fait en mesure de publier des textes littéraires, va s'entourer d'éditeurs. Olivier Orban a comme objectif de retrouver les « racines » de la maison Plon, etc. En outre, si le « pouvoir d'attraction » est, certes, encore trop faible, ce qui est mis en place pour but de pallier cette carence-là, et correspond à ce que, depuis le début, j'ai voulu — mais pas encore réussi partout. »

« Un métier complexe »

Finalement, ne faudrait-il pas admettre qu'il est illusoire de vouloir « gagner de l'argent », au sens où les financiers l'entendent, en publiant des livres, de « vrais » livres ?

« Je ne le crois pas. Mais il faut savoir que le métier d'éditeur est extrêmement complexe. C'est le plus difficile de tous ceux que j'ai connus. A la fois sur le plan intellectuel et sur le plan économique. Laissons un instant le terrain littéraire, qui est en soi un vaste champ. Prenons le domaine du management. L'édition, contrairement à la presse par exemple, doit gérer des stocks et s'inscrire dans des cycles longs. C'est aussi une industrie de prototypes qui se renouvellent chaque année. Une bonne année ne permet pas de se dire : « Ma maison se porte bien. » Et il faut ajouter à cela une certaine difficulté, compréhensible,

de l'édition à entrer dans son siècle, à épouser les désirs et les comportements des nouveaux lecteurs et à assumer la transformation profonde de la filière livre. »

Au moment de sa nomination, M. Bregou soutenait que les livres réputés « difficiles » pouvaient être rentables. L'expérience l'a-t-elle conduit à d'autres conclusions ? « Non. Mais il ne faut pas procéder comme on le fait encore trop souvent actuellement. Prenons un exemple : celui d'un texte « difficile » de littérature étrangère dont, raisonnablement, on pourrait espérer vendre mille exemplaires à un public spécialisé. On tire à quinze mille pour commercialiser le livre dans un réseau conçu pour du roman à grand tirage. Résultat : le titre est mis en place sans discernement dans tous les points de vente, et, après un certain temps, il revient. On s'aperçoit alors qu'on a perdu de l'argent. Il ne s'agit pas de dire qu'on ne peut pas publier ce genre de livre. Pour trouver un équilibre, il faut seulement éviter de faire une erreur d'analyse au départ. »

Par ailleurs, il faut se garder de « publier pour publier », ce qui est trop souvent le cas. Cela permet parfois aux structures internes aux maisons d'édition de s'autosuffire. Il faut réduire les structures fixes et installer le plus souvent possible des structures souples. Cela conduit à une réduction apparente des effectifs, qu'il ne faut cependant pas interpréter comme un signe de mauvaise santé. La « course à la quantité » est un problème structurel, qui s'inscrit dans la psychologie des maisons d'édition. Il est plus difficile de défendre longtemps un livre que d'accumuler des nouveautés. Alors, un nouveau départ ? Exigence et qualité, enfin ! Après le discours, c'est à la réalité de parler.

Jo. S.

LE MONDE DES LIVRES

TÉMOINS

de Jean Norton Cru.
Presses universitaires
de Nancy, 727 p., 180 F.

RÉMOIS EN GUERRE

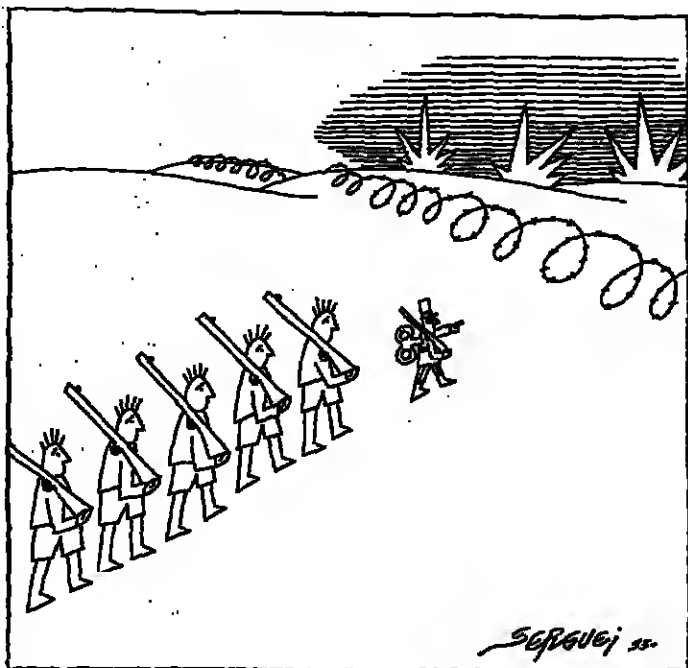
1914-1918
L'héroïsation du quotidien
de François Cochet.
Presses universitaires
de Nancy, 168 p., 98 F.

LA GUERRE DES ENFANTS

1914-1918
Essai d'histoire culturelle
de Stéphane Audoin-Rouzeau.
Armand Colin, 186 p., 120 F.

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



Un grand, un très grand livre, à la hauteur de la catastrophe dont il procède. Témoins a paru quasiment à compte d'auteur en 1929, juste après les fastes du dixième anniversaire de la tuerie. Repris, l'année suivante, sous une forme abrégée et financièrement accessible aux hommes de bonne volonté sous le titre *Du témoignage*, cet *Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants* édités en français de 1915 à 1928 fit l'effet d'une petite bombe.

Son seul ennemi est donc le Fabrice de Stendhal à Waterloo. Parce que la guerre, selon lui, gagne toujours à être vue de près, par des êtres que l'uniforme ne dispense pas de penser et de juger tout en souffrant. Et parce que cette guerre-là ne participait d'aucune humanité.

Les héritiers de Témoins n'ont pas été si nombreux. Il y eut certes, et encore tout récemment, d'honnêtes récits scientifiques argumentés (2). Mais, à la différence de leurs confrères attirés par la guerre de 1939-1945, trop peu d'historiens de 1914-1918 ont puisé généreusement dans ce vécu exceptionnel. Les témoignages envahissaient tout, mais leur verve effraya longtemps l'histoire dite militaire. On en a publié quantité d'autres depuis 1929, mais sans qu'on ait admis vraiment leur singularité. Nous sortons enfin de l'impasse avec quelques chercheurs qui donnent désormais une forte charge culturelle à l'histoire de ce conflit, plongent dans les sensibilités au quotidien et rejoignent ainsi le vivant en guerre à travers la mémoire et les représentations collectives.

En voici deux, de grand talent, qui méritent d'être entendus. François Cochet, après une

La Très Grande Guerre

A l'heure où l'on ne jurait à gauche que par le *Feu* d'Henri Barbusse, où le durable succès des *Croix de bois* faisait entrer Roland Dorgelès à l'Académie Goncourt, voilà qu'un ancien combattant lucide, de surcroît obscur professeur perdu dans un collège de Nouvelle-Angleterre, se permettait de cracher dans la soupe du souvenir morbide et des bestialités héroïques à vocation pacifiste-progressive!

Rassurez-vous, il ne fut pas entendu, et le livre a sommeillé jusqu'à ce jour, tenu pour un grand classique par les seuls historiens du premier conflit mondial et réédité à petite dose, en 1967, par Jean-François Revel dans cette collection «Libertés» chez Fayard, qui diffusait si joyeusement le poil à gratter. C'est dire la reconnaissance qu'il faut avoir pour les Presses de Nancy et le secrétariat d'Etat aux anciens combattants, qui nous l'offrent, toujours neuf et plein de souffle, dans une collection où Jean-Charles Jauffret, Serge Barcellini et Gérard Canini rafraîchissent tant de témoignages (1). Tandis qu'on s'écrie d'habitude à Sarajevo et que s'est ouvert à Vénome le mémorial de la Grande Guerre, ces sept cents pages disent comment affronter l'indicible de la guerre.

JEAN NORTON CRU, né en 1879 (il mourra en 1949, parfaitement inconnu), était le fils d'un pasteur ardéchois et d'une Anglaise sage. Une petite enfance chez les Canaques, au large de la Nouvelle-Calédonie, où son papa tenait mission, avait fait de lui un «primitif irréductible». Bachelier quasi autodidacte, le voilà qui passe le brevet pour devenir instituteur et s'enflamme pour Dreyfus, grand marcheur devant l'Eternel, il échoue finalement, tout content, aux Amériques

après avoir pris la précaution de convoler à Aubenas. Un parpaillot de cette trempe ne pouvait pas s'en laisser conter quant il monta au front : le sergent puis adjudant Cru y a tenu plus que solidement sa place, à Verdun comme ailleurs. Et dès 1915, il commence à engranger, entre deux mitrailleurs, tout ce que ses camarades publient sur le drame. Pour «ne pas permettre que la guerre l'écrase».

Dès 1923, rentré au bercail américain, il s'agit de la guerre, de cette guerre que l'on fesse de la littérature avec tant de sang et tant d'angoisse : en sélectionnant impitoyablement dans tous les témoignages publiés les seuls authentiques à ses yeux, ceux des poilus, du soldat au capitaine, qui disent ce qu'ils ont vu et ressenti, il décide de faire à ses frères morts et vivants l'hommage de cette vérité-là, précise et nette, jamais courée, la seule qui fut à la proportion de cette guerre inouïe. En 1929, après un labeur épuisant de collation et de recoupement de milliers de carnets, de journaux intimes, d'œuvres romanesques, pour aboutir à une sélection de trois cents titres soigneusement épinglés, il publie *Témoins*.

Une longue préface méthodique et frémissante, des notices bio-bibliographiques passées au peigne fin, le tout lancé dans une constante allégresse d'écriture : c'est «un portrait unique où tout s'harmonise», tiré de «la gangue de la littérature de guerre». Halte à l'histoire héroïsante dans le style «Debout les morts» d'un Baret, arrière le pacifisme excité par l'odeur du cadavre, fi de l'histoire militaire concoctée sur documents d'état-major : Cru, le combattant, devenu érudit positif, ne cède jamais sur la moindre allusion fautive au mouvement

d'un corps d'armée, sur la transcription du sifflement calibré de tel obus, sur la vraisemblance commune d'un sentiment particulier. Il dénonce ainsi, pour cause d'inexactitudes, d'inepties, d'inepties à répétition et donc d'injustes aux morts, le *Songe*, de Montherlant, le *Guerrier appliqué*, de Paulhan, *Gaspard*, de René Benjamin, ou *Bourru*, de Jean des Vigines Rouges. Il prend la main dans le sac les best-sellers de Bordeaux, Dorgelès, Duhamel ou Barbusse. Par contre, il partage l'humilité d'un Genevois, il repère la vérité d'un Léon Werth dans *Clavel soldat* (qu'on ferait bien, par parenthèse, de rééditer, à l'instar de sa *Déposition* sur la guerre suivante), il dit la vérité et la sérénité des chefs de bataillon et des sergents, soldats-citoyens que leur franchise de plume a sauvés du désespoir.

Surtout, dans un chapitre féroce, il débouque les légendes, contées à chaud depuis l'arrière, qui pourrissent déjà la mémoire authentique et que les anciens combattants eux-mêmes se complaisent à nourrir après coup : «La légende, avoue-t-il, o peut-être regagné tout le terrain qu'elle avait perdu dans la tranchée». Non, crie-t-il, la guerre n'est pas une lutte qui tient au cœur de l'homme, la charge n'est jamais portée de lauriers, on n'attaque jamais «en rangs serrés», c'est «Rosalie», la baïonnette, fut de très piètre usage. De fait, «tous les soldats sont exceptionnels en peur» et, pis encore, «si les ordres avaient toujours été obéis, à la lettre, on aurait massacré toute l'armée française avant août 1915». Car les chefs de l'arrière «persistaient à faire ce que tout poilu trouvait absurde dès avant l'événement».

Stéphane Audoin-Rouzeau, lui, s'attache à ce qui heurte le plus, rétrospectivement, nos sensibilités : la manipulation des enfants pour la bonne cause, en Europe et en France. Il le fait sans sensiblerie, avec tact et finesse, en brassant des sources multiformes, journaux pour la jeunesse - où surgissent les Pieds-Nickelés anti-Boches de l'Epatant et Bécassine enrégimentée, - livres roses, cahiers et dessins d'écoliers, éruditions des éducateurs et des bien-penseurs. Il découvre la précoce de l'embrigadement des petits par l'école de la République et les forces religieuses, mais aussi par les insinuations ou les jouets : la graine de héros éclate partout sous le feu de la propagande. La brutalité de la guerre totale, conclut-il, justifiait ce jeu de la mort appliqué aux plus jeunes. Pourtant, l'effet de ce code patriotique fut, semble-t-il, assez bref et l'enfance a su parfois reprendre ses droits. Le temps le plus chaud de ce livre exceptionnel est in extremis, quand Audoin-Rouzeau part à la recherche de ce que l'enfant pensait. En quelques pages d'un rare bonheur, il décrit les revanches gamines sur les fusils de bois et emprunte à une enseignante lucide, Jeanne Galzy, le mot qui console : «L'irremplaçable, insouciant et insensible enfance, ils l'auront eue.»

Un mot encre, puisque le témoignage est à l'honneur aujourd'hui. Sachez que Moshé Zalcman, qui nous émut tant avec son *Histoire véridique de Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Staline*, publié chez Encre-Recherches en 1977, récidive à quatre-vingt-cinq ans, du fond de son cher dix-huitième arrondissement, avec *Sur le chemin de ma vie, avant et après le goulog* (Editions La Digitale, Bourg de Baye, 29300 Quimper). Cru aurait aimé cette voix du siècle.

(1) Elle a notamment publié, en 1990, le «modèle du document» selon Cru, les *Tranchées de Verdun*, de Daniel Moroc, soixante-deux pages inoubliables.

(2) Ainsi le tome 3 (de 1871 à 1940) de *l'Histoire militaire de la France*, dirigée par André Corvisier (PUF, 522 p., 550 F.), où Jules Maurin et Jean-Charles Jauffret, notamment, brosent un bon portrait des combattants de 1870, de 1914 et de 1940. Et où le maître d'œuvre tient consciencieusement Cru pour un «universitaire américain» (p. 309).

Dans les arcanes de l'édition : l'itinéraire du manuscrit vers son lecteur.

Titres parus dans la collection :

- SADE ET L'ÉCRITURE
OE L'ORGIE
Lucienne Frappier-Mazur
- LES IDÉES REÇUES
Sémiologie du stéréotype
Ruth Amosy
- LE ROMAN POLICIER
OU LA MOOERNTÉ
Jacques Dubois
- RÉCITS
DU NOUVEAU MONDE
Dominique Jullien
- LA MÉMOIRE DES ŒUVRES
Judith Schlanger
- LA SCÈNE PROUSTIENNE
Livin Bellat

Collection
LE TEXTE À L'ŒUVRE,
dirigée par Henri Mitterand
NATHAN

LE TEXTE À L'ŒUVRE
Hubert Nyssen
Du texte
au livre,
les avatars
du sens

DU TEXTE AU LIVRE,
LES AVATARS DU SENS
Hubert NYSSSEN



Le nouveau roman de MAX GALLO



MAX GALLO
*L'amour
au temps
des solitudes*



330 p.
120 F

Comment vivre et s'aimer aujourd'hui quand on est à mi-vie et que, par métier, on voit le monde tel qu'il est ? Les héros de Max Gallo, une femme médecin, un journaliste, sont témoins et acteurs de la comédie humaine contemporaine. S'ils en dénoncent l'impoture, c'est que l'un et l'autre tentent de s'aimer, d'être vrais ! Ils orrachent les masques, dévoilent notre réalité : les jeux du Paris d'aujourd'hui, comme la misère du Sud ou la guerre à nos portes.

Avec *L'amour au temps des solitudes*, Max Gallo a écrit un livre qui nous empoigne et qui prolonge l'exploration et la peinture de nos mœurs et sensibilités commencées avec *La Fontaine des Innocents*, son précédent roman.

FAYARD

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

ENTRE 1955 et 1962, entre l'agonie de la IV^e République et la fin de la guerre d'Algérie, la France s'invente du nouveau. En politique, une « nouvelle gauche » ; au cinéma, une « nouvelle vague » ; en littérature, la « nouvelle roman ». Nul besoin d'être sociologue pour refuser d'y voir de simples coïncidences. Une génération revendique le droit de ne plus habiter les espaces périmés. Ni celui d'une gauche asphyxiée par le stalinisme et la mollétième, ni celui d'un cinéma malthusien — entre 1959 et 1963, soixante-dix réalisateurs français tournent leur premier film, — ni celui d'un art romanesque soumis aux dogmes de l'engagement et du réalisme. Ca sont d'ailleurs les mêmes journaux, l'Express, France Observateur, le Monde, qui accueillent avec sympathie les initiatives politiques des uns et les œuvres des autres.

On s'est même empressé d'écrire que tout cela n'était qu'une invention de la presse. Le nouveau roman en particulier, qui aurait, selon ses pugnaces adversaires, une double caractéristique, celle de n'avoir jamais existé — tant pis pour la contradiction — celle d'être irrévocablement « dépassé ». Le jeu dure depuis trente ans ; c'est beaucoup pour une inexistence, même maléficiente. Triste que l'on annonce à sons de trompe que la non-être est enfin mort. Il est vrai qu'on lui consacre, en France et, surtout, à l'étranger, un nombre toujours croissant de thèses universitaires qui rassemblent à des extrêmes onctions (1). Mais l'enthousiasme des ambauteurs ne suffit pas à mesurer la santé de leurs victimes.

Certes, Alain Robbe-Grillet n'écrit plus guère ; mais l'autour des *Gommes* s'est toujours voulu un jubilant dynamiseur plutôt qu'un écrivain attaché à la construction d'une œuvre. Certes, encore, Robert Pingat doit affronter une exigence intérieure d'austérité et de contrôle qui raréfie son écriture jusqu'à le limite du silence (2). Mais Claude Simon, mais Nathalie Sarraute, mais Claude Ollier, mais Duras même...

Et Michel Butor ! Paut-on souhaiter une maillera santé littéraire à un écrivain ? Bon an mal an, il publia quatre ou cinq livres. Pour ne compter que les ouvrages présents dans toutes les bonnes librairies, car il y en a d'autres qui ne sont édités qu'à tirage limité, ou dans des catalogues d'expositions, des

TRANSIT A
TRANSIT B
de Michel Butor.
Gallimard, 414 p., 350 F.

comptes-rendus de colloques ou des publications étrangères. A New-York, à Tokyo, à Prague, à Sydney, à Mexico, demain à Pékin. La profusion est telle que Butor lui-même est incapable d'établir sa propre bibliographie. Plus de trois cents titres sans doute...

Cette générosité n'a pas que des avantages. Sans doute est-elle nuisible à la bonne gestion d'une carrière d'homme de lettres. Dans la société d'échanges marchands qui est la nôtre, il est de bon ton que la littérature entretienne un certain sens de la rareté. On dira donc de Butor qu'il se disperse ; on lui fera grief de l'impossibilité de parler de tous ses livres et on l'en punira en ne parlant d'aucun. Privé de l'occasion de vanter le « nouveau Butor » comme on le fait du beaujolais nouveau, on affectera de le prendre pour un producteur de piquette. Ou, ce qui est pire, pour un fabricant fébrile de boissons expérimentales.

Il faut reconnaître aux adversaires du « nouveau roman » une réussite dans l'invention mythologique, celle d'avoir fait associer durablement la préti- que littéraire des Butor, Simon et autres à l'image du laboratoire. Au contraire des vrais écrivains qui écrivent naturellement, comme un arbre fait des pommes et M. Jourdain de la prose, les « nouveaux romanciers », dépourvus de ces heureuses qualités naturelles, seraient contraints de pallier leurs insuffisances par le recours à des artifices techniques, à des complications savantes, à des élaborations intellectuelles sophistiquées, à des constructions d'ingénieurs.

PRENEZ, par exemple, la dernière prototype sorti des ateliers Butor, *Transit*. Ouvrez-le au hasard ; vous avez une chance sur deux qu'il soit à l'envers. Il y a, en effet, deux livres en un. Le premier, *Transit A*, qui occupa les deux cents premières pages, et un second, *Transit B*, de même volume, mais imprimé en symétrie inverse du premier. Vous pouvez d'ailleurs commencer indifféremment votre lecture par A ou B, à condition de retourner le volume quand vous serez arrivés au milieu du voyage. N'est-ce

pas, si on ose dire, une provocation au bon sens ? Encore Butor avoue-t-il dans son livre n'être pas allé jusqu'au bout de son projet : « Impossible à cause de la crise actuelle de redemander à mon éditeur les splendeurs chromatiques de Boomerang [qui était imprimé dans des encres de couleurs différentes]. Donc, je me contenterai du noir et, surtout sans dépasser certains langages. » Ces raffinements typographiques — il y a en bien d'autres dans *Transit* — feront hausser des épaules et grincer des dents.

Cependant, quoi de plus légitime pour un écrivain que de s'intéresser à tous les effets produits par un livre ; pas seulement à ceux des mots, des phrases, des paragraphes, mais encore à leurs dispositions dans la page, à la manière dont les pages jouent entre elles dans le volume, à la façon même dont ce livre se situe à l'intérieur d'un ensemble en perpétuelle évolution qui est l'œuvre de Butor, inscrite elle-même dans un

da soi et l'appréhension du monde. C'est pourquoi le voyage n'est pas pour lui un thème, mais le signe de toute son œuvre, le principe unificateur de son incessante dispersion.

VOYAGES de régions du monde à d'autres comme dans *Transit* où s'organisent des réseaux faits de contrastes, de correspondances, de glissements, d'écarts, de contagions, entre le Canada, l'Égypte, la Japon et le Mexique — avec escales dans le tourbillon parisien et lectures dans le calme genevois. Voyages dans les livres, traversés des littératures. Voyages dans les autres arts, dans la peinture, la sculpture, l'architecture, le musique, solitaires ou bien en compagnie de guides choisis. Voyages dans les rêves, voyages dans les sciences et les techniques, voyages dans les religions. Voyages, enfin, dans les genres littéraires, dont Butor explore les discours,

les rhétoriques, les couleurs et les contraintes ; du théâtre à l'ode, de l'opéra à l'essai, du dialogue à l'envoi. Butor se donne même le droit d'« errer ». Joli doublon de la langue : à la fois divagueur, marchand au hasard, et être dans l'arrure. Se perdre n'est pas toujours la plus mauvaise façon de voyager.

« Je suis moi-même plusieurs voyageurs », dit Butor.

Autant que des résonances réciproques de plusieurs lieux, de plusieurs trajets, *Transit* trouve l'ampleur de sa musique dans la résonance de plusieurs voix, venues de régions et de temps éloignés. Le moins étonnant n'est pas, dans ce jeu d'échos, qu'on reconnaisse malgré tout la voix propre de Butor, faite de toutes les autres, changeante, infiniment modulable et pourtant unie. Caché derrière ses cornues, sa chaudière et ses élabrics, l'alchimiste ne se borne pas à refaire inlassablement la création du monde, il s'explique son propre mystère. Et ce n'est certes pas le moins émouvant.

(1) La dernière en date, *Profil d'un personnage* chez Claude Simon, de Bernard Andrieu, éditions de Minuit.
(2) Au point où il se trouve, par conséquent, de coïncider avec un livre d'interviews, Robert Pingat à la lettre. Entretiens avec Madeleine Renouard, Belfond.

Pour une poésie du savoir

ensemble plus vaste et plus complexe, la littérature ? La double entrée de *Transit* est un procédé. Soit : comme toute mise en forme, comme toute écriture, comme toute production. Ce qui choque, ce qu'on reproche le plus vivement au fin de compte au nouveau roman, c'est que ces procédés s'affichent au lieu de se tenir cachés ; qu'en place de nous montrer un corps décentement recouvert de sa peau, il nous propose un écorché, avec ses viscères et ses nerfs, ses agencements et ses jointures, ses grasses, ses viandes et ses liquides. La loi ne se contenta pas d'être, il est transparent.

Cette fonction de critique d'elle-même que s'adjoint la littérature s'allie chez Michel Butor à une vision à la fois minutieuse et grandiose de son ambition d'écrivain moderne : réconcilier le savoir et la poésie, l'encyclopédisme et l'émotion, l'expérience

Montolieu, royaume du livre

Suite de la page 25

Voyez Montolieu quatre ans plus tard : il n'est pas une rue qui n'ait sa librairie et pas une librairie qui n'ait sa marque particulière. Ne cherchez pas de logique à la promenade, elle s'imposera d'elle-même, comme une sorte de jeu de piste initiatique où l'uo des plaisirs consiste à deviner de quoi est fait chacun des autres. Petit labyrinthe sans Minotaure et sans fil d'Ariane, le village vous embarque dans ses impasses, toutes prétextes à une nouvelle découverte.

Les singularités n'ont pas toujours eu le temps de s'affirmer, et la plupart des librairies (toutes d'occasion et d'ancien, à l'exception d'une seule) demeurent « généralistes » dans le choix qu'elles proposent. Mais chacune tend à se spécialiser. Allez faire un tour à la librairie Le Ferradou, située à l'emplacement de l'ancienne salle du Bal des Rouges, et qui jouera bientôt le rôle de cabaret-poésie. Vous y trouverez un peu de tout, comme au Velleur, à Floraison-lès-ou encore au Dilettante, géré par le copiste du village, et dont les propriétaires sont les éditions parisiennes du même nom ; mais les chineurs plus exigeants pourront dénicher chez Booth-books (la librairie du fondateur du village du livre, édifiée sur le lieu de l'ancienne salle du Bal des Blancs) des journaux du XVIII^e et du XIX^e siècle, toutes sortes de raretés anglo-saxonnes et d'autres venues pour la plupart des bibliothèques d'universités américaines, dont, notamment, importée de l'abbe en vertu du merveilleux hasard des aléas et venues, une *Histoire générale du Languedoc* écrite par un moine du XVII^e siècle !

Anselot, l'autre fondateur, se flatte, lui, d'être le seul libraire bibliophile du village, par opposition aux bouquinistes, qui ne s'aventurent pas dans une évaluation des ouvrages d'après leur expertise technique. On trouvera donc chez lui des livres anciens plus que de simples livres d'occasion, de cent à plusieurs dizaines de milliers de francs : un code pénal de 1780 annoté de la main de Fou-

quier-Tinville, alors procureur au Châtelet, un manuscrit enluminé du XIV^e siècle, des ouvrages historiques datant de la guerre de 1914 et de la période Empire, ou des livres d'art anciens.

Il y aura à la librairie du Contre-fort, bâtie autour de la ruine restaurée d'un vieux contrefort d'église, des livres neufs et régionaux ; à La Hotte, l'une des premières à se spécialiser, des ouvrages de viticulture et d'œnologie ; à La Clef du temps, des polars et de la science-fiction ; à La Chouette, outre les pièces de « bouquinerie », un choix de cartes postales d'époque ; à L'île lettrée, des livres plutôt centrés sur l'époque de la seconde guerre mondiale ; à L'île aux trésors, des « ouvrages d'Afrique et des trois Orientales ». Ne manquez pas non plus d'aller voir travailler le copiste ou le relieur.

Un moulin à papier

Mais la curiosité conduisant par priorité à ce qui refuse de se montrer, vos pas vous mèneront tout naturellement au Bibliotaphie converti — ce qui signifie, au sens propre, « cacheur de livres », à moins qu'il ne s'agisse de « livres dont le sens est caché ». Spécialisé dans les ouvrages consacrés au protestantisme, ce libraire-là se proclame avec arrogance « mauvais vendeur », cacheur de livres : car quoi de plus douloureux que de se séparer de ce qui vous intéresse ? C'est seulement à force d'insistance que vous pourrez lui arracher quelques traités calvinistes venus d'un grecier de Genève et introuvables en France.

Parallèlement à l'activité commerciale — implantation de librairies et d'auberges ou de « cafés littéraires » — et à l'action culturelle — animations diverses, stages d'écoliers, ateliers de reliure et de typographie, séjours organisés, — les Montoliviens restent fidèles au projet initial de faire revivre la tradition industrielle ancienne de leur village : c'est ainsi qu'un moulin à papier du XVII^e siècle est réaménagé, et qu'un musée-conservatoire des arts graphiques — installé sur le



Devant l'église, l'enseigne de L'île lettrée.

site de la manufacture du dernier moulin à eau, sur la Dure — offre une sorte de réservoir historique du village du livre, où l'on voit se dérouler les progrès techniques de la fabrication du papier. Une question reste au bord des lèvres : comment tout cela est-il possible ? Aujourd'hui, au bout de trois ans, le pari culturel de Montolieu est gagné : les quatorze librairies drainent autour d'elles toutes sortes de reconstitues (audition d'un « conteur » traditionnel, signatures d'écrivains, ateliers de création divers), et le village du livre dépasse son rôle de simple mar-

chand pour jouer celui d'un lieu de rassemblement culturel. La classe de maternelle, fermée pour cause de désaffection du village, vient de rouvrir ses portes. Quant à la résurgence économique, la jeunesse de l'expérience ne permet pas encore

d'en juger avec exactitude, mais les premières années sont déjà concluantes, d'autant que les activités liées au livre contribuent à ouvrir d'autres secteurs, de la maçonnerie à l'hébergement.

En plus de cette règle commerciale selon laquelle plusieurs librairies voisines se réduisent pas le marché mais en ouvrent au contraire les possibilités, créant, par leur cumulation même, une sorte de lieu de pèlerinage obligé pour bibliophiles, le village du livre bénéficie d'un état de fait culturel : la vente du livre d'occasion — où la surproduction ne joue pas négativement puisque l'ancienneté ajoute infiniment de la valeur — est le plus sûr moyen pour contourner la crise de l'édition. Le marché du livre n'est déprimé de sa saturation tandis que celui de l'ancien s'enrichit toujours de nouvelles trouvailles.

Une solidarité sans faille

De fait, plus de dix mille visiteurs, a-t-on estimé pour l'an dernier, ont conforté la conviction des libraires, qui se félicitent de la rapidité de l'évolution. Certains d'entre eux révèlent un chiffre d'affaires de 15 000 à 20 000 francs par mois, en forte saison, pour des frais fixes minimes et un faible coût de la vie. Il ne se passe pas une semaine sans de nouveaux arrivages de livres, et tous les libraires semblent confiants concernant l'amortissement de leurs investissements.

Le plus singulier reste encore l'étonnante énergie qui anime les habitants du village. Deux associations se sont créées. Mémoire du livre et Village du livre, qui se répartissent les tâches, entre organisation structurelle et promotion. Leurs présidents s'en finissent plus

de se battre pour réunir des fonds et imaginer de nouvelles activités liées au livre, en y croyant si sincèrement qu'on ne sait plus distinguer, à les entendre, ce qui relève du projet ou de la réalité. Les Montoliviens ne sont pas peu fiers — et pour cause — de l'ampleur des résultats. Même s'ils attendent davantage des institutions régionales ou municipales, encore trop avares, selon eux, des subventions dont le village du livre aurait besoin pour s'épanouir, rien ne semble pouvoir arrêter leur extraordinaire enthousiasme. Rien ne semble oon plus pouvoir porter atteinte à la solidarité, apparemment sans faille, des libraires entre eux et des habitants, qui conjuguent leurs gentillesse pour donner vie au village. Non, vous n'avez pas trop bu, c'est bien le libraire des Jardins d'Épicure qui vient servir les plats, le soir, à l'auberge ! Car les Montoliviens tiennent à ce que leur village reste celui qu'ils ont toujours connu : pas de complexes hôteliers, ont-ils décidé, mais des chambres d'hôtes et des fermes-auberges conviviales, où chacun est le bienvenu pour mettre la main à la pâte.

Cette solidarité interne, qui n'exclut pas l'interaction des rôles, est l'une des grandes forces du village du livre. Après Hay-on-Wye, Redu et Becherel, Montolieu prend le chemin d'une réussite qui entérine le projet d'une chaîne européenne des villages du livre. Plusieurs sont déjà en train de se créer : l'un à la frontière germano-hollandaise, un autre en Italie, un troisième en Suisse. La fédération de ces villages aurait pour avantage de redoubler le marché du livre en créant une mise en commun des fonds qui élargirait le circuit économique et culturel. Qu'en sera-t-il alors du petit Montolieu, centre d'un nouveau carrefour du livre, de la Hollande à la Méditerranée ?

Marion Van Renterghem

* Montolieu organise un « festival du livre » ouvert à des libraires étrangers et où seront invités des écrivains français et étrangers pour le week-end de Pâques, les 11 et 12 avril (06 68-24-38-04 ou 68-24-34-11 ; 06 68-24-31-40).

Centre Georges Pompidou
25, 26 mars 93 à 21 h ESPACE SEMINAIRE PHILOSOPHIQUE dirigé par C. Descomps
"ARTISTES ET PHILOSOPHES : EDUCATEURS ?"
avec N. ARAMBASIN, A. BADIOU, J. BALSO, J.C. BONNE, D. BUVSIENS,
D. LEVY, N. MICHEL, F. NICOLAS, C. RABANT, F. WAHL

مكتبة الأثر